



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NOVEMBRE 2016

N°12

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	02
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	09
Séance du mercredi et jeudi 23 et 24 novembre 2016	10
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	522

CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE

<i>Arrêts du Président du Conseil Exécutif</i>	529
--	------------

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 23 ET 24 NOVEMBRE 2016

N° 16-322-1 – PRENANT ACTE DU DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES- EXERCICE 2017

10

N° 16-323-1 – PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF) ENCADRANT L'AIDE FINANCIÈRE À L'ACQUISITION DE CHAUFFE-EAU SOLAIRES INDIVIDUELS (CESI) POUR LES PARTICULIERS

12

N° 16-324-1 – PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'HABILITATION À LA SOCIÉTÉ LCC QUALIXPERT DANS LE CADRE DU DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE MARTINIQUE ET LA RÉGLEMENTATION THERMIQUE DE MARTINIQUE

24

N° 16-325-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR LA RÉHABILITATION DE LA PISCINE MUNICIPALE

26

N° 16-326-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION RACING POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016 DE JOHAN HÉLOÏSE

28

N° 16-327-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016-2017 DE SON FILS

33

N° 16-327-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

35

N° 16-327-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016-2017 DE SON FILS

37

N° 16-327-4 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MADAME POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016-2017 DE SON FILS

39

N° 16-327-5 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

41

N° 16-327-6 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016-2017 DE SON FILS

43

N° 16-327-7 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

45

N° 16-327-8 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

47

N° 16-328-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION TEAM MADININA POUR LA REALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016 D

49

N° 16-329-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION JET ATITUD POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2015-2016

51

N° 16-330-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION MARTINIQUE BILLFISH POUR L'ORGANISATION DU TOURNOI INTERNATIONAL DE PÊCHE SPORTIVE, EDITION 2016

56

N° 16-331-1 – PORTANT REJET DE LA DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE PAR MÉDIA H PRODUCTION POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉMISSION TÉLÉVISUELLE

58

N° 16-332-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'OBSERVATOIRE DU MILIEU MARIN MARTINICAIS (OMMM) POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE RECHERCHES «PRÉVOIR LES BLOOMS DE SARGASSES DANS LA REGION CARAIBE ET LES PETITES ANTILLES»

60

N° 16-332-2 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2030-1 RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES – CRPLC

62

N° 16-333-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU GROS-MORNE POUR L'INSTALLATION ET L'AMÉNAGEMENT D'UNE STRUCTURE POLYVALENTE D'ACCUEIL ET DE SECOURS (AIDE COMPLÉMENTAIRE)

64

N° 16-334-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU ROBERT POUR L'OPÉRATION « RÉALISATION DE LA ROUTE DE LA POINTE JEAN-CLAUDE»

66

N° 16-335-1 – PORTANT NOUVELLE DÉNOMINATION DU DISPOSITIF D'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES ACRC : AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE AUX COMMUNES A.C.T.C

75

N° 16-335-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU DIAMANT

77

N° 16-335-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU MARIGOT

79

N° 16-335-4 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU MORNE-ROUGE

81

N° 16-335-5 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE MORNE-VERT

83

N° 16-335-6 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE RIVIÈRE-SALÉE

85

N° 16-335-7 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-ANNE

87

N° 16-335-8 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE D'AJOUA-BOUILLON

89

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2016

N° 16-335-9 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE 91

N° 16-335-10 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LAMENTIN 93

N° 16-335-11 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN 95

N° 16-335-12 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU ROBERT 97

N° 16-335-13 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-MARIE 99

N° 16-335-14 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES ANSES D'ARLET 101

N° 16-335-15 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE BASSE POINTE 103

N° 16-335-16 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU CARBET 105

N° 16-335-17 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE CASE-PILOTE 107

N° 16-335-18 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE DUCOS 109

N° 16-335-19 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU FRANCOIS 111

N° 16-335-20 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE GRAND-RIVIÈRE 113

N° 16-335-21 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU MACOUBA 115

N° 16-335-22 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU PRÊCHEUR 117

N° 16-335-23 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE RIVIÈRE-PILOTE 119

N° 16-335-24 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU SAINT-ESPRIT 121

N° 16-335-25 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINT-JOSEPH 123

N° 16-335-26 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINT-PIERRE 125

N° 16-335-27 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SCHOELCHER 127

N° 16-335-28 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-LUCE 129

N° 16-335-29 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE TRINITÉ 131

N° 16-335-30 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES TROIS-ÎLETS 133

N° 16-335-31 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU VAUCLIN 135

N° 16-336-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 137

N° 16-337-1 – PORTANT ACQUISITION PAR VOIE DE RÉTROCESSION D'UNE PARCELLE CADASTRÉE L N°220 SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DU SAINT-ESPRIT QUARTIER «HABITATION LA ROUSSANE » 139

N° 16-338-1 – PORTANT ADOPTION DES ORIENTATIONS POUR LES LYCÉES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT - EXERCICE 2017 141

N° 16-338-2 – PORTANT ADOPTION DES ORIENTATIONS POUR LES COLLÈGES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT- EXERCICE 2017 146

N° 16-339-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU SERVICE MÉDIATION SOCIALE AU TITRE DE LA MISE EN PLACE D'AGENTS DE MÉDIATION SOCIALE 150

N° 16-340-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MAISON ROUGE - MAISON DES ARTS POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016 152

N° 16-341-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION OBJECTIF PRÉVENTION MARTINIQUE (OPM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 154

N° 16-342-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CLUB DES AÎNÉS DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016 156

N° 16-343-1 – PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC L'ASSOCIATION AIDE PLUS 166

N° 16-343-2 – PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC L'ASSOCIATION ALLIANCE 174

N° 16-343-3 – PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC L'ASSOCIATION NORADOM 182

N° 16-343-4 – PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC LA SARL NOUNOU EXPRESS 190

N° 16-343-5 – PORTANT SUR LE FON OS OE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC LA SARL VIVRADOM 197

N° 16-344-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «SYNERGIE RH» POUR LA MISE EN PLACE DU PROJET «SAS JEUNES NEET'S» 205

N° 16-345-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ÉMERGENCE PRO POUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016 215

N° 16-346-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA MÉDIATION FAMILIALE AUX ANTILLES-GUYANE «AMPF-AF» POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 225

N° 16-347-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MANIBA POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016 235

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2016

N° 16-348-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU ASSOCIATION « LA RUE DE CHEZ MOI» POUR LE PROJET «JEUNES SANS ABRI»	237	N° 16-360-1 – PORTANT FINANCEMENT DE L'INTERNAT RELAIS AU TITRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2016/2017	294
N° 16-349-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION «LA GOUTTE D'EAU LORRINOISE» POUR LE PROJET «CAPITAL SANTE : UN ENJEU POUR LA VIE»	247	N° 16-361-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°CP/190-09 DU 23 AVRIL 2009 RELATIVE À LA FORMATION DES ASSISTANTES MATERNELLES	296
N° 16-350-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION SERVICE DE LA MEDIATION SOCIALE POUR LA MISE EN PLACE D'UN POINT INFO-SERVICES	249	N° 16-362-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'UNION RÉGIONALE DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (URSIAE) MARTINIQUE DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016	298
N° 16-351-1 – PORTANT RECONDUCTION DU DISPOSITIF DE L'ACCUEIL FAMILIAL POUR PERSONNES AGÉES OU ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP - ACTUALISATION DE LA COMMISSION D'AGRÈMENT DES ACCUEILLANTS FAMILIAUX ET INSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE RETRAIT D'AGRÈMENT	257	N° 16-363-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ OZANAM AU TITRE DES CRÉDITS D'INSERTION POUR LA CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX (LLTS)	313
N° 16-352-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DU ROBERT POUR L'ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX DE LA VILLE - OPTION HANDICAP AU TITRE DE L'EXERCICE 2016	260	N° 16-364-1 – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LES MATERNITÉS PUBLIQUES (MAISON DE LA FEMME DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT/MATERNITÉ HOPITAL DE TRINITÉ), PRIVÉES (CLINIQUE SAINT PAUL/CLINIQUE SAINTE-MARIE) ET LE RESEAU DE SANTÉ EN PERINATALITÉ DE MARTINIQUE POUR LA COORDINATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FEMMES ENCEINTES ET DES ENFANTS EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ OU DE PRÉCARITÉ	319
N° 16-353-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT PAR LE FSE DU DISPOSITIF ÉCOLE-FAMILLE-QUARTIER	262	N° 16-365-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLS (S.A.V.A.S.) GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANCAISE AU TITRE L'ANNÉE 2016	325
N° 16-354-1 – PORTANT APPLICATION DU PRINCIPE DE VERSEMENT GLOBALISÉ DES PRIX DE JOURNÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.314-115 DU CASF AU CENTRE MATERNEL «OASIS» DU ROBERT ET AU LIEU DE VIE ET D'ACCUEIL «AIDE-TOIT» À SAINT-JOSEPH	264	N° 16-366-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE AU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP) MAISON DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (MDPH) AU TITRE DE DE L'EXERCICE 2016	334
N° 16-355-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LAMENTIN POUR L'OPÉRATION «MÉDIABIL'NET»	269	N° 16-367-1 – PORTANT REVALORISATION TARIFAIRES DES ENQUÊTES DE PRÉVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES	342
N° 16-356-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LAMENTIN AU TITRE DE L'OPÉRATION «PRÉVENIR LES INCIVILITÉS»	271	N° 16-368-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MATERNEL«SOS MATERNITE» GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION LA RUCHE AU TITRE DE L'EXERCICE 2016	344
N° 16-357-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ CARIBÉENNE DE MYOLOGIE POUR L'ORGANISATION DES PREMIÈRES JOURNÉES CARIBÉENNES DES CENTRES DE RÉFÉRENCE MALADIES RARES ET ORPHELINES – JCMO	281	N° 16-369-1 – PORTANT MISE EN PLACE DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE	346
N° 16-358-1 – PORTANT VERSEMENT DE LA DERNIÈRE ANNUITÉ AU TITRE DU PLAN D'APUREMENT DU PASSIF DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX RETRAITÉS ET PERSONNES ÂGÉES (ADARPA)	283	N° 16-370-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) POUR LA CONSTRUCTION DE 7 LLTS AU TITRE DES CRÉDITS D'INSERTION	354
N° 16-359-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA LBU A L'OPÉRATEUR SOCIAL E.C.M. RENOVAT AU TITRE DE L'AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT EN MILIEU DIFFUS EN FAVEUR DE SIX MÉNAGES DÉFAVORISÉS	285	N° 16-371-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°12-470-1 RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'EHPAD LES MADRÉPORES POUR LA RECONSTRUCTION DE L'ETABLISSEMENT	360
N° 16-359-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA LBU À L'OPÉRATEUR SOCIAL GLM AMÉLIORATION DE L'HABITAT AU TITRE DE L'AIDE A L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT EN MILIEU DIFFUS EN FAVEUR D'UN MÉNAGE DÉFAVORISÉ	288	N° 16-372-1 – PORTANT OCTROI DE SUBVENTION À LA LIGUE CONTRE LE CANCER POUR L'ORGANISATION DE LA 7ÈME ÉDITION DU RELAIS POUR LA VIE EN OCTOBRE 2016	362
N° 16-359-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA LBU À L'OPÉRATEUR SOCIAL PACT MARTINIQUE AU TITRE DE L'AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT EN MILIEU DIFFUS EN FAVEUR D'UN MÉNAGE DÉFAVORISÉ	291	N° 16-373-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL REX	364

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2016

N° 16-374-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EUROPÉENNE POUR L'ENTREPRISE PROCHIMIE INDUSTRIES SA AU TITRE DE L'AXE 5.2.1 367

N° 16-375-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE À LA SAS BELLONIE ET BOURDILLON SUCCESSEURS OPÉRATION SYNERGIE MQ0002671 383

N° 16-376-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE DE L'OPÉRATION «PARCOURS D'ÉVOLUTION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES : LICENCES PROFESSIONNELLES» RÉALISÉE PAR ADN FORMATION 399

N° 16-377-1 – PORTANT RÉVISION DES MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE L'AVANCE REMBOURSABLE ACCORDÉE À L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP) 414

N° 16-377-2 – DÉLIBÉRATION INSCRITE À UN RECUEIL ULTÉRIEUR

N° 16-378-1 – PORTANT MODIFICATION DES FISCALITÉS APPLICABLES À CERTAINS PRODUITS PÉTROLIERS 419

N° 16-379-1 – PORTANT FIXATION DU TAUX DE LA TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE OU DU DROIT D'ENREGISTREMENT 422

N° 16-380-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL SOPRODEN SYNERGIE MQ0003838 «PROGRAMME D'INSTALLATION DE PANNEAUX SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES INDIVIDUELS POUR AUTOCONSOMMATION - SOPRODEN 2016» 424

N° 16-381-1 – PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DES FRAIS CONSÉCUTIFS À L'EXERCICE DE MANDATS SPÉCIAUX ET DES FRAIS ET PERTES DE REVENU CONSÉCUTIFS À L'EXERCICE DU DROIT À LA FORMATION, DES CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE, DES CONSEILLERS EXÉCUTIFS DE MARTINIQUE, ET DES MEMBRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION (CESECE) 427

N° 16-382-1 – PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSION À L'EXTÉRIEUR DE LA MARTINIQUE DES AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR DES PERSONNES EXTÉRIEURES À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 432

N° 16-383-1 – PORTANT MODERNISATION DE LA RD 35 - PR 1+700 QUARTIER LAHAUT - COMMUNE DE RIVIÈRE SALÉE STABILISATION DU TALUS AVAL PAR ENROCHEMENTS BÉTONNÉS ACQUISITION D'UNE PORTION DE TERRAIN CADASTRÉE SECTION H N° 2549 ISSUE DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION H N° 1363 APPARTENANT À MONSIEUR ET MADAME 435

N° 16-384-1 – PORTANT ACQUISITION DE PARCELLES DE TERRE APPARTENANT À LA SOCIÉTÉ LE LAREINTY - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 3BIS - GROS MORNE 437

N° 16-385-1 – PORTANT ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRE DE 112 M² APPARTENANT AUX CONSORTS - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° S 16 ET 6- LIEU-DIT «QUARTIER RIVIÈRE BAMBOU» - FRANÇOIS - AMÉNAGEMENT 439

N° 16-386-1 – PORTANT ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRE CADASTRÉE SECTION V N°197 PROVENANT DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION V N° 166 APPARTENANT À LA SOCIÉTÉ ATHÉNA HOLDING - RD N°3 - PR4 + 250 : AMÉNAGEMENT DU GIRATOIRE DE LA CITÉ HOSPITALIÈRE QUARTIER MANGOT VULCIN - COMMUNE DU LAMENTIN 441

N° 16-387-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉSENCLAVEMENT DU NORD CARAÏBE AU TRAVERS D'UN AMÉNAGEMENT DE LA TRAVERSÉE DE FOND LAHAYÉ 443

N° 16-388-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE CLEAN GARDEN AU TITRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUSÉE DU PÈRE PINCHON ET DES ARCHIVES RÉGIONALES 445

N° 16-389-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE SACARABANY SARL 447

N° 16-390-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE EGER MARTINIQUE SAS POUR DES PRESTATIONS DE DÉPANNAGE ÉLECTRIQUE 449

N° 16-391-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE EGER MARTINIQUE SAS POUR DES PRESTATIONS D'ÉLECTRIFICATION 454

N° 16-392-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ DOMSPOT 459

N° 16-393-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ DIGICEL 465

N° 16-394-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ INTERFACE CARAIBES SUITE À L'ACQUISITION DE LICENCES ANTIVIRUS 471

N° 16-395-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-651-1 DU 26 MARS 2015 PORTANT DÉLÉGATION DE DÉCISIONS À LA COMMISSION PERMANENTE POUR LA RÉALISATION D' ACTIONS DE FORMATIONS AU TITRE DU PROGRAMME RÉGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (PRFPA 2015) ET DU PROGRAMME RÉGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES (PRFPJ) 2015 477

N° 16-396-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES 480

N° 16-397-1 – PORTANT CONVENTION DE DÉPOT AUX ARCHIVES DE MARTINIQUE (SITE DE TARTENSON) D'UN TABLEAU REPRÉSENTANT PIERRE BALTHAZAR DU BUC DE BELLEFOND ET SON ÉPOUSE ELISABETH DE FÉVRIER 482

N° 16-398-1 – PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DU TITRE DE TRANSPORT DE MONSIEUR POUR SA PARTICIPATION AU SALON DU LIVRE DE PARIS 2015 484

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2016

N° 16-399-1 – PORTANT DÉSIGNATION DU HALL DE L'HOTEL DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE PAR LE NOM DE FRANTZ FANON 486

N° 16-400-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE D'OUTRE-MER (ODEADOM) 488

N° 16-401-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA PROROGATION DU MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE D'OUTRE-MER (ODEADOM) 490

N° 16-402-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2017 492

N° 16-403-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ARTICLE DB11 DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2017 (PROPAGANDE ÉLECTORALE) 494

N° 16-404-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ARTICLE DB17 DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2017 (RÉPARTITION DGF) 496

N° 16-405-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET AMÉNAGEANT L'AIDE À LA CONTINUITÉ TERRITORIALE EN CAS D'OBSÈQUES 498

N° 16-406-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N°2002-120 DU 30 JANVIER 2002 RELATIF AUX CARACTÉRISTIQUES DU LOGEMENT DÉCENT PRIS POUR APPLICATION DE L'ARTICLE 187 DE LA LOI N°2000-1208 DU 13 DECEMBRE 2000 RELATIVE À LA SOLIDARITÉ ET AU RENOUVELLEMENT URBAIN 500

N° 16-407-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PRIS POUR L'APPLICATION DE LA LOI N°2016-274 DU 7 MARS 2016 RELATIVE AU DROIT DES ÉTRANGERS EN FRANCE ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE 502

N° 16-408-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PRIS POUR L'APPLICATION DE LA LOI N° 2016-274 DU 7 MARS 2016 RELATIVE AU DROIT DES ÉTRANGERS EN FRANCE ET RELATIF À LA COMPÉTENCE DU PRÉFET EN CAS D'ASSIGNATION À RÉSIDENCE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 742-2 DU CODE DE L'ENTRÉE ET DU SÉJOUR DES ÉTRANGERS ET DU DROIT D'ASILE 504

N° 16-409-1 – PORTANT AVIS AVEC OBSERVATIONS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX COMMISSIONS DE LA FORÊT ET DU BOIS POUR LES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER ET MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE FORESTIER 506

N° 16-410-1 – PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX 508

N° 16-411-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2076-7 DU 17 NOVEMBRE 2015 PORTANT OCTROI AU TITRE RÉGIONAL À L'EMPLOI À LA SOCIÉTÉ CONSEIL GESTION ET SUIVI EN MILIEU RURAL 510

N° 16-412-1 – PORTANT ACQUISITION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER PROPRIÉTÉ DE LA SAS PARC AQUATIQUE DE LA MARTINIQUE, CADASTRE SECTION D N° 941, 942, 973 ET 979 SITUÉ ROUTE DES PITONS AU CARBET 512

N° 16-413-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION GÉOMARTINIQUE POUR LA MISE EN OEUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTION 514

N° 16-414-1 – PORTANT APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA FONDATION AGIR CONTRE L'EXCLUSION POUR L'ACQUISITION DE CHAUFFE EAU SOLAIRE PAR CENT FOYERS PRÉCAIRES 516

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 55 - PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE L'EHPAD DU ROBERT (LES FILAOS) 523

ARRÊTÉ N° 56 - PORTANT DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE DE LA TRINITÉ 524

ARRÊTÉ N° 57 - PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COMMISSION CHARGÉE D'ÉTABLIR LA LISTE POUR LE JURY CRIMINEL2017 525

ARRÊTÉ N° 58 - PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DE L'AUTONOMIE (CRSA) 526

ARRÊTÉ N° 59 - PORTANT DÉSIGNATION DE MADAME NELLA AURÉLIE, CONSEILLÈRE EXÉCUTIVE DE MARTINIQUE, POUR REPRÉSENTER LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES 527

ARRÊTÉ N° 60 - PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION À MONSIEUR YAN MONPLAISIR, MADAME MARIE-FRANCE TOUL ET MONSIEUR JEAN-PHILIPPE NILOR, VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE 528

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2016

CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

ARRÊTÉ N° 3478 – AUTORISATION À TITRE PROVISOIRE
 DÉLOCALISATION MAISON ASSISTANTES MATERNELLES SISE 8
 RUE DES FLEURS CLAIRIÈRE VERS LE 7 RUE DE DES FLEURS
 CLAIRIÈRE FORT DE FRANCE 530

ARRÊTÉ N° 3618 - MODIFICATION ARRÊTÉ N°464 EN DATE DU
 08 MARS 2012 AUTORISANT OUVERTURE STRUCTURE PETITE
 ENFANCE DÉNOMMÉE «LE PETIT POUCKET » VILLE DU LAMENTIN
 532

ARRÊTÉ N° 3413 - RÈGLEMENTATION CIRCULATION SUR LA
 ROUTE DÉPARTEMENTALE N°18 AU PR9+000 QUARTIER
 JOSSEAUD RIVIERE-PILOTE 535

ARRÊTÉ N° 3467 - RÈGLEMENTATION CIRCULATION SUR LA
 ROUTE DÉPARTEMENTALE N°10 DU PR34+900 PONTS HILLETTE
 ET POTICHE COMMUNES DE MACOUBA ET GRAND-RIVIERE
 537

ARRÊTÉ N° 3475 - RÈGLEMENTATION CIRCULATION SUR LA
 ROUTE DÉPARTEMENTALE N°18 AU PR3+500 QUARTIER
 CAMÉE RIVIERE-PILOTE 539

ARRÊTÉ N° 3652 - AUTORISATION D'EXÉCUTION DE TRAVAUX
 RENFORCEMENT D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ENTRE LES
 GIRATOIRES MAHAULT ET L'HORLOGE RD15 LIEU-DIT FOUR À
 CHOUX VILLE LAMENTIN 541

ARRÊTÉ N° 3653 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX DE
 POSE DE CONDUITES MULTIPLES ET IMPLANTATIONS ARMOIRES
 DE SOUS RÉPARTITION SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 15
 QUARTIER CHAMBORD ET PR4+900 QUARTIER BELEME VILLE
 DU LAMENTIN 550

ARRÊTÉ N° 3664 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX
 AMÉNAGEMENT DE POINTS D'ARRÊTS DE BUS SUR LES ROUTES
 DÉPARTEMENTALES RD45A QUARTIER TARTENSON VILLE DE
 FORT-DE-FRANCE -RD44 QUARTIER RAVINE TOUZA VILLE
 SCHOELCHER -RD44 PR3+750 QUARTIER CAMPUS VILLE
 SCHOELCHER 559

ARRÊTÉ N° 3676 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX
 RACCORDEMENT AU RÉSEAU D'EAUX USÉES DU LABORATOIRE
 TERRITORIAL D'ANALYSE ET DU LOTISSEMENT FAVORITE SUR LA
 ROUTE DÉPARTEMENTALE 13 DU PR2+950 AU PR3+175
 QUARTIER LA FAVORITE VILLE DU LAMENTIN 566



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-322-1

PRENANT ACTE DU DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES - EXERCICE 2017

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 72-100-1, L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Insertion, Economie Sociale et Solidaire le 17 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement Agricole, Agro-Transformation et Elevage le 17 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Politique de la Mer, Métiers de la Mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources Marines dans la ZEE le 21 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement Economique et Tourisme le 18 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP – Equipement, Réseaux Numériques le 18 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Logement/Habitat le 21 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 18 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Politiques des Sports le 17 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Education, Jeunesse, Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation le 17 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Formation et Apprentissage le 23 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte de la tenue du débat sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2017 proposées par le Président du Conseil Exécutif de Martinique.

Les orientations stratégiques de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) pour 2017 sont exposées comme suit :

1. Gagner en performance pour réussir le pari du développement et de l'emploi
2. Améliorer la compétitivité pour soutenir le développement économique
3. Favoriser le développement humain et notamment l'épanouissement de la jeunesse
4. Amorcer un changement de paradigme dans l'action sociale
5. Augmenter l'attractivité du territoire
6. Faire rayonner la Martinique dans le monde

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

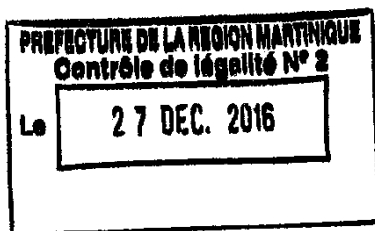
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-323-1

PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF) ENCADRANT L'AIDE FINANCIÈRE À L'ACQUISITION DE CHAUFFE-EAU SOLAIRES INDIVIDUELS (CESI) POUR LES PARTICULIERS

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L. 7211-1 à L. 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération n°16-272-1 portant mise en oeuvre du Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie (PTME) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture.) ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologies le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la convention pluriannuelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et Électricité de France (EDF) pour la mise en oeuvre du dispositif financier incitatif d'acquisition de Chauffe Eau Solaire Individuel (CESI).

La convention qui s'inscrit dans le cadre du Programme Territorial de Maîtrise de l'Énergie (PTME), définit les conditions de partenariat et de versement des primes pour le chauffe eau solaire.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 907-758 article 20421 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle sera versée à EDF selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en oeuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention mentionnée à l'article 1 de la présente délibération ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

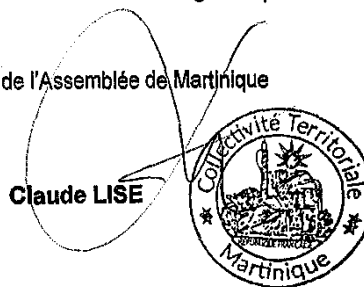
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Annexe à la délibération n°16-323-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
Contrôle de légalité N° 2

Le 27 DEC. 2016

PREAMBULE.

La Collectivité Territoriale de Martinique souhaite développer une dynamique de développement local, améliorer l'indépendance énergétique de la Martinique et participer activement à la réduction des Gaz à effet de serre (GES). A cet effet, le Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie (PTME) fixe des orientations en terme de réduction de la consommation d'énergie et de développement des énergies renouvelables.

EDF accompagne la transition énergétique en Martinique dont le cadre de référence a été défini par le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE). EDF inscrit son action plus particulièrement dans le domaine de l'efficacité énergétique, dans le développement et l'intégration des énergies renouvelables et dans son soutien à l'innovation.

Dans le cas spécifique des Départements d'Outre Mer et de la Corse, EDF a également la charge de la gestion des systèmes électriques et de l'équilibre offre-demande. EDF est intéressée à promouvoir des actions d'efficacité énergétique, ces actions permettant de répondre aux enjeux spécifiques de ces territoires qui sont, d'une part un taux de croissance soutenu et d'autre part des coûts de production d'électricité structurellement supérieurs à ceux de la métropole.

Par ailleurs, EDF œuvre en tant qu'acteur obligé tel que défini par l'article 3 de la loi de programme n° 2005-781 du 13 juillet 2005 « fixant les orientations de la politique énergétique » (loi POPE). Cette loi modifiée par la loi dite « loi Grenelle II » du 13 juillet 2010 a déterminé un objectif national d'économies d'énergie. Ainsi, des actions permettant la réalisation d'économies d'énergie peuvent permettre l'obtention de Certificats d'Economies d'Energie (ci-après « CEE »), sous réserve de satisfaire à certains critères.

La Collectivité Territoriale de Martinique et EDF ont, à travers une convention de partenariat en faveur du développement du chauffe-eau solaire en Martinique, mis en œuvre des actions renforçant la formation et aidant sous forme de primes l'installation.

Constatant la communauté de leurs intérêts, et pour lancer un programme plus ambitieux pour la période 2015-2020, La Collectivité Territoriale de Martinique et EDF décident d'inscrire leur démarche dans le cadre d'une convention de partenariat (ci-après « la Convention »).

Ceci étant préalablement exposé, les Parties sont donc convenues de ce qui suit :



Collectivité
Territoriale
de Martinique

ARTICLE 1. OBJET

La Convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et EDF afin de définir le rôle et les engagements de chacune des parties pour la période allant du 01/01/2016 jusqu'au 31/12/2020 en vue de promouvoir l'installation de chauffe-eau solaire en Martinique

Cette convention décrit les incitations financières que les parties s'engagent mutuellement à mettre en œuvre ainsi que le processus de versement par EDF et de remboursement par la Collectivité Territoriale de Martinique des primes.

ARTICLE 2. CHAMP D'APPLICATION DU PARTENARIAT

Le champ d'application du partenariat concerne :

- L'achat et la pose de chauffe-eau solaires individuels ou petit collectifs
- Dans les secteurs résidentiels
- Pour des bâtiments existants ou neufs
- Installés par les Partenaires Agir Plus d'EDF
- Durant la période de validité de la convention et notamment à l'occasion d'opérations promotionnelles.

Les deux opérations promotionnelles identifiées sont :

- Une opération couvrant la « Foire Expo de Dillon », d'une durée de 3 semaines au mois de mars de chaque année,
- Une opération couvrant le « Salon de l'Habitat » également d'une durée de 3 semaines au mois d'octobre-novembre chaque année.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DE LA REGION MARTINIQUE

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à :

- Inciter financièrement en doublant la prime prévue à l'annexe 1 les travaux de pose d'un chauffe-eau solaire lors des opérations promotionnelles à condition que la date d'acceptation du devis par le client corresponde aux dates et aux durées des opérations promotionnelles,
- Appliquer les modalités de versement et remboursement des primes telles que décrites dans l'article 5 de la présente convention,
- Autoriser officiellement EDF à déposer un dossier auprès des autorités compétentes pour qu'EDF puisse se voir attribuer les certificats d'économies d'énergie des opérations menées dans le cadre de la présente convention,
- Supporter 50% des frais de la campagne de communication associée à cette convention et validée par les deux parties, soit 30 000 euros



ARTICLE 4. ENGAGEMENTS D'EDF

EDF s'engage à :

- Inciter financièrement l'achat d'un chauffe-eau solaire selon la grille définie en annexe 1 sous forme de primes ou de bonification de taux lors des opérations promotionnelles
- Appliquer les modalités de versement et remboursement des primes telles que décrites dans l'article 5 de la présente convention,
- Communiquer conformément aux modalités précisées dans l'article 7 de la présente convention et supporter 50% des frais de la campagne de communication associée à cette convention et validée par les deux parties, soit 30 000 euros

ARTICLE 5. MODALITES DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT DES PRIMES

Les modalités de versement et remboursement des primes d'EDF et de la Collectivité Territoriale de Martinique sont décrites en annexe 2.

Sur remise d'un coupon type chèque spécimen ou sur simple demande du client, les partenaires Agir Plus appliquent une réduction correspondant à la prime de la Collectivité Territoriale de Martinique et d'EDF sur le devis puis sur la facture du client.

Les partenaires AGIR Plus transmettent les documents justificatifs à EDF, qui leur rembourse les montants des primes de la Collectivité Territoriale de Martinique et d'EDF pour chaque opération.

EDF transmet à son tour à la Collectivité Territoriale de Martinique les documents justifiant le montant des factures pour remboursement. Chaque facture transmise par EDF sera accompagnée d'un tableau récapitulatif du nombre d'opérations réalisées par chaque partenaire de la charte AGIR PLUS pour la période concernée.

A la notification de la présente Convention à EDF, la Collectivité Territoriale de Martinique versera une avance à EDF d'un montant de 350 000 euros, soit l'équivalent d'environ 500 chauffe-eau solaires.

Un versement trimestriel de la Collectivité Territoriale de Martinique au bénéfice d'EDF sur présentation de sa facture sera effectué afin de rembourser à EDF les primes avancées.

La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique est liquidée et mandatée par le Président du Conseil Exécutif. Elle est inscrite au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La Collectivité Territoriale de Martinique se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

Code Banque : 10107	
Code guichet : 00622	
N° du Compte : 00236000456	Clé RIB : 20
Adresse de la Banque :	
Bénéficiaire : EDF Martinique	



ARTICLE 6. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE / SUIVI DE LA CONVENTION

La mise en œuvre des engagements pris par les Parties dans le cadre de la Convention est suivie par un Comité de Pilotage qui est chargé :

- D'établir le calendrier des actions de communication et d'information décrites à l'article 3 et 4 ci-dessus.
- De dresser le programme prévisionnel des actions en matière d'efficacité énergétique.
- D'établir un bilan des actions de MDE menées et des installations de chauffe eau solaire réalisées
- De faire le suivi des économies d'énergie prévisionnelles et effectives pour la bonne application des dispositions relatives aux Incitations Commerciales visées à l'article 5 de la présente Convention.
- D'établir les flux financiers entre les parties en application de l'article 5 de la présente Convention.

Le Comité de Pilotage se réunit régulièrement, au minimum une fois par trimestre ou à la demande expresse de l'une des deux Parties par écrit. Un compte rendu est systématiquement établi par EDF à l'issue des réunions du Comité de Pilotage. Ce compte-rendu est adressé La Collectivité Territoriale de Martinique. Si aucune réserve n'est formulée par ce dernier dans un délai de 7 jours par écrit, le compte-rendu est considéré comme accepté.

Ce Comité de Pilotage est composé des personnes ci-dessous qui seront également les interlocuteurs désignés des Parties pour l'exécution de la Convention. Tout courrier relatif à l'exécution de la Convention doit exclusivement leur être adressé ou à leurs successeurs éventuels.

Interlocuteur EDF

Nom :

Attaché Stratégie MDE

Interlocuteur de la Collectivité Territoriale de Martinique

Nom :

Chargé de mission Energie

ARTICLE 7. COMMUNICATION

Les Parties s'engagent à respecter les axes de communication et messages principaux définis en commun en Comité de Pilotage concernant leurs actions de communication propres sur les opérations visées dans la présente Convention.

EDF réalise les supports de communication associée à la mise en œuvre de la présente convention.

EDF s'assure de l'accord préalable de la Collectivité Territoriale de Martinique pour toute publication sous quelque forme que ce soit, des résultats obtenus sur les opérations d'efficacité énergétique ayant été mises en œuvre dans le cadre de la Convention.

En compléments des engagements de l'article 3 de la présente Convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage :

- à mentionner la marque semi-figurative « EDF » n° 05 3 364 217 (logo et/ou texte) sur les dossiers de presse et sur tous les supports de communication qui se rapportent au partenariat de la Convention, L'expiration ou la résiliation de la convention mettra fin aux droits d'utilisation de la Marque dont bénéficie la Collectivité Territoriale de Martinique,



- à associer EDF à toute action de communication et d'information ainsi qu'à toute manifestation qui se rapporte au partenariat,
- à soumettre tous les supports mentionnant EDF, quels qu'ils soient, pour observations préalables, au responsable Communication d'EDF impérativement par mail à (coordonnées : M 0596 59 22 13). Passé le délai de 7 jours à compter de la réception des documents, EDF sera réputée accepter les documents qui lui auront été présentés.

En complément des engagements de l'article 4 de la Convention, EDF s'engage :

- à mentionner la Collectivité Territoriale de Martinique (logo et/ou texte) sur les dossiers de presse et sur tous les supports de communication qui se rapportent au partenariat de la Convention,
- à associer la Collectivité Territoriale de Martinique à toute action de communication et d'information ainsi qu'à toute manifestation relative à la MDE.
- à soumettre tous les supports mentionnant la Collectivité Territoriale de Martinique, quels qu'ils soient, pour observations préalables, au Responsable de la Communication de la Collectivité Territoriale de Martinique. Passé le délai de 7 jours à compter de la réception des documents, la Région Martiniquaise sera réputée accepter les documents qui lui auront été présentés.

ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés à la présente Convention.

Les Parties s'engagent à ne pas divulguer les informations et documents fournis par l'autre Partie, de quelque nature qu'ils soient, économique, financière, commerciale ou technique, auxquelles elles pourraient avoir accès du fait de l'exécution de la présente Convention.

En conséquence, si l'une des Parties désire divulguer à des tiers ces informations, elle s'engage à demander par écrit à l'autre Partie son autorisation préalable et écrite.

L'engagement de confidentialité pris par les Parties reste en vigueur pendant toute la durée de la Convention et après l'expiration ou la résiliation, quelle qu'en soit la cause, pendant une durée de deux (2) ans.

ARTICLE 9. DUREE ET RESILIATION

Article 9.1 Durée

Sans préjudice des stipulations des articles 3, 8 et 10, la Convention entre en vigueur et prend effet dès qu'elle sera revêtue du timbre du contrôle de la légalité donné par la Préfecture et jusqu'au 31/12/2020.

Cependant, les actions d'efficacité énergétique en cours à cette date de fin pour lesquelles un devis a été accepté et signé par un client, bénéficient des dispositions de la Convention.

La Convention ne peut en aucun cas être tacitement renouvelée ou prorogée. Toute modification de la Convention doit faire l'objet d'un accord entre les Parties entériné sous la forme d'un avenant.

Article 9.2 Résiliation pour faute de l'une des Parties

L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des Parties peut conduire à la résiliation de la Convention par l'autre Partie, après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de 15 jours. Cependant, les actions de MDE en cours à cette date de fin pour lesquelles un devis a été accepté et signé par un client, bénéficient des dispositions de la Convention.



ARTICLE 10. RESPONSABILITE

Chacune des Parties est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre de la Convention.

Il est entendu que la participation d'EDF au titre de la Convention ne saurait être interprétée comme une validation des actions mises en œuvre à quelque stade que ce soit, la Collectivité Territoriale de Martinique restant seule responsable du choix des prestataires retenus pour la mise en œuvre des actions de MDE et des conséquences éventuelles de ses décisions sur son activité.

Par conséquent, la Collectivité Territoriale de Martinique renonce d'ores et déjà à tout recours contre EDF du fait de la mise en œuvre des actions de MDE pour lesquelles cette-dernière aura apporté son concours notamment financier.

Par ailleurs, la Collectivité Territoriale de Martinique engage sa responsabilité notamment sur la nature des déclarations qu'elle a pu apporter, pendant la période de délivrance des CEE et la suivante. De ce fait, en cas de manquement constaté par l'autorité administrative compétente donnant lieu à l'application de pénalités par cette dernière, EDF se réserve le droit de réclamer à la Collectivité Territoriale de Martinique le paiement de ces pénalités.

ARTICLE 11. FORCE MAJEURE

La responsabilité des Parties n'est pas engagée si un retard dans l'exécution, ou si l'inexécution totale ou partielle de l'une quelconque des obligations respectives des Parties au titre de la présente Convention est imputable à un cas de Force Majeure.

Pour l'objet de la présente Convention, les Parties s'accordent pour considérer comme Cas de Force Majeure tout événement qui apparaît comme imprévisible, irrésistible et extérieur aux Parties et répondant aux critères de l'article 1148 du code Civil ainsi que ceux posés par la Jurisprudence.

Sont ainsi assimilés à un Cas de Force Majeure les événements suivants, s'ils répondent à la définition de la force majeure évoquée ci-dessus :

- les phénomènes météorologiques, casse, explosions ou accidents nécessitant des réparations des installations,
- d'autres événements tels que les grèves et les troubles sociaux, ou autres perturbations industrielles, émeutes, sabotage, insurrections ou guerre,
- les actes de gouvernements ou toute autre autorité administrative ou étatique compétente, décision de justice d'une juridiction compétente, mesure de police ayant force de loi ou force contraignante équivalente.

Sans préjudice des paragraphes précédents, les Parties s'engagent à tout mettre en œuvre afin de minimiser les effets de tels Cas de Force Majeure sur leurs obligations respectives et de faire, dans la mesure où cela est possible, cesser le Cas de Force Majeure et ainsi reprendre l'exécution des obligations affectées.

Dès qu'il sera raisonnablement possible et au plus tard 2 Jours Ouvrés après avoir pris connaissance de la survenance d'un Cas de Force Majeure, la Partie affectée enverra à l'autre Partie une notification écrite faisant état de la date de survenance, des faits considérés et réputés être un Cas de Force Majeure ainsi que la durée approximative du Cas de Force Majeure. Cette notification peut être faite oralement pour autant qu'une notification écrite soit produite dans le délai maximum susvisé.

Dans l'hypothèse où un Cas de Force Majeure empêche totalement ou partiellement une Partie d'exécuter ses obligations durant une période continue de 3 mois; la Partie qui n'invoque pas le Cas de Force Majeure dispose d'une possibilité de résiliation unilatérale de la présente Convention sous respect d'un préavis de 1 mois.



Collectivité
Territoriale
de Martinique

La Partie affectée doit informer par écrit et sans délai les autres Parties de la cessation du Cas de Force Majeure.

Sans préjudice des dispositions précédentes, si après la cessation du Cas de Force Majeure, l'exécution totale ou partielle des obligations de la Partie affectée est possible dans les délais impartis par la présente Convention, la Partie affectée est tenue d'exécuter lesdites obligations. La Partie affectée n'est cependant pas tenue responsable des pertes ou dommages occasionnés par le retard dans l'exécution de ses obligations et subis par l'autre Partie.

ARTICLE 12. LITIGES – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La présente convention est soumise au droit français.

Les contestations relatives à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la convention sont avant toute demande en justice soumises à un règlement amiable entre les Parties.

Les différends qui ne peuvent être réglés à l'amiable seront portés devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 13. CESSION

Aucune Partie ne peut céder à un tiers tout ou partie de ses droits ou obligations au titre des présentes sans le consentement préalable et écrit de l'autre Partie.

ARTICLE 14. CLAUSE D'INTEGRALITE

La présente Convention s'applique en dehors de toute autre convention existante entre la Collectivité Territoriale de Martinique et EDF ou EDF SEI, et que ces éventuels documents ne peuvent se substituer à la présente Convention.

Fait à Fort-de-France, le

En deux exemplaires originaux,

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

Président du Conseil Exécutif

Directeur d'EDF en Martinique



ANNEXES :

Annexe 1 : Grilles des primes

Annexe 2 : Modalités de versement et remboursement des primes



Annexe 1 : Grille des primes

Auto stockeurs ou Thermosiphons	Montant de la prime logement existant et neuf *
150, 160, 170 L	400 €
180, 200, 250 L	500 €
300 L	700 €
400 L et plus	900 €

*au sens de la BAR-TH-124 et BAT-TH-135

Le Conseil Régional octroie une prime allant jusqu'à 350€ fixée comme suit :

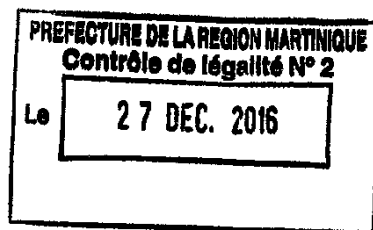
Aide plafonnée à 350€ sur la prestation de pose d'un système indépendamment du coût de l'équipement.

Montant de la prestation de pose	Montant de l'aide régionale
≤350€	Coût de la pose
>350€	350 € (plafond)



Annexe 2 : Modalités de versement et remboursement des primes

Païement des primes CESI CTM/EDF 2015	
Procédure	Commentaires
<p>Le client contacte le partenaire Agir Plus pour l'achat d'un CESI</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il remet le coupon de la Région au partenaire Agir Plus <p>↓</p> <p>Le partenaire Agir plus établit un devis puis une facture avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une ligne prime EDF - Une ligne prime CTM <p>↓</p> <p>Après travaux, le partenaire Agir Plus transmet les documents justificatifs à EDF</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mentionnant le montant des aides <p>↓</p> <p>EDF rembourse le partenaire du montant des primes</p> <p>↓</p> <p>EDF refacture la CTM Sur présentation, pour chaque opération réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le devis avec mention « bon pour accord » de l'acquisition des équipements et des travaux à réaliser - la facture acquittée conforme au devis - une attestation de fin de travaux <p>↓</p> <p>La CTM rembourse EDF sur présentation de facture</p>	<p>Suivant les différents systèmes de facturation des partenaires</p> <p>Délais de modification à prendre en compte</p> <p>Ce traitement nécessite une intervention manuelle d'EDF dans son SI</p> <p>Ce traitement nécessite une intervention manuelle d'EDF dans son SI</p>



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-324-1

PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'HABILITATION À LA SOCIÉTÉ LCC QUALIXPERT DANS LE CADRE DU DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE MARTINIQUE ET LA RÉGLEMENTATION THERMIQUE DE MARTINIQUE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération n°13-1218 publiée au journal officiel de la république française du 31 août 2013 relevant du domaine du règlement relative à la réglementation thermique et aux caractéristiques thermiques de l'enveloppe des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (RTM) ;

Vu la délibération n°13-1219 publiée au journal officiel de la république française du 31 août 2013 relevant du domaine du règlement relative à la certification de la performance énergétique des bâtiments nouveaux et existants en Martinique (DPE-M) ;

Vu la délibération n°14-744-1 du 20 mai 2014 relative à la procédure d'agrément des organismes certificateurs pour le DPEM et l'attestation de conformité RTM ainsi que le cahier des charges annexé à la délibération et relatif au contenu de l'examen des personnes habilitées à établir les DPEM et les attestations de conformité RTM ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par par Monsieur Louis BOUTRIN ; conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture.) ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologies le 21 novembre 2016 ;
Considérant que le dossier de candidature transmis le 19 mai 2016 par la société LCC QUALIXPERT répond aux critères de sélection fixés dans le cahier des charges annexé à la délibération n°14-744-1 du 20 mai 2014 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La société LCC QUALIXPERT, organisme de certification domicilié au 17 rue Borrel 81100 Castres et accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) enregistré sous le n°4-0094 rev 8, est habilitée à certifier et re-certifier en Martinique les personnes physiques établissant des diagnostics de performance énergétique et l'attestation de conformité de la réglementation thermique Martinique, dans les conditions fixées par le cahier des charges approuvé par la délibération n°14-744-1 du 20 mai 2014 du Conseil Régional de Martinique

ARTICLE 2 : La durée de validité de l'habilitation mentionnée à l'article 1 est de neuf mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

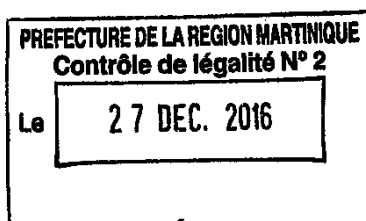
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-325-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR LA RÉHABILITATION DE LA PISCINE MUNICIPALE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture.) ;
Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 17 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention exceptionnelle d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) à la Ville du Lorrain dans le cadre des travaux de réhabilitation de la piscine municipale (remplacement des filtres).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 903 article 2041481 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La somme indiquée à l'article 1 sera versée en crédits de paiement 2016, selon des modalités définies par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision (modification le cas échéant des modalités de versement de la subvention).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents dans le cadre de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

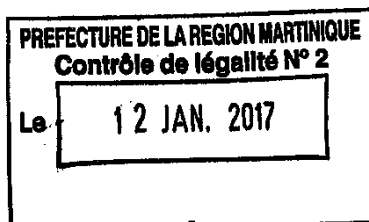
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-326-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016 DE

RACING

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent soixante-dix mille euros (170 000 €) est allouée à l'association Racing pour la réalisation de la saison sportive 2016 de

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire en crédit de paiement 2016 selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

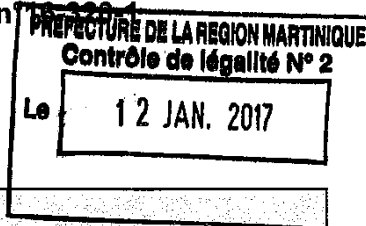
Le Président de l'Assemblée de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Annexe à la délibération n° 15-0003



CONVENTION SN°

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n° 15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

L'ASSOCIATION RACING représentée par son Président, M.
dont le siège est sis à :

09 Espace HELIOS
Rue principale de la Batelière
97233 SCHOELCHER

désignée dans tout ce qui suit par le mot « co-contractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du co-contractant pour la réalisation de la saison sportive 2016 de

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n° de l'Assemblée de Martinique du , la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (170 000 €).

2/ Le mandatement de cette somme sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% du montant de la subvention lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde, sur présentation du bilan financier de l'action certifié par le président et le trésorier de l'association, et des justificatifs de dépenses correspondants.

3/ La somme mandatée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du co-contractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du co-contractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CO-CONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cette action.
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs à l'action.
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté.
- 4) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le co-contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

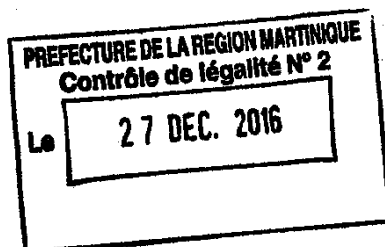
ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-327-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016-2017 DE SON FILS

POUR LA

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABÉ (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de six mille cinq cents euros (6 500 €) à monsieur pour la réalisation de la saison sportive 2016-2017 de son fils

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 sera versée en crédits de paiement 2016, selon les modalités suivantes:

- 70% dès que la délibération est rendue exécutoire,
- Le solde sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision (modification le cas échéant des modalités de versement de la subvention.).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

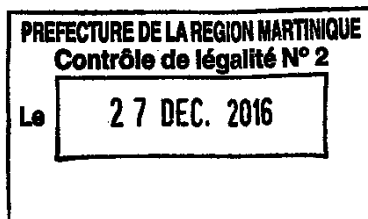
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-327-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

POUR LA

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L. 7211-1 à L. 7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture) ;

Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 17 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à Monsieur pour la réalisation de sa saison sportive 2016-2017.

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 933 du budget de la collectivité territoriale de Martinique

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 sera versée en crédits de paiement 2016, selon les modalités suivantes:

- 70% dès que la délibération est rendue exécutoire,
- Le solde sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en conseil exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision (modification le cas échéant des modalités de versement de la subvention..).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

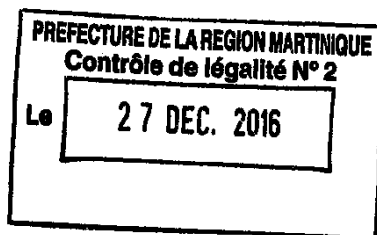
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-327-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016-2017 DE SON FILS

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture.) ;

Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) à Monsieur pour la réalisation de la saison sportive 2016-2017 de son fils

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 933 du budget de la collectivité territoriale de Martinique

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 sera versée en crédits de paiement 2016, selon les modalités suivantes:

- 70% dès que la délibération est rendue exécutoire,
- Le solde sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision (modification le cas échéant des modalités de versement de la subvention).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

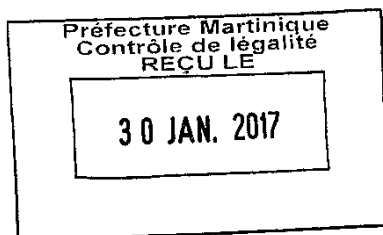
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-327-4

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MADAME POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016-2017 DE SON FILS

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de six mille euros (6 000 €) à Madame pour la réalisation de la saison sportive 2016-2017 de son fils

ARTICLE 2 : La somme imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée en crédits de paiement 2016, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est rendue exécutoire,
- le solde sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-327-5

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à Monsieur pour la réalisation de sa saison sportive 2016-2017.

ARTICLE 2 : La somme imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée en crédits de paiement 2016, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est rendue exécutoire,
- le solde sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

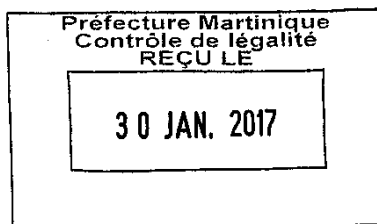
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-327-6

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016-2017 DE SON FILS

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à Monsieur pour la réalisation de la saison sportive 2016-2017 de son fils

ARTICLE 2 : La somme imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée en crédits de paiement 2016, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est rendue exécutoire,
- le solde sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

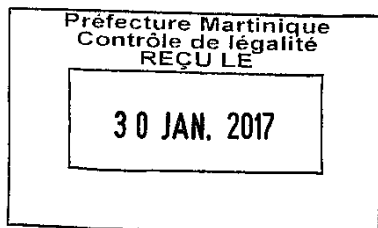
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISI





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-327-7

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à Monsieur pour la réalisation de sa saison sportive 2016-2017.

ARTICLE 2 : La somme imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée en crédits de paiement 2016, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est rendue exécutoire,
- le solde sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

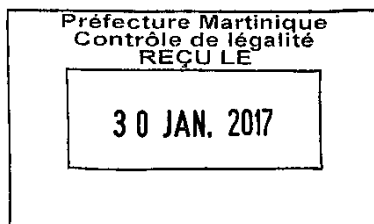
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-327-8

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) à Monsieur pour la réalisation de sa saison sportive 2016-2017.

ARTICLE 2 : La somme imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée en crédits de paiement 2016, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est rendue exécutoire,
- le solde sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

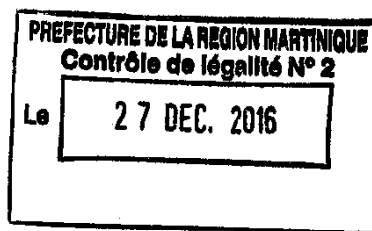
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-328-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION TEAM MADININA POUR LA REALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2016 D'

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS: Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR: Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €) à l'association Team Madinina pour la réalisation de la saison sportive 2016-2017 d

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle sera versée à l'attributaire en crédit de paiement 2016, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

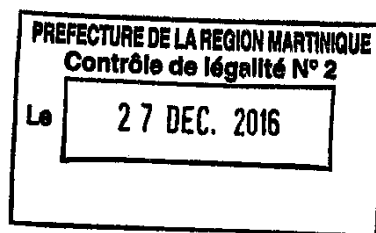
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État de la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-329-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION JET ATTITUD POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2015-2016

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 17 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association JET ATTITU'D une subvention d'un montant de soixante dix mille euros (70 000 €) au titre de la réalisation de son programme d'actions 2015-2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et la convention définissant les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

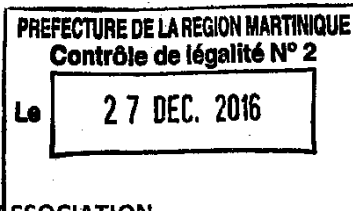
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-329-1



**CONVENTION PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION
JET ATTITU'D AU TITRE DE LA SAISON SPORTIVE 2015 - 2016**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi d'orientation 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République,

Vu la loi n°96-142 du 21 Février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales, portant notamment sur le devoir de contrôle de la Collectivité Territoriale (Article L.1611-4),

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration,

Vu le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques,

Il est passé conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique n° , duOctobre 2016, une convention.

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par son Président M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015 dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre - CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX
ci-après dénommée « la CTM »

d'une part,

ET

L'ASSOCIATION JET ATTITU'D,

Représentée par son président, M.

dont le siège est sis à :

Rés. St-François – Bât. Touaou – Esc. A – Appt.33
Chateauboeuf
97200 FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du cocontractant pour la réalisation de son programme d'actions 2015 - 2016.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°16- de l'Assemblée de Martinique du octobre 2016, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à soixante dix mille euros (70 000 €).

2/ Le versement de cette somme, prélevé sur le chapitre 2365-6574/ 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera effectué selon les modalités suivantes :

- 60% de la somme, soit 42 000 €, lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde, 28 000 €, sur présentation du bilan financier certifié par le président et le trésorier de l'association accompagné des justificatifs de dépenses correspondants.

La somme versée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce programme d'actions ;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

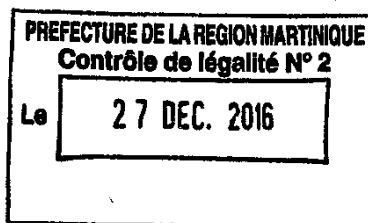
Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

**Le Président du
Conseil Exécutif**

Le Cocontractant

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-330-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION MARTINIQUE BILLFISH POUR L'ORGANISATION DU TOURNOI INTERNATIONAL DE PÊCHE SPORTIVE, EDITION 2016

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 17 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €) à l'association Martinique Billfish pour l'organisation du tournoi international de pêche sportive de la Martinique, édition 2016.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle sera versée à l'attributaire en crédit de paiement 2016, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

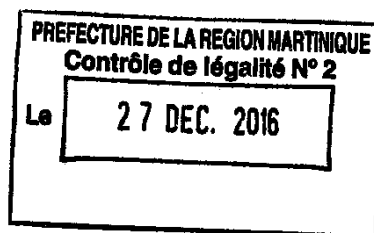
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-331-1

PORTANT REJET DE LA DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE PAR MÉDIA H PRODUCTION POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉMISSION TÉLÉVISUELLE

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 4141-1 à L 4142-4 et L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission Politique de la Mer, Métiers de la Mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources Marines dans la ZEE le 18 novembre 2016 ;
Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique n'a pas été associée au projet présenté par MEDIA H Production et qu'elle envisage de mettre en place ses propres outils de communication ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est rejetée la demande de subvention présentée par MEDIA H Production pour la réalisation d'une émission télévisuelle intitulée « Les mots (maux) de l'environnement ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

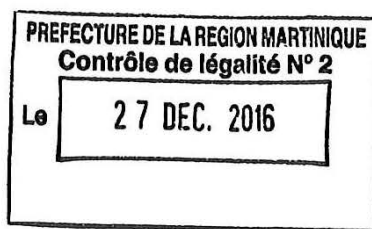
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-332-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'OBSERVATOIRE DU MILIEU MARIN MARTINICAIS (OMMM) POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE RECHERCHES « PREVOIR LES BLOOMS DE SARGASSES DANS LA REGION CARAIBE ET LES PETITES ANTILLES »

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission Politique de la Mer, Métiers de la Mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources Marines dans la ZEE le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt-et-un mille huit cent quatre-vingt-sept euros et sept centimes (21 887,07 €) à l'Observatoire du milieu marin martiniquais (OMMM) pour la réalisation du programme de recherches « Prévoir les blooms de sargasses dans la région caraïbe et les Petites Antilles ».

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1, engagée en autorisation d'engagement, est imputée au chapitre 937-78, article 6574 du budget territorial et sera versée à l'attributaire comme suit:

- 60%, dès que la présente délibération sera rendue exécutoire et sur présentation d'une attestation de démarrage du programme,
- le solde, sur présentation des justificatifs financiers et scientifiques attestant de la réalisation de ce programme.

La liquidation est programmée comme suit:

- 13 132,24 € en CP 2016
- 8 754,83 € en CP 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les mesures de mise en œuvre de la présente décision et signer les actes et documents nécessaires y afférents.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

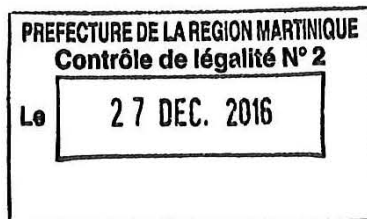
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale .

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-332-2

PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2030-1 RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES- CRPLC

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L. 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-2030-1 du 17 novembre 2015 du conseil régional de Martinique portant octroi d'une subvention à l'Université des Antilles – CRPLC (réalisation du programme de recherches « Prévoir les Bloomsde Sargasses dans la région Caraïbe et les Petites Antilles ») ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission Politique de la Mer, Métiers de la Mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources Marines dans la ZEE le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération n°15-2030-1 portant octroi d'une subvention à l'Université des Antilles CRPLC pour la réalisation du programme de recherches « Prévoir les blooms de sargasses dans la région caraïbe et les Petites Antilles », est annulée.

ARTICLE 2 : L'Université des Antilles doit rembourser l'avance perçue, soit treize mille deux cent trente-neuf euros soixante-seize euros (13 239,76 €), à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

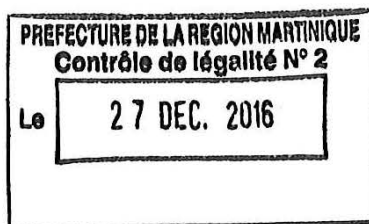
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-333-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU GROS-MORNE POUR L'INSTALLATION ET L'AMÉNAGEMENT D'UNE STRUCTURE POLYVALENTE D'ACCUEIL ET DE SECOURS (AIDE COMPLÉMENTAIRE).

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération n°15-130-1 du 3 Février 2015 portant reconduction du dispositif d'aide du Conseil Régional aux communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 Mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission Développement Economique et Tourisme le 21 Novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention complémentaire en autorisation de programme d'un montant de quatre-vingt-trois mille euros (83 000,00 €), à la Ville du Gros-Morne, pour l'opération « Installation et l'aménagement d'une structure polyvalente d'accueil et de secours », portant la participation globale de la collectivité territoriale de Martinique à trois cent quatre-vingt-trois mille euros (383 000,00 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 article 2041412 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités précisées par la convention passée entre la ville du Gros-Morne et la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention mentionnée à l'article 2 et d'une manière générale les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

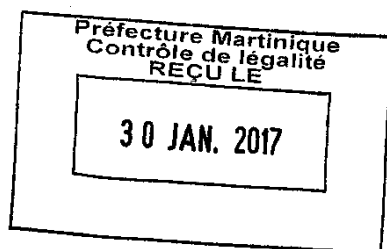
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-334-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU ROBERT POUR L'OPÉRATION « RÉALISATION DE LA ROUTE DE LA POINTE JEAN-CLAUDE »

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'aide du Conseil Régional aux communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu la demande de la ville du Robert au Président du S.M.T.V.D en date du 19 octobre 2015 ;

Vu la demande de la ville du Robert formulée au Conseil Général en date du 19 octobre 2015 ;

Vu la demande de la ville du Robert formulée au Conseil Régional en date du 19 octobre 2015 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention de cinq cent cinquante-deux mille euros (552 000,00 €) est allouée à la ville du Robert pour l'opération « Réalisation de la route de la Pointe Jean-Claude ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 905-53 article 2041412 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la ville du Robert selon les modalités précisées par la convention entre la ville du Robert et la CTM.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention mentionnée à l'article 2 ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

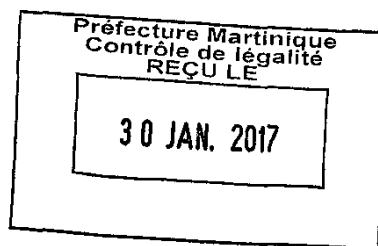


Annexe à la délibération n°16-334-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, DE L'AMENAGEMENT DURABLE ET DE LA COHESION TERRITORIALE
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES POLITIQUES TERRITORIALES
SERVICE DES ACTIONS TERRITORIALES ET DES AIDES AUX COMMUNES



CONVENTION N° 16—.....

CV5555

Opération d'Aménagement d'intérêt Régional



OPERATION : « Réalisation de la Route de Pointe-Jean-Claude »

CONTRACTANT : VILLE DU ROBERT

ENTRE:

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président de la Collectivité Territoriale de Martinique,

ET, d'autre part,

Nom ou Raison Sociale : Mairie du Robert
Adresse : Rue Vincent Allègre
97231 ROBERT

Représentée par son Maire : Mr Alfred MONTHIEUX

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations et notamment son article 10,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la loi 2011-884 du 27 Juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3

Vu la loi n°2015-991 du 17 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants,

Vu la délibération n°15-130-1 du 3 Février 2015 portant reconduction du dispositif d'aide du Conseil Régional aux communes pour les années 2014-2015-2016,

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016,

Vu la délibération n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la demande de la Ville du Robert en date du 19 octobre 2015,

Vu la délibération n°16- portant octroi de subvention à la Ville du Robert pour la réalisation de la route de Pointe Jean-Claude.

Sur proposition du président de l'Assemblée de Martinique,

Après en avoir délibéré,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de l'opération

La Ville du Robert, Maître d'ouvrage, a approuvé par délibération du 13 octobre 2015 « la réalisation des travaux d'aménagement de la route de Pointe Jean-Claude », pour un programme de travaux prévisionnel de 800 000 € HT.

Article 2 – Objectifs et définition de l'opération

L'objectif de la Ville est l'aménagement d'une voie d'accès au quartier de la Pointe Jean-Claude, quartier situé sur le littoral du Robert, à la frontière du territoire de la ville de Trinité, sur un linéaire compris entre le SMTVD et la zone urbanisée de la bande des 50 pas géométriques.

L'opération vise à permettre aux riverains, d'accéder dans de meilleures conditions à leurs habitations. Cette voie est actuellement une piste d'exploitation agricole non revêtue, d'une longueur d'environ 500 m en limite du périmètre d'aménagement du quartier de Pointe Jean-Claude.

Par délibération de son Conseil Municipal du 12 octobre 2015, la ville du Robert a prévu de confier une mission de Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'Agence des 50 Pas géométriques, pour la réalisation de cette voie.

Article 3 – Montant et financement de l'opération

Le coût total de cette opération s'élève à HUIT CENT MILLE EUROS (800 000,00 €) HT.

Le plan de financement de cette opération est le suivant :

<input type="checkbox"/> CTM	69 %	552 000,00 €
<input type="checkbox"/> SMTVD	23 %	184 000,00 €
<input type="checkbox"/> COMMUNE	8 %	64 000,00 €
TOTAL		800 000,00 €

SUBVENTION DEMANDEE

La participation financière sollicitée de la Collectivité Territoriale de Martinique est de 552 000,00 € (CINQ CENT CINQUANTE-DEUX MILLE EUROS).

Article 4 – Engagement des parties

1- Le contractant s'engage à :

- inscrire à son budget les crédits nécessaires à la bonne programmation physico- financière de l'opération
- réaliser l'opération dans les conditions définies dans la présente convention et dans le respect des règles générales et réglementaires s'appliquant à l'opération;
- tenir la Collectivité Territoriale de Martinique informée de toute modification éventuelle du programme de réalisation de l'opération, susceptible d'affecter l'objet de la présente convention;
- fournir, en cas de demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, toutes les pièces justifiant le total des dépenses réalisées pour l'exécution de l'opération, telles que certifiées dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente convention;
- faire mention de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous panneaux de signalisation du chantier ou supports de communication de l'opération;
- fournir à la Collectivité Territoriale de Martinique un bilan global au terme de la réalisation de l'opération et sur demande de celle-ci, les éléments permettant d'en évaluer l'impact, notamment au plan socio-économique

Le non-respect des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale de la Collectivité Territoriale de Martinique, entraîner l'annulation du versement de la subvention.

2- La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage, pour la réalisation de l'opération présentée à l'article 1 de la présente convention, à verser à la Ville du Robert, prélevée sur le chapitre 905-53 article 2041412 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique concernant l'aménagement des territoires.

Article 5 - Modalités de règlement de la subvention régionale

La subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte de 50 % lorsque la convention sera rendue exécutoire et sur présentation :
 - D'une pièce justifiant du démarrage de l'opération (ordre de service).
- Des versements intermédiaires dans la limite de 80% de la dotation, sur présentation d'un taux équivalent de dépenses réalisés, certifiées par le comptable de la ville du Robert.
- Le solde, sur présentation d'une attestation du maître d'ouvrage certifiant la réception des travaux, accompagné d'un état récapitulatif des versements effectués par le comptable de la ville du Robert.

Article 6- Contrôle – Résiliation - Reversement

La Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le contrôle du respect de la convention.

Il est convenu entre les parties signataires de la convention que la subvention sera automatiquement annulée si l'opération ne connaît pas un début d'exécution **dans un délai d'un an, à compter de la date de notification de la présente convention.**

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et, en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, **le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le bénéficiaire.**

Le reversement total ou partiel des sommes versées peut être décidé par le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique si le bénéficiaire ne souhaite pas poursuivre la réalisation de l'opération et sollicite la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération.

Les reversements seront effectués par le bénéficiaire à la Collectivité Territoriale de Martinique dans le mois qui suit la réception du titre de perception émis par la Collectivité Territoriale de Martinique ou tout autre échéancier conventionnel.

La non-exécution totale ou partielle du programme dans les délais prévus entraîne la réduction de l'aide au prorata des sommes engagées.

Dans le cas où, dans les cinq ans suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature où ses conditions de mise en œuvre ou, procurerait un avantage indu au bénéficiaire ou au tiers, résultant, soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement dans la propriété

de l'objet de la subvention, le Préfet ou le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique exigerait le reversement partiel ou total des sommes versées.

Article 7 - Litiges

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Fait à Fort-de-France, le

Le Maire du Robert

Le Président de la Collectivité
Territoriale de Martinique

Signature
(Précédée de la mention "Lu et approuvé")

Signature

ANNEXES TECHNIQUES ET FINANCIERES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-1

PORTANT NOUVELLE DÉNOMINATION DU DISPOSITIF D'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES ACRC : AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE AUX COMMUNES A.C.T.C.

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional no 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la collectivité territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Le dispositif anciennement nommé Aide du Conseil Régional aux Communes est nouvellement dénommé « Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 31 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU DIAMANT

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la collectivité territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent deux mille quatre cent euros (102 400,00 €) à la commune du Diamant au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C), pour l'opération suivante :

- Construction de 12 abris pêcheurs 102 400,00€

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 et d'une manière générale les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU MARIGOT

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent cinquante sept mille six cent quatre vingt trois euros et trente deux centimes (357 693,32 €) à la commune du Marigot au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) et répartie comme suit :

- Centre d'accueil pour les personnes âgées	240 024,00€
- Réhabilitation de l'Espace culturel Eugène Mona	29 669,32€
- Aménagement provisoire de la baie Fonds d'Or	88 000,00 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 24 JAN 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-4

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU MORNE-ROUGE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la collectivité territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent quatre vingt dix neuf mille deux cent soixante quinze euros et vingt trois centimes (399 275,23 €) à la commune du Morne-Rouge au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) et répartie comme suit :

- Acquisition d'une parcelle de terrain sur laquelle est édifiée une maison appartenant à la MGPA	100 000,00€
- Travaux de protection des lieux habités contre les risques d'inondation au quartier Savane Petit- Rue Jules HAURES	74 775,23€
- Travaux de protection des lieux habités contre les risques d'inondation Au quartier Fond Guillet	224 500,00€

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

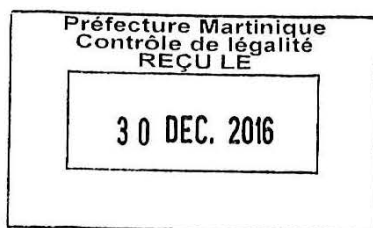
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15-4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-5

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE MORNE-VERT

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente quatre mille six cent soixante quatorze euros (34 674,00 €), à la commune du Morne-Vert au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) et répartie comme suit :

- | | |
|--|-------------|
| - Création et aménagement d'un enfeu au cimetière communal | 27 482,00 € |
| - Rénovation et équipement du stade communal | 7 192,00€ |

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

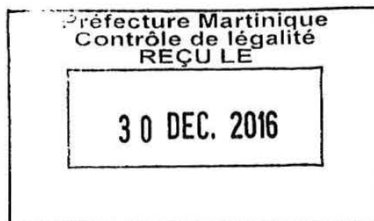
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 24 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-6

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE RIVIÈRE-SALÉE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent quarante sept mille six cent quatre vingt neuf euros (447 689,00 €) à la commune de Rivière-Salée au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) pour la réalisation de travaux de construction de l'Hôtel de ville 2^{ème} tranche.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-7

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-ANNE

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer; énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent quatre vingt dix neuf mille vingt quatre euros et trente centimes (399 024,30 €), à la commune de Sainte-Anne au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) et répartie comme suit:

- | | |
|---|--------------|
| - Travaux prévus par l'agenda d'accessibilité programmée | 249 024,30 € |
| - Travaux de réhabilitation des cantines scolaires des écoles de Barrière La Croix et Cap Ferré | 150 000,00€ |

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-8

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE D'AJOUA-BOUILLON

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent trente six mille deux cent quatre vingt six euros et dix sept centimes (436 286,17 €), à la commune d'Ajoupa-Bouillon au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour l'opération :

- Travaux de reconstruction de l'école primaire de la Ville d' Ajoupa-Bouillon
et de son réfectoire 436 286,17€

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

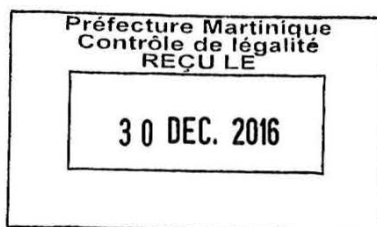
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-9

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la collectivité territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de neuf cent vingt huit mille vingt six euros et soixante huit centimes (928 026,68 €), à la commune de Fort de France au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) et répartie comme suit :

- Travaux d'aménagement et de recalibrage de la ravine Bellevue	251 636,55€
- Mise en accessibilité de voiries au Centre Ville	106 200,00 €
- Travaux de réparation du bâtiment communal	42 000,00 €
- Travaux de proximité dans les quartiers	528 190,13 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

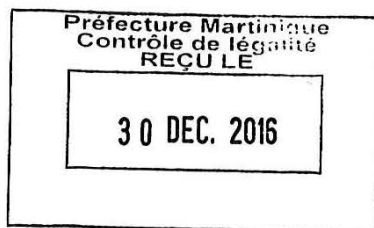
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude L. SE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-10

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LAMENTIN

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de six cent treize mille sept cent trente et un euros quarante-quatre centimes (613 731,44 €), à la commune du Lamentin au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.), et répartie comme suit:

- Rénovation de la médiathèque	90 359,85 €
- Réhabilitation du système de climatisation de l'Hôtel de Ville (2ème tranche)	106 637,68 €
- Confortement d'un mur en gabion à l'impasse Notte	265 606,60 €
- Confortement talus en paniers de gabion du Chemin Jean-Louis	148 362,00 €
- Installation d'une VMC (Ventilation Mécanique contrôlée) au magasin municipal	2 765,31 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

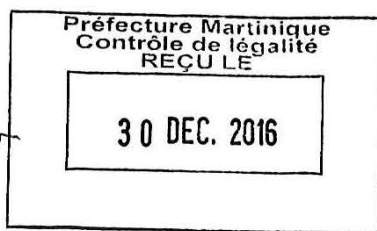
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-11

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent soixante dix huit mille deux cent cinquante et un euros dix huit centimes (478 251,18 €), à la commune du Lorrain au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.), et répartie comme suit :

- Aménagement d'accès aux sites touristiques	31 500,00 €
- Aménagement du cimetière	72 000,00 €
- Reconstruction du mur de Crochemort	118 000,00 €
- Aménagement berges de la Rivière lesade	91 751,18 €
- Aménagement des lieux Habités Quartier Morne-Capot et Morne-Céron	45 000,00 €
- Modernisation voirie	120 000,00 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

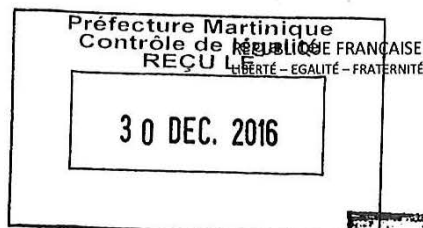
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-12

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU ROBERT

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq cent quatorze mille deux cent quatre vingt treize euros quarante centimes (514 293,40 €), à la commune du Robert au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) et répartie comme suit:

- Travaux de construction des ateliers complémentaires des services Techniques	137 128,72 €
- Travaux de remise à neuf du chemin communal de Bois –Neuf	145 450,00 €
- Travaux de remise à neuf du chemin communal de Hauteur Fonds Nicolas	23 128,50 €
- Rénovation des plateaux sportifs des stades Georges SPITZ et Léon DU CHAMPS	26 333,60 €
- Travaux de remise à neuf du chemin communal de Hauteur Four à Chaux	98 467,50 €
- Travaux de remise à neuf du chemin communal de Moïse	83 785,08 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

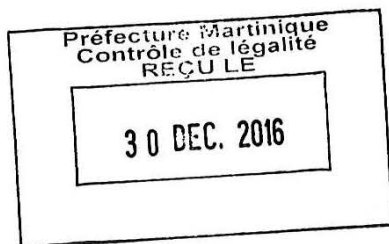
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-13

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-MARIE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq cent quarante huit mille trois cent quarante neuf euros et quatorze centimes (548 349,14 €) à la commune de Sainte-Marie au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) et répartie comme suit:

-Travaux de sécurisation de la RN1 Plaine de l'Union	64 525,00 €
-Travaux d'extension et de réfection des installations d'éclairage public	70 000,00 €
-Travaux de connexion des bâtiments distants par fibre optique et par câblage	157 490,00 €
-Assistance à maîtrise d'ouvrage pour les opérations de gestion de la voirie	140 000,00 €
-Travaux de réhabilitation d'un local en vue de l'implantation du SCIP	26 491,97 €
-Travaux de réfection de la toiture de l'espace de restauration de l'école François GROSSY	33 548,74
-Divers travaux de réfection de la toiture de l'école de Reculée	33 870,97 €
-Travaux de réfection de la toiture de l'école de Pain de Sucre	22 422,46 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

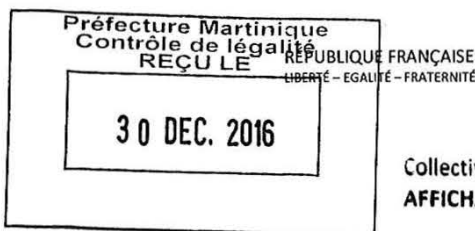
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-14

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES ANSES D'ARLET

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent quatre-vingt neuf mille cent quatre vingt un euros soixante neuf centimes (389 181,69 €), répartie comme suit, à la ville des Anses d'Arlet au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) pour :

- Etude de faisabilité et de programmation pour la création d'un village artisanal	60 649,14 €
- Travaux de rénovation de la bibliothèque Aimé Césaire (Aide complémentaire)	30 125,73 €
- Etude de définition : les puits de la route des volcans et de fortifications	25 850,00 €
- Travaux de réhabilitation de l'office du tourisme	51 593,40 €
- Réhabilitation du patrimoine bâti communal : maison communale de Grande anse et de la maison des associations (aide complémentaire)	50 027,40 €
- Travaux de rénovation du restaurant scolaire de Petite Anse	44 999,97 €
- Réhabilitation et extension de l'hôtel de ville (aide complémentaire)	125 936,05 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

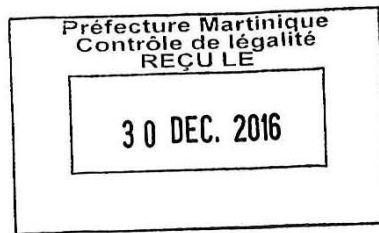
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-15

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE BASSE POINTE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent cinquante et un mille vingt euros cinquante deux centimes (451 020,52 €), à la ville de Basse-Pointe au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour des travaux de réhabilitation de l'église et du presbytère (aide complémentaire).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 34 JAN 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-16

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU CARBET

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de Trois cent quatre-vingt huit mille sept cent vingt euros soixante trois centimes (388 720,63 €) à la ville du Carbet, au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour la construction d'une médiathèque municipale par extension et la rénovation de la bibliothèque municipale (aide complémentaire).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

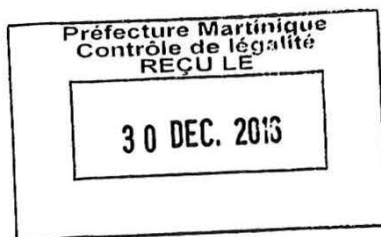
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-17

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE CASE-PILOTE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de Trois cent soixante six mille deux cent quinze euros huit centimes (366 215,08 €) répartie comme suit, à la ville de Case-Pilote au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) pour :

- Restauration de l'habitation l'Enclos, phase 2	69 850,00 €
- Travaux de rénovation aire de jeux de l'école maternelle	
- (aide complémentaire)	26 946,48 €
- Travaux de réhabilitation du plateau sportif (aide complémentaire)	20 569,60 €
- Travaux de rénovation de l'église	18 863,00 €
- Construction d'un aménagement urbain	55 127,00 €
- Construction d'un bâtiment communal	27 679,00 €
- Réfection de la toiture d'un bâtiment communal abritant la poste	16 490,00 €
- Travaux de mise en conformité de l'éclairage du stade	19 465,00 €
- Réfection de la voirie de Citronnelle suite aux intempéries	68 212,00 €
- Travaux d'agrandissement de l'hôtel de ville (aide complémentaire)	11 983,00 €
- Etude préliminaire pour la protection du littoral V étiver	31 030,00 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-18

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE DUCOS

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent mille euros (300 000,00 €), à la ville de Ducos au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) pour des travaux de réhabilitation du hall des sports.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 et d'une manière générale les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-19

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU FRANCOIS

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent soixante dix mille six cent un euro vingt six centimes (470 601,26 €) répartie comme suit, à la ville du François au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) pour :

- Travaux de réalisation d'une charpente couverture pour l'annexe de la mairie	15 989,29 €
- Travaux de réhabilitation de la bibliothèque municipale	26 946,50 €
- Travaux de rénovation d'une salle de danse à la marmite créole	64 519,00 €
- Travaux de rénovation des écoles	191 135,02 €
- Travaux de rénovation de l'Agorespace de Mome-Pitault	14 064,30 €
- Travaux de réparation de la voie de Morne-Courbaril suite aux intempéries	87 196,50 €
- Travaux de réalisation d'un ouvrage hydraulique à Desroses	70 750,65 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération..

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

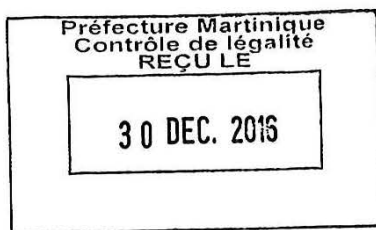
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-20

PORTANT ATTRIBUTION DUNE SUBVENTION À LA VILLE DE GRAND-RIVIÈRE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux cent soixante neuf mille trente deux euros vingt six centimes (269 032,26 €) répartie comme suit, à la ville de Grand-Rivière au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.) pour :

- | | |
|---|--------------|
| - Travaux de construction de l'hôtel de ville et de réhabilitation du bâtiment annexé | 239 032,26 € |
| - Travaux d'aménagement de l'espace Bagasse: complexe sportif | 30 000,00 € |

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C.).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

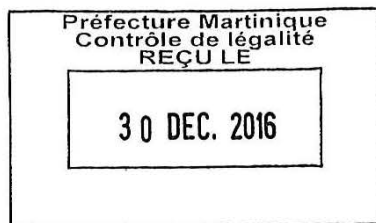
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-21

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU MACOUBA

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente huit mille sept cent quatre vingt douze euros (38 792,00 €) répartie comme suit, à la ville de Macouba au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Travaux de remplacement de canalisation à la rue en bas	2 720,00 €
- Travaux d'aménagement de l'immeuble Dupotiche	21 059,00 €
- Travaux de réhabilitation d'un immeuble pour les archives communales	15 013,00 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

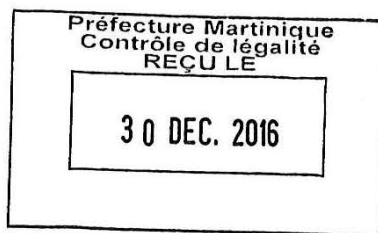
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-22

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU PRÊCHEUR

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre vingt dix mille cinq cent euros (90 500,00 €) répartie comme suit, à la ville du Prêcheur au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour:

- Travaux de réfection de la route Aimé CESAIRE suite aux intempéries	31 250,00 €
- Travaux de rénovation du bâtiment principal - stade Albert Joyau	11 250,00 €
- Travaux de réfection de la salle PINCEAU-CLUSEL	22 500,00 €
- Travaux de réfection du réseau d'eaux pluviales Bourg	25 500,00 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

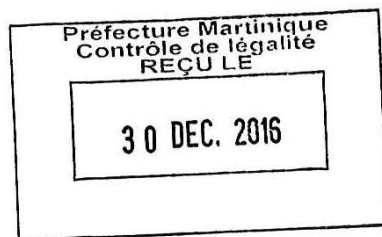
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-23

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE RIVIÈRE-PILOTE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux cent quatre vingt onze mille six cent euros (291 600,00 €) répartie comme suit, à la ville de Rivière-Pilote au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- | | |
|---|--------------|
| - Travaux de réhabilitation du parcours santé | 20 000,00 € |
| - Travaux de réhabilitation du plateau sportif en Camée | 271 600,00 € |

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-24

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU SAINT-ESPRIT

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux cent trente deux mille six cent quarante six euros quatre vingt dix-sept centimes (232 646,97 €) répartie comme suit, à la ville du Saint-Esprit au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour:

- Travaux de réfection de l'école de Valatte (aide complémentaire)	37 698,36 €
- Travaux d'aménagement du plateau sportif de Grand-Bassin (aide complémentaire)	37 724,80 €
- Travaux de construction d'un ossuaire dans le cimetière communal	23 745,81 €
- Etude : réalisation de dossiers techniques amiante (OTA) du patrimoine immobilier communal	30 800,00 €
- Travaux de mise aux normes électriques du bâtiment communal Dénommé «immeuble des instituteurs»	36 000,00 €
- Travaux d'aménagement et de sécurisation des infrastructures sportives communales	66 678,00 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

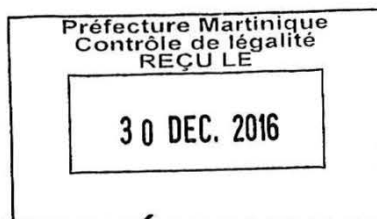
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-25

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINT-JOSEPH

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent quatre-vingt cinq mille euros (385 000,00 €) répartie comme suit, à la ville de Saint-Joseph au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- | | |
|---|--------------|
| - Travaux de revitalisation du centre-bourg : épicerie sociale et solidaire | 35 800,00 € |
| - Travaux d'extension du tennis club «le club bouse» | 141 200,00€ |
| - Travaux de construction d'un vestiaire (stade annexe) | 208 000,00 € |

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

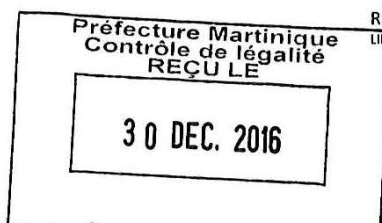
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The block contains the signature of Claude Lise, the President of the Martinique Assembly, and the official seal of the Collectivité Territoriale de Martinique. The seal is circular, featuring a central emblem with a palm tree and a sun, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique'.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-26

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINT-PIERRE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent cinquante-huit euros trois centimes (394 358,03 €) répartie comme suit, à la ville de Saint-Pierre au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- | | |
|--|--------------|
| - Travaux de rénovation de la cathédrale (phase 3) | 236 208,38 € |
| - Travaux de rénovation de l'école mixte B (aide complémentaire) | 158 149,65 € |

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-27

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SCHOELCHER

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent quatre vingt dix neuf mille quatre vingt seize euros six centimes (499 096,06 €) répartie comme suit, à la ville de Schoelcher au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- | | |
|---|--------------|
| - Acquisition parcelles K 451 de 51 m ² et K 453 de 131 m ²
(Consorts CANIA-VASSARD) | 42 280,00 € |
| - Travaux de mise en accessibilité des établissements et installation
de la commune recevant du public (1ère tranche 2016) | 413 000,06 € |
| - Travaux de démolition et diagnostics amiante des constructions
impactées dans cadre RHI Fonds Bâtière | 43 816,00 € |

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

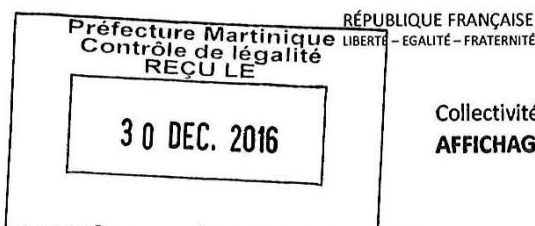
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-28

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-LUCE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent dix neuf mille trois cent douze euros quatre vingt onze centimes (419 312,91 €) répartie comme suit, à la ville de Sainte-Luce au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- | | |
|---|--------------|
| - Travaux de réhabilitation du plateau sportif de Monésie | 67 076,10 € |
| - Travaux de mise en conformité du réseau d'assainissement du lotissement les Moubins | 352 236,81 € |

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

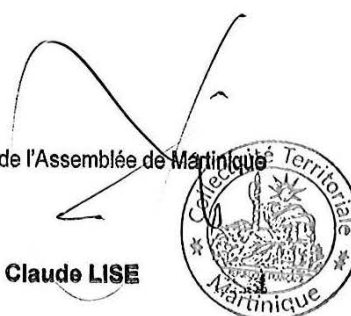
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-29

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE TRINITÉ

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent cinquante mille trois cent trente cinq euros (450 335,00 €), à la ville de Trinité au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour des travaux de mise en sécurité du bâtiment et rénovation de la toiture du palais des sports.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

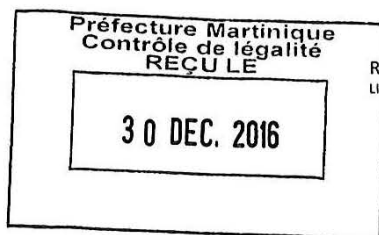
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 24 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-30

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DES TROIS-ILETS

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;
Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent deux mille neuf cent soixante sept euros cinquante quatre centimes (402 967,54 €) répartie comme suit, à la ville des Trois-Ilets au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour:

- Travaux d'aménagement du dojo du stade municipal	11 697,60 €
- Travaux de réalisation d'un pont cadre et d'enrochement de berge au quartier Glacy	136 744,00 €
- Travaux d'aménagement d'un équipement sportif pour une activité de fitness en plein air	51 087,94 €
- Travaux d'aménagement d'une place amérindienne et restauration d'une fontaine	57 880,00 €
- Travaux de remise en état de la rue des Poinsettias suite aux intempéries	145 558,00 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération..

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-335-31

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU VAUCLIN

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivants, L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes (A.R.C.) pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..);

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre cent dix neuf mille neuf cent vingt neuf euros six centimes (419 929,06 €) répartie comme suit, à la ville du Vauclin au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Travaux de mise aux normes accessibilité bâtiments	
- publics (tranche 1)	149 949,00 €
- Travaux de réhabilitation de l'église (aide complémentaire)	123 080,00 €
- Travaux de réhabilitation du restaurant scolaire (aide complémentaire)	146 900,06 €

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

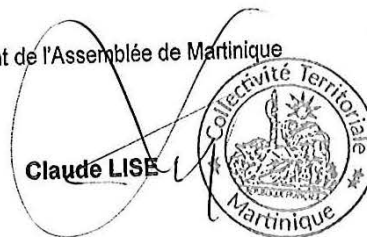
ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale, les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération..

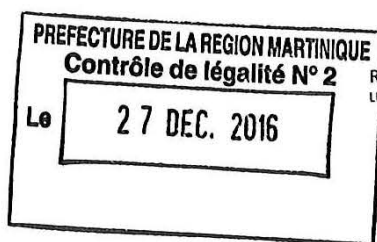
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-336-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016.

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L4141-1 à L4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture..) ;

Vu l'avis émis par la Commission Développement Agricole, Agro-transformation et Elevage le 17 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances – Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention plafonnée à cinq cent mille euros (500 000 €), à la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), dans le cadre du financement de son programme d'actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres respectifs de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- 936-6312, article 657382 pour un montant de 370.000 €.
- 935-518 articles 6574 pour un montant de 130.000 €.

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 sera versée, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toutes mesures d'application nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-337-1

PORTANT ACQUISITION PAR VOIE DE RÉTROCESSION D'UNE PARCELLE CADASTRÉE L N°220 SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DU SAINT-ESPRIT QUARTIER « HABITATION LA ROUSSANE »

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture) ;

Vu l'avis émis par la Commission Développement Agricole, Agro-Transformation et Elevage le 17 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la Commission des Finances, Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'acquisition d'une parcelle agricole cadastrée L n°220 d'une superficie de 6 ha 50 a 03 ca, située au quartier « Habitation la Roussane » sur le territoire de la commune du Saint-Esprit, au prix principal de cent huit mille six cent euros (108 600 €).

Les frais annexes à ladite acquisition (dont frais notariés et frais de portage de la SAFER) sont à la charge de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 028, article 2111 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toutes mesures d'application de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

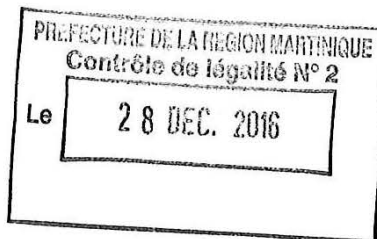
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-338-1

PORTANT ADOPTION DES ORIENTATIONS POUR LES LYCÉES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT - EXERCICE 2017

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Madame Sylvia SAÏTHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Sont adoptées pour l'exercice 2017 les orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière de fonctionnement et d'équipement des lycées publics.

ARTICLE 2 : Est adoptée, tel que figurant dans le tableau annexé, la répartition d'une somme d'un montant de neuf millions cinq cent cinquante-neuf mille trois cent cinquante euros (9 559 350 €) représentant la dotation globale de fonctionnement que la Collectivité Territoriale de Martinique octroie aux lycées au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932, fonction 222, article 655121 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée comme suit :

- 70% en janvier 2017
- 30% en septembre 2017.

ARTICLE 4 : Un crédit de quatre millions six cent mille euros (4 600 000 €) sera prévu au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 au titre de l'équipement des lycées publics et réparti conformément au tableau annexé.

Ce crédit est affecté aux opérations de modernisation et de renouvellement du matériel pédagogique, informatique, du service général et de la restauration.

ARTICLE 5 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902, fonction 222, article 20431 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La dotation est versée comme suit :

- 50% à la réception du rapport d'opportunité approuvant la répartition proposée par l'établissement et qui n'appelle pas d'observations de la part de la Collectivité.
- solde à la réception des factures acquittées du montant de la première fraction versée.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative aux dotations en cours d'année scolaire.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

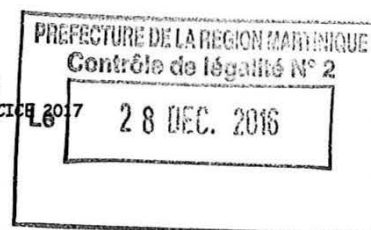
Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION N°16-338-1
DOTATION DE FONCTIONNEMENT DES LYCEES - EXERCICE 2017



ETABLISSEMENTS	EFFECTIFS 2016/2017	MONTANT DOTATION POUR 2017
LGT ACAJOU 1	432	254 641 €
LGT BELLEVUE	1870	707 631 €
LGT CENTRE SUD DE DUCOS	938	318 681 €
EPL DE CROIX-RIVAIL	222	239 141 €
LGT Joseph GAILLARD	1256	660 633 €
LGT SCHOELCHER	830	266 845 €
LGT Frantz FANON DE TRINITE	1329	730 607 €
LPO ACAJOU 2	1223	657 973 €
LPO NORD ATLANTIQUE DE SAINTE-MARIE	452	138 831 €
LPO NORD CARAIBES DE BELLEFONTAINE	617	578 073 €
LPO LA JETEE DU FRANCOIS	1009	485 170 €
LPO Joseph PERNOCK DU LORRAIN	728	535 715 €
LPO MONTGERALD DU MARIN	853	230 399 €
LPO Joseph ZOBEL DE RIVIERE-SALEE	1076	505 210 €
LPO SAINT-JAMES DE SAINT-PIERRE	198	325 704 €
LP LUMINA SOPHIE (EX BATELIERE)	351	219 989 €
LP CHATEAUBOEUF	573	323 944 €
LP André ALIKER DE CLUNY	355	177 514 €
LP DILLON	421	153 802 €
LP Raymond NERIS DU MARIN	630	422 222 €
LP Léopold BISSOL (EX LP PETIT MANOIR)	570	537 495 €
LP PLACE D'ARMES	336	149 204 €
LP Dumas JEAN-JOSEPH	725	280 562 €
LP Frantz FANON DE TRINITE	658	332 417 €
EPL DU ROBERT	276	326 947 €
TOTAL	17 928	9 559 350 €



ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION N°16-338-1
DOTATION DE FONCTIONNEMENT DES LYCEES - EXERCICE 2017



ETABLISSEMENTS	VERSEMENT 70% EN JANVIER 2017	VERSEMENT 30% EN SEPTEMBRE 2017	MONTANT TOTAL VOTE
LGT ACAJOU 1	178 248,70	76 392,30	254 641 €
LGT BELLEVUE	495 341,70	212 289,30	707 631 €
LGT CENTRE SUD DE DUCOS	223 076,70	95 604,30	318 681 €
EPL DE CROIX-RIVAIL	167 398,70	71 742,30	239 141 €
LGT Joseph GAILLARD	462 443,10	198 189,90	660 633 €
LGT SCHOELCHER	186 791,50	80 053,50	266 845 €
LGT Frantz FANON DE TRINITE	511 424,90	219 182,10	730 607 €
LPO ACAJOU 2	460 581,10	197 391,90	657 973 €
LPO NORD ATLANTIQUE DE SAINTE-MARIE	97 181,70	41 649,30	138 831 €
LPO NORD CARAIBES DE BELLEFONTAINE	404 651,10	173 421,90	578 073 €
LPO LA JETEE DU FRANCOIS	339 619,00	145 551,00	485 170 €
LPO Joseph PERNOCK DU LORRAIN	375 000,50	160 714,50	535 715 €
LPO MONTGERALD DU MARIN	161 279,30	69 119,70	230 399 €
LPO Joseph ZOBEL DE RIVIERE-SALEE	353 647,00	151 563,00	505 210 €
LPO SAINT-JAMES DE SAINT-PIERRE	227 992,80	97 711,20	325 704 €
LP LUMINA SOPHIE (EX BATELIERE)	153 992,30	65 996,70	219 989 €
LP CHATEAUBOEUF	226 760,80	97 183,20	323 944 €
LP André ALIKER DE CLUNY	124 259,80	53 254,20	177 514 €
LP DILLON	107 661,40	46 140,60	153 802 €
LP Raymond NERIS DU MARIN	295 555,40	126 666,60	422 222 €
LP Léopold BISSOL (EX LP PETIT MANOIR)	376 246,50	161 248,50	537 495 €
LP PLACE D' ARMES	104 442,80	44 761,20	149 204 €
LP Dumas JEAN-JOSEPH	196 393,40	84 168,60	280 562 €
LP Frantz FANON DE TRINITE	232 691,90	99 725,10	332 417 €
EPL DU ROBERT	228 862,90	98 084,10	326 947 €
TOTAL	6 691 545 €	2 867 805 €	9 559 350 €



ANNEXE A LA DELIBERATION N° 16-338-1
DOTATION D'EQUIPEMENT DES LYCEES - EXERCICE 2017



ETABLISSEMENTS	MONTANT VOTE
LGT ACAJOU 1	100 000 €
LGT BELLEVUE	300 000 €
LGT CENTRE SUD DE DUCOS	160 000 €
EPL DE CROIX-RIVAIL	150 000 €
LGT Joseph GAILLARD	250 000 €
LGT SCHOELCHER	115 000 €
LGT Frantz FANON DE TRINITE	300 000 €
LPO ACAJOU 2	280 000 €
LPO NORD ATLANTIQUE DE SAINTE-MARIE	100 000 €
LPO NORD CARAIBES DE BELLEFONTAINE	200 000 €
LPO LA JETEE DU FRANCOIS	260 000 €
LPO Joseph PERNOCK DU LORRAIN	200 000 €
LPO MONTGERALD DU MARIN	180 000 €
LPO Joseph ZOBEL DE RIVIERE-SALEE	295 000 €
LPO SAINT-JAMES DE SAINT-PIERRE	65 000 €
LP LUMINA SOPHIE	95 000 €
LP CHATEAUBOEUF	190 000 €
LP André ALIKER DE CLUNY	75 000 €
LP DILLON	85 000 €
LP Raymond NERIS DU MARIN	260 000 €
LP Léopold BISSOL (EX LP PETIT MANOIR)	235 000 €
LP PLACE D'ARMES	95 000 €
LP Dumas JEAN-JOSEPH	200 000 €
LP Frantz FANON DE LA TRINITE	280 000 €
EPL DU ROBERT	130 000 €
TOTAL	4 600 000 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-338-2

PORTANT ADOPTION DES ORIENTATIONS POUR LES COLLÈGES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT - EXERCICE 2017

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Madame Sylvia SAÏTHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Sont adoptées, pour l'exercice 2017, les orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière de fonctionnement et d'équipement des collèges publics.

ARTICLE 2 : Est adoptée, tel que figurant dans le tableau annexé, la répartition d'une somme d'un montant de cinq millions deux cent quarante quatre mille huit cent soixante treize euros (5 244 873 €) représentant la dotation globale de fonctionnement que la Collectivité Territoriale de Martinique octroie aux collèges publics au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932, fonction 221, article 655111 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée comme suit :

- 70% en janvier 2017
- 30% en septembre 2017.

ARTICLE 4 : Un crédit de deux millions cinq cent treize milles euros (2 513 000 €) sera prévu au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 au titre de l'équipement des collèges publics.

Ce crédit est affecté aux opérations suivantes :

- 1 500 000 € au titre de provisions pour investissement : équipements scolaires, administratifs, sportifs et de restauration scolaire, (dont 960 700 € seront répartis conformément à l'annexe 2 jointe)
- 1 013 000 € affecté au plan numérique au collège.

ARTICLE 5 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902, fonction 221, article 20431 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La dotation est versée comme suit :

- 50% à la réception du rapport d'opportunité approuvant la répartition proposée par l'établissement et qui n'appelle pas d'observations de la part de la Collectivité.
- le solde à la réception des factures acquittées du montant de la première fraction versée.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative aux dotations en cours d'année scolaire.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

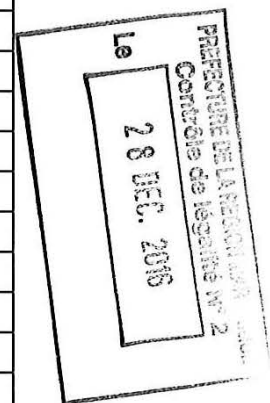


ANNEXE 1

Annexes à la délibération n° 16 - 338-2

DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ATTRIBUEES AUX COLLEGES -
EXERCICE 2017

COLLEGES	Total
ANSES-D'ARLET - Alexandre Stello	102 075,00 €
BASSE-POINTE Aimé Césaire	128 912,00 €
CARBET	69 203,90 €
DIAMANT	178 438,70 €
DUCOS Asselin de Beauville	150 987,80 €
FORT DE FRANCE Cassien Sainte Claire	156 875,70 €
FORT DE FRANCE Roger Castendet	153 768,20 €
FORT DE FRANCE Dillon 2	126 252,90 €
FORT DE FRANCE FA Perrinon	124 929,95 €
FORT DE FRANCE - F. Donatien - Dillon 1	158 616,50 €
FORT DE FRANCE Jacqueline Julius	182 294,44 €
FORT DE FRANCE Julia Nicolas	186 666,40 €
FORT DE FRANCE Tartenson	108 685,07 €
FORT DE FRANCE Aimé Césaire	151 898,70 €
FRANCOIS J & E Adenet	156 581,70 €
FRANCOIS Trianon	98 637,42 €
GROS-MORNE Euzhan Palcy	137 852,85 €
LAMENTIN Edouard Glissant	171 283,24 €
LAMENTIN Petit Manoir	128 033,90 €
LAMENTIN Place d'Armes 2	94 809,60 €
LORRAIN Hubert Néro	85 106,20 €
MARIGOT Eugène Mona	60 181,60 €
MARIN Gérard Café	106 736,41 €
MORNE-ROUGE Ch.Éda Pierre	67 277,90 €
RIVIERE-SALEE Georges Elisabeth	186 098,89 €
RIVIERE-PILOTE Jacques Roumain	174 830,98 €
RIVIERE-PILOTE J. Roumain (équipe mobile)	20 000,00 €
ROBERT Paul Symphor	121 604,50 €
ROBERT Constant Le Ray	87 388,20 €
ROBERT Robert 3	152 199,55 €
SAINTE-LUCE	123 738,40 €
SAINTE-ANNE	53 235,85 €
SAINTE-MARIE Joseph Lagrosillière	104 799,20 €
SAINTE-MARIE Morne des Esses	97 536,80 €
SAINTE-MARIE Emmanuel Saldès	159 036,10 €
SAINT-ESPRIT Edmond Lucien Valard	105 859,45 €
SAINT-JOSEPH Belle Etoile	134 590,57 €
SAINT-PIERRE Louis Delgrès	86 223,60 €
SCHOELCHER Vincent Placoly	99 833,13 €
SCHOELCHER Terreville	104 960,10 €
TRINITE Beauséjour	103 720,30 €
TRINITE Rose Saint Just	89 064,60 €
TROIS-ILETS	86 640,10 €
VAUCLIN	67 406,60 €
TOTAL	5 244 873 €



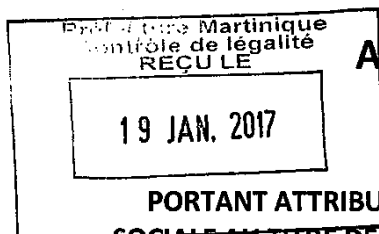
ANNEXE 2

**DOTATIONS D'EQUIPEMENT DES COLLEGES
EXERCICE 2017**

COLLEGES	DOTATION 2017
Anses-d'Arlets	9 000 €
Basse-Pointe	28 000 €
Carbet	20 000 €
Diamant	25 000 €
Ducos	25 000 €
Fort-de-France Cassien Ste-Claire	20 000 €
Fort-de-France Coridon "R. Castendet"	30 000 €
Fort-de-France F. Donatien	45 000 €
Fort-de-France Dillon II	20 000 €
Fort-de-France Godissard	20 000 €
Fort-de-France Julia Nicolas	15 700 €
Fort-de-France Perrinon	22 000 €
Fort-de-France Tartenson	12 000 €
Fort-de-France TSV Aimé Césaire	12 000 €
François Jeanne et Emile ADENET	30 000 €
François Trianon	9 000 €
Gros-Morne E. Palcy	35 000 €
Lamentin Petit Manoir	24 000 €
Lamentin Place d'Armes E. Glissant	30 000 €
Lamentin Place d'Armes 2	25 000 €
Lorrain Hubert Néro	25 000 €
Marigot « Eugène mona »	25 000 €
Marin Gérard Café	13 000 €
Morne-Rouge C. Eda-Pierre	25 000 €
Rivière-Pilote Jacques Roumain	25 000 €
Rivière-Salée Georges Elisabeth	30 000 €
Robert Paul SYMPHOR	18 000 €
Robert Constant Le Ray	20 000 €
Robert 3	30 000 €
Sainte-Anne Isidore Pelage	8 000 €
Saint-Esprit L. Valard	25 000 €
Saint-Joseph Belle Etoile	35 000 €
Sainte-Luce	10 000 €
Sainte-Marie Lagrosillière	35 000 €
Sainte-Marie Saldès	25 000 €
Sainte-Marie Morne des Esses	35 000 €
Saint-Pierre Louis Delgrès	7 000 €
Schoelcher Vincent Placol	20 000 €
Schoelcher Terreville	10 000 €
Trinité Beauséjour	30 000 €
Trinité Rose St-Just	10 000 €
Trois-Ilets	25 000 €
Vauclin	18 000 €
Total	960 700 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 19 JAN. 2017

DÉLIBÉRATION N° 16-339-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU SERVICE MÉDIATION SOCIALE AU TITRE DE LA MISE EN PLACE D'AGENTS DE MÉDIATION SOCIALE

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis de la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de seize mille euros (16 000 €) à l'association Service Médiation Sociale au titre de la mise en place d'agents de médiation sociale sur le territoire de la ville du Robert.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 9344 article 6518 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 5 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-340-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MAISON ROUGE MAISON DES ARTS POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 7211 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités;
Vu l'avis émis par la Commission Santé et Action de Prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Economie Sociale et Solidaire le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente cinq mille euros (35 000 €) à l'Association MAISON ROUGE - MAISON DES ARTS pour la mise en place de son programme d'actions 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 pour le fonctionnement, et au chapitre 904-420 article 20421 pour l'investissement du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association MAISON ROUGE- MAISON DES ARTS.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toutes mesures d'ajustement nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

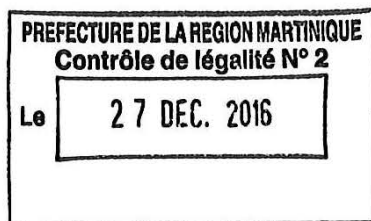
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-341-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION OBJECTIF PRÉVENTION MARTINIQUE (OPM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Insertion, Economique Sociale et Solidaire le 18 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de treize mille euros (13 000 €) à l'association Objectif Prévention Martinique (O.P.M.) pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article,1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association O.P.M.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein-du conseil exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

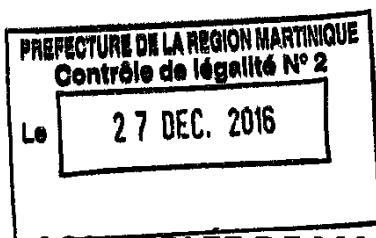
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-342-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CLUB DES AINÉS DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR LA MISE EN OEUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le code de l'action sociale et ds familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred-MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis de la commission Action Sociale, Gérontologie, Personnes en situation de Handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt-huit mille euros (28 000 à)   l'Association CLUB DES AINES de la ville de Fort-de-France pour la mise en oeuvre de son programme d'action 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre La Collectivité Territoriale de Martinique et l'association CLUB DES AINES de la ville de Fort-de-France.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Ex cutf de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein-du conseil ex cutf, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

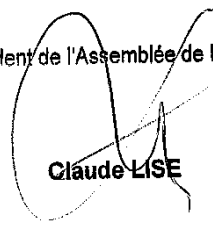
ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Ex cutf de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'état dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



Annexe délibération N°16-342-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION CLUB DES AINES DE LA VILLE DE
FORT-DE-FRANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D' ACTIONS 2016

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen

Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24.10.2007
ALTMARK trans GmbH

Vu le code du travail ;

Vu le code de la Sécurité Sociale ;

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

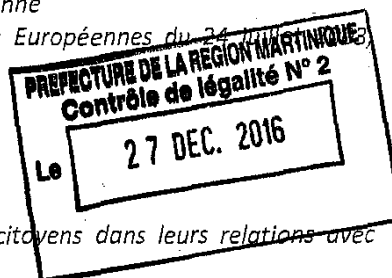
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association CLUB DES AINES DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE pour la mise en œuvre du programme d'actions, au titre de l'année 2016.



Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »
ET, d'autre part,

Le partenaire « LE CLUB DES AINES de la ville de Fort-de-France »
représenté par, Monsieur habilité à représenter le co-contractant en sa
qualité de Président,
ayant son siège social sis 19 rue Perrinon, 97200 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « LE CLUB DES AINES DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE »

PREAMBULE

L'association sollicite un partenariat avec la CTM sous la forme : d'une subvention.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire CLUB DES AINES DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions 2016 de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total euros

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de s'effectuera en deux fois :

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association CLUB DES AINES de la ville de Fort-de-France auprès du Crédit Mutuel.

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
16159	05207	00020616801	46

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire à cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),

- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de

réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

**Le Président de l'Association
CLUB DES AINES DE LA VILLE DE FDF**

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DU PROGRAMME D'ACTIONS 2016

Le projet de l'association CLUB DES AINES DE LA VILLE DE FORT-DE FRANCE, a pour but de porter le dispositif programme d'actions dont l'objectif est de mettre en œuvre un ensemble d'actions ludiques, de manifestations culturels et d'ateliers en faveur des aînés.

Afin d'assurer une lisibilité de ce programme et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016 117 000 €	Subvention demandée à la CTM 28 000 €	Taux de financement public global 39.57 %
Montant demandé 2016 28 000 €		Taux de financement CTM 23.93 %
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel :	€	%
Autres services extérieurs :	€	%
Charges fixes de fonctionnement :	€	%

a) Objectifs :	Mise en œuvre de l'ensemble des actions, sur l'année 2016 .
b) Public(s) visé(s) :	Aînés des divers club des quartiers de la ville de Fort-de-France
c) Localisation :	La Martinique
d) Moyens mis en œuvre :	

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

- Participants

- Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- Activités créées, domaine
- Leurs noms et prénoms,
- Leurs coordonnées postale et téléphonique,
- Leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

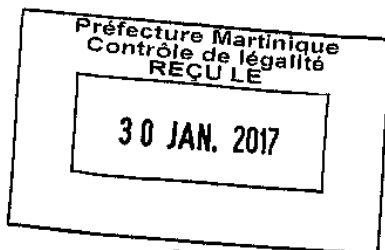
•**Les partenaires associés à l'action**

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-343-1

PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC L'ASSOCIATION AIDE PLUS

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L 312-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116 ;

Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016 ;
Considérant que la situation de l'association Aide Plus justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le contrat pluriannuel de mise en oeuvre du fonds de restructuration des services d'aide à domicile à passer entre l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE), la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association Aide Plus.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application de la présente décision.

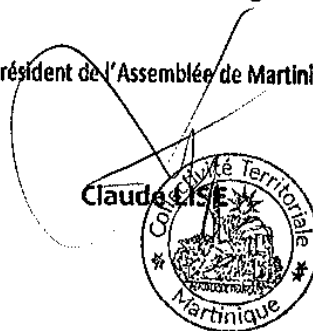
ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat pluriannuel mentionné à l'article 1 ainsi que tout acte et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

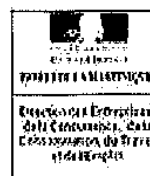
Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION n°16-343-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique



Fort-de France, le

CONTRAT PLURIANNUEL DE RETOUR À L'EQUILIBRE

Entre, d'une part :

L'Agence Régionale de Santé

Désignée ci-après comme « l'ARS » et représentée par son directeur général, Monsieur

La Collectivité Territoriale de Martinique

Désignée ci-après comme « la CTM » et représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE ;

La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Désignée ci-après comme « la DIECCTE » et représentée par son directeur.

Et, d'autre part :

Et, d'autre part :

L'ASSOCIATION AIDE PLUS, dont le siège social est situé : résidence les Arawaks-Cité DIAKA-bât A4 esc 00 porte 2, désignée ci-après comme « l'organisme », représentée par son Président ;

- Vu la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116,
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article L. L. 312-11, 1°, 6° et 7°,
- Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786,
- Vu l'instruction n°DGCS/SD3A/CNSA/2016/34 du 08 février 2016,
- Vu les crédits délégués à l'ARS de 231 852,77 € par la CNSA,
- Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016,
- Considérant que la situation de l'association AIDE PLUS justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative pour 2015.

Il est convenu des dispositions suivantes :

Préambule :

La signature du présent contrat fait suite à un état des lieux de la situation financière des organismes signataires et à la transmission par ces derniers d'un plan de retour à l'équilibre de leurs comptes. Elle fait également suite à la sélection des dossiers des organismes en commission et à l'attribution d'un montant d'aide à chaque organisme.

Siège
Centre d'Affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'Abicot - Pointe des Grives
B.P. 050 - 97203 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.90.39.42.43 - Fax 05.90.60.60.12

ars-martinique-secreariat-direction@ars.sante.fr

www.ars.martinique.sante.fr

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir la nature des actions à réaliser dans le cadre du plan de retour à l'équilibre et les modalités de la participation de l'ARS à ce plan.

Le plan de retour à l'équilibre présenté par l'organisme « AIDE PLUS » et accepté par l'ARS est décrit dans l'annexe n°1 qui fait partie intégrante du présent contrat.

Article 2 : Engagement de l'organisme

L'organisme signataire du présent contrat s'engage à :

- mettre en œuvre la stratégie de retour à l'équilibre de ses comptes sur une durée de trois années. Cette stratégie est celle décrite dans l'annexe 1 du présent contrat ;
- respecter le calendrier de réalisation des objectifs opérationnels de retour à l'équilibre ;
- fournir à l'ARS, à la Collectivité Territoriale ou à tout autre signataire du présent contrat, l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation de la bonne réalisation des objectifs fixés par le présent contrat tel que prévu à l'annexe 2 ;
- remettre, en 2016, à l'ensemble des signataires du contrat, une synthèse du suivi des objectifs du présent contrat, sur la base d'un bilan au 15 octobre 2016, et un bilan en fin d'année ainsi que les documents financiers et comptables attestant des progrès réalisés en matière de retour à l'équilibre et d'utilisation de l'aide attribuée dans le cadre du présent contrat.

Le tableau décrivant chaque objectif opérationnel permettant le retour à l'équilibre des comptes assorti d'un calendrier est annexé au présent contrat.

Article 3 : Engagements de l'ARS, de la CTM et de la DIECCTE

- 1) L'agence régionale de santé contribue à la réalisation du plan de retour à l'équilibre pour un montant de 100 000 € (cent mille euros) selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50% du montant de la subvention due au titre du présent contrat sera versé dans les trente jours suivants la signature du présent contrat.
- Le solde définitif sera versé dans les 3 mois suivant le versement de l'acompte et dès réception d'un courrier attestant du début de la mise en œuvre des objectifs fixés incluant les indicateurs arrêtés à l'annexe 2.

Si les objectifs ne sont pas remplis, un avenant au contrat est signé afin de définir les modalités de versement de l'aide, le cas échéant en fractionnant le montant de 50% de l'aide au prorata des objectifs atteints.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'ARS.

Les sommes seront versées sur le compte de l'organisme référencé par relevé d'identité bancaire ou postal. Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à l'ARS.

2) La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à :

- pour l'ensemble des services, tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans le cadre de la procédure budgétaire définie aux articles L. 314-1 à L. 314-8 et R. 314-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;
- pour les organismes avec lesquels il signe un CPOM en vertu de l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans l'établissement du forfait global.

3) La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi s'engage à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat et à informer l'ARS de toutes procédures de retrait de déclaration et/ou d'agrément, justifiant que les conditions d'exercice des activités et les exigences de qualité et de sécurité (article L.7232-1) pour leur délivrance (articles R.7232-1 à R.7232-7 définies au I de l'article D.7231-1) ne répondent plus aux exigences de protection de la santé ou la sécurité des publics destinataires de ces services.

Les parties mentionnées à l'article 3 s'engagent à inscrire toute subvention versée à l'organisme dans le présent contrat.

Elles s'engagent à participer au comité de pilotage et de suivi des objectifs du contrat piloté par l'ARS.

Article 4 : Évaluation de la réalisation des objectifs

Les parties signataires s'engagent à évaluer, à l'occasion d'une réunion du comité de pilotage et de suivi du contrat, dont le rythme est au moins annuel, convoquée par le directeur général de l'ARS, la mise en œuvre et la bonne réalisation des objectifs inscrits au présent contrat. Cette évaluation aura lieu sur la base des documents mentionnés à l'article 2 et à l'annexe 1 qui doivent être fournis par l'organisme.

Cette réunion pourra avoir lieu après le dépôt du compte administratif ou comptes de résultat de l'organisme ainsi que du compte-rendu d'activité de l'organisme.

En conséquence, l'auto-évaluation des objectifs par la structure sera intégrée dans le rapport d'activité joint au compte administratif et dans le rapport budgétaire de fin d'année réalisé pour l'autorité procédant à la tarification. Il doit aider à la réalisation du dialogue budgétaire annuel.

Article 5 : Durée et prise d'effet du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans et prend effet à compter de sa date de signature.

Les parties signataires s'engagent, le cas échéant, à procéder à de nouvelles négociations au moins six mois avant la date anniversaire du terme du contrat, pour définir les objectifs qui seront mis en œuvre durant les années suivantes.

Durant la période d'application du contrat, un avenant peut être conclu par les parties signataires pour prendre en compte les ajustements qui s'avèreraient nécessaires quant aux objectifs et/ou moyens financiers mis en œuvre.

La date de prise d'effet de l'avenant et, le cas échéant, les incidences sur la tarification de l'organisme s'il est autorisé et tarifé ou des engagements financiers, seront définies lors de la négociation entre les parties.

Article 6 : Résiliation du contrat pluriannuel

En cas de non-respect des engagements par l'une des parties, la procédure de résiliation du contrat est la suivante :

Une mise en demeure sera adressée par la partie ayant constaté un non-respect des engagements, par lettre recommandée avec avis de réception, à la partie n'ayant pas respecté ses engagements. Cette mise en demeure précisera quels sont les engagements qui n'ont pas été tenus, et fixera à la partie concernée un délai, fonction de la nature et de l'importance du ou des engagements non tenus, pour qu'elle se mette en conformité avec le présent contrat.

Si à l'issue du délai fixé la partie concernée par les engagements non tenus ne s'est toujours pas mise en conformité avec le présent contrat, ce dernier sera résilié par l'autre partie qui précisera les motifs de la résiliation.

Si pour des raisons exceptionnelles ou contextuelles, le présent contrat ne pouvait plus s'appliquer, il pourra aussi être résilié, avant son terme, d'un commun accord entre les parties.

Le présent contrat est dénoncé de plein droit par l'un des cosignataires en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendent impossible l'exécution des dispositions du présent contrat.

Dans tous les cas la résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prendra effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier recommandé par la partie destinataire.


Article 7 : Règlement des différends

Si une contestation ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

S'ils n'y parviennent pas, seul le tribunal administratif territorialement compétent pourra régler le litige.

Fait à Fort de France, en cinq exemplaires originaux

Le,

<p>Le Directeur Général de l'ARS</p> <p>P/ le Directeur Général de l'ARS de l'Offre de Soins Associations de Santé</p>  <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Le Président de l'ASSOCIATION AIDE PLUS</p> <p>AIDE+ Résidence Les Araucariers, Diaka Bat A4-Esc.00-Porte 002-072-001 MARIN Tel: 0596.76.01.24 Fax: 0596.76.01.38 Siret: 414 762 317 00037-414 68110 A</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Le Président du Conseil Exécutif de la CTM</p>	<p>Le Directeur de la DISCOTE</p> <p>Secrétaire Général des Entreprises, du Travail et de de la Consommation, du Travail et de Le Directeur du Travail, Responsable du Pôle 3 E</p> <p><i>[Signature]</i> Patrice DEYFAYIN</p>



ANNEXE n° 1

AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016-2017

PLAN DE RETOUR A L'EQUILIBRE AIDE PLUS

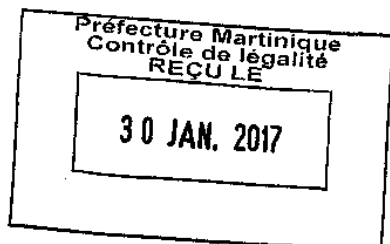
Les objectifs suivants devront être atteints par le gestionnaire de l'organisme dans le cadre du présent contrat :

Objectifs opérationnels	Actions à mettre en œuvre	Date de réalisation	Résultats attendus
Réduction des coûts	Mesure 1 : Mise en place d'un service de recouvrement/litiges - Un agent administratif à mi-temps dédié à cette activité - Avec un support informatisé : module de recouvrement dans outil de gestion	2016/2017	Economie : + 15% de créances recouvrées/an (40 000€/an)
	Mesure 2 : acquisition d'une borne de lecture CESU - Achat de la borne, logiciel, formation	2016	Economie : +2% du chiffre d'affaires (30 000€/an) Diminution tension trésorerie : diminution des délais de paiement (Entre 7 et 21 jours à moins de 48 h)
Maîtrise des coûts	Mesure 3 : Mise en place d'un outil de gestion de l'activité (de la planification à la paie) afin de suivre rigoureusement : - Les achats et charges - La masse salariale, compte tenu de l'application récente de la nouvelle convention collective	2016/2017	Maintien : achats / charges externes (3% du CA, soit 13 900€/an) et masse salariale (80% du CA)
Accroissement des recettes	Mesure 4 : Développement de la fonction commerciale : refonte de l'offre commerciale et augmentation progressive des tarifs	2016	Gain espéré : +1% clients anciens (15 000€) et +10% nouveaux clients
	Mesure 5 : Développement de partenariats (conventions) :	2017	Gain espéré : + 2 conventions minimum par an
	Mesure 6 : Développement marketing : intensification de la publicité et renforcement de la notoriété - Publicité ciblée dans différents médias - Refonte du site internet	2017 2016	Gain espéré : renforcement de la notoriété et augmentation de la clientèle.
	Mesure 7 : Diversification de l'activité : mise en place d'activités nouvelles - Acquisition de 2 véhicules hybride : aide à la mobilité des personnes âgées (intégrée à un package de services proposés) - Développement des activités proposées en mode mandataire. Un agent administratif sera chargé de développer ce mode de prestation à mi-temps	2016/2017 2017	Gain espéré : - + 5%/an sauf année 1 (soit 36 000€ la première année) - + 3%/an sauf année 1 (soit 28 800 € la première année)
	Mesure 8 : aménagement des nouveaux locaux - Mobilier de bureau : bureau, table de réunion, chaises, fauteuil	2016	Amélioration des conditions de travail
Réorganisation et modernisation de l'association	Mesure 9 : Modernisation du réseau informatique - 3 PC fixes, 3 ordinateurs portables, 3 clé wifi, 1 imprimante	2016/2017	Amélioration des conditions de travail
	Mesure 10 : Accompagnement à la certification et à l'optimisation de l'organisation (dont l'organisation du travail)	2016/2017	Amélioration continue du service rendu

ANNEXE n° 2
AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016 – 2017
INDICATEURS D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

INDICATEURS D'EVALUATION AIDE +

Intitulé de l'Indicateur	Définition et précisions	Valeur cible
Nombre de créances recouvrées	Nombre de créances recouvrées suite à la mise en place d'un service de recouvrement/litiges	+ 15 % (soit environ 40 000 €)
Diminution des délais de paiement	Acquisition d'une borne CESU afin de diminuer les délais de paiement, donc les tensions de trésorerie	48h
Développement des fonctions marketing et commerciale	Développement quantitatif et qualitatif de l'offre par le renforcement de la notoriété, l'augmentation des tarifs et l'optimisation de l'organisation	+ 1% clients anciens (15 000 €) + 10 % nouveaux clients
Nombre d'activités nouvelles	Diversification par la mise en place de nouvelles activités à savoir, l'aide à la mobilité et le développement du mode mandataire	2
Accroissement des recettes	Augmentation des recettes suite à la mise en place des nouvelles activités	+ 9 % (soit 64 800 € sauf année 1)
Nombre de partenariats	Développement du nombre de partenariats	+2/an



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-343-2

PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC L'ASSOCIATION ALLIANCE

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L 312-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116 ;

Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités;
Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016 ;
Considérant que la situation de l'association Alliance justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le contrat pluriannuel de mise en oeuvre du fonds de restructuration des services d'aide à domicile à passer entre l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE), la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association Alliance.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application de la présente décision.

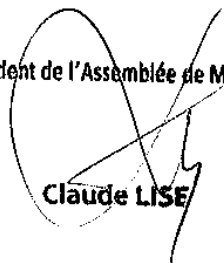
ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat pluriannuel mentionné à l'article 1 ainsi que tout acte et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

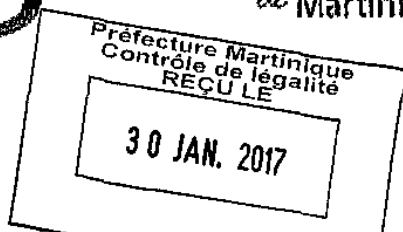
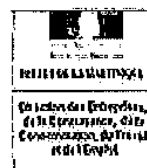

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-343-2



Collectivité
Territoriale
de Martinique



Fort-de-France, le

CONTRAT PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE

Entre, d'une part :

L'agence régionale de santé

Désignée ci-après comme « l'ARS » et représentée par son directeur général, Monsieur

La Collectivité Territoriale de Martinique

Désignée ci-après comme « la CTM » et représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE ;

La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Désignée ci-après comme « la DIECCTE » et représentée par son directeur.

Et, d'autre part :

L'ASSOCIATION ALLIANCE, dont le siège social est situé : Route de Marianne, 97211 RIVIERE-PILOTE, désignée ci-après comme « l'organisme », représentée par son Président Monsieur

- Vu la loi n° -2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116,
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article L. 312-1 I, 1°, 6° et 7°,
- Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786,
- Vu l'instruction n°DGCS/SD3A/CNSA/2016/34 du 08 février 2016,
- Vu les crédits délégués à l'ARS de 231 852.77 € par la CNSA,
- Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016,
- Considérant que la situation de l'Association ALLIANCE justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative pour 2015.

Il est convenu des dispositions suivantes :

Préambule :

La signature du présent contrat fait suite à un état des lieux de la situation financière des organismes signataires et à la transmission par ces derniers d'un plan de retour à l'équilibre de leurs comptes. Elle fait également suite à la sélection des dossiers des organismes en commission et à l'attribution d'un montant d'aide à chaque organisme.

Siège
Centre d'Affaires « AGORA »
ZAC de l'Elang Z'Abriat - Pointe des Grèves
B.P. 656 - 97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.96.39.42.43 - Fax 05.96.60.60.12

ars-martinique-secretaire@ars.sante.fr

www.ars.martinique.sante.fr/

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir la nature des actions à réaliser dans le cadre du plan de retour à l'équilibre et les modalités de la participation de l'ARS à ce plan.

Le plan de retour à l'équilibre présenté par l'organisme « ASSOCIATION ALLIANCE » et accepté par l'ARS est décrit dans l'annexe n°1 qui fait partie intégrante du présent contrat.

Article 2 : Engagement de l'organisme

L'organisme signataire du présent contrat s'engage à :

- mettre en œuvre la stratégie de retour à l'équilibre de ses comptes sur une durée de trois années. Cette stratégie est celle décrite dans l'annexe 1 du présent contrat ;
- respecter le calendrier de réalisation des objectifs opérationnels de retour à l'équilibre ;
- fournir à l'ARS, à la Collectivité Territoriale ou à tout autre signataire du présent contrat, l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation de la bonne réalisation des objectifs fixés par le présent contrat tel que prévu à l'annexe 2 ;
- remettre, en 2016, à l'ensemble des signataires du contrat, une synthèse du suivi des objectifs du présent contrat, sur la base d'un bilan au 15 octobre 2016, et un bilan en fin d'année ainsi que les documents financiers et comptables attestant des progrès réalisés en matière de retour à l'équilibre et d'utilisation de l'aide attribuée dans le cadre du présent contrat.

Le tableau décrivant chaque objectif opérationnel permettant le retour à l'équilibre des comptes assorti d'un calendrier est annexé au présent contrat.

Article 3 : Engagements de l'ARS, de la CTM et de la DIECCTE

- 1) L'agence régionale de santé contribue à la réalisation du plan de retour à l'équilibre pour un montant de 11.852,77€ (onze mille huit cent cinquante deux euros et soixante dix sept centimes) selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50% du montant de la subvention due au titre du présent contrat sera versé dans les trente jours suivants la signature du présent contrat,
- Le solde définitif sera versé dans les 3 mois suivant le versement de l'acompte et dès réception d'un courrier attestant du début de la mise en œuvre des objectifs fixés incluant les indicateurs arrêtés à l'annexe 2.

Si les objectifs ne sont pas remplis, un avenant au contrat est signé afin de définir les modalités de versement de l'aide, le cas échéant en fractionnant le montant de 50% de l'aide au prorata des objectifs atteints.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'ARS.

Les sommes seront versées sur le compte de l'organisme référencé par relevé d'identité bancaire ou postal. Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à l'ARS.

2) La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à :

- pour l'ensemble des services, tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans le cadre de la procédure budgétaire définie aux articles L. 314-1 à L. 314-8 et R. 314-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;
- pour les organismes avec lesquels il signe un CPOM en vertu de l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans l'établissement du forfait global.

3) La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi s'engage à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat et à informer l'ARS de toutes procédures de retrait de déclaration et/ou d'agrément, justifiant que les conditions d'exercice des activités et les exigences de qualité et de sécurité (article L.7232-1) pour leur délivrance (articles R.7232-1 à R.7232-7 définies au I de l'article D.7231-1) ne répondent plus aux exigences de protection de la santé ou la sécurité des publics destinataires de ces services.

Les parties mentionnées à l'article 3 s'engagent à inscrire toute subvention versée à l'organisme dans le présent contrat.

Elles s'engagent à participer au comité de pilotage et de suivi des objectifs du contrat piloté par l'ARS.

Article 4 : Évaluation de la réalisation des objectifs

Les parties signataires s'engagent à évaluer, à l'occasion d'une réunion du comité de pilotage et de suivi du contrat, dont le rythme est au moins annuel, convoquée par le directeur général de l'ARS, la mise en œuvre et la bonne réalisation des objectifs inscrits au présent contrat. Cette évaluation aura lieu sur la base des documents mentionnés à l'article 2 et à l'annexe 1 qui doivent être fournis par l'organisme.

Cette réunion pourra avoir lieu après le dépôt du compte administratif ou comptes de résultat de l'organisme ainsi que du compte-rendu d'activité de l'organisme.

En conséquence, l'auto-évaluation des objectifs par la structure sera intégrée dans le rapport d'activité joint au compte administratif et dans le rapport budgétaire de fin d'année réalisé pour l'autorité procédant à la tarification. Il doit aider à la réalisation du dialogue budgétaire annuel.

Article 5 : Durée et prise d'effet du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans et prend effet à compter de sa date de signature.

Les parties signataires s'engagent, le cas échéant, à procéder à de nouvelles négociations au moins six mois avant la date anniversaire du terme du contrat, pour définir les objectifs qui seront mis en œuvre durant les années suivantes.

Durant la période d'application du contrat, un avenant peut être conclu par les parties signataires pour prendre en compte les ajustements qui s'avèreraient nécessaires quant aux objectifs et/ou moyens financiers mis en œuvre.

La date de prise d'effet de l'avenant et, le cas échéant, les incidences sur la tarification de l'organisme s'il est autorisé et tarifié ou des engagements financiers, seront définies lors de la négociation entre les parties.

Article 6 : Résiliation du contrat pluriannuel

En cas de non-respect des engagements par l'une des parties, la procédure de résiliation du contrat est la suivante :

Une mise en demeure sera adressée par la partie ayant constaté un non-respect des engagements, par lettre recommandée avec avis de réception, à la partie n'ayant pas respecté ses engagements. Cette mise en demeure précisera quels sont les engagements qui n'ont pas été tenus, et fixera à la partie concernée un délai, fonction de la nature et de l'importance du ou des engagements non tenus, pour qu'elle se mette en conformité avec le présent contrat.

Si à l'issue du délai fixé la partie concernée par les engagements non tenus ne s'est toujours pas mise en conformité avec le présent contrat, ce dernier sera résilié par l'autre partie qui précisera les motifs de la résiliation.

Si pour des raisons exceptionnelles ou contextuelles, le présent contrat ne pouvait plus s'appliquer, il pourra aussi être résilié, avant son terme, d'un commun accord entre les parties.

Le présent contrat est dénoncé de plein droit par l'un des cosignataires en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendent impossible l'exécution des dispositions du présent contrat.


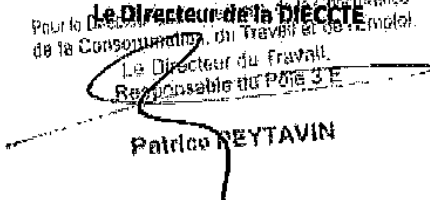
Dans tous les cas la résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prendra effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier recommandé par la partie destinataire.

Article 7 : Règlement des différends

Si une contestation ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

S'ils n'y parviennent pas, seul le tribunal administratif territorialement compétent pourra régler le litige.

Fait à Fort de France, en cinq exemplaires originaux
le

<p>Le Directeur Général de l'ARS Pr le Directeur Général de l'ARS Le Directeur de l'Offre de Soins et des Professions de Santé</p>  <p>Elle BOURGEOIS</p>	<p>Le Président de l'ASSOCIATION ALLIANCE ASSOCIATION ALLIANCE Route de Mariane 97211 RIVIERE-PILOTE Siret 405 167 438 80010 APE 855 J Tél 05 96 62 78 78 Fax 05 96 62 78 30</p>
<p>Le Président du Conseil exécutif de la CTM</p>	<p>Le Directeur de la DIRECTION Pour la Développement, du Travail et de l'emploi. Le Directeur du Travail, Responsable du PMS E</p>  <p>Patrice REYTAVIN</p>

ANNEXE n° 1
AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016-2017
PLAN DE RETOUR A L'EQUILIBRE ALLIANCE

Les objectifs suivant devront être atteints par le gestionnaire de l'organisme dans le cadre du présent contrat:

Plan de retour à l'équilibre de l'association ALLIANCE (objectif 2018) 3 ans.			Association ALLIANCE
Objectif opérationnels	Actions à mettre en œuvre	Date de la réalisation	Résultats attendus
Poursuivre l'augmentation du chiffre d'Affaires	Augmentation du tarif horaire. Base de la réglementation de 2016, + 1,35% soit 0,27 X 57 400 h 295 clients au 30 mai 2016 = 15 498€	2016 - 2017 - 2018	Augmentation du CA par année de 15 498€ sur la base du nombre de clients en 2016
	Augmentation du nombre d'utilisateurs moyen par an. + 11 X 30 heures en moyenne par mois = 11 X 30 X 12 mois = 3 960h X 20.10 €, base tarif 2016.	2016 - 2017 2018	Augmentation en moyenne sur 3 ans du CA de + 79 596€
	Augmentation moyenne des frais de gestion + 1,50€ X 295 X 12 = 5 310€ en 2016. (295 + 11) X 1,50€ x 12 mois = 5 508 en 2017. Et (306 + 11) X 1,50€ X 12 mois = 5 706€ en 2018	2016 - 2017 2018	Augmentation du CA moyen sur 3 ans de + 5 508 € par an
	Augmentation de l'activité entretien espaces verts + 5 clients par an en moyenne. Moyenne 3 heures par client par mois Soit: 5 X 3 X 31€ tarif moyen x 9 mois saisonnier	2016 - 2017 2018	Augmentation du produits moyen de l'activité d'espaces vert sur 3 ans de + 4 185€ par an.
	Reprise activité de courses 6 clients en moyenne par mois base 2016. Tarif 30 € par heures. 1 heures en moyenne par client par mois. Soit : 6 X 1 X 30 X 12 mois	2016 - 2017 2018	Augmentation du CA par rapport à la reprise de l'activité d'aide aux courses de plus de 2 160€
Modernisation et Réorganisation du travail	1) Optimisation de l'informatique: mise en place d'un serveur NAS de sauvegarde de toutes les données informatique.	2016	1) Partage de données informatique. Coût 662€
	2) Mise en place du système de paiement par carte bancaire directement au domicile du client pour éviter les risques de transport de fonds pour les clients payant leur participation en espèces.	2017	2) Diminution des risques liés au transports de fonds.
	Gestion des risques professionnels: La mise en place d'équipement de protection individualisé et de matériels pour les interventions à domicile et autres équipements de bureau.	2017	Eviter les AT - MP pour une meilleure utilisation du personnel et de la gestion de l'activité coût 12 858€
Développement de l'activité	<u>Rompres à l'isolement des personnes âgées et ou en situation de handicap:</u> Organisation de campagnes d'informations à domicile, à destination de la famille, sur l'accès au droit des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, de l'implication de la personne âgée et ou vieillissante à un programme de prise en charge et d'accompagnement dans toute sa dimension sociétale.	2016 - 2017 2018	permettre à plus de personne âgées et ou handicapées d'accéder à des droits et des prestations y compris celles fournis par l'association ALLIANCE et de toute ces filiales qui viendraient à être créées

ANNEXE n° 2
AU CONTRAT- TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016- 2017
INDICATEURS D'EVALUATION DE L'ATTENTE DES OBJECTIFS

INDICATEURS D'EVALUATION ALLIANCE

Intitulé de l'indicateur	Définitions et précisions	Valeur cibles
Augmentation du nombre d'heures facturées	Augmentation du nombre d'utilisateurs	+ 79 596 € (+ 330 h/mois)
Augmentation du tarif horaire	Augmentation du tarif d'heures facturées	+ 15 498 € (+ 0,27€/h)
Augmentation des recettes	Augmentation des frais de gestion	+ 5 310 € (+ 1,50€ /client/mois)
Augmentation de la clientèle	Augmentation de la clientèle de l'activité entretien espaces verts	+ 4 185€ (+ 5 clients/ans)
Reprise d'activité d'aide au courses	Reprise de l'activité d'aide au courses à raison d'1h par client par mois au tarif de 30€	+ 2 160 € (+ 6 clients/ mois)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-343-3

PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC L'ASSOCIATION NORADOM

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Joslane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L 312-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116 ;

Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016 ;
Considérant que la situation de l'association Noradom justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le contrat pluriannuel de mise en oeuvre du fonds de restructuration des services d'aide à domicile à passer entre l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE), la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association Noradom.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat pluriannuel mentionné à l'article 1 ainsi que tout acte et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

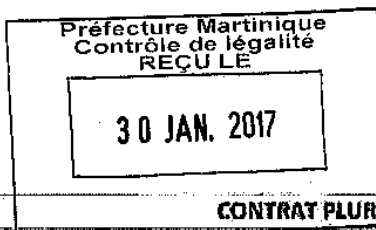
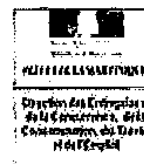
Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-343-3



Collectivité
Territoriale
de Martinique



Fort-de France, le

CONTRAT PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE

Entre, d'une part :

L'agence régionale de santé

Désignée ci-après comme « l'ARS » et représentée par son directeur général, Monsieur

La Collectivité Territoriale de Martinique

Désignée ci-après comme « la CTM » et représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE ;

La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Désignée ci-après comme « la DIECCTE » et représentée par son directeur.

Et, d'autre part :

L'ASSOCIATION NORADOM SERVICES, dont le siège social est situé : 16 rue Joseph LAGROSILLIERE, 97220 LA TRINITE désignée ci-après comme « l'organisme », représentée par son Président Monsieur

- Vu la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116,
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article L. 312-1 I, 1°, 6° et 7°,
- Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786,
- Vu l'instruction n°DGCS/SD3A/CNSA/2016/34 du 08 février 2016,
- Vu les crédits délégués à l'ARS de 231 852.77 € par la CNSA,
- Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016,
- Considérant que la situation de NORADOM SERVICES justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative pour 2015.

Il est convenu des dispositions suivantes :

Préambule :

La signature du présent contrat fait suite à un état des lieux de la situation financière des organismes signataires et à la transmission par ces derniers d'un plan de retour à l'équilibre de leurs comptes. Elle fait également suite à la sélection des dossiers des organismes en commission et à l'attribution d'un montant d'aide à chaque organisme.

Siège :
Centre d'Affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'Abriol - Pointe des Grives
B.P. 656 - 97283 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.90.39.42.43 - Fax 05.90.60.60.12

ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr

www.ars.martinique.sante.fr/

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir la nature des actions à réaliser dans le cadre du plan de retour à l'équilibre et les modalités de la participation de l'ARS à ce plan.

Le plan de retour à l'équilibre présenté par l'organisme « NORADOM SERVICES » et accepté par l'ARS est décrit dans l'annexe n°1 qui fait partie intégrante du présent contrat.

Article 2 : Engagement de l'organisme

L'organisme signataire du présent contrat s'engage à :

- mettre en œuvre la stratégie de retour à l'équilibre de ses comptes sur une durée de trois années. Cette stratégie est celle décrite dans l'annexe 1 du présent contrat ;
- respecter le calendrier de réalisation des objectifs opérationnels de retour à l'équilibre ;
- fournir à l'ARS, à la Collectivité Territoriale ou à tout autre signataire du présent contrat, l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation de la bonne réalisation des objectifs fixés par le présent contrat tel que prévu à l'annexe 2 ;
- remettre, en 2016, à l'ensemble des signataires du contrat, une synthèse du suivi des objectifs du présent contrat, sur la base d'un bilan au 15 octobre 2016, et un bilan en fin d'année ainsi que les documents financiers et comptables attestant des progrès réalisés en matière de retour à l'équilibre et d'utilisation de l'aide attribuée dans le cadre du présent contrat.

Le tableau décrivant chaque objectif opérationnel permettant le retour à l'équilibre des comptes assorti d'un calendrier est annexé au présent contrat.

Article 3 : Engagements de l'ARS, de la CTM et de la DIECCTE

- 1) L'agence régionale de santé contribue à la réalisation du plan de retour à l'équilibre pour un montant de 30 000 € (trente mille euros) selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50% du montant de la subvention due au titre du présent contrat sera versé dans les trente jours suivants la signature du présent contrat.
- Le solde définitif sera versé dans les 3 mois suivant le versement de l'acompte et dès réception d'un courrier attestant du début de la mise en œuvre des objectifs fixés incluant les indicateurs arrêtés à l'annexe 2.

Si les objectifs ne sont pas remplis, un avenant au contrat est signé afin de définir les modalités de versement de l'aide, le cas échéant en fractionnant le montant de 50% de l'aide au prorata des objectifs atteints.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'ARS.

Les sommes seront versées sur le compte de l'organisme référencé par relevé d'identité bancaire ou postal. Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à l'ARS.

2) La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à :

- pour l'ensemble des services, tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans le cadre de la procédure budgétaire définie aux articles L. 314-1 à L. 314-8 et R. 314-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;
- pour les organismes avec lesquels il signe un CPOM en vertu de l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans l'établissement du forfait global.

3) La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi s'engage à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat et à informer l'ARS de toutes procédures de retrait de déclaration et/ou d'agrément, justifiant que les conditions d'exercice des activités et les exigences de qualité et de sécurité (article L.7232-1) pour leur délivrance (articles R.7232-1 à R.7232-7 définies au I de l'article D.7231-1) ne répondent plus aux exigences de protection de la santé ou la sécurité des publics destinataires de ces services.

Les parties mentionnées à l'article 3 s'engagent à inscrire toute subvention versée à l'organisme dans le présent contrat.

Elles s'engagent à participer au comité de pilotage et de suivi des objectifs du contrat piloté par l'ARS.

Article 4 : Évaluation de la réalisation des objectifs

Les parties signataires s'engagent à évaluer, à l'occasion d'une réunion du comité de pilotage et de suivi du contrat, dont le rythme est au moins annuel, convoquée par le directeur général de l'ARS, la mise en œuvre et la bonne réalisation des objectifs inscrits au présent contrat. Cette évaluation aura lieu sur la base des documents mentionnés à l'article 2 et à l'annexe 1 qui doivent être fournis par l'organisme.

Cette réunion pourra avoir lieu après le dépôt du compte administratif ou comptes de résultat de l'organisme ainsi que du compte-rendu d'activité de l'organisme.

En conséquence, l'auto-évaluation des objectifs par la structure sera intégrée dans le rapport d'activité joint au compte administratif et dans le rapport budgétaire de fin d'année réalisé pour l'autorité procédant à la tarification. Il doit aider à la réalisation du dialogue budgétaire annuel.

Article 5 : Durée et prise d'effet du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans et prend effet à compter de sa date de signature.

Les parties signataires s'engagent, le cas échéant, à procéder à de nouvelles négociations au moins six mois avant la date anniversaire du terme du contrat, pour définir les objectifs qui seront mis en œuvre durant les années suivantes.

Durant la période d'application du contrat, un avenant peut être conclu par les parties signataires pour prendre en compte les ajustements qui s'avèreraient nécessaires quant aux objectifs et/ou moyens financiers mis en œuvre.

La date de prise d'effet de l'avenant et, le cas échéant, les incidences sur la tarification de l'organisme s'il est autorisé et tarifé ou des engagements financiers, seront définies lors de la négociation entre les parties.

Article 6 : Résiliation du contrat pluriannuel

En cas de non-respect des engagements par l'une des parties, la procédure de résiliation du contrat est la suivante :

Une mise en demeure sera adressée par la partie ayant constaté un non-respect des engagements, par lettre recommandée avec avis de réception, à la partie n'ayant pas respecté ses engagements. Cette mise en demeure précisera quels sont les engagements qui n'ont pas été tenus, et fixera à la partie concernée un délai, fonction de la nature et de l'importance du ou des engagements non tenus, pour qu'elle se mette en conformité avec le présent contrat.

Si à l'issue du délai fixé la partie concernée par les engagements non tenus ne s'est toujours pas mise en conformité avec le présent contrat, ce dernier sera résilié par l'autre partie qui précisera les motifs de la résiliation.

Si pour des raisons exceptionnelles ou contextuelles, le présent contrat ne pouvait plus s'appliquer, il pourra aussi être résilié, avant son terme, d'un commun accord entre les parties.

Le présent contrat est dénoncé de plein droit par l'un des cosignataires en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendent impossible l'exécution des dispositions du présent contrat.



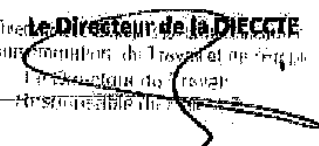
Dans tous les cas la résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prendra effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier recommandé par la partie destinataire.

Article 7 : Règlement des différends

Si une contestation ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

S'ils n'y parviennent pas, seul le tribunal administratif territorialement compétent pourra régler le litige.

Fait à Fort de France, en cinq exemplaires originaux
le

<p>Le Directeur Général de l'ARS</p> <p>Pf le Directeur Général de l'ARS Le Directeur de l'Offre de Soins et des Professions de Santé</p>  <p>Elle BOURGEOIS</p>	<p>Le Président de NORADOM SERVICES NORADOM Services 16 rue J. Lagrosillière 97220 TRINITE BRET 97 506 011 000 34 TEL 05 96 57 94 - 0696 44 05 34 FAX 0596 58 71 08</p> 
<p>Le Président du Conseil Exécutif de la CTM</p>	<p>Pour le Directeur de la DICCIE de la Circulation de Travail et de l'Égalité Le Directeur de Travail Responsable</p>  <p>Patrice PEYLAVIN</p>



ANNEXE n° 1
AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016-2017
PLAN DE RETOUR A L'EQUILIBRE NORADOM

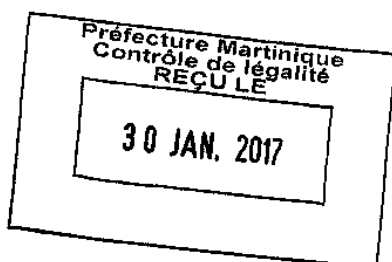
Les objectifs suivants devront être atteints par le gestionnaire de l'organisme dans le cadre du présent contrat :

Objectifs opérationnels	Actions à mettre en œuvre	Date de la réalisation	Résultats attendus
Création d'un SPASAD intégré par conventionnement	<ol style="list-style-type: none"> 1. Convention entre Noradom Services et l'ASADEC 2. Acte de candidature à l'ARS 3. Développement de nouvelles activités (ateliers de prévention) 	<p>réalisée</p> <p>13/04/16 janv. 2017</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mutualisation des postes de dépenses dont réduction des charges fixes mensuelles - 50% • Récupération de clientèle captive du SSIAD → une augmentation de 20% des heures facturées (32 usagers)
Obtention de l'habilitation à l'aide sociale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Solliciter l'habilitation auprès de la CTM 2. Signature d'un CPOM avec la CTM 	<p>Juillet 16</p> <p>Calendrier CTM</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la clientèle 15% • Tarification horaire plus importante 20,30€
Montée en compétence de la direction	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formations diplômantes organisées par l'UROSAP 972 	<p>Octobre 16-19</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition de compétences réglementaires, en gestion, en management, etc. • Conformité diplômante avec la loi ASV pour la direction d'établissements sociaux et médico-sociaux.
Mise en place d'un espace de travail collaboratif et de formation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aménagement d'une partie des locaux en équipement mobilier et vidéo 	<p>Juillet 16</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'échange entre collaborateurs et la montée en compétences de ces derniers • Optimisation de l'équipement en le proposant à la location pour des formations. 300€

ANNEXE n° 2
AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016-2017
INDICATEURS D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

INDICATEURS D'EVALUATION NORADOM SERVICES

Intitulé de l'indicateur	Définitions et précisions	Valeurs cibles
Augmentation du nombre d'heures facturées	Récupération de la clientèle du SSLAD suite à la création du SPASAD	+ 20 % (soit environ 32 usagers)
Réduction des charges fixes	Mutualisation des postes de dépenses suite à la création du SPASAD	-50 %
Augmentation des recettes	Augmentation de la clientèle et de la tarification horaire suite à l'obtention de l'habilitation à l'aide sociale	+15 % clientèle 20.30 € (tarif horaire)
Formation réglementaire diplômante	Acquisition de compétences réglementaires pour la direction notamment en gestion et management	1
Mise en place d'un espace collaboratif et de formation	Réorganisation des locaux en espace de formation pour montée en compétences des collaborateurs et offre de location pour formations	300 €/jour de prestation



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-343-4

PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC LA SARL NOUNOU EXPRESS

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L 312-1 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116 ;
Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016 ;
Considérant que la situation de la SARL Nounou Express justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le contrat pluriannuel de mise en oeuvre du fonds de restructuration des services d'aide à domicile à passer entre l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE), la Collectivité Territoriale de Martinique et la SARL Nounou Express.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat pluriannuel mentionné à l'article 1 ainsi que tout acte et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

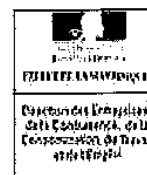
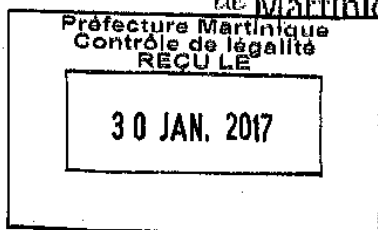
Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION n°16-343-14



Collectivité
Territoriale
de Martinique



Fort-de France, le

CONTRAT PLURIANNUEL DE RETOUR À L'EQUILIBRE

Entre, d'une part :

L'agence régional de santé

Désignée ci-après comme « l'ARS » et représentée par son directeur général, Monsieur

La Collectivité Territoriale de Martinique

Désignée ci-après comme « la CTM » et représentée par le Président du Conseil exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE ;

La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Désignée ci-après comme « la DIECCTE » et représentée par son directeur.

Et, d'autre part :

La société NOUNOU EXPRESS, dont le siège social est situé : ZAC de Rivière Roche, bât D4, 97200 FORT DE FRANCE, désignée ci-après comme « l'organisme », représentée par ses responsables Monsieur et

- Vu la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116,
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article L. L. 312-1 I, 1°, 6° et 7°,
- Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786,
- Vu l'instruction n°DGCS/SD3A/CNSA/2016/34 du 08 février 2016,
- Vu les crédits délégués à l'ARS de 231.852.77 € par la CNSA,
- Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016,
- Considérant que la situation de NOUNOU EXPRESS justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative pour 2015.

Il est convenu des dispositions suivantes :

Préambule :

La signature du présent contrat fait suite à un état des lieux de la situation financière des organismes signataires et à la transmission par ces derniers d'un plan de retour à l'équilibre de leurs comptes. Elle fait également suite à la sélection des dossiers des organismes en commission et à l'attribution d'un montant d'aide à chaque organisme.

Siège
Centre d'Affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'Abriol - Pointe des Grèves
B.P. 658 - 97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.90.39.42.43 - Fax 05.90.60.60.12

ars-martinique-secretaire@ars.sante.fr

www.ars.martinique.sante.fr/

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir la nature des actions à réaliser dans le cadre du plan de retour à l'équilibre et les modalités de la participation de l'ARS à ce plan.

Le plan de retour à l'équilibre présenté par l'organisme « NOUNOU EXPRESS » et accepté par l'ARS est décrit dans l'annexe n°1 qui fait partie intégrante du présent contrat.

Article 2 : Engagement de l'organisme

L'organisme signataire du présent contrat s'engage à :

- mettre en œuvre la stratégie de retour à l'équilibre de ses comptes sur une durée de trois années. Cette stratégie est celle décrite dans l'annexe 1 du présent contrat ;
- respecter le calendrier de réalisation des objectifs opérationnels de retour à l'équilibre ;
- fournir à l'ARS, à la Collectivité Territoriale ou à tout autre signataire du présent contrat, l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation de la bonne réalisation des objectifs fixés par le présent contrat tel que prévu à l'annexe 2 ;
- remettre, en 2016, à l'ensemble des signataires du contrat, une synthèse du suivi des objectifs du présent contrat, sur la base d'un bilan au 15 octobre 2016, et un bilan en fin d'année ainsi que les documents financiers et comptables attestant des progrès réalisés en matière de retour à l'équilibre et d'utilisation de l'aide attribuée dans le cadre du présent contrat.

Le tableau décrivant chaque objectif opérationnel permettant le retour à l'équilibre des comptes assorti d'un calendrier est annexé au présent contrat.

Article 3 : Engagements de l'ARS, de la CTM et de la DIECCTE

- 1) L'agence régionale de santé contribue à la réalisation du plan de retour à l'équilibre pour un montant de 20 000€ (vingt mille euros) selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50% du montant de la subvention due au titre du présent contrat sera versé dans les trente jours suivants la signature du présent contrat.
- Le solde définitif sera versé dans les 3 mois suivant le versement de l'acompte et dès réception d'un courrier attestant du début de la mise en œuvre des objectifs fixés incluant les indicateurs arrêtés à l'annexe 2.

Si les objectifs ne sont pas remplis, un avenant au contrat est signé afin de définir les modalités de versement de l'aide, le cas échéant en fractionnant le montant de 50% de l'aide au prorata des objectifs atteints.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'ARS.

Les sommes seront versées sur le compte de l'organisme référencé par relevé d'identité bancaire ou postal. Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à l'ARS.

2) La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à :

- pour l'ensemble des services, tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans le cadre de la procédure budgétaire définie aux articles L. 314-1 à L. 314-8 et R. 314-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;
- pour les organismes avec lesquels il signe un CPOM en vertu de l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans l'établissement du forfait global.

3) La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi s'engage à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat et à informer l'ARS de toutes procédures de retrait de déclaration et/ou d'agrément, justifiant que les conditions d'exercice des activités et les exigences de qualité et de sécurité (article L.7232-1) pour leur délivrance (articles R.7232-1 à R.7232-7 définies au I de l'article D.7231-1) ne répondent plus aux exigences de protection de la santé ou la sécurité des publics destinataires de ces services.

Les parties mentionnées à l'article 3 s'engagent à inscrire toute subvention versée à l'organisme dans le présent contrat.

Elles s'engagent à participer au comité de pilotage et de suivi des objectifs du contrat piloté par l'ARS.

Article 4 : Évaluation de la réalisation des objectifs

Les parties signataires s'engagent à évaluer, à l'occasion d'une réunion du comité de pilotage et de suivi du contrat, dont le rythme est au moins annuel, convoquée par le directeur général de l'ARS, la mise en œuvre et la bonne réalisation des objectifs inscrits au présent contrat. Cette évaluation aura lieu sur la base des documents mentionnés à l'article 2 et à l'annexe 1 qui doivent être fournis par l'organisme.

Cette réunion pourra avoir lieu après le dépôt du compte administratif ou comptes de résultat de l'organisme ainsi que du compte-rendu d'activité de l'organisme.

En conséquence, l'auto-évaluation des objectifs par la structure sera intégrée dans le rapport d'activité joint au compte administratif et dans le rapport budgétaire de fin d'année réalisé pour l'autorité procédant à la tarification. Il doit aider à la réalisation du dialogue budgétaire annuel.

Article 5 : Durée et prise d'effet du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans et prend effet à compter de sa date de signature.

Les parties signataires s'engagent, le cas échéant, à procéder à de nouvelles négociations au moins six mois avant la date anniversaire du terme du contrat, pour définir les objectifs qui seront mis en œuvre durant les années suivantes.

Durant la période d'application du contrat, un avenant peut être conclu par les parties signataires pour prendre en compte les ajustements qui s'avèreraient nécessaires quant aux objectifs et/ou moyens financiers mis en œuvre.

La date de prise d'effet de l'avenant et, le cas échéant, les incidences sur la tarification de l'organisme s'il est autorisé et tarifé ou des engagements financiers, seront définies lors de la négociation entre les parties.

Article 6 : Résiliation du contrat pluriannuel

En cas de non-respect des engagements par l'une des parties, la procédure de résiliation du contrat est la suivante :

Une mise en demeure sera adressée par la partie ayant constaté un non-respect des engagements, par lettre recommandée avec avis de réception, à la partie n'ayant pas respecté ses engagements. Cette mise en demeure précisera quels sont les engagements qui n'ont pas été tenus, et fixera à la partie concernée un délai, fonction de la nature et de l'importance du ou des engagements non tenus, pour qu'elle se mette en conformité avec le présent contrat.

Si à l'issue du délai fixé la partie concernée par les engagements non tenus ne s'est toujours pas mise en conformité avec le présent contrat, ce dernier sera résilié par l'autre partie qui précisera les motifs de la résiliation.

Si pour des raisons exceptionnelles ou contextuelles, le présent contrat ne pouvait plus s'appliquer, il pourra aussi être résilié, avant son terme, d'un commun accord entre les parties.

Le présent contrat est dénoncé de plein droit par l'un des cosignataires en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendent impossible l'exécution des dispositions du présent contrat.


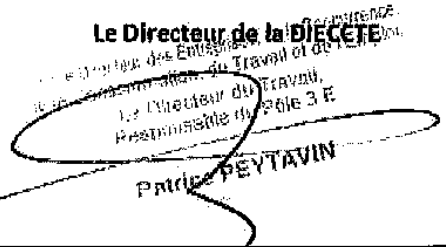
Dans tous les cas la résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prendra effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier recommandé par la partie destinatrice.

Article 7 : Règlement des différends

Si une contestation ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

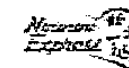
S'ils n'y parviennent pas, seul le tribunal administratif territorialement compétent pourra régler le litige.

Fait à Fort de France, en cinq exemplaires originaux
le

<p>Le Directeur Général de l'ARS</p> <p>P/le Directeur Général de l'ARS Le Directeur de l'Offre de Soins et des Professions de Santé</p>  <p>Elie BOURGEOIS</p>	<p>Le Responsable de NOUNOU EXPRESS</p> <p>SARL NOUNOU EXPRESS BAT D4 ZAC DE LA VIERGE ROCHE 97200 FORT DE FRANCE ☎ 0595 68 97 78 SIRET 508 782968000 20</p>
<p>Le Président du Conseil Exécutif de la CTM</p>	<p>Le Directeur de la DIFCETE</p> <p>Le Directeur des Entreprises, de l'Économie, du Travail et de l'Énergie Le Directeur du Travail, Responsable du Pôle 3 E</p>  <p>Patrick PEYTAVIN</p>

ANNEXE n° 1
AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016-2017
PLAN DE RETOUR A L'EQUILIBRE NOU'NOU EXPRESS

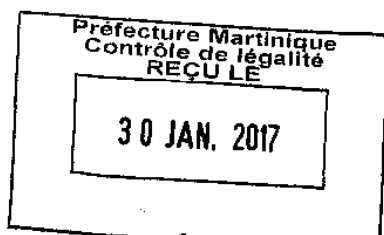
Les objectifs suivants devront être atteints par le gestionnaire de l'organisme dans le cadre du présent contrat :



Objectifs favorisant le retour à l'équilibre de NOU'NOU EXPRESS

Objectifs opérationnels	Actions à mettre en œuvre	Date de la réalisation	Résultats attendus
Augmentation des recettes	Développement de convention : - comité d'entreprises - Plate forme - Mutuelles	2016,2017,2018	Augmentation du chiffre d'affaire de 5 à 8 % par an soit de 17 864 € à 29 768 € par an.
	Implication des intervenants dans la démarche de prospection de nouveaux clients	2017 et 2018	
	Action de recouvrement des créances clients (Cabinet de recouvrement du cluster PSAP)	2016 et 2017	
	Développement marketing, développement communication : -pages jaunes -signalétique	De 2016 à 2018	
Réduction des coûts	Regroupement de sociétés :	2016 regroupement des sociétés	Diminution des charges d'exploitation de 5% en 2017 (19 365 euros) puis de 10% à 20% en 2018 (de 38 700 euros à 77 458 euros)
	- mutualisation de la masse salariale administrative -répartition des dépenses -site internet commun	2017 à 2018 2017 à 2018 2017	
Maîtrise des coûts	Optimisation des dépenses grâce à l'adhésion au cluster PERFORMANCE SAP : -avantages commerciaux auprès des prestataires -mutualisation des dépenses	De 2016 à 2018	Économie moyenne de 10%
Modernisation	Fauteuils de bureau /document unique risques avérés	2016	Prévention et diminution des risques professionnels (TMS)
	Une tablette et une mini-imprimante : -efficacité des devis à domicile pour la clientèle active	2016	Efficacité commerciale et dématérialisation de la documentation

CB



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-343-5

PORTANT SUR LE FONDS DE RESTRUCTURATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE APPROBATION DU CONTRAT PLURIANNUEL DE MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF À PASSER AVEC LA SARL VIVRADOM

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L 312-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116 ;

Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016 ;
Considérant que la situation de la SARL Vivradom justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le contrat pluriannuel de mise en oeuvre du fonds de restructuration des services d'aide à domicile à passer entre l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE), la Collectivité Territoriale de Martinique et la SARL Vivradom.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat pluriannuel mentionné à l'article 1 ainsi que tout acte et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

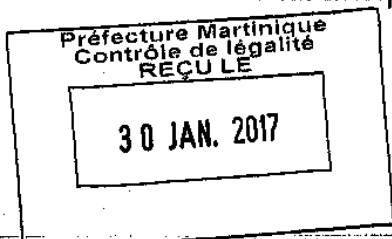
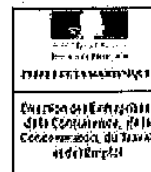
Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-343-5



Collectivité
Territoriale
de Martinique



Fort-de France, le

CONTRAT PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE

Entre, d'une part :

L'agence régionale de santé

Désignée ci-après comme « l'ARS » et représentée par son directeur général, Monsieur

La Collectivité Territoriale de Martinique

Désignée ci-après comme « la CTM » et représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE ;

La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Désignée ci-après comme « la DIECCTE » et représentée par son directeur.

Et, d'autre part :

La société VIVRA'DOM SERVICES, dont le siège social est situé : 319 avenue Léon Gontran Damas – Cité Dillon-97200 FORT DE FRANCE, désignée ci-après comme « l'organisme », représentée par son gérant Monsieur

- Vu la loi n° -2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, notamment son article 116,
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article L. L. 312-11, 1°, 6° et 7°,
- Vu l'arrêté du 07 mars 2016 relatif aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 116 de la loi 2015-1786,
- Vu l'instruction n°DGCS/SD3A/CNSA/2016/34 du 08 février 2016,
- Vu les crédits délégués à l'ARS de 231 852.77 € par la CNSA,
- Vu la décision du comité technique en date du 19 mai 2016,
- Considérant que la situation de VIVRA'DOM SERVICES justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 116 de la loi de finances rectificative pour 2015.

Il est convenu des dispositions suivantes :

Préambule :

La signature du présent contrat fait suite à un état des lieux de la situation financière des organismes signataires et à la transmission par ces derniers d'un plan de retour à l'équilibre de leurs comptes. Elle fait également suite à la sélection des dossiers des organismes en commission et à l'attribution d'un montant d'aide à chaque organisme.

Siège
Centre d'Affaires « AGORA »
ZAC de l'Elang Z'Abricot – Pointe des Gâves
B.P. 658 - 97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.96.39.42.43 – Fax 05.96.60.60.12

ars-martinique-secreariat-direction@ars.santo.fr

www.ars.martinique.santo.fr/

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir la nature des actions à réaliser dans le cadre du plan de retour à l'équilibre et les modalités de la participation de l'ARS à ce plan.

Le plan de retour à l'équilibre présenté par l'organisme « VIVRA'DOM SERVICES » et accepté par l'ARS est décrit dans l'annexe n°1 qui fait partie intégrante du présent contrat.

Article 2 : Engagement de l'organisme

L'organisme signataire du présent contrat s'engage à :

- mettre en œuvre la stratégie de retour à l'équilibre de ses comptes sur une durée de trois années. Cette stratégie est celle décrite dans l'annexe 1 du présent contrat ;
- respecter le calendrier de réalisation des objectifs opérationnels de retour à l'équilibre ;
- fournir à l'ARS, à la Collectivité Territoriale ou à tout autre signataire du présent contrat, l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation de la bonne réalisation des objectifs fixés par le présent contrat tel que prévu à l'annexe 2 ;
- remettre, en 2016, à l'ensemble des signataires du contrat, une synthèse du suivi des objectifs du présent contrat, sur la base d'un bilan au 15 octobre 2016, et un bilan en fin d'année ainsi que les documents financiers et comptables attestant des progrès réalisés en matière de retour à l'équilibre et d'utilisation de l'aide attribuée dans le cadre du présent contrat.

Le tableau décrivant chaque objectif opérationnel permettant le retour à l'équilibre des comptes assorti d'un calendrier est annexé au présent contrat.

Article 3 : Engagements de l'ARS, de la CTM et de la DIECCTE

- 1) L'agence régionale de santé contribue à la réalisation du plan de retour à l'équilibre pour un montant de 70 000 € (soixante dix mille euros) selon les modalités suivantes :
 - Un acompte de 50% du montant de la subvention due au titre du présent contrat sera versé dans les trente jours suivants la signature du présent contrat.
 - Le solde définitif sera versé dans les 3 mois suivant le versement de l'acompte et dès réception d'un courrier attestant du début de la mise en œuvre des objectifs fixés incluant les indicateurs arrêtés à l'annexe 2.

Si les objectifs ne sont pas remplis, un avenant au contrat est signé afin de définir les modalités de versement de l'aide, le cas échéant en fractionnant le montant de 50% de l'aide au prorata des objectifs atteints.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'ARS.

Les sommes seront versées sur le compte de l'organisme référencé par relevé d'identité bancaire ou postal. Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à l'ARS.

2) La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à :

- pour l'ensemble des services, tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans le cadre de la procédure budgétaire définie aux articles L. 314-1 à L. 314-8 et R. 314-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;
- pour les organismes avec lesquels il signe un CPOM en vertu de l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans l'établissement du forfait global.

3) La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi s'engage à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat et à informer l'ARS de toutes procédures de retrait de déclaration et/ou d'agrément, justifiant que les conditions d'exercice des activités et les exigences de qualité et de sécurité (article L.7232-1) pour leur délivrance (articles R.7232-1 à R.7232-7 définies au I de l'article D.7231-1) ne répondent plus aux exigences de protection de la santé ou la sécurité des publics destinataires de ces services.

Les parties mentionnées à l'article 3 s'engagent à inscrire toute subvention versée à l'organisme dans le présent contrat.

Elles s'engagent à participer au comité de pilotage et de suivi des objectifs du contrat piloté par l'ARS.

Article 4 : Évaluation de la réalisation des objectifs

Les parties signataires s'engagent à évaluer, à l'occasion d'une réunion du comité de pilotage et de suivi du contrat, dont le rythme est au moins annuel, convoquée par le directeur général de l'ARS, la mise en œuvre et la bonne réalisation des objectifs inscrits au présent contrat. Cette évaluation aura lieu sur la base des documents mentionnés à l'article 2 et à l'annexe 1 qui doivent être fournis par l'organisme.

Cette réunion pourra avoir lieu après le dépôt du compte administratif ou comptes de résultat de l'organisme ainsi que du compte-rendu d'activité de l'organisme.

En conséquence, l'auto-évaluation des objectifs par la structure sera intégrée dans le rapport d'activité joint au compte administratif et dans le rapport budgétaire de fin d'année réalisé pour l'autorité procédant à la tarification. Il doit aider à la réalisation du dialogue budgétaire annuel.

Article 5 : Durée et prise d'effet du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans et prend effet à compter de sa date de signature.

Les parties signataires s'engagent, le cas échéant, à procéder à de nouvelles négociations au moins six mois avant la date anniversaire du terme du contrat, pour définir les objectifs qui seront mis en œuvre durant les années suivantes.

Durant la période d'application du contrat, un avenant peut être conclu par les parties signataires pour prendre en compte les ajustements qui s'avèreraient nécessaires quant aux objectifs et/ou moyens financiers mis en œuvre.

La date de prise d'effet de l'avenant et, le cas échéant, les incidences sur la tarification de l'organisme s'il est autorisé et tarifé ou des engagements financiers, seront définies lors de la négociation entre les parties.

Article 6 : Résiliation du contrat pluriannuel

En cas de non-respect des engagements par l'une des parties, la procédure de résiliation du contrat est la suivante :

Une mise en demeure sera adressée par la partie ayant constaté un non-respect des engagements, par lettre recommandée avec avis de réception, à la partie n'ayant pas respecté ses engagements. Cette mise en demeure précisera quels sont les engagements qui n'ont pas été tenus, et fixera à la partie concernée un délai, fonction de la nature et de l'importance du ou des engagements non tenus, pour qu'elle se mette en conformité avec le présent contrat.

Si à l'issue du délai fixé la partie concernée par les engagements non tenus ne s'est toujours pas mise en conformité avec le présent contrat, ce dernier sera résilié par l'autre partie qui précisera les motifs de la résiliation.

Si pour des raisons exceptionnelles ou contextuelles, le présent contrat ne pouvait plus s'appliquer, il pourra aussi être résilié, avant son terme, d'un commun accord entre les parties.

Le présent contrat est dénoncé de plein droit par l'un des cosignataires en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendent impossible l'exécution des dispositions du présent contrat.


Dans tous les cas la résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prendra effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier recommandé par la partie destinataire.

Article 7 : Règlement des différends

Si une contestation ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

S'ils n'y parviennent pas, seul le tribunal administratif territorialement compétent pourra régler le litige.

Fait à Fort de France, en cinq exemplaires originaux
le

<p>Le Directeur Général de l'ARS</p> <p>P/ le Directeur Général de l'ARS Le Directeur de l'Offre de Soins et des Professions de Santé</p>  <p>Elie GOURGEOIS</p>	<p>Le responsable de VIVRADOM</p> <p>VIVRADOM SARL 3119 Avenue de la Liberté 97200 Fort de France Tél : 05 94 11 11 11</p> <p>SERVICES de 7 500 € Sertran Dany ST DE FRANCE 97200 - APE 853 J 05 94 11 11 11</p>
<p>Le Président du Conseil Exécutif de la CTM</p>	<p>Le Directeur de la DIRECTION des Entreprises de la Région et de l'Emploi Le Directeur du Travail responsable du Pôle 3 E</p> <p>Patrice PEYTAVIN</p>

ANNEXE n° 1
AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016-2017
PLAN DE RETOUR A L'EQUILIBRE VIVRADOM

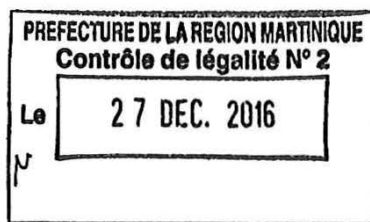
Les objectifs suivants devront être atteints par le gestionnaire de l'organisme dans le cadre du présent contrat :

OBJECTIFS OPERATIONNELS	ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE	DATES DE REALISATION	RESULTATS QUALITATIFS ATTENDUS	RESULTATS QUANTITATIFS ATTENDUS
Offre de service d'animation adaptée à la personne aidée	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir la dextérité de la personne âgée, • Aider à se situer dans le temps, • Permettre les échanges • Maintenir et stimuler la mémoire ou les capacités intellectuelles, • Faire travailler la mémoire visuelle, auditive, olfactive, gustative à court, moyen et long terme. • Intégrer le numérique dans les activités 	Janvier 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le nombre d'heures de travail des salariés à temps partiel • Augmentation du Chiffre d'Affaires 	<p><i>1^{ère} année :</i> Nombre d'heures/an : 1.440 h</p> <p>Chiffre d'affaires : 28.800 €</p>
Offre de service d'accompagnement aux loisirs	<ul style="list-style-type: none"> • Rompre l'isolement, • Accéder aux activités extérieures en éliminant les freins psychologiques et matériels. 	Décembre 2016	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le nombre d'heure de travail des salariés à temps partiel • Augmentation du Chiffre d'Affaires 	<p><i>1^{ère} année :</i> Nombre d'activités extérieures : 96 sorties</p> <p>Chiffre d'affaires : 13.440 €</p>
Aide à la mobilité par le transport accompagné	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer un déplacement encadré et rassurant pour la personne aidée, • Contribuer au maintien du lien social, • Favoriser l'aide à l'autonomie 	Novembre 2016	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un emploi : Chauffeur/ Accompagnateur • Augmentation du Chiffre d'affaires • Acquisition d'un véhicule 	<p><i>1^{ère} année :</i> Nombre de clients par jour : 6</p> <p>Chiffre d'affaires : 52.992 €</p>
Mise en place de la télégestion	<ul style="list-style-type: none"> • Dématérialiser le système de pointage avec les feuilles de présence, • Récupérer automatiquement et en temps réel les informations utiles (nature des prestations, heure d'arrivée, heure de départ) • Permettre une meilleure réactivité dans la réalisation des prestations. 	Janvier 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Gain de productivité • Amélioration de la qualité de services 	Réduction du temps de traitement des heures de prestations effectuées (paie facturation) à hauteur de 50 %.
Développement de l'équipement numérique	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la productivité administrative en supprimant les multiples ressaisies • Réduire la consommation de papier • Faciliter l'animation des réunions de sensibilisation auprès des intervenantes 	Octobre 2016	<ul style="list-style-type: none"> • Gain de productivité • Amélioration de la qualité de services 	Réduction du temps de traitement des informations clients et planification à hauteur de 30 %.

ANNEXE n° 2
AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2016 - 2017
INDICATEURS D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

INDICATEURS D'EVALUATION VIVRADOM

Intitulé de l'indicateur	Définitions et précisions	Valeurs cibles
Augmentation du nombre d'heures	Augmentation du nombre d'heures des salariés à temps partiel dans le cadre d'une offre de service d'animation adaptée.	1 440 h (CA 28 800 €)
Augmentation du nombre d'activités extérieures	Augmentation du nombre d'heures des salariés à temps partiel dans le cadre d'une offre de service d'accompagnement adaptée.	96 sorties (CA 13 440 €)
Aide à la mobilité par transport accompagné	Création d'une activité de déplacement encadré et rassurant pour les usagers.	Emploi créé : 1 Nb clients/jour : 6 (CA 52 992 €)
Diminution du temps de traitement des heures de prestations (facturation)	Mise en place de la télégestion : dématérialisation du système de pointage avec les feuilles de présence permettant une meilleure réactivité dans la réalisation des prestations.	50 %
Réduction du temps de traitement des informations clients	Développement de l'équipement numérique afin d'améliorer la productivité administrative.	30 %



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-344-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION «SYNERGIE RH» POUR LA MISE EN PLACE DU PROJET «SAS JEUNES NEET'S».

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;
Vu le code de l'action sociale et ds familles ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) à l'association «Synergie RH» pour la mise en place du projet «SAS Jeunes Neet's ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association « Synergie RH. ».

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe délibération N°16-344-1



CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION APMF/AF (Association pour la Promotion de la Médiation Familiale et d'Assistance aux Familles) pour son programme d'actions

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen

Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH

Vu le code du travail ;

Vu le code de la Sécurité Sociale ;

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association APMF/AF (Association pour la Promotion de la Médiation Familiale et d'Assistance aux Familles) pour son programme d'actions

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,

Le partenaire : l'association APMF/AF (Association pour la Promotion de la Médiation Familiale et d'Assistance aux Familles) pour son programme d'actions

Représentée par M. _____ habilité à représenter le co-contractant en sa qualité de Président,

ayant son siège social sis : Groupe Pichevin II – Bât. Hildevert – RDC D – 97200 FORT-DE-FRANCE

Dénommé ci-après «APMF/AF»

PREAMBULE

L'association sollicite un partenariat avec la CTM sous la forme : d'une subvention :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « APMF/AF ».
Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions, de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de EUROS ; Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit euros sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit sera versé au vu d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association APMF
Auprès du Crédit Agricole

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
19806	00011	25816705001	91

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :
- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;

- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

**Le Président de l'Association
APMF/AF**

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

PRESENTATION DU PROGRAMME D'ACTIONS,

Le projet de l'association APMF/AF, a pour but de porter un programme d'actions dont l'objectif est de proposer des prestations qui visent à revaloriser la notion de famille, renforcer la relation conjugale, favoriser le lien parents-enfants, développer la cohésion sociale dans le département.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016	Subvention demandée à la CTM	Taux de financement public global
262 500 €	10 000 €	3.80 %
Montant demandé 2016		Taux de financement CTM
10 000 €		36.58 %
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 158 400 €		60.34 %
Autres services extérieurs : 28 800 €		10.97 %
Charges fixes de fonctionnement: 0 €		0 %

a) Objectifs :

l'objectif est de proposer des prestations qui visent à revaloriser la notion de famille, renforcer la relation conjugale, favoriser le lien parents-enfants, développer la cohésion sociale dans le département.

b) Public(s) visé(s) :

Couples et familles en difficulté

c) Localisation :

La Martinique

d) Moyens mis en œuvre : moyens humains
(conseillère, psychologue) **moyens matériels**
(salle d'entretien ..)

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

●Participants

- ⓈNombre de personnes en insertion accompagnés,
- ⓈActivités créées, domaine
- ⓈLeurs noms et prénoms,
- Ⓢleurs coordonnées postale et téléphonique,
- Ⓢleur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

●Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-345-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ÉMERGENCE PRO POUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique , présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à l'Association EMERGENCE PRO pour la mise en place d'un programme d'actions pour l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association EMERGENCE PRO.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

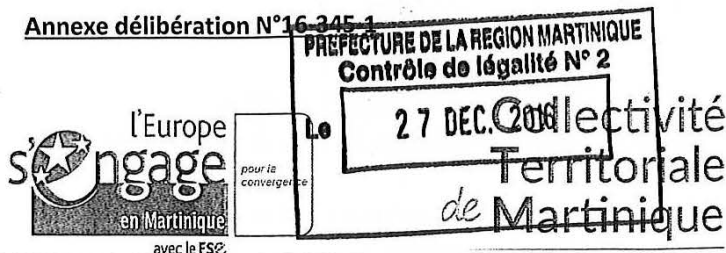
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION EMERGENCE PRO POUR LA MISE
EN PLACE D'UN PROGRAMME D' ACTIONS POUR L'ANNEE 2016

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen
Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH
Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association Emergence Pro pour la mise en place d'un programme d'actions pour l'année 2016

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »
ET, d'autre part,

Le partenaire : « Association EMERGENCE PRO »,
représenté par, Madame habilité à représenter le co-contractant en sa qualité
de Présidente,
ayant son siège social sis 12, rue Vincent Allègre- 97231 LE ROBERT,
Dénommé ci-après « le partenaire »

PREAMBULE

L'association sollicite un partenariat avec la CTM sous la forme : d'une subvention

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « Association EMERGENCE PRO ».

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions 2016 de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de €

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de –

le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention sera versé au vu d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de « Association EMERGENCE PRO » auprès de la banque postale.

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
20041	01020	0210016P017	05

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

**La Présidente de l'Association
EMERGENCE PRO**

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

Le projet de l'association EMERGENCE PRO, a pour mission d'accompagner la population dans le but de prévenir et lutter contre l'exclusion des publics le plus en difficultés, d'accompagner les familles dans la prise en charge des enfants en difficultés scolaires :

Ce programme se déclinera en trois actions :

- Action 1 : « Boostons la réussite scolaire de nos enfants »
- Action 2 : « En marche vers une dynamique d'insertion professionnelle »
- Action 3 : « Propulsons la mobilité pour une plus grande insertion sociale »

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016	Subvention demandée à la CTM	Taux de financement public global
121 300 €	21 500 €	89 %
Montant demandé 2016		Taux de financement CTM
21 500 €		17,72 %
Charges les plus importantes : charges de personnel/achats matières et fournitures/		
Rémunération de personnel : 49 700 €		40 %
Autres services extérieurs : 3 500 €		2,8 %
Charges fixes de fonctionnement: 17 900 €		14,7 %

a) Objectifs : Accompagner la population dans le but de prévenir et lutter contre l'exclusion des publics le plus en difficultés/ Accompagner les familles dans la prise en charge des enfants en difficultés scolaires. Ce programme se déclinera en trois actions :

- Action 1 : « Boostons la réussite scolaire de nos enfants »
- Action 2 : « En marche vers une dynamique d'insertion professionnelle »
- Action 3 : « Propulsons la mobilité pour une plus grande insertion sociale »

b) Public(s) visé(s) : les parents, les enfants, les demandeurs d'emploi

c) Localisation : quartiers du ROBERT (trou

terre, cité Lacroix, Pointe Lynch, Gaschette)

d) Moyens mis en œuvre :

- Moyens humains
- Moyens logistiques
- partenaires

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- ⊗Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- ⊗Activités créées, domaine
- ⊗Leurs noms et prénoms,
- ⊗leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ⊗leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-346-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA MÉDIATION FAMILIALE AUX ANTILLES-GUYANE « AMPF-AF » POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L4435-1 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'article L 1612 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de six mille euros (6 000 €) à l'Association pour la Promotion et la Médiation Familiale aux Antilles-Guyane «APMF- AG» pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

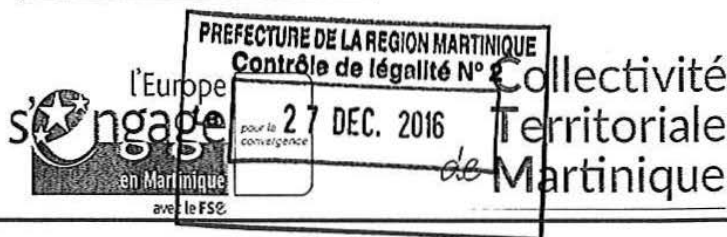
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Annexe délibération N°16-346-1



CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION APMF/AF (Association pour la Promotion de la Médiation Familiale et d'Assistance aux Familles) pour son programme d'actions

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen

Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH

Vu le code du travail ;

Vu le code de la Sécurité Sociale ;

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association APMF/AF (Association pour la Promotion de la Médiation Familiale et d'Assistance aux Familles) pour son programme d'actions

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,

Le partenaire : l'association APMF/AF (Association pour la Promotion de la Médiation Familiale et d'Assistance aux Familles) pour son programme d'actions

Représentée par M. _____ habilité à représenter le co-contractant en sa qualité de Président,

ayant son siège social sis : Groupe Pichevin II – Bât. Hildevert – RDC D – 97200 FORT-DE-FRANCE

Dénommé ci-après «APMF/AF»

PREAMBULE

L'association sollicite un partenariat avec la CTM sous la forme : d'une subvention :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « APMF/AF ».

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions, de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de EUROS ; Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit euros sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit sera versé au vu d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association APMF
Auprès du Crédit Agricole

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
19806	00011	25816705001	91

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;

- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

Le Président de l'Association
APMF/AF

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

PRESENTATION DU PROGRAMME D' ACTIONS,

Le projet de l'association APMF/AF, a pour but de porter un programme d'actions dont l'objectif est de proposer des prestations qui visent à revaloriser la notion de famille, renforcer la relation conjugale, favoriser le lien parents-enfants, développer la cohésion sociale dans le département.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016 262 500 €	Subvention demandée à la CTM 10 000 €	Taux de financement public global 3.80 %
Montant demandé 2016 10 000 €		Taux de financement CTM 36.58 %
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 158 400 €		60.34 %
Autres services extérieurs : 28 800 €		10.97 %
Charges fixes de fonctionnement: 0 €		0 %

a) Objectifs :

l'objectif est de proposer des prestations qui visent à revaloriser la notion de famille, renforcer la relation conjugale, favoriser le lien parents-enfants, développer la cohésion sociale dans le département.

b) Public(s) visé(s) :

Couples et familles en difficulté

c) Localisation :

La Martinique

d) Moyens mis en œuvre : moyens humains
(conseillère, psychologue) **moyens matériels**
(salle d'entretien ..)

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- °Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- °Activités créées, domaine
- °Leurs noms et prénoms,
- °leurs coordonnées postale et téléphonique,
- °leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

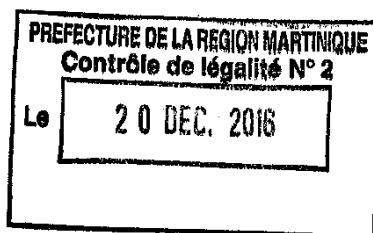
•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 22 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-347-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MANIBA POUR LA MISE EN OEUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre mille euros (4 000 €) à l'Association MANIBA pour la mise en oeuvre de son programme d'action 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnées à l'article 1 sont fixées dans une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association MANIBA.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la collectivité territoriale de martinique.

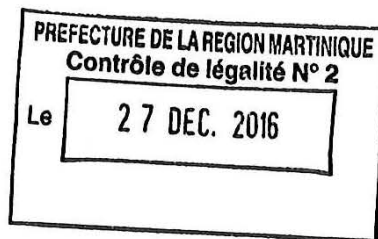
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-348-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « LA RUE DE CHEZ MOI » POUR LE PROJET « JEUNES SANS ABRI ».

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612, L. 4111-1 à L. 4341-1 et L. 4431-1 à L. 4435-1 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois mille cinq cent euros (3 500 €) à l'Association « La rue de Chez moi » pour le projet « Jeunes sans abri ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe délibération N°16-348-1



CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION « LA RUE DE CHEZ MOI » POUR LE PROJET « JEUNES SANS ABRIS »

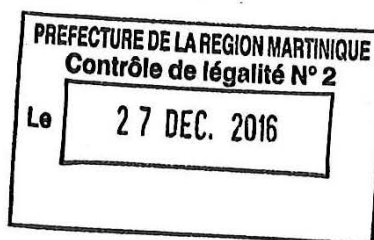
Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen
Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH
Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association « LA RUE DE CHEZ MOI » POUR LE PROJET « JEUNES SANS ABRIS »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,



Le partenaire : l'association « La rue de chez moi »

Représentée par Madame

habilitée à représenter le co-contractant en sa

qualité de Présidente,

ayant son siège social sis : 111 rue Victor Hugo - 97200 Fort-de-France

Dénommé ci-après « La rue de chez moi »

PREAMBULE

L'association sollicite un partenariat avec la CTM sous la forme : d'une subvention :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « La rue de chez moi »

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du projet « Jeunes sans abris », de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de trois mille cinq-cents euros (3 500 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de de trois mille cinq-cents euros (3 500 €).s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit deux mille quatre-cent – cinquante euros (2 450 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit mille cinquante euros (1 050 €) sera versé au vu d'un compte rendu synthétique (5 pages maximum) et le bilan financier de l'action.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association « La rue de chez moi »
Au près de la BRED

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
10107	00622	00237028738	65

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;

- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

En quatre exemplaires originaux.

Le

Le Président de l'Association
La rue de chez moi

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

PRESENTATION DE L'ACTION JEUNES SANS ABRIS

Le projet de l'association LA RUE DE CHEZ MOI, a pour but de porter le projet «JEUNES SANS ABRIS » dont l'objectif est de confronter des jeunes valides qui s'adonnent sous les abris bus à des pratiques illégales à des jeunes en situation de handicap pour éveiller leur conscience.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, t, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016	Subvention demandée à la CTM	Taux de financement public global
61 500 €	3 500 €	98.37 %
Montant demandé 2016		Taux de financement CTM
3 500 €		5.69 %
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 0 €		0 %
Autres services extérieurs : 49 650 €		80.73 %
Charges fixes de fonctionnement: 8 950 €		14.79% %

a) Objectifs :

l'objectif est de confronter des jeunes valides qui s'adonnent sous les abris bus à des pratiques illégales à des jeunes en situation de handicap pour éveiller leur conscience.

b) Public(s) visé(s) :

Jeunes désœuvrés

c) Localisation :

La Martinique

d) Moyens mis en œuvre : Repérage – accueil – jeux de rôle - témoignage

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

● **Participants**

- ° Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- ° Activités créées, domaine
- ° Leurs noms et prénoms,
- ° leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ° leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

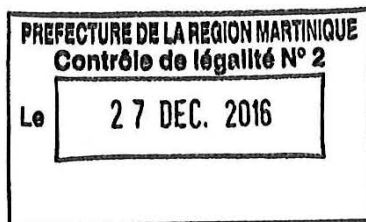
● **Les partenaires associés à l'action**

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-349-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION « LA GOUTTE D'EAU LORRINOISE » POUR LE PROJET « CAPITAL SANTE: UN ENJEU POUR LA VIE »

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) à l'association « La Goutte d'Eau Lorrinoise » pour le projet «Capital santé : un enjeu pour la vie ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association « la Goutte d'Eau Lorrinoise ».

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

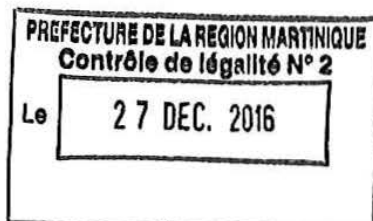
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-350-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION SERVICE DE LA MEDIATION SOCIALE POUR LA MISE EN PLACE D'UN POINT INFO-SERVICES

L'An deux mille seize, et le vingt trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de dix mille euros (10 000 €) à l'Association Service de la Médiation Sociale pour la mise en place d'un Point info-services.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 420 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association Service de la Médiation Sociale.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

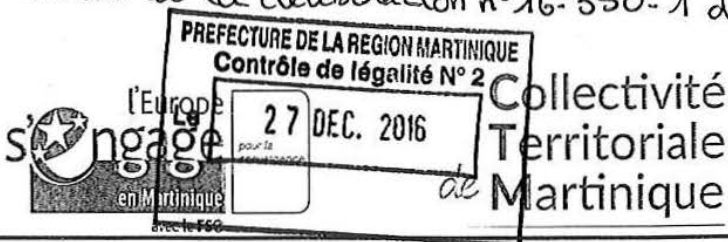
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n° 16-350-1 du 23.11/16

Union européenne
Fonds social européen

CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION SERVICE DE LA MEDIATION
SOCIALE POUR LA MISE EN PLACE D'UN POINT INFO-SERVICES

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen

Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH

Vu le code du travail ;

Vu le code de la Sécurité Sociale ;

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association Service de la Médiation Sociale pour la mise en place d'un Point info-services.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,

représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

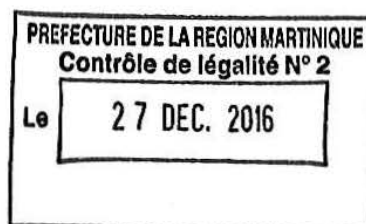
dûment habilité par la délibération susvisée,

domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201

Fort-de-France,

Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,



Le partenaire : Association « Service de la Médiation Sociale »,
représenté par, Monsieur [redacted] habilité à représenter le co-contractant en sa qualité de
Président,
ayant son siège social sis Duchesne- route en secret- 97231 LE ROBERT,
Dénommé ci-après « le partenaire »

PREAMBULE

L'association sollicite un partenariat avec la CTM sous la forme : d'une subvention

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « Association Service de la Médiation Sociale ».

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en place d'un point info-services de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de 10 000 euros (10 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de 10 000 euros (10 000 €) s'effectuera en deux fois :

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit 7 000 euros (7 000 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit 3 000 euros (3 000 €) sera versé au vu d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de « Association EMERGENCE PRO » auprès du Crédit Mutuel.

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
16159	05334	00020399901	08

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

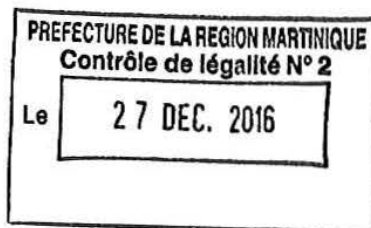
En quatre exemplaires originaux.

**Le Président de l'Association
Service de la Médiation Sociale**

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-351-1

PORTANT RECONDUCTION DU DISPOSITIF DE L'ACCUEIL FAMILIAL POUR PERSONNES AGÉES OU ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP ACTUALISATION DE LA COMMISSION D'AGRÈMENT DES ACCUEILLANTS FAMILIAUX ET INSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE RETRAIT D'AGRÈMENT

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1, L 7211-1 à L 7331 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L 131-1, L132-2 et suivants, L 441-1 et suivants, L 442-1, L 443-1 et suivants, R 441- et suivants, D 442-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°CP/789-90 du 13 décembre 1990 portant mise en place d'un service d'hébergement familial pour les personnes âgées ou handicapées adultes ;

Vu la délibération n°CP/663-97 du 17 juillet 1997 portant accueil familial pour personnes âgées ou handicapées physiques ;

Vu la délibération n°CP/11 01-99 du 23 décembre 1999 portant augmentation de la capacité d'accueil du dispositif d'accueil familial ;

Vu la délibération n°CP/806-03 du 28 août 2003 portant congés payés des accueillants familiaux agréés ;

Vu la délibération n°CP/396-06 du 20 avril 2006 portant réforme de l'accueil familial et conditions de rémunération des accueillants familiaux suite aux décrets n°2004-1538 et 2004-1542 pris en application de la loi du 17 janvier 2002 de modernisation sociale ;

Vu la délibération n°CP/321-09 du 16 juillet 2009 portant fixation de la capacité d'accueil du dispositif accueil familial ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont approuvées :

a) La reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique, du dispositif de l'accueil familial. Institué par la loi du 10 juillet 1989, ce dispositif consiste en l'accueil par des particuliers à leur domicile, à titre onéreux, des personnes âgées ou adultes en situation de handicap. Son organisation comporte :

- L'agrément par le Président du Conseil Exécutif de Martinique des familles qui souhaitent accueillir des personnes âgées ou adultes en situation de handicap. Cet agrément vaut sauf mention contraire, habilitation à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale
- La signature d'un contrat d'accueil conforme au contrat type (joint en annexe)
- Le suivi social et médico-social des accueillants familiaux et des personnes accueillies
- La décision d'admission des bénéficiaires selon les conditions prévues au Code de l'Action Sociale et des Familles.

b) L'actualisation de la commission d'agrément des accueillants familiaux pour personnes âgées ou adultes en situation de handicap.

c) L'institution de la commission consultative de retrait d'agrément.

ARTICLE 2 : Est approuvée, la composition suivante de la commission d'agrément des accueillants familiaux pour personnes âgées ou adultes en situation de handicap de la Collectivité Territoriale de Martinique :

Avec voix délibérative

- Le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant.
- La Présidente (le Président) de la commission action sociale, gérontologie et personnes en situation de handicap.
- Le Directeur Général Adjoint chargé de la solidarité, de la cohésion sociale et de la prévention sanitaire ou son représentant.

Avec voix consultative

- Le représentant de l'équipe du suivi (AMDOR).
- Les administratifs qualifiés ayant participé à l'instruction de la demande.
- Le médecin conseil.

ARTICLE 3 : Est instituée une commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux pour personnes âgées ou adultes en situation de handicap.

Le Président du Conseil exécutif de Martinique en assure la présidence et nomme les membres dans la limite de neuf personnes.

ARTICLE 4 : Est approuvée la répartition suivante des membres de la commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux pour personnes âgées ou adultes en situation de handicap :

- 3 élus de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- 3 personnes qualifiées (administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique) dans le domaine de la prise en charge sanitaire et sociale des personnes âgées ou adultes en situation de handicap.
- 3 représentants des associations de personnes âgées ou adultes en situation de handicap répartis comme suit :
 - 2 représentants pour les personnes âgées.
 - 1 représentant pour les personnes handicapées.

ARTICLE 5 : Le mandat des membres de la commission mentionnée à l'article 3 est fixé à 3 ans renouvelables. Chaque titulaire a, pour la durée de son mandat, un suppléant désigné dans les mêmes conditions.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-352-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DU ROBERT POUR L'ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX DE LA VILLE-OPTION HANDICAP AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi no 2000-6321 du 12 Avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller Exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de six mille euros (6 000€) au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la ville du Robert, pour l'analyse des besoins sociaux-option handicap au titre de l'exercice 2016, est approuvé conformément aux documents ci-annexés.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 et à l'article de nature 657362 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

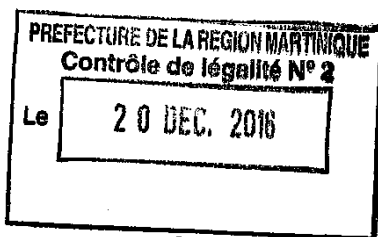
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 22 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-353-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT PAR LE FSE DU DISPOSITIF ÉCOLE-FAMILLE-QUARTIER

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 17 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la demande de financement par le Fonds Social Européen (FSE) du dispositif École-Famille-Quartier.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, des mesures d'application et des ajustements éventuels relatifs à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la collectivité territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-354-1

PORTANT APPLICATION DU PRINCIPE DE VERSEMENT GLOBALISÉ DES PRIX DE JOURNÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.314-115 DU CASF AU CENTRE MATERNEL «OASIS» DU ROBERT ET AU LIEU DE VIE ET D'ACCUEIL «AIDE-TOIT» À SAINT-JOSEPH

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 et suivant ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.314-1-II, L.314-5 et R.314-4 à R.314-115 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Général n°2220 du 12 décembre 2006 portant autorisation de création du centre maternel « OASIS » de 12 places géré par l'association OASIS ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Général n°3183 du 25 novembre 2008 portant autorisation de création du Lieu de Vie et d'Accueil de 7 places pour mineurs en difficultés sociales dénommé « Aide-Toit » et géré par l'Association « C'TA VIE » ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le principe de versement globalisé des prix de journée selon les modalités prévues à l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles pour le financement de l'activité du Centre Maternel « OASIS » géré par l'Association « OASIS » au Robert et du Lieu de Vie et d'Accueil (LVA) «AIDE-TOIT » géré par l'association « C'TA VIE » à Saint-Joseph.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré, au sein du conseil exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents dans le cadre de l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

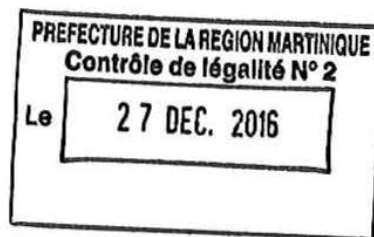
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-354-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



CONVENTION-TYPE n° du
DE VERSEMENT GLOBALISE DES PRIX DE JOURNEE DANS LES ETABLISSEMENTS
ET SERVICES ACCUEILLANT DES MINEURS PLACES AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE
AU SENS DE L'ARTICLE R. 314-115 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet
des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-003 du 18 décembre 2015

D'une part,

ET

L'ASSOCIATION XXXXX

Sise

représentée par.....,le (la) Président(e), dûment habilité(e) par une décision du Conseil
d'Administration du ci-après dénommée "L'Association".

Il est convenu ce qui suit :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Territorial d'Aide Sociale ;

Vu

VU l'arrêtéduportant autorisation ;

Vu la convention d'habilitation à l'aide sociale n° signée le

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de financement de XXXXXXXXXX géré par "l'Association" xxxxxxxxxxxx par le versement globalisé des prix de journée.

La dotation globalisée a pour objectif de permettre aux deux parties de faciliter la gestion de leur trésorerie en lissant les dépenses et les recettes.

Article 2 : DETERMINATION DE LA DOTATION GLOBALISEE DES PRIX DE JOURNEE

2.1 - La dotation globalisée est égale au prix de journée multiplié par le nombre prévisionnel de journées, calculé conformément aux dispositions de l'article R. 314-113 du code sus-visé, multiplié par le nombre de journées susceptibles d'être à la charge de la Collectivité Territoriale de Martinique, financeur.

2.2 - Le prix de journée est obtenu à partir de la différence entre, d'une part la totalité des charges d'exploitation du budget auquel il se rapporte, après incorporation le cas échéant du résultat d'un exercice antérieur dans les conditions fixées à l'article R. 314-51 du CASF, et d'autre part les produits d'exploitation du même budget, autres que ceux relatifs audit prix de journée.

Cette différence est ensuite divisée par le nombre de journées, pour obtenir le prix de journée.

Le nombre de journées mentionné à l'alinéa précédent est égal à la moyenne, sur les trois années qui précèdent l'exercice en cause, du nombre effectif de journées de personnes accueillies par l'établissement ou le service.

Article 3 : ACTIVITE

L'activité prévisionnelle retenue est arrêtée au moment de la fixation du budget.

Les fluctuations d'activité en cours d'exercice sont sans incidence, l'Association percevant la masse budgétaire autorisée par douzième.

L'établissement s'engage à fournir mensuellement le décompte des journées réalisées, l'activité faisant l'objet d'un suivi afin que les financements puissent trouver un équilibre entre les moyens effectivement alloués et l'activité réalisée.

La masse budgétaire autorisée est ainsi susceptible de réajustement en cas de sous ou suractivité significative.

Par ailleurs, l'établissement continue de tenir informé, mensuellement, le service de l'Aide Sociale à l'Enfance des places disponibles par l'envoi du tableau des effectifs.

Article 4 : VERSEMENT DE LA DOTATION

Le règlement de la dotation est effectué par acomptes mensuels égaux au 1/12ème de la masse budgétaire autorisée.

Dans l'attente de la fixation de la tarification de l'année N, le versement par douzième s'effectue pour l'année N sur la base de la masse budgétaire autorisée l'année précédente (N -1).

La régularisation s'opère en une seule fois sur la mensualité qui suit la fixation de la nouvelle tarification de l'exercice.

Article 5 : PIECES A PRODUIRE

Conformément à la réglementation en vigueur, le **budget prévisionnel** de l'établissement est adressé au Président du Conseil Exécutif au plus tard le 31 octobre de l'exercice qui précède celui auquel il se rapporte, accompagné du rapport du Directeur.

Le **Compte Administratif** est adressé au Président du Conseil Exécutif, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle auquel il se rapporte, assorti du rapport d'activité.

Article 6 : CONTRÔLE

Le fonctionnement de l'établissement relève des principes d'évaluation définis par la Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale (articles R.314-61 et suivants du CASF).

Une démarche de suivi des activités pourra donner lieu à la mise en place de tableaux de bord mensuels, annuels, complétés par les rapports d'activité.

La Collectivité Territoriale de Martinique peut à tout moment effectuer un contrôle sur pièce et/ou sur place pour s'assurer du respect des dispositions de la présente convention.

En outre, une évaluation du dispositif sera conduite de manière régulière par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Article 7 : DUREE ET DENONCIATION

La présente convention est conclue à compter du pour une durée d'un an et est renouvelable par tacite reconduction.

Elle peut être dénoncée par chaque partie au plus tard un mois avant la date anniversaire.

Article 8 : RESILIATION

En cas d'inexécution d'une obligation figurant dans la présente convention par l'Association, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra résilier de plein droit et sans indemnité, la convention dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, l'organisme n'aura pas pris les mesures appropriées.

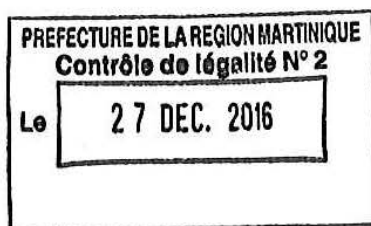
La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité en cas de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'Association ou de l'impossibilité d'achever sa mission (retrait de l'autorisation en particulier).

En cas de résiliation, la dotation sera versée au prorata-temporis.

Fait en deux exemplaires.

Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique

Le Président de l'Association XXXX
gestionnaire de XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-355-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LAMENTIN POUR L'OPÉRATION « MÉDIAVIL'NET »

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDÀ.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept mille euros (7 000 €) à la ville du Lamentin pour l'opération « Médiavil'net ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 4 444 article 657348 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention seront organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la ville du Lamentin.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure d'ajustement à la mise en œuvre à la décision.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

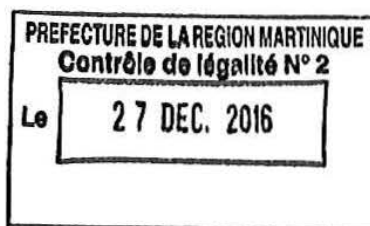
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-356-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LAMENTIN AU TITRE DE L'OPÉRATION « PRÉVENIR LES INCIVILITÉS »

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1012, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le code de l'action et des familles ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 17 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission santé, actions de prévention, PMI, ASE le 21 novembre ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) à la ville du Lamentin au titre de l'opération «Prévenir les incivilités».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 4 444 article 657348 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1, sont définies dans une convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la ville du Lamentin.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure nécessaire pour la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents utiles à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



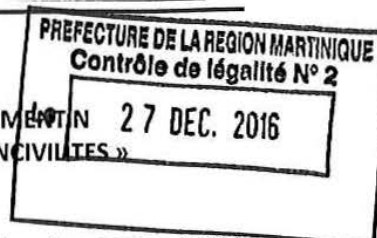
Annexe à la délibération n°16-356-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA VILLE DU LAMENTIN
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION « PREVENIR CONTRE LES INCIVILITES »



Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen

Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH

Vu le code du travail ;

Vu le code de la Sécurité Sociale ;

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à la ville du Lamentin pour la poursuite et le développement de l'action « Prévenir contre les incivilités. ».

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »
ET, d'autre part,

Le partenaire

représenté par, son président, Monsieur Pierre SAMOT habilité à représenter le co-contractant en sa qualité de Maire,
ayant son siège social sis quartier Hôtel de Ville Place Antonio MACEO – 97 232 LE LAMENTIN,
Dénommé ci-après « le partenaire »

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique de sécurité de la population et de prévention de la récidive, la ville du Lamentin mène des actions visant à rassurer, tranquilliser et conforter ces administrés.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire, pour la poursuite de son action « Prévenir contre les incivilités ».

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la poursuite et au développement de l'action « Prévenir contre les incivilités » par la ville partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de vingt mille euros (20 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) s'effectuera en deux fois.

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit quatorze mille euros (14 000 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit six mille (6 000 €) sera versé au vu d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de la Ville du Lamentin auprès du Trésor public

Code banque	Code guichet	N°de compte	Clé RIB
30001	00064	3D00000000	64

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.

Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :
- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;

- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

Le Président de Ville du Lamentin

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Pierre SAMOT

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DE L'ACTION « PREVENIR CONTRE LES INCIVILITES »

Dans le cadre de sa politique de sécurité de la population et de prévention de la récidive, la ville du Lamentin mène des actions visant à rassurer, tranquilliser et conforter ces administrés.

Le service Sécurité Tranquillité Publique de la ville se propose de reconduire l'opération « Prévenir contre les incivilités » réalisée en 2015.

L'objectif est de mettre en place une politique de prévention spécifique en direction des jeunes mineurs scolarisés afin d'améliorer la sécurité au sein et aux abords des établissements scolaires.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations du Département, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016 285 000 €	Subvention demandée à la CTM 20 000 €	Taux de financement public global 100 %
Montant attribué 2016 20 000 €	Taux de financement CTM 7.01 %	
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 190 000 €	66.66%	
Charges de personnel : 80 000 €	28.07%	
Déplacements, mission : 12 000 €	4.21%	

a) Objectifs :	Mise en place d'une politique de prévention à destination des élèves de primaire et du secondaire scolarisés sur le territoire du Lamentin.
b) Public(s) visé(s) :	Jeunes scolarisés au sein des écoles primaires et secondaires de la ville.
c) Localisation :	La Ville du Lamentin
d) Moyens mis en œuvre :	Mise en place d'un dispositif de médiation sociale aux abords des établissements scolaires.

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- °Nombre de jeunes accompagnés,
- °Gestion des conflits, pourcentage de réussite sur les médiations, nombres de suivi effectués,
- °Sites d'intervention,
- °Signalements des dégradations,
- °Accompagnements/Orientations.

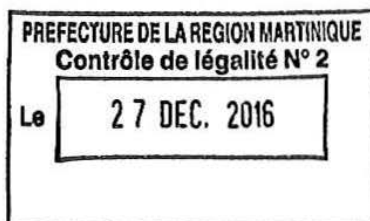
•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

La ville fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participants à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-357-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ CARIBÉENNE DE MYOLOGIE POUR L'ORGANISATION DES PREMIÈRES JOURNÉES CARIBÉENNES DES CENTRES DE RÉFÉRENCE MALADIES RARES ET ORPHELINES - JC MO –

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222- 25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 21 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est accordée une subvention de vingt-cinq mille euros (25 000 €) à la Société Caribéenne de Myologie pour l'organisation des premières Journées Caribéennes des Centres de Référence Maladies Rares et Orphelines - JCMO.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934-410 article 6574 du budget territorial et inscrite en crédit de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Exercice 2016 : 25 000 €

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 sera versée selon les modalités prévues par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré, au sein du conseil exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre et signer tous actes et documents dans le cadre de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

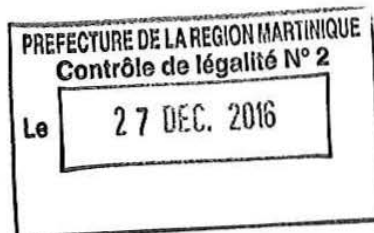
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-358-1

PORTANT VERSEMENT DE LA DERNIÈRE ANNUITÉ AU TITRE DU PLAN D'APUREMENT DU PASSIF DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX RETRAITÉS ET PERSONNES ÂGÉES (ADARPA)

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération du Conseil Général n°CP/1734-06 du jeudi 21 décembre 2006 portant fixation du montant de la participation du Conseil Général au plan de résorption du passif de l'association départementale d'aide aux retraités et personnes âgées (ADARPA) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application et faire référence à la délibération antérieure ;
Vu la délibération du Conseil Général n°CP/1057-07 du 7 septembre 2006 fixant le principe du versement d'une aide à la résorption du passif de l'association départementale d'aide aux retraités et personnes âgées (ADARPA) ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée le versement à l'Association Départementale d'Aide aux Retraités et Personnes Âgées (ADARPA) de la somme de quatre cent quatre-vingt-dix mille quatre-vingt-six euros vingt centimes (490 086,20 €) correspondant à la dernière annuité du plan d'apurement du passif de l'ADARPA.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

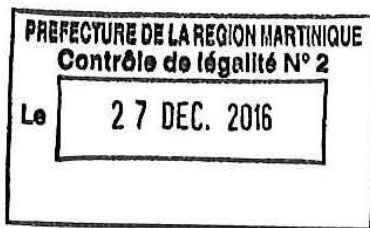
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-359-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA LBU A L'OPÉRATEUR SOCIAL E.C.M. RENOVBAT AU TITRE DE L'AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT EN MILIEU DIFFUS EN FAVEUR DE SIX MÉNAGES DÉFAVORISÉS

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général n°CP/83-98 du 28 octobre 1998, en matière d'aide à l'amélioration de l'habitat ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application et faire référence à la délibération antérieure ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'opérateur social E.C.M. RENOVBAT une subvention d'un montant de vingt-neuf mille quatre cent soixante-dix-sept euros quatre-vingt-dix-neuf centimes (29 477,99 €) en faveur de six (06) ménages défavorisés, conformément à l'annexe jointe, au titre de la participation complémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'aide à l'amélioration de l'habitat en milieu diffus (LBU).

ARTICLE 2 : L'aide mentionnée à l'article 1 est mandatée selon les modalités suivantes :

- 50 % à l'ouverture du chantier, sur production d'une attestation de démarrage des travaux ainsi qu'un mandat financier signé par l'attributaire,
- Le solde, sur présentation d'un justificatif d'achèvement des travaux certifié par un bureau d'étude mandaté par l'Etat, ainsi qu'un procès-verbal de réception de l'opération signé de l'attributaire.

ARTICLE 3 : La durée de validité de l'aide est fixée à deux (2) ans à compter de la date de notification de la décision, avec possibilité de prorogation si les travaux sont engagés. Cette prorogation est fixée à deux (2) ans, dans la limite de la déchéance quadriennale.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 article 20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes mesures et signer tous les actes et documents dans le cadre de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

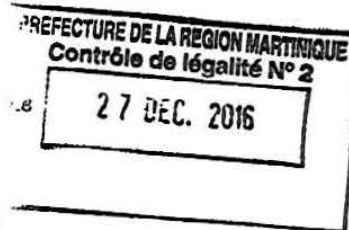


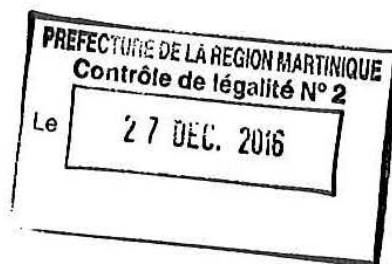
AIDES COMPLEMENTAIRES A LA LBU - OPERATION D'AMELIORATION DE L'HABITAT
DOSSIERS PRESENTES PAR L'OPERATEUR SOCIAL ECM RENOVAT

ANNEXE A L'ARRETE DELIBERE N° 16 -

N°	NOM	PRENOM	ADRESSE	COMMUNE	TYPE D'ECM	AN D'AAH	AN DE LBU	MONTANT TRAVAUX	SUBVENTION LBU	ASS.M. OUVR.	APPORT PERSONNEL	PRET	SUBVENTION FONCTIONNEMENT DU CONSEIL GENERAL/ADH.	SUBVENTION CITEEX CONSEIL REGIONAL
1				MARIGOT	ECM	AAH	2015	35 978,89 €	21 587,33 €	0,00 €	7 195,78 €		2 195,78 €	5 000,00 €
2				LAMENTIN	ECM	AAH	2015	48 859,46 €	25 872,00 €	0,00 €	9 771,89 €		6 215,57 €	7 000,00 €
3				TRINITE	ECM	AAH	2015	53 624,07 €	25 872,00 €	0,00 €	750,00 €	12 388,07 €	7 622,00 €	7 000,00 €
4				DUCOS	ECM	AAH	2016	31 315,96 €	18 789,57 €		6 263,20 €		1 263,19 €	5 000,00 €
5				DUCOS	ECM	AAH	2016	42 797,22 €	25 678,33 €	0,00 €	8 668,44 €		4 559,45 €	4 000,00 €
6				DUCOS	ECM	AAH	2015	60 224,75 €	30 729,76 €	0,00 €	750,02 €	16 122,97 €	7 622,00 €	5 000,00 €
TOTAUX								272 800,35 €	148 528,99 €	0,00 €	33 290,33 €	28 503,04 €	29 477,99 €	33 000,00 €

Annexe à la délibération n°16-359-1





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-359-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA LBU À L'OPÉRATEUR SOCIAL GLM AMÉLIORATION DE L'HABITAT AU TITRE DE L'AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT EN MILIEU DIFFUS EN FAVEUR D'UN MÉNAGE DÉFAVORISÉ

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Général n°CP/83-98 du 28 octobre 1998, en matière d'aide à l'amélioration de l'habitat ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application et faire référence à la délibération antérieure ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'opérateur social GLM AMELIORATION de L'HABITAT une subvention d'un montant de sept mille six cent vingt-deux euros (7 622,00 €) en faveur d'un (01) ménage défavorisé, conformément à l'annexe jointe, au titre de la participation complémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'aide à l'amélioration de l'habitat en milieu diffus (LBU).

ARTICLE 2 : L'aide mentionnée à l'article 1 est mandatée selon les modalités suivantes :

- 40 % à l'ouverture du chantier, sur production d'une attestation de démarrage des travaux ainsi qu'un mandat financier signé par l'attributaire
- Le solde, sur présentation d'un justificatif d'achèvement des travaux certifié par un bureau d'étude mandaté par l'Etat, ainsi qu'un procès-verbal de réception de l'opération signé de l'attributaire.

ARTICLE 3 : La durée de validité de l'aide est fixée à deux (2) ans à compter de la date de notification de la décision, avec possibilité de prorogation si les travaux sont engagés. Cette prorogation est fixée à deux (2) ans, dans la limite de la déchéance quadriennale.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 article 20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes mesures et signer tous les actes et documents dans le cadre de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



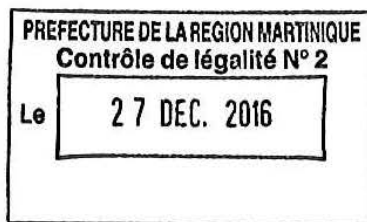
AIDES COMPLÉMENTAIRES A LA LBU - OPERATION D'AMELIORATION DE L'HABITAT
DOSSIER PRESENTE PAR L'OPERATEUR SOCIAL GLM AMELIORATION DE L'HABITAT

ANNEXE A L'ARRETE DELIBERE N° 16 -

N°	NOMS	PRENOM	ADRESSE	COMMUNE	CO F E R E A A H	Y E T A A H	A T B E U	MONTANT TRAVAUX	SUBVENTION H.B.U.	ASS M OVR	APPORT PERSONNEL	PRET	SUBVENTION CINEX CONSEIL GENERAL	SUBVENTION CINEX CONSEIL REGIONAL
2				RIVIERE PILOTE	GLM AAH	AAH	2015	76 348,20 €	33 633,44 €	0,00 €	750,02 €	22 342,74 €	7 622,00 €	12 000,00 €
TOTAUX								76 348,20 €	33 633,44 €	0,00 €	750,02 €	22 342,74 €	7 622,00 €	12 000,00 €



Annexe à la délibération n°16-359-2



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-359-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA LBU À L'OPÉRATEUR SOCIAL PACT MARTINIQUE AU TITRE DE L'AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT EN MILIEU DIFFUS EN FAVEUR D'UN MÉNAGE DÉFAVORISÉ

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Général n°CP/83-98 du 28 octobre 1998, en matière d'aide à l'amélioration de l'habitat ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application et faire référence à la délibération antérieure ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'opérateur social PACT MARTINIQUE une subvention d'un montant de sept mille six cent euros (7 600,00 €) en faveur d'un (01) ménage défavorisé, conformément à l'annexe jointe, au titre de la participation complémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'aide à l'amélioration de l'habitat en milieu diffus (LBU).

ARTICLE 2 : L'aide mentionnée à l'article 1 est mandatée selon les modalités suivantes :

- 40 % à l'ouverture du chantier, sur production d'une attestation de démarrage des travaux ainsi qu'un mandat financier signé par l'attributaire
- Le solde, sur présentation d'un justificatif d'achèvement des travaux certifié par un bureau d'étude mandaté par l'Etat, ainsi qu'un procès-verbal de réception de l'opération signé de l'attributaire.

ARTICLE 3 : La durée de validité de l'aide est fixée à deux (2) ans à compter de la date de notification de la décision, avec possibilité de prorogation si les travaux sont engagés. Cette prorogation est fixée à deux (2) ans, dans la limite de la déchéance quadriennale.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 article 20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



AIDES COMPLEMENTAIRES A LA LBU - OPERATION D'AMELIORATION DE L'HABITAT
DOSSIER PRESENTE PAR L'OPERATEUR SOCIAL PACT MARTINIQUE

ANNEXE A L'ARRETE DELIBERE N° 16 -

N	NOMS	PRENOM	ADRESSE	COMMUNE	OPERATEUR	AN	AN	MONTANT TRAVAIL	SUBVENTION L.B.U.	ASS.M. OUVR.	APPORT PERSONNEL	PRET	SUBVENTION CONSEIL GENERAL/ADP	SUBVENTION CONSEIL REGIONAL
1				SCHOELCHER	PACT	AAH	2015	56 639,52 €	27 360,00 €	0,00 €	16 679,52 €		7 600,00 €	5 000,00 €
	TOTAUX							56 639,52 €	27 360,00 €	0,00 €	16 679,52 €	0,00 €	7 600,00 €	5 000,00 €

Annexe à la délibération n°16-359-3





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-360-1

PORTANT FINANCEMENT DE L'INTERNAT RELAIS AU TITRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2016/2017

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu l'avis émis par la Commission Santé et actions de préventions, PMI, ASE le 16 novembre 2016 ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent soixante-dix-sept mille euros (177 000 €) à l'Internat Relais de l'Espérance Patronage Saint-Louis au titre de l'année 2016, soit :

- 150 000 € en fonctionnement;
- 27 000 € en investissement.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 et 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

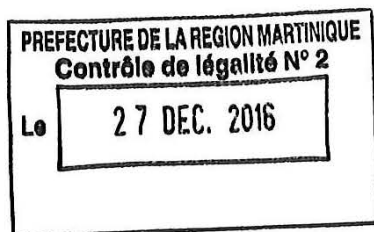
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-361-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°CP/190-09 DU 23 AVRIL 2009 RELATIVE À LA FORMATION DES ASSISTANTES MATERNELLES

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Général n°CP/190-09 du 23 avril 2009 relative à la formation des assistantes maternelles ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission Santé et Actions de prévention, PMI, ASE le 16 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidé le défraiement des assistant(e)s maternel(le)s à hauteur de six euros dix centimes (6,10 €) par jour de formation sur présentation d'un certificat administratif récapitulant la liste des assistant(e)s maternel(le)s concerné(e)s, élaboré par le service de la Protection Maternelle et Infantile (PMI).

ARTICLE 2 : Est décidé le dédommagement des parents des enfants non accueillis durant la période de formation, à hauteur de trente-trois euros soixante dix centimes (33,70 €) par jour de formation de leur assistant(e) maternel(le) sur présentation d'un certificat administratif récapitulant la liste des parents concernés, élaboré par le service de la Protection Maternelle et Infantile (PMI).

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique comme suit:

- défraiement des assistant(e)s maternel(le)s: chapitre 934 nature 64128
- dédommagement des parents : chapitre 934 nature 6518.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-362-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'UNION RÉGIONALE DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (URSAE) MARTINIQUE DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances, Programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Economie sociale et solidaire le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent soixante-dix mille euros (170 000 €) à l'Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (URSIAE) Martinique pour la mise en oeuvre de son programme d'actions 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 9344 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique « Insertion professionnelle- IAE 2016 ».

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette contribution sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'URSIAE Martinique.

ARTICLE 4: Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-362-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

URSAE
Martinique



**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LE FINANCEMENT
DE L'UNION REGIONALE DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE -
MARTINIQUE AU TITRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016**

VU le code du travail,
VU le code de la Sécurité Sociale,
VU le code de l'Aide Sociale et des Familles,
VU la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,
VU l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion,
VU le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon,
VU la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
VU la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
VU la délibération de l'assemblée de Martinique n° xxxxxxxx du xxxxxxxx 2016 portant attribution d'une subvention à l'Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Activité Economique dans le cadre de son programme d'actions au titre de l'année 2016,
Après en avoir délibéré,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Entre, d'une part,

La Collectivité Territoriale de Martinique
représentée par le Président du Conseil Exécutif en exercice,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée Rue Gaston Defferre - CS 30137 - 97201 Fort-de-France, Martinique

Et, d'autre part

L'Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Activité Economique Martinique
(URSAE-Martinique),
Numéro SIRET : 391 753 779 000 43
représentée par son Président, Monsieur
domicilié à son siège social sis Groupe Chapelle, local n°1, Bâtiment Yeuse,
97212 SAINT-JOSEPH,

Considérant la volonté de la Collectivité Territoriale de Martinique de promouvoir la création d'activité par le développement de l'insertion par l'activité économique sur l'ensemble du territoire de la Martinique, en réponse aux problématiques d'accès à l'emploi des personnes en difficulté, et plus particulièrement celles des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (rSa),

Considérant l'objet de l'URSAIE-Martinique d'accompagner le développement et la promotion du réseau de structures d'insertion par l'activité économique,

Considérant les orientations stratégiques de l'URSAIE-Martinique, axées sur le renforcement, d'une part, de la représentation des acteurs de terrain de l'IAE et la promotion de l'insertion sur l'ensemble des territoires et, d'autre part, de la professionnalisation du réseau et de ses acteurs, par un plan de développement des moyens humains et de la carte des compétences des équipes de permanents et des salariés en parcours d'insertion, et notamment des bénéficiaires du rSa,

Considérant ainsi la volonté partagée par la Collectivité Territoriale de Martinique et l'URSAIE-Martinique d'accompagner la réinsertion sociale et professionnelle de personnes sans emploi rencontrant de grandes difficultés et notamment les bénéficiaires du rSa en prenant appui sur l'insertion par l'activité économique en Martinique,

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention allouée à URSAIE-Martinique au titre de son programme d'actions 2016, au regard du nombre de salariés en insertion dont les bénéficiaires du rSa, mis en emploi au sein des structures d'insertion par l'activité économique en 2016.

ARTICLE 2 - ORIENTATIONS DU PROGRAMME D' ACTIONS 2015 DE L'URSAIE-MARTINIQUE

En application de l'article 1^{er} de la présente convention, l'objectif général de l'URSAIE-MARTINIQUE-Martinique doit consister notamment à susciter et accompagner les initiatives de création et de développement des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), dans l'optique de favoriser l'embauche et l'accompagnement de :

- xxx salariés en insertion dont xxx allocataires du rSa en Atelier Chantier d'Insertion,
- xxx salariés en insertion dont xxx allocataires du rSa en Association Intermédiaire,
- xxx salariés en insertion dont xxx allocataires du rSa en Entreprise d'Insertion,
- xxx salariés en insertion dont xxx allocataires du rSa en entreprise de travail temporaire d'insertion.

Pour atteindre cet objectif, l'URSIAE-Martinique s'engage à mobiliser les moyens adéquats afin de mettre en œuvre les actions de son programme 2016 et dont les objectifs sont les suivants :

- représenter l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) et les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) ;
- fédérer et animer le réseau des acteurs de l'IAE ;
- favoriser l'émergence de projet en accompagnant les porteurs de projet ;
- accompagner les SIAE par un appui en gestion et au développement d'activité ;
- accompagner les SIAE au projet entrepreneurial et au démarrage de leur activité ;
- professionnaliser le réseau et les acteurs de l'IAE ;
- piloter et animer la plateforme de professionnalisation de l'IAE ;
- aider les acteurs de la réinsertion sociale à favoriser les parcours d'insertion professionnelle de leurs publics spécifiques.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'URSIAE Martinique et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (170 000 €) au titre de son programme d'actions 2016 et conformément aux objectifs en terme de mise en emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion dont les bénéficiaires du rSa au sein des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), tels qu'indiqués à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

a) Conditions de versement de la subvention départementale :

La subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée en deux fois comme suit :

- un acompte de 60 % soit 102 000 € sur présentation à la signature de la présente convention,
- le solde dû sur présentation du bilan d'activité et financier du programme d'actions 2016 de l'URSIAE Martinique.

b) Domiciliation bancaire

Le versement sera effectué sur le compte de l'URSIAE Martinique, ouvert à la date de la signature des parties :

Titulaire du compte	Etablissement bancaire	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
Association URSIAE	BRED Banque populaire	10107	00622	00537027837	02

Tout changement de domiciliation bancaire de l'URSAE Martinique intervenant postérieurement à la conclusion de la présente convention devra faire l'objet d'une notification écrite, accompagnée du RIB correspondant, adressée à la Collectivité Territoriale de Martinique. Le versement de l'aide s'effectuera alors sur le compte bancaire correspondant à cette nouvelle domiciliation bancaire.

c) Modalités de reversement

En cas de manquement de l'URSAE Martinique à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Si l'URSAE Martinique vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée par l'URSAE Martinique fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le reversement sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations de l'URSAE Martinique

L'URSAE Martinique doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande et d'attribution des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- S'engager à coopérer avec les Antennes Locales d'Insertion de la Collectivité Territoriale de Martinique afin de favoriser le recrutement des personnes rencontrant des difficultés d'insertion et notamment les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active,
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de sa situation financière, pour l'exercice écoulé ;

- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à l'action portée par l'URSAE Martinique par l'attribution d'une subvention.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à associer l'URSAE Martinique à ses opérations de communication en lien avec l'Insertion par l'Activité Economique ou avec la mise en emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion dont les bénéficiaires du rSa dans les Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

Le contrôle technique et financier est assuré par les agents de la Collectivité Territoriale de Martinique ou tout autre organisme mandaté à cet effet par ce dernier.

ARTICLE 6 – DUREE DE L'ACTION

La période du programme d'actions financée par la Collectivité Territoriale de Martinique se déroule du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Toute modification de la période conventionnelle due à un retard de démarrage du programme d'actions de l'URSAE Martinique devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de 30 mois soit du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2018.

ARTICLE 8 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'URSIAE Martinique devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de son exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le président du Conseil d'administration de l'URSIAE Martinique ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si l'URSIAE Martinique a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, la Collectivité Territoriale de Martinique, s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à la disposition de la Collectivité Territoriale de Martinique pour répondre de ses obligations.

L'URSIAE Martinique s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

L'URSIAE Martinique devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par l'URSIAE Martinique en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 9 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

L'URSAIE Martinique s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

L'URSAIE Martinique gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 10 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DE L'URSAIE MARTINIQUE

L'URSAIE Martinique prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 12 et annexe 2).

En cas de violation par l'URSAIE Martinique de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, cette dernière pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes transmis au comptable chargé de recouvrer par tout moyen.

ARTICLE 11 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de la Collectivité Territoriale de Martinique ».

Si l'obligation d'apposer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique n'est manifestement pas adaptée à l'action de communication envisagée, le bénéficiaire doit s'engager à recourir à une autre méthode pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique. Celle-ci devra être préalablement acceptée par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les mentions relatives au soutien financier de L'URSAE Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

ARTICLE 12 – ASSURANCES

L'URSAE Martinique souscritra toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de L'URSAE Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en oeuvre des politiques publiques départementales. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en oeuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par l'URSAE Martinique (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente le budget prévisionnel de l'action pour la période conventionnée.

ARTICLE 14 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 15 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait

En quatre exemplaires originaux (un exemplaire pour la direction instructrice, un exemplaire pour la direction des affaires financières, un exemplaire pour le contrôle de légalité, un exemplaire à remettre à l'URSIAE Martinique).

Pour l'URSIAE Martinique

Le président du Conseil d'administration

**Pour la Collectivité Territoriale de
Martinique**

Le Président du Conseil Exécutif

Alfred MARIE-JEANNE

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LE FINANCEMENT
DE L'UNION REGIONALE DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE –
MARTINIQUE AU TITRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016**

ANNEXE 1

PRESENTATION DU PROJET

L'URSIAE Martinique s'engage à mettre en œuvre son programme d'actions 2016 dont les objectifs sont les suivants :

- représenter l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) et les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) ;
- fédérer et animer le réseau des acteurs de l'IAE ;
- favoriser l'émergence de projet en accompagnant les porteurs de projet ;
- accompagner les SIAE par un appui en gestion et au développement d'activité ;
- accompagner les SIAE au projet entrepreneurial et au démarrage de leur activité ;
- professionnaliser le réseau et les acteurs de l'IAE ;
- piloter et animer la plateforme de professionnalisation de l'IAE ;
- aider les acteurs de la réinsertion sociale à favoriser les parcours d'insertion professionnelle de leurs publics spécifiques.

Par son programme d'actions, l'URSIAE Martinique s'assurera de :

- la mise en emploi sur des postes d'insertion de xxx personnes rencontrant des difficultés d'insertion dont xxx bénéficiaires du RSA ;

Afin d'assurer une lisibilité à l'action et sa correspondance aux grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

a) Cadre financier de l'action portée par le partenaire

Coût de l'action	Subvention du Département (autorité publique qui établit la convention)	Financement public global
Montant		
376 705 €	170 000 €	366 689 €
Taux de financement		
	45,13 %	97,34 %
Charges les plus importantes		
Charges de personnel	263 230 €	69,88 %
Charges externes	84 171 €	22,34 %

b) Objectif(s) :

- Contribuer au développement de l'économie sociale, solidaire et durable
- Améliorer l'employabilité et accompagner l'insertion des personnes rencontrant des difficultés d'insertion notamment les bénéficiaires du RSA

c) Public(s) visé(s) :

- Personnes rencontrant des difficultés d'insertion
- Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

d) Localisation :

L'URSIAE Martinique a son siège social dans la commune de Saint Joseph et son activité rayonne sur l'ensemble du Territoire.

e) Moyens mis en œuvre :

♦ Le personnel :

- 1 chargée de la délégation Régionale, de l'accompagnement des porteurs de projet et de l'assistance technique des SIAE,
- 1 adjoint chargé de la Délégation régionale, de la démarche qualité, de la professionnalisation,
- 1 chargée du secrétariat administratif et de l'accueil du public,
- 1 chargé du centre de ressources et de la communication,
- 1 chargée de l'observatoire
- 1 chargée de mission DJSCS,

♦ Les moyens matériels :

- 1 local de 120 m2
- 7 bureaux
- 1 salle de réunion de 15 places
- 1 salle d'archives
- 1 espace cuisine

Cachet et signature

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LE FINANCEMENT
DE L'UNION REGIONALE DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE –
MARTINIQUE AU TITRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016**

ANNEXE 2

Indicateurs et conditions d'évaluation

Indicateurs quantitatifs

Objectifs	Indicateurs associés à l'objectif	Valeurs cibles
		Année N
Emploi des personnes rencontrant des difficultés d'insertion notamment les bénéficiaires du RSA	Nombre de postes occupé par les salariés en insertion notamment les bénéficiaires du RSA	- Effectif -Nombre de postes (ETP) occupé en contrat d'insertion

Indicateurs qualitatifs

Bilan des actions du programme 2016

Conditions de l'évaluation :

Etude du Bilan d'activité de la structure, du Bilan de la mise en emploi en contrats d'insertion des personnes rencontrant des difficultés d'insertion dont les bénéficiaires du RSA dans les structures d'insertion par l'activité économique, du compte rendu financier (bilan financier et compte de résultats)

Cachet et signature du partenaire

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LE FINANCEMENT
DE L'UNION REGIONALE DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE –
MARTINIQUE AU TITRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016**

**ANNEXE 3
BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL DU PROGRAMME D' ACTIONS OU DE L' ACTION**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-363-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ OZANAM AU TITRE DES CRÉDITS D'INSERTION POUR LA CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX (LLTS)

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Economie sociale et solidaire le 17 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée au titre des crédits d'insertion à la société OZANAM la somme globale de trois cent quarante mille deux cent soixante-douze euros (340 272 €) pour la construction de 24 logements locatifs très sociaux (LLTS) répartie de la façon suivante :

OPERATION	COMMUNE	MONTANT DES TRAVAUX	SUBVENTION PRINCIPALE LBU CONSTRUCTION LLTS	SUBVENTION COMPLEMENTAIRE	SUBVENTION LBU SURCHARGE FONCIERE	SUBVENTION CTM POUR SF	SUBVENTION CTM	APPORT INVESTISSEUR DEFISCALISATION	PRÊT CDC CONSTRUCTION	SUBVENTION CTM INSERTION	SUBVENTION CAF
02 LLTS RUE LACROIX	SAINT-PIERRE	177 763,78 €	24 033,58 €	17 626,00 €	6 438,75 €	1 732,19 €	12 000,00 €	3 000,00 €	76 577,26 €	28 356,00 €	8 000,00 €
07 LLTS RESIDENCE ARMAntINE	FORT-de-FRANCE	1 068 808 95 €	120 938,47 €	61 691,00 €	40 221,00 €	11 570,71 €	28 000,00 €	209 700,00 €	469 441,77 €	99 246,00 €	28 000,00 €
15 LLTS rue de la glacière	FORT-de-FRANCE	2 033 768,00 €	250 014,19 €	132 195,00 €	81 798,00 €	19 901,69 €	0,00 €	580 856,00 €	756 33,12 €	212 670,00 €	0,00 €
TOTAL		3 280 340,73 €	394 986,24 €	211 512,00 €	128 457,75 €	33 204,59 €	40 000,00 €	793 556,00 €	1 302 352,15 €	340 272,00 €	36 000,00 €

ARTICLE 2 : Ces subventions sont versées à la demande de la société OZANAM selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50% sur présentation de la déclaration d'ouverture de chantier,
- Le solde sur présentation de la déclaration d'achèvement des travaux.

Pour les ventes en futur état d'achèvement, la copie du contrat de réservation est requise.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 905 sur l'autorisation de programme aide à la construction de Logements Locatifs Très Sociaux du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4: Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5: Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-363-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



**CONVENTION
RELATIVE AU FINANCEMENT
DE LA CONSTRUCTION DE 24 LLTS
AU TITRE DES CREDITS D'INSERTION
340 272 €
EXERCICE 2016**

ENTRE

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif**

ET LE BAILLEUR OZANAM

ENTRE D'UNE PART

La Collectivité Territoriale de Martinique, sise Rue Gaston Deffere Cluny 97 201 FORT-DE-FRANCE, représentée par le président du Conseil Exécutif en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE.

ET D'AUTRE PART

La Société OZANAM sise quartier POINTE DE JAHAM 97233 SCHOELCHER, représentée par son (sa), Président(e) en exercice, Monsieur X, Madame

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement des Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS) au titre des crédits d'insertion découle de l'arrêté du 21 juin 1999, relatif aux prêts aidés par l'État et aux subventions de l'État aux organismes réalisant des LLTS dans les départements d'Outre-mer, qui pose le principe du financement au titre des crédits d'insertion des LLTS.

L'engagement financier de la Collectivité Territoriale de Martinique vient en complément de celui de l'Etat acté par l'arrêté Ligne Budgétaire Unique (LBU)

L'objectif de cette participation est de diminuer le coût de sortie des loyers de ces logements, afin de faciliter l'accès et le maintien dans un logement social des personnes défavorisées, et d'adapter le parc de logements sociaux publics aux capacités financières de ce public.

Article premier : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique participe au financement de la construction de 24 LLTS opérée par le bailleur social public OZANAM, sur les sites suivants :

- RUE ALFRED LACROIX (SAINT-PIERRE)
- RESIDENCE ARMANTINE (REDOUTE DESAIX FORT-DE-FRANCE)
- RUE DE LA GLACIERE-FAUBOURG LA CAMILLE SAINTE THERESE (FORT-DE-FRANCE)

Article deuxième : Modalités de versement de la subvention d'investissement au bailleur social public OZANAM -

Cette subvention d'un montant de **340 272 €** sera versée à la demande de la société OZANAM selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % sur présentation de la déclaration d'ouverture de chantier,
- Le solde sur présentation de la déclaration d'achèvement des travaux.

Article troisième : Obligation des parties

A – Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) s'engage à procéder, sous réserve de ses disponibilités budgétaires, au versement de la subvention portant participation financière à la construction de 24 Logements Locatifs Très Sociaux.

La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fonction des documents budgétaires annuels dans la limite des crédits disponibles.

B – Obligations de la société OZANAM :

La société OZANAM s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions,
- fournir un dossier de participation,
- fournir un compte-rendu, des opérations financées par la Collectivité Territoriale de Martinique, au terme de chaque exercice budgétaire.

Elle s'engage à faire état par tout moyen de la contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique à la réalisation de ses objectifs.

Elle s'emploie enfin, à faire apparaître sur tous les supports informatifs ou promotionnels, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article quatrième : Durée

La durée de la présente convention financière s'étale de sa notification à l'achèvement des travaux.

Article cinquième : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses de cette convention financière annuelle.

La résiliation se fera par lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 3 mois.

La Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de suspendre le paiement de la subvention d'investissement ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées.

Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

2

Article sixième : Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

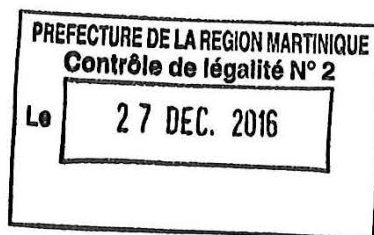
En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Fort-de-France, le

En deux exemplaires originaux, dont un remis à chacune des parties signataires.

La Collectivité Territoriale de Martinique
Le Président du Conseil Exécutif
Alfred MARIE-JEANNE

La Société OZANAM
Le Président



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-364-1

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE , LES MATERNITÉS PUBLIQUES (MAISON DE LA FEMME DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT/MATERNITÉ HOPITAL DE TRINITÉ), PRIVÉES (CLINIQUE SAINT PAUL/CLINIQUE SAINTE-MARIE) ET LE RESEAU DE SANTÉ EN PERINATALITÉ DE MARTINIQUE POUR LA COORDINATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FEMMES ENCEINTES ET DES ENFANTS EN SITUATION DE VULNÉRABILITE OU DE PRÉCARITÉ

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, Conseiller Exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adoptée la mise en place d'une convention de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique, les maternités publiques (Maison de la Femme de la Mère et de l'Enfant / Maternité de l'hôpital de Trinité), privées (Clinique Saint-Paul/Clinique Sainte-Marie) et le Réseau de santé en périnatalité de Martinique pour la coordination de la prise en charge des femmes enceintes et des enfants en situation de vulnérabilité ou de précarité sur le territoire.

ARTICLE 2 : La mise en œuvre de cette convention est sans incidence budgétaire.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents dans le cadre de la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-364-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



**CONVENTION DE PARTENARIAT CTM - CHUM – Clinique Sainte-Marie – Clinique
Saint-Paul -Réseau de Santé en Périnatalité de Martinique**

**Pour la coordination de la prise en charge des femmes enceintes et des enfants en
situation de vulnérabilité ou de précarité**

Préambule

Cette coordination s'inscrit dans le cadre d'un objectif partagé d'amélioration du parcours de soins des femmes enceintes en situation de vulnérabilité ou de précarité, et de prévenir l'état de santé de l'enfant à la naissance.

Dans ce cadre, les parties ont convenu de la signature de la présente convention qui a pour objet d'organiser leur partenariat.

Il a été convenu ce qui suit :

ENTRE :

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil Exécutif, M. Alfred MARIE-JEANNE

ET

Le Centre Hospitalier Universitaire de Martinique, représenté par son Directeur Général, M.

ET

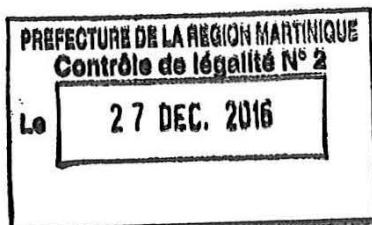
La Clinique Sainte-Marie, représentée par son Directeur Général, M.

ET

La Clinique Saint-Paul, représentée par son Directeur Général, M.

ET

Le Réseau de Santé en Périnatalité de Martinique dénommé « Réseau Santé Périnat Matnik » représenté par la Présidente de l'Association Renaissance 972, Mme Sonia



Article 1. Objectifs du partenariat

a) Objectif général

- Améliorer les indicateurs de santé en périnatalité d'ici 2020

b) Objectifs stratégiques

- Favoriser un maillage plus étroit de tous les acteurs intervenant dans le champ de la périnatalité
- Anticiper les prises en charge des patientes et des enfants en situation de précarité et améliorer la prise en charge des femmes enceintes et des enfants dans une dynamique de réseau

Article 2. Identification des situations de grossesse à risque de vulnérabilité ou de précarité

- Addictions : alcool, produits illicites
- Fragilité psychologique
- Déficience mentale
- Situation de carence
- Antécédents de grossesse à risque
- Problèmes sociaux : logement, ressources
- Violences conjugales
- Pathologie psychiatriques
- Antécédents de dépression postnatale
- Grossesses précoces
- Antécédents d'enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance
- Migrants

En précisant que les facteurs de risques peuvent être cumulés.

Article 3. La plateforme « Ressource »

Elle doit permettre de centraliser toutes les informations nécessaires à la prise en charge en réseau des situations à risque.

Elle est placée sous la responsabilité du Médecin Départemental de PMI.

Les professionnels de terrain de la Collectivité Territoriale de Martinique qui sont dans l'accompagnement et le suivi des femmes enceintes (sage-femme et médecin), repèrent les situations à risque pour la femme et le bébé à naître, ainsi que les autres professionnels du secteur libéral, et transmettent, via une plateforme (sage-femme et puéricultrice), les informations nécessaires pour l'orientation et la prise en charge de manière optimale des patientes par une équipe hospitalière.

Il en est de même pour les femmes enceintes suivies en milieu hospitalier, et pour lesquelles il devient important de recueillir des informations, via la plateforme sur les éléments contextuels connus de la PMI, avec l'accord de la patiente.

Concernant les nouveau-nés et les enfants, la procédure sera observée sur le même modèle avec les professionnels concernés (CAMPS, Aide Sociale à l'Enfance, Action Sociale Générale, Médecins libéraux ou hospitaliers).

Des réunions de synthèse pluridisciplinaires auront lieu :

- Pour les maternités publiques,
 - o 1 fois par mois pour le niveau 1 (Maternité de l'hôpital de Trinité)
 - o 2 fois par mois pour le niveau 3 (Maison de la Femme de la Mère et de l'Enfant)
- Pour les cliniques privées,
 - o Ces réunions se tiendront au besoin.

Article 4. Organisation de la plateforme

➤ Moyens humains

a) Collectivité Territoriale de Martinique

Pas de moyens humains supplémentaires mais une réorganisation du temps de travail des professionnels de PMI : 1 sage-femme et 1 puéricultrice, 20% du temps de travail sera consacré à la coordination de la plateforme, 2 des 7 centres de PMI disposent déjà du personnel qualifié

b) Hôpitaux

Consultations spécialisées :

- MFME: 1 sage-femme et 1 puéricultrice
- TRINITE : Consultation par 1 sage-femme

c) Cliniques

Consultation spécialisées :

- Clinique Sainte-Marie : 1 sage-femme
- Clinique Saint-Paul : 1 sage-femme

d) Réseau Périnatal

Il apporte son expertise tant sur les outils nécessaires à la coordination régionale que pour l'évaluation du dispositif.

➤ Moyens logistiques

- Téléphones mobiles avec des numéros dédiés
- Ordinateurs portables avec WIFI et logiciels adaptés
- Mode de communication sécurisé

Cette plateforme pourra être interfacée avec un logiciel de-santé (Autorisation d'accès).

Article 5. Evaluation

L'évaluation se fera une fois par an sur les critères quantitatifs et qualitatifs en lien avec le réseau périnatal.

- Quantitatifs : Nombre de dossiers traité sur le nombre total de grossesses
Réunions de synthèse
- Qualitatifs : La prise en charge a-t-elle permis de mener à terme la grossesse dans des conditions favorables à l'accueil du nouveau-né, et d'améliorer la prise en charge des enfants ?

- Quel est le niveau de satisfaction des professionnels et/ou des patientes ?

Article 6. Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans.

A l'issue de ce terme, elle est tacitement renouvelée, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie, 3 mois avant la date d'expiration de la Convention.

Article 7.

Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique, le Directeur Général de la Clinique Sainte-Marie, le Directeur Général de la Clinique Saint-Paul, ainsi que la Présidente de l'Association Renaissance 972 sont chargés chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Convention.

Fait en 4 exemplaires, àLe

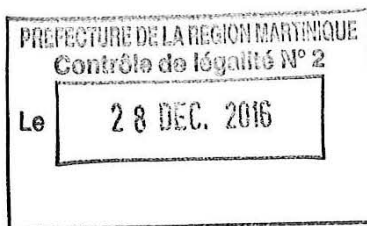
Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique

Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique

Le Directeur Général de la Clinique Sainte-Marie

Le Directeur Général de la Clinique Saint-Paul

La Présidente de l'Association Renaissance972, support juridique du Réseau de Santé en Périnatalité



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-365-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLS (S.A.V.A.S.) GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANCAISE AU TITRE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil général n°CP/425-15 du 11 juin 2015 attribuant une subvention pour le financement des activités du S.A.V.A.S. de l'association A.A.D.P.A.S. ;

Vu la convention conclue entre l'Association pour l'Accompagnement, le Développement et la Promotion de l'Action Sociale (A.A.D.P.A.S.) et la Croix-Rouge Française-Délégation Territoriale Martinique en date du 23 décembre 2015, portant transfert d'activité de ladite association ;

Vu la demande de subvention de 80 000 € formulée par la Croix-Rouge Française pour la poursuite des activités du service d'aide aux victimes d'agressions sexuelles et de viol pour l'année 2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de soixante-dix mille euros (70 000 €) au titre des activités du Service d'Aide aux Victimes d'Aggressions Sexuelles (SAVAS) géré par la Croix-Rouge Française-Délégation Territoriale Martinique, pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La somme accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels d'un montant fixe de dix-sept mille cinq cents euros (17 500,00 €).

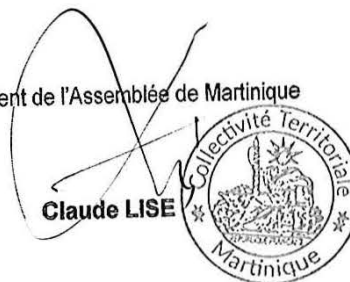
ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention en annexe définissant les conditions d'attribution et de versement de ladite subvention.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

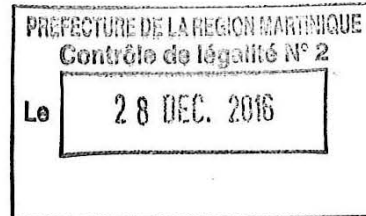
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération n°16-365-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

LA CROIX ROUGE FRANCAISE
Représentée par son Directeur Territorial Antilles

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
- ✓ *Vu l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;*
- ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222 -6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la convention conclue entre la Croix-Rouge Française et l'Association pour l'Accompagnement, le Développement et la Promotion de l'Action Sociale en date du 23 décembre 2015 relative à la cession des éléments d'actifs affectés à l'activité portée par ladite association ;*
- ✓ *Vu la demande de renouvellement de la subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-vingt mille euros (80 000 €) formulée par la Croix-Rouge Française en date du 3 mars 2016 pour la poursuite des activités du Service d'Aide aux Victimes d'Agressions Sexuelles et de Viol (S.A.V.A.S) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du Portant attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de..... à la CROIX ROUGE FRANCAISE pour la poursuite des activités du Service d'Aide aux Victimes d'Agressions Sexuelles et de Viol (S.A.V.A.S) ;*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015

D'une part,

ET

LA CROIX ROUGE FRANCAISE

Gestionnaire du Service d'Aide aux Victimes d'Agressions Sexuelles et de Viol (S.A.V.A.S)

74, Chemin fruit à pain

Lotissement Long Pré

97232 LAMENTIN

Représenté par son Directeur territorial Antilles **Monsieur**

N° Sirene : 775.672.272

D'autre part,

PREAMBULE

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences de la collectivité territoriale en matière de solidarité et de cohésion territoriale par le biais de l'action sociale avec l'aide sociale à l'enfance.

L'article L.221-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles stipule que pour l'accomplissement de ses missions et sans préjudice de ses responsabilités vis à vis des enfants qui lui sont confiés, le service de l'aide sociale à l'enfance peut faire appel à des organismes publics ou privés ou à des personnes physiques.

La Croix-Rouge Française intervient auprès des mineurs victimes d'agressions sexuelles, elle concoure ainsi à la protection de l'enfance.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de :

- définir les modalités de contribution de l'association à l'exécution d'un service d'intérêt général relatif à l'accompagnement et la prise en charge des mineurs victimes d'abus sexuels.
- fixer les modalités d'une compensation financière de l'association par la collectivité territoriale au titre du service public rendu.

ARTICLE 2 : OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC

Le Service d'Aide aux Victimes d'Agressions Sexuelles et de viols géré par la Croix-Rouge Française a pour objectif :

- de proposer aux victimes d'agressions sexuelles, une prise en charge globale et pluridisciplinaire se traduisant par un accueil individualisé, une écoute confidentielle, une information sur leurs droits, un soutien psychologie et un accompagnement social et administratif, notamment intégrant une démarche active de contact avec les victimes.
- d'accompagner gratuitement les personnes dans leurs démarches administratives et sociales en assurant un suivi prolongé tout au long de la procédure.

ARTICLE 3 : NATURE DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC

L'association gestionnaire de la structure s'engage à respecter les différentes obligations de service public déclinées selon les principes suivants :

- permanence du service public ;
- uniformité de la couverture territoriale ;
- libre accès de tous les habitants du territoire ;
- garantie de service ;
- garantie des conditions d'un égal accès au service public de tous les habitants du territoire.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/La Croix Rouge Française

La Croix-Rouge Française doit :

- Se conformer au formalise et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utilisation la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année écoulée n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue au fonctionnement du service d'Aide aux Victimes d'Agresions Sexuelles et de viol (S.A.V.A.S) géré par la Croix-Rouge Française par l'attribution d'une subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques).

ARTICLE 6 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la collectivité territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (70 000 €)**.

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspondant à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 5.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la collectivité territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels d'un montant fixe de **DIX-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (17 500 €)**.

La contribution financière sera créditée au compte de la CROIX ROUGE FRANCAISE selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : **Croix-Rouge Française**
- Domiciliation : Bred – Jambette

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10107	00380	00434034694	37

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la collectivité territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiées par le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes (*si le partenaire à cette obligation ou si il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes*) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la collectivité territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la collectivité territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

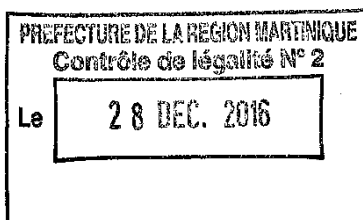
En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique

Le Directeur de la Délégation Territoriale
Antilles de la Croix-Rouge Française



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

29 DEC 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-366-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE AU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP) MAISON DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (MDPH) AU TITRE DE DE L'EXERCICE 2016

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la convention constitutive du groupement d'intérêt public maison départementale des personnes handicapées (MDPH) N°CV05-447 du 29 décembre 2005 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 21 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée au Groupement d'Intérêt Public «Maison Départementale des Personnes Handicapées» (MDPH) une subvention de fonctionnement d'un montant de sept mille euros (700 000,00 €) au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

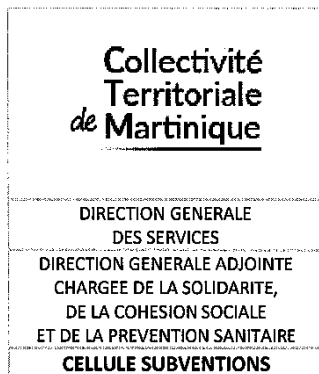
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

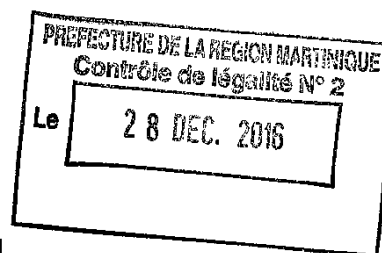


ANNEXE A LA DELIBERATION N°16-366-1 DU 24 NOVEMBRE 2016



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil exécutif

Et

Le groupement d'intérêt public (GIP) Maison
départementale des personnes handicapées (MDPH)

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Maison Départementale des Personnes Handicapées » ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention formulée par le groupement d'intérêt public (GIP) Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de sept cent mille euros (700 000 €) au GIP MDPH.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE France,
Dénommée ci-après la « CTM »

ET

LE GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES (MDPH)

Domicilié Lotissement Dillon Stade – 1 rue Eugène EUCHARIS – Espace Pythagore – 97200 Fort-de-France,

Représenté par Madame sa Directrice, dûment habilitée par,
Dénommé ci-après le GIP MDPH.

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Le GIP MDPH a pour objet de faciliter les démarches et l'accès aux droits des personnes en situation de handicap et de leur famille.

Organisée autour de la notion de réseau et de complémentarité de l'offre de service en faveur des personnes en situation de handicap, le GIP MDPH fédère et s'appuie sur l'ensemble des acteurs dans le champ du handicap pour répondre au mieux aux besoins des personnes en situation de handicap.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'équilibre allouée au GIP MDPH au titre de l'année 2016.

Article 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer au GIP MDPH une subvention d'un montant de **SEPT CENT MILLE EUROS (700 000 €)** au titre de son fonctionnement pour l'année 2016.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du GIP MDPH :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année N-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, les rapports d'activités et financiers attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du GIP MDPH, pour l'exercice écoulé ;

- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE LA CONVENTION :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le GIP MDPH devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de son exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le GIP MDPH a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),

- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le GIP MDPH s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le GIP MDPH s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le GIP MDPH devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le GIP MDPH prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le GIP MDPH souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

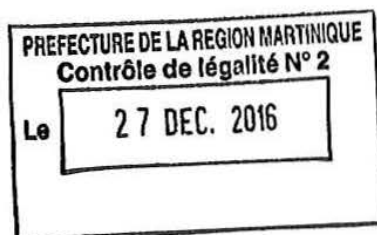
Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

La Directrice du GIP MDPH

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-367-1

PORTANT REVALORISATION TARIFAIRES DES ENQUÊTES DE PRÉVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le conseil général et le conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil général n°CP/769-15 du 10 septembre 2015 relative au règlement intérieur du Fonds Départemental de Solidarité pour le logement ;

Vu la convention CV/02.322 relative à l'agrément de l'UDAF pour la réalisation d'enquêtes sociales dans le cadre de la prévention des expulsions locatives ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission Action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 17 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la Commission Logement et habitat le 21 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la revalorisation de la tarification de l'UDAF à hauteur de 10%, pour une prise d'effet à compter du 1^{er} Janvier 2017.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente décision.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif pour prendre tous les actes et signer tous les documents dans le cadre la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

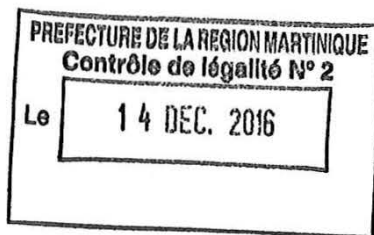
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-368-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MATERNEL « SOS MATERNITE » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION LA RUCHE AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu le code l'action sociale et des familles, notamment l'article L.312-1-8 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande de subvention de l'Association la Ruche en date du 15 octobre 2015 pour le fonctionnement du Centre Maternel « SOS Maternité » ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée au Centre maternel « SOS MATERNITE » géré par l'Association la Ruche une subvention d'un montant de cinq cent cinquante-deux mille quatre cent soixante-trois euros (552 463,00 €), au titre des dépenses de fonctionnement de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La subvention accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels répartis comme suit :

- 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre : 121 752 € (cent vingt-et-un mille sept cent cinquante-deux euros)
- 4^{ème} trimestre: 187 207 € (cent quatre vingt-sept mille deux cent sept euros)

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

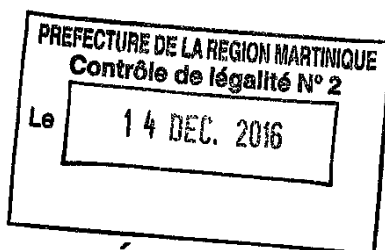
Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-369-1

PORTANT MISE EN PLACE DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et de la famille ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-1775 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu le décret n°2016-209 du 26 février 2016 relatif à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisé le lancement des travaux préparatoires à la mise en place de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie

ARTICLE 2 : Est approuvée la convention ci-jointe à passer avec la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) qui définit les modalités d'accompagnement de la mise en place du dispositif de la conférence des financeurs de prévention de la perte d'autonomie et les modalités de l'appui financier apporté par la CNSA à cet accompagnement.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder en conseil exécutif par voie d'arrêté délibéré aux ajustements éventuels et prendre toutes mesures tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

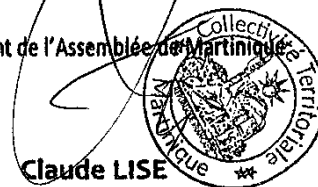
ARTICLE 4 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention mentionnée à l'article 2 et pour prendre et signer tous les actes et les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

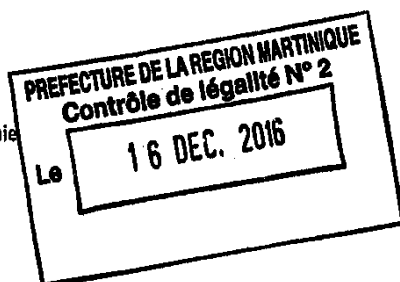
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération n°16-369-1



Convention au titre de la section V du budget de la CNSA

pour l'accompagnement de la mise en place de la Conférence des financeurs
de la prévention de la perte d'autonomie

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE 2016 - 2017

Entre, d'une part,

La CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE

Établissement public à caractère administratif

Domiciliée à 66, avenue du Maine - 75382 PARIS Cedex 14, représentée par sa directrice,
Madame

Ci-après désignée « la CNSA »

Et, d'autre part,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston Defferre –
97201 FORT DE France, représentée par le Président du Conseil Exécutif en exercice,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par
délibération de l'assemblée de Martinique n°

Ci-après désignée « la CTM »

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité de Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'article L. 14-10-5 V du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le budget rectificatif adopté par le Conseil de la CNSA en date du 5 juillet 2016;

Vu la délibération n°16-369-1 de l'assemblée plénière de la collectivité territoriale de Martinique du jeudi 24 novembre 2016

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

PRÉAMBULE

La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement prévoit la mise en place dans chaque département d'une conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

Innovation importante de la loi précitée, le dispositif de la Conférence des financeurs est destiné à favoriser et approfondir la concertation entre le Département, qui assure la présidence de cette instance de gouvernance, et les autres acteurs intervenant dans le financement de la prévention de la perte d'autonomie, notamment l'Agence régionale de Santé, qui assure la vice-présidence de la Conférence.

La préfiguration du dispositif dans 24 territoires a mis en exergue l'importance des travaux préparatoires de conception du programme coordonné des actions de prévention, de la définition des modalités de sa mise en œuvre et ainsi que de son pilotage. L'accompagnement financier par la CNSA de cette préfiguration a été un facteur facilitateur pour la mise en œuvre de ce dispositif nouveau. La présente convention vient apporter un soutien de même nature à la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

Article 1 : Objet et durée de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accompagnement de la mise en place du dispositif de la conférence des financeurs de prévention de la perte

d'autonomie et les modalités de l'appui financier apporté par la CNSA à cet accompagnement.

Le soutien financier de la CNSA est destiné à contribuer à l'ingénierie de mise en place des actions suivantes :

- élaboration du diagnostic des besoins des personnes âgées de soixante ans et plus et de leurs aidants ;
- recensement des initiatives locales ;
- définition d'un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention ;
- définition des modalités de mise en œuvre du programme ;
- définition des modalités de pilotage du programme et des concours nationaux mentionnés au V de l'article L.14-10-5 du code de l'action sociale et des familles.

Toute modification du périmètre des actions éligibles susmentionnées doit être portée à la connaissance de la CNSA et requiert l'accord préalable de la Caisse.

La présente convention, qui prend effet à compter de sa date de signature par la Directrice de la CNSA, est valable jusqu'au 31 décembre 2017. Elle sera notifiée au Payeur Territorial de la Martinique.

Article 2 : Montant du soutien financier de la CNSA

L'appui financier de la CNSA à l'accompagnement à la mise en place de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie sur le territoire de la Martinique est d'un montant total de 60 000 € (soixante mille euros).

Article 3 : Modalités de versement du soutien de la CNSA

Le soutien de la CNSA sera versé suivant les modalités suivantes :

- en 2016, un versement de 40 000 € (quarante mille euros) sera effectué au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de signature de la présente convention;
- le solde du soutien financier de la CNSA est établi en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées. D'un montant maximum de 20 000 € (vingt mille euros), il sera versé dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la CNSA.

Les sommes seront versées sur le compte bancaire de la collectivité, référencé par les coordonnées IBAN (International Bank Account Number) fournies par la CTM. Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à la CNSA.

Article 4 – Exécution de tout ou partie des actions par un tiers

Le reversement à un tiers, sous forme de subvention, de tout ou partie de la participation de la CNSA est, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget, interdit.

Toutefois, la délégation à un tiers de tout ou partie de l'exécution des actions prévues dans le cadre de la présente convention autorise la délégation des crédits nécessaires aux fins de prise en charge des dépenses considérées. Dans cette hypothèse, la CTM assure la traçabilité de cette opération selon les modalités prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 5 : Engagement de la CTM

La CTM s'engage à :

- initier les travaux de la conférence des financeurs dès 2016, conformément à l'article 1 de la présente convention ;
- transmettre, au plus tard un an après la date signature de la présente convention, pour paiement du solde, un bilan et un compte rendu financier de la mise en œuvre des actions financées au titre de la présente convention. Ces documents, fournis en deux exemplaires, doivent être datés et signés de la personne habilitée à cet effet ;
- se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par la CNSA ou un tiers mandaté par elle ;
- assurer le contrôle de la réalité des dépenses effectuées conformément à la présente convention et à ses objectifs ;
- conserver les pièces justificatives de ces dépenses jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit trois ans après le dernier paiement effectué par la CNSA ;
- garantir la traçabilité de l'emploi de la subvention globale de la CNSA

Les rapports sont envoyés en format papier à la direction de la compensation de la CNSA et par voie électronique à l'adresse suivante : conferencedesfinanceurs@cnsa.fr .

Au cas où le contrôle fait apparaître que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1, la CNSA procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par la CTM dans les douze mois suivants le terme de la présente convention.

La Directrice de la CNSA est responsable du contrôle technique et comptable de la présente convention.

Article 6 : Mention du soutien de la CNSA

La CTM s'engage à faire mention de la participation de la CNSA sur tout support de communication et dans ses relations avec les tiers relatives à l'objet de la présente convention.

Toutefois, cette mention de la participation de la CNSA n'implique pas automatiquement l'utilisation du logo de la Caisse, l'utilisation de ce logo n'étant possible qu'après validation formelle par la CNSA du contenu dudit document. Si la mention du logo de la CNSA est acceptée, le logo sera fourni par la direction de la communication qui validera sa bonne utilisation avant impression.

La CNSA se réserve le droit de refuser que son logo soit utilisé ou que sa participation soit mentionnée.

Article 7 : Propriété intellectuelle

La CTM détient la propriété intellectuelle des travaux mentionnés à l'article 1 de la présente convention. Elle autorise la CNSA à diffuser un résumé desdits travaux à titre gracieux, notamment sur son site internet et sur l'extranet réservé aux membres de son Conseil scientifique.

Article 8 : Sécurité et confidentialité des données

La CTM s'engage à faire respecter les obligations de sécurité et de confidentialité des données par toute personne intervenant dans le recueil ou le traitement de l'information conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, notamment de demander l'autorisation de la CNIL pour le traitement des données indirectement nominatives relatives à l'état de santé.

La CTM s'engage, si nécessaire, à demander l'avis d'un Comité de protection des personnes, l'avis du Comité consultatif pour le traitement informatique en matière de recherche dans le domaine de la santé (CCTIRS) en amont de la demande d'autorisation de la CNIL.

Article 9 : Sanction et résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Dans ce cas, la CNSA pourra réclamer le remboursement de tout ou partie des sommes versées au département au titre de la présente convention.

La non-production des documents mentionnés à l'article 5 de la présente convention ou des justificatifs financiers réclamés par la CNSA justifiera la restitution par la CTM de tout ou partie de la subvention versée.

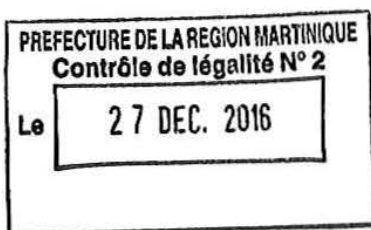
Article 10 : Litiges

Les litiges survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention, à défaut d'accord amiable intervenu entre les parties, seront portés devant le Tribunal administratif de Paris.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

La Directrice de la CNSA

Le Président du Conseil exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-370-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) POUR LA CONSTRUCTION DE 7 LLTS AU TITRE DES CRÉDITS D'INSERTION

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4435-1;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, Conseiller Exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de quatre-vingt-dix-huit mille euros (98 000 €) à la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) pour la construction de sept (7) logements locatifs très sociaux (LLTS) au titre des crédits d'insertion.

ARTICLE 2 : La subvention mentionnée à l'article 1 est versée à la demande de la société SEMAG selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % sur présentation de l'arrêté autorisant le permis de construire, de la déclaration d'ouverture de chantier ou de l'ordre de service de démarrage du chantier,
- Le solde sur présentation de la déclaration d'achèvement des travaux.

Pour les ventes en état futur d'achèvement (VEFA), la copie du contrat de réservation est requise.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 905 sur l'autorisation de programme aide à la construction de Logements Locatifs Très Sociaux du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée au Président du conseil exécutif de Martinique pour signer la convention conformément au projet joint, et pour prendre tous les actes et signer tous les documents dans le cadre de la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-370-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



**CONVENTION
RELATIVE AU FINANCEMENT
DE LA CONSTRUCTION DE 7 LLTS
AU TITRE DES CREDITS D'INSERTION
98 000 €
EXERCICE 2016**

ENTRE

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif**

ET

LE BAILLEUR SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE

ENTRE D'UNE PART

La Collectivité Territoriale de Martinique, sise Rue Gaston Deffere Cluny 97201 Fort-de-France, représentée par le président du Conseil Exécutif en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE.

ET D'AUTRE PART

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) sise lotissement grand-camp BP 289 Boisripeaux la rocade Les ABYMES, représentée par son (sa), Président(e) en exercice, Monsieur X, Madame

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement des Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS) au titre des crédits d'insertion découle de l'arrêté du 21 juin 1999, relatif aux prêts aidés par l'État et aux subventions de l'État aux organismes réalisant des LLTS dans les départements d'Outre-mer, qui pose le principe du financement au titre des crédits d'insertion des LLTS.

L'engagement financier de la Collectivité Territoriale de Martinique vient en complément de celui de l'Etat acté par l'arrêté Ligne Budgétaire Unique (LBU)

L'objectif de cette participation est de diminuer le coût de sortie des loyers de ces logements, afin de faciliter l'accès et le maintien dans un logement social des personnes défavorisées, et d'adapter le parc de logements sociaux publics aux capacités financières de ce public.

Article premier : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique participe au financement de la construction de 07 LLTS opérée par le bailleur social public SEMAG – OPERATION : PLAISANCE (ETANG Z ABRICOT FORT-DE-FRANCE)

Article deuxième : Modalités de versement de la subvention d'investissement au bailleur social public SEMAG -

Cette subvention d'un montant de **98 000 €** sera versée à la demande de la société SEMAG selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % sur présentation de l'arrêté autorisant le permis de construire, de la déclaration d'ouverture de chantier ou de l'ordre de service de démarrage du chantier,
- Le solde sur présentation de la déclaration d'achèvement des travaux.

1

Article troisième : Obligation des parties

A – Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) s'engage à procéder, sous réserve de ses disponibilités budgétaires, au versement de la subvention portant participation financière à la construction de 07 Logements Locatifs Très Sociaux.

La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fonction des documents budgétaires annuels dans la limite des crédits disponibles.

B – Obligations de la société SEMAG :

La société SEMAG s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions,
- fournir un dossier de participation,
- fournir un compte-rendu, des opérations financées par la Collectivité Territoriale de Martinique, au terme de chaque exercice budgétaire.

Elle s'engage à faire état par tout moyen de la contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique à la réalisation de ses objectifs.

Elle s'emploie enfin, à faire apparaître sur tous les supports informatifs ou promotionnels, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article quatrième : Durée

La durée de la présente convention financière s'étale de sa notification à l'achèvement des travaux.

Article cinquième : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses de cette convention financière annuelle.

La résiliation se fera par lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 3 mois.

La Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de suspendre le paiement de la subvention d'investissement ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées.

Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

2

Article sixième : Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Fort-de-France, le

En deux exemplaires originaux, dont un remis à chacune des parties signataires.

La Collectivité Territoriale de Martinique
Le Président du Conseil Exécutif
Alfred MARIE-JEANNE

La Société d'Economie Mixte
d'Aménagement de la Guadeloupe
Le Président



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-371-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°12-470-1 RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'EHPAD LES MADRÉPORES POUR LA RECONSTRUCTION DE L'ETABLISSEMENT

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération n°12-470-1 du 17 avril 2012 portant octroi d'une subvention à l'EHPAD "LES MADRÉPORES" (Reconstruction de l'établissement) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la délibération n°12-470-1, susvisée, est modifié comme suit:

« Article 2: Cette somme sera imputée au chapitre 904-410 article 204182 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités prévues par convention »

ARTICLE 2 : L'article 3 de la de la délibération est modifié comme suit :

« mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération ».

ARTICLE 3 : L'article 1 de la délibération demeure sans changement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

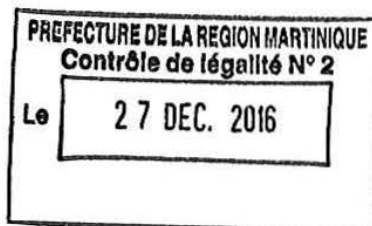


Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-372-1

PORTANT OCTROI DE SUBVENTION À LA LIGUE CONTRE LE CANCER POUR L'ORGANISATION DE LA 7^{ÈME} ÉDITION DU RELAIS POUR LA VIE EN OCTOBRE 2016

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de dix mille euros (10 000 €) à la ligue Contre le Cancer Comité Martinique pour l'organisation de la 7^{ème} édition du « relais pour la vie » en octobre 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934-410 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédit de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Exercice 2016 : 10 000 €

ARTICLE 3 : La subvention mentionnée à l'article 1 est versée sous présentation d'un rapport d'exécution et d'un bilan financier datés, signés, et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes mesures et signer tous les actes et documents dans le cadre de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

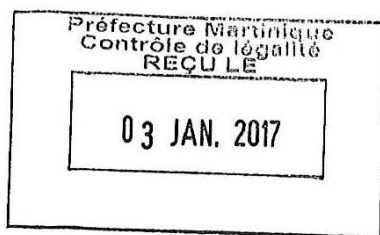
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE*





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 03 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-373-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL REX

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17/11/2015 par la Commission européenne ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17/12/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEADER ;

Vu la demande de l'entreprise SARL REX en date du 23 mars 2015 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 20 septembre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER s'élevant à deux cent vingt-cinq mille cinq cent-cinq euros cinquante-huit centimes (225 505,58 €), soit 54,90% du coût total prévisionnel éligible est attribuée à la SARL REX.

Le coût total éligible de l'opération se monte à 410 765,06 euros.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de Développement rural de la Martinique 2014-2020.

ARTICLE 2 : L'aide correspondante est versée selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.


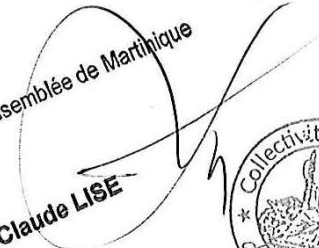
ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-374-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EUROPÉENNE POUR L'ENTREPRISE PROCHIMIE INDUSTRIES SA AU TITRE DE L'AXE 5.2.1

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA.39297 (2014/X) - Mesure de soutien au transport (Compensation des surcoûts de transport et aide au transport des déchets dangereux) ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEADER/FSE ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de PROCHIMIE INDUSTRIE SA en date du 30 mars 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariat en date du 30 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances, Programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Développement Economique et Tourisme le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de quatre cent quatre-vingt-neuf mille cent cinquante euros (489 150 €) soit 45% de l'assiette éligible de 1 087 000 €, à l'entreprise « PROCHIMIE INDUSTRIE SA » - n°Synergie MQ0004743 », au titre de l'axe 5-2-1 « Compensation de surcoût Fret (Intrants et/ou Extrants) 2016 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au titre du FEDER, au chapitre 930-5/0521 6574 du budget de la Collectivité Territoriale et versé selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 100% en crédit de paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la collectivité territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA Délibération N°16-374-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

l'Europe
s'engage
en Martinique

Annexe 15



PO FEDER/FSE 2014-2020 Région Martinique

Convention attributive d'une aide européenne FEDER ou FSE

**N° Année - Axe – mes – sous-mes
Dossier N°MQ 000...**

Bénéficiaire :
SIRET :
Adresse complète :
Nom et Qualité du signataire :
Intitulé de l'opération :
N° Synergie

Axe prioritaire	
Mesure	
Sous-Mesure	
Assiette éligible :	
Montant de l'aide UE:	€uros
Imputation budgétaire :	
Montant de l'aide CTM:	€uros
Imputation budgétaire :	
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)
Comptable assignataire	Payeur Territorial
Service :	

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Pour le FEDER Vu le règlement (UE) n° «1301/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;

OU

- Pour le FSE Vu le règlement (UE) n° «1304/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds social européen » » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;
- Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général ;
- Vu Règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480 du 3 mars 2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu la décision de la Commission du 19 décembre 2013 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.
- Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel «FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;
- Vu l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- Vu le régime d'aide d'Etat notifié/exempté n° « ... » du « date » ;
- Vu le code des marchés publics ;

- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 portant création de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre de programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu les « méthodes et critères de sélection » et le « document de mise en œuvre » fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 », validés par les instances régionales compétentes ;
- Vu la demande d'aide européenne de l'opération « intitulé » présentée par le bénéficiaire le « date » ;
- Vu l'acte juridique passé entre le bénéficiaire chef de file « intitulé », et les partenaires signé le « date ».
- Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du « date »,
- Vu la délibération n° 16-86-1 du 25 avril 2016 de l'Assemblée de Martinique portant résiliation de délégation de tâches ou de gestion au Groupement d'Intérêt Public Martinique Europe Performance et donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour diverses mesures liées ;
- Vu la délibération n° XX du XX mois 201X de l'assemblée Plénière de l'Assemblée de Martinique portant approbation de l'opération « XXX » au profit de la société XXX.
- Vu l'arrêté délibéré n° XX du XX mois 201X du Conseil Exécutif portant approbation de l'opération « XXX » au profit de la société XXX.

Entre la **Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)**, représentée par son Président, Monsieur Alfred Marie-Jeanne,

Et le **bénéficiaire**, représenté(e) par < Nom, fonction >, bénéficiaire de l'aide < fonds européen concerné > et du cofinancement CTM.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le Service instructeur <Intitulé du service instructeur> qui transmet, le cas échéant, les informations aux autres services concernés. Il est situé <adresse et coordonnées exactes> pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée <intitulé de l'opération>, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une aide du < fonds européen concerné > dans les conditions fixées par la présente convention et conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique, pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre :

- Axe :
- Priorité d'investissement :
- Objectif stratégique :
- Mesure :
- Sous-mesure :

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et dans l'annexe technique et financière, *précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*, qui complète la convention et constitue une pièce contractuelle.

ARTICLE 2 - Période d'exécution de l'opération

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du < Date de démarrage de l'opération > au < Date de fin de l'opération >, conformément à l'échéancier de réalisation précisé dans l'annexe technique et financière.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» du commencement d'exécution de l'opération. Le bénéficiaire devra apporter la preuve du début d'exécution de l'opération par tout document. Ces éléments seront préalablement examinés puis le cas échéant validés par le service instructeur.

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été commencée à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de sa notification, sauf autorisation donnée par la «CTM», sur demande justifiée et écrite du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» de la fin de l'exécution de l'opération. Il transmet à cet effet au service instructeur une déclaration de fin de travaux.

Il s'engage par ailleurs à transmettre dans un délai de 2 mois maximum à partir de la «date de fin d'éligibilité des dépenses.» son bilan final d'exécution accompagné des pièces comptables et non comptables.

L'opération doit être réalisée avant la date prévue, soit le < Date de fin de l'opération > sauf prorogation accordée par la «CTM» par voie d'avenant, sur demande écrite justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

ARTICLE 3 – Eligibilité des dépenses

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses :

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération, qu'elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l'assiette éligible que des dépenses conformes aux dispositions réglementaires, et répondant aux critères définis dans le programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, aux critères de sélection et au document de mise en œuvre.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déjà déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme, par un autre programme européen ou par toute autre aide publique.

Période d'éligibilité et justification des dépenses :

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire, payées et acquittées à compter du « date de début d'éligibilité des dépenses » « date de la demande » et jusqu'au « date de fin d'éligibilité des dépenses. », qui correspond à la date de fin de la période de conventionnement.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) et/ou par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

- pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;
- pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Option de coûts simplifiés (Spécifique FSE)

Conformément à l'article 14 du règlement FSE le recours aux coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations dont le soutien public ne dépasse pas 50 000,00 €. Il sera mis en œuvre de la manière suivante :

- ☐ coûts unitaires dont l'unité est le nombre de participant au terme de l'opération
- ☐ taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel pour le calcul des autres coûts

Dans ce cas le bénéficiaire devra fournir tout justificatif probant de la réalisation physique de l'opération. Aucune pièce justificative comptable n'est requise.

Nota Bene : En cas de dépenses qui ont fait l'objet d'une procédure de coûts simplifiés, les pièces justificatives comptables des dépenses concernées ne sont pas requises. Il est nécessaire de préciser la forme, la référence juridique applicable, et la méthode (ex : taux forfaitaires applicables, barème standard de coûts unitaires dont l'unité choisie, montant forfaitaire, etc...) utilisée.

Nota Bene : En cas de dépenses indirectes il est nécessaire d'indiquer la clé de proratisation retenue

Nota Bene : La convention doit être ajustée en prenant en compte certains types de dépenses (ex : crédit-bail, contribution en nature, sous-traitance, etc...)

Nota Bene : La convention doit être ajustée en cas de dépenses acquittées par un tiers, ou de dépenses supportées par des partenaires dans le cadre d'une opération collaborative

Nota Bene : Il peut être envisagé d'indiquer dans la convention que le libellé de la facture mentionne explicitement l'intitulé de l'opération.

Nota Bene : La période d'éligibilité des dépenses doit être cohérente par rapport à la période d'exécution de l'opération.

ARTICLE 4 - Montant de l'aide européenne

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de : < montant en chiffres> euros, montant en lettres < HT **OU** TTC >.

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

- Le montant maximum prévisionnel de la **participation du FEDER** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût total prévisionnel éligible.
- Le montant maximum prévisionnel de la **participation CTM** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût prévisionnel éligible.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer la CTM, dès qu'il en a connaissance et dans tous les cas avant la fin de l'opération, ce qui fera procéder au réexamen du dossier par les instances de programmation. En cas de manquement de cette obligation, la CTM pourra exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel des montants payés.

L'aide européenne pourra dans ce cas être revue à la baisse afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

ARTICLE 5 – Modalités de paiement de l'aide européenne

Sous réserve de disponibilités des crédits correspondants, les modalités de paiement des aides s'établissent comme suit :

- Au titre d'une **avance** d'un montant maximal de 20% du montant de l'aide prévisionnelle, à la signature de la convention, sur demande expresse dûment motivée du bénéficiaire et présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération, sous réserve de disponibilité de crédits et après avis du service instructeur ;
- Au titre d'**acompte(s)**, au prorata des dépenses réalisées et justifiées dans la limite de 80 % du montant maximum des aides en cofinancement accordées, déduction faite de l'avance versée le cas échéant ; le bénéficiaire s'engage à déposer à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes un état récapitulatif détaillé de ses dépenses réalisées accompagné des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées conformément au programme retenu, payées par le bénéficiaire et acquittées.
- Au titre de versement du **solde** : de 20% calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel du cofinancement, déduction faite de l'avance et des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire, dans le délai prévu à l'article 2 d'un compte-rendu d'exécution final de l'opération, de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles, de la production des décisions des co-financeurs (délibérations des organismes publics) si elles n'ont pas encore été produites et d'un état des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde).

En cas de désaccord entre le service instructeur et le bénéficiaire sur le montant justifié retenu, un délai de 30 jours est accordé au porteur de projet pour transmettre les éléments complémentaires susceptibles de réviser la position du service instructeur.

Au-delà de cette date, le service instructeur informe, par courrier, le porteur de projet de sa décision définitive.

Les voies et délais de recours seront mentionnés sur ce courrier de décision.

Le comptable assignataire procède au versement de l'aide sur le compte du bénéficiaire selon les coordonnées suivantes :

< Etablissement bancaire >

N° IBAN : < ... >
Code BIC : <... >

ARTICLE 6 - Conditions de versement de l'aide européenne

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de <taux max d'aide publique % - **A préciser uniquement si inférieur à 100%.**
- de la réalisation effective des dépenses éligibles réparties par postes de dépenses vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur et en fonction des conclusions du rapport de contrôle de service fait (certification des dépenses réalisées, payées et acquittées sur la base de justificatifs) effectué par le service instructeur.
- de la disponibilité des crédits européens.

Et, notamment **au moment du paiement du solde de l'aide, sous réserve :**

- du renseignement des indicateurs de réalisation et de la justification des écarts éventuellement constatés.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la réalisation d'une visite sur place obligatoire pour tous les projets dont le coût total est supérieur à 500 000 € ainsi que les projets identifiés dans le cadre de la méthode d'échantillonnage représentatif du programme.

Le versement de l'aide européenne pourra être interrompu ou suspendu par «CTM» dans le cas où une enquête est lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité affectant la dépense concernée ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation de l'opération

Suivi de l'exécution de la convention

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier indiqué dans l'annexe technique et financière et à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier la réalisation de l'opération.

Dans le cas d'investissements publics générateurs de recettes, le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement un état certifié des recettes perçues.

Suivi des indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur les données sur l'avancement des indicateurs de réalisation et/ou de résultat afférents à l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'atteinte des cibles fixées des indicateurs de réalisation et/ou de résultat. En cas de différence observée entre les valeurs prévues et les réalisations/résultats effectifs, le bénéficiaire s'engage à fournir une note explicative détaillée.

Evaluation

La «CTM» pourra solliciter le bénéficiaire pour les besoins des évaluations qui seront menées dans le cadre du programme.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à répondre à ces sollicitations.

Echanges de données électroniques

Le bénéficiaire s'engage à saisir et à transmettre les informations requises et fiables à «CTM» dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Ces informations permettent au service

instructeur d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire. Il s'engage également à informer la «CTM» des modifications apportées dans le portail de dématérialisation :

https://portail.synergie.asp-public.fr/e_synergie/

ARTICLE 8 – Contrôles/Audits

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'autorité de gestion et par toute autorité commissionnée par l'Etat ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens (Commission européenne, OLAF, Cour des comptes européenne).

Il s'engage à présenter aux contrôleurs/auditeurs tous les documents de l'opération et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et payées par le bénéficiaire jusqu'au délai prévu à l'article 12 de la présente convention.

La «CTM» pourra également réaliser des contrôles sur pièces et sur place, sur la base d'un échantillonnage représentatif du programme. Ces vérifications donnent lieu à un rapport signé et daté par le contrôleur et à une procédure contradictoire.

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, la «CTM» pourra avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement. La «CTM» pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et ceux de la CTM le cas échéant.

Les bénéficiaires personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informe ceux-ci des éventuels recours juridictionnels.

ARTICLE 9 – Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le FEDER, un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu.

La comptabilité du bénéficiaire doit permettre une réconciliation des dépenses et des ressources déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

ARTICLE 10 – Modification ou abandon de l'opération

Modification de l'opération :

Toute modification de l'opération doit être notifiée par le bénéficiaire au service instructeur, dès qu'il en a connaissance, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

Après examen, le service instructeur prend les dispositions nécessaires et le cas échéant établit un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans la zone géographique couverte par le programme.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante dans les 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

Il revient à la «CTM» de décider si l'opération a été modifiée ou non au regard des informations communiquées par le bénéficiaire, du contexte et de la réglementation applicable.

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par la «CTM» au prorata de la période pendant laquelle il n'a pas été satisfait aux exigences.

Abandon de l'opération :

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par écrit la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération. Le service instructeur définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 11 – Publicité et respect des politiques européennes et nationales

Publicité :

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne au financement de son opération, selon les dispositions prévues par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et les règlements délégués et d'exécution le cas échéant. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération la participation de l'Union européenne via le <fonds>. Le public concerné par les actions devra également être informé des cofinancements publics (européens, nationaux).

La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « [intitulé de l'opération] est cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du < programme / fonds > » et s'accompagne de l'emblème de l'Union européenne.

Le bénéficiaire est informé que la liste de l'ensemble des bénéficiaires d'aides communautaires sera publiée sur internet.

Le contrôle du respect de ces obligations s'effectuera :

- à l'occasion de la demande de versement du solde de la subvention, le bénéficiaire étant tenu de produire tous les justificatifs de mise en œuvre de ces obligations (photos, documents publiés,...)
- à l'occasion de visites de contrôles sur sites.

Par ailleurs, ce non-respect entraînera l'annulation de ladite subvention et une demande de reversement des acomptes déjà versés par l'émission d'un titre de recettes.

Respect des politiques européennes :

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes (qui lui sont opposables) et notamment les :

- Règles sectorielles : règles de concurrence, d'aide d'Etat, de l'environnement et de la commande publique,
- Principes horizontaux : principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination, de développement durable.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Il s'engage à respecter le cas échéant la réglementation concernant les investissements générateurs de recettes.

ARTICLE 12 - Archivage et durée de conservation des documents

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver *dans un lieu unique* le dossier technique, financier et administratif de l'opération.

En application de l'article 140 du règlement 1303/2013 du 17 décembre 2013, tous les documents doivent être accessibles pendant la durée de conservation suivante :

- Pour les opérations inférieures à 1 000 000 € en dépenses éligibles, une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.
- Pour les autres opérations : la durée de conservation des pièces justificatives est de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.

Les pièces justificatives à conserver concernent, en accord avec l'article 25 du Règlement délégué (UE) n°480/2014 :

- les dépenses acquittées dans le cadre de la réalisation du projet,
- les données relatives aux réalisations et aux résultats du projet, et celles permettant de rapprocher ces éléments avec les indicateurs du programme,
- le cas échéant les documents sur la base desquels les coûts forfaitaires ont été calculés, ainsi que les coûts éligibles auxquels s'appliquent ces taux,
- le paiement de la contribution publique,
- le cahier des charges (CCTP) des maîtres d'ouvrage publics et le plan de financement, ainsi que les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés,
- les contrôles de gestion et d'audit réalisés sur l'opération.

ARTICLE 13 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

La CTM et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats :

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à la «CTM» le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 14 – Assurance

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile. Tout au long de la durée d'exécution de la présente convention, il fera son affaire personnelle du paiement des primes et cotisations afférentes à l'opération précitée, sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause.

ARTICLE 15 - Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

ARTICLE 16 : Résiliation et reversement

La CTM se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés, en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération ;
- de la modification du plan de financement de l'opération sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
- d'une modification importante de l'opération affectant sa pérennité prévue à l'article 10 ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude/corruption avérée,
- du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Cette résiliation est effectuée par courrier avec accusé réception.

La résiliation de la convention peut être sollicitée également par le bénéficiaire qui en informe la « CTM » par courrier avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la « CTM » les ultimes pièces justificatives manquantes du dossier et à les conserver sur une période déterminée.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité.

ARTICLE 16 : Contentieux et recours

En cas de litige, le bénéficiaire dispose de la possibilité de présenter un recours gracieux auprès des financeurs et signataires qui peut s'exercer dans un délai de 2 mois.

En outre, les décisions de la « CTM » prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par le bénéficiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente dans le cas d'un recours gracieux.

ARTICLE 17 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont :

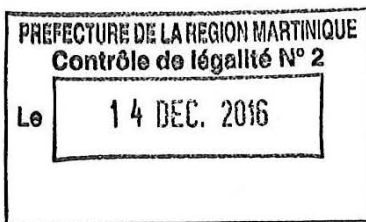
- le présent document ;
- l'annexe 1 : la notification de décision
- l'annexe 2 : Fiche synthétique technique de l'opération incluant le calendrier de réalisation
- l'annexe 3 : Plan de financement / poste de dépenses et ressources
- l'annexe 4 : Justifications des co-financeurs (arrêté délibération)
- l'annexe 5 : Relevé d'Identité Bancaire (si pertinent)
- l'annexe 6 : Indicateurs de réalisation

Fait à _____, le _____

En 3 exemplaires :

Le bénéficiaire, (nom et qualité du signataire)

Le Président du Conseil Exécutif de la
CTM (nom et qualité du signataire)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-375-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE À LA SAS BELLONIE ET BOURDILLON SUCCESSEURS OPÉRATION SYNERGIE MQ0002671

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu la décision n°C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité de la Martinique pour l'exercice 2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 donnant mandat au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour attribuer, par arrêtés délibérés pris en Conseil Exécutif, les aides relevant des fonds européens et celles intervenant en cofinancement de ces dossiers pour lesquelles le coût total des projets relevant du FEDER est inférieur à huit cent mille euros (800 000 €) ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée le 29 août 2016 et du 10 août 2015 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale du 18 octobre 2016 par l'entreprise SAS BELLONIE et BOURDILLON ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances, Programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Développement Agricole, Agro-transformation et élevage le 17 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Développement Économique et Tourisme le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de un million sept cent trente-et-un mille trois cent trente-quatre euros (1 731 334 €) soit 41.7% de l'assiette éligible de 4 148 354 €, à l'entreprise « SAS BELLONIE ET BOURDILLON SUCCESEURS»- n°Synergie MQ0002671 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à quatre million cent quarante-huit mille trois cent cinquante-quatre euros (4 148 354 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à deux-cent soixante-dix-neuf mille quatre cent dix euros (279 410,00 €) soit 6.7% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906/632/20421 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

- Pour la part FEDER, s'élevant à un million quatre-cent cinquante et un mille neuf cent vingt-quatre euros (1 451 924 €) soit 35% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5/052/20421 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :
100% en crédit paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


ANNEXE A LA Délibération N°16-375-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

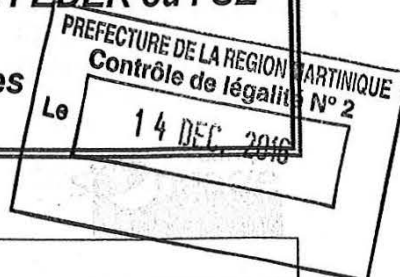
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



PO FEDER/FSE 2014-2020 Région Martinique

Convention attributive d'une aide européenne FEDER ou FSE

**N° Année - Axe – mes – sous-mes
Dossier N°MQ 000...**



Bénéficiaire :	
SIRET :	
Adresse complète :	
Nom et Qualité du signataire :	
Intitulé de l'opération :	
N° Synergie	

Axe prioritaire	
Mesure	
Sous-Mesure	
Assiette éligible :	
Montant de l'aide UE:	€uros
Imputation budgétaire :	
Montant de l'aide CTM:	€uros
Imputation budgétaire :	
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)
Comptable assignataire	PAYEUR REGIONAL
Service :	

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Pour le FEDER Vu le règlement (UE) n° «1301/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « *Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi »* » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;

OU

- Pour le FSE Vu le règlement (UE) n° «1304/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds social européen » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;
- Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général ;
- Vu Règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480 du 3 mars 2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu la décision de la Commission du 19 décembre 2013 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.
- Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel «FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;
- Vu l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- Vu le régime d'aide d'Etat notifié/exempté n° « ... » du « date » ;
- Vu le code des marchés publics ;

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 portant création de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre de programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu les « méthodes et critères de sélection » et le « document de mise en œuvre » fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 », validés par les instances régionales compétentes ;
- Vu la demande d'aide européenne de l'opération « intitulé » présentée par le bénéficiaire le « date » ;
- Vu l'acte juridique passé entre le bénéficiaire chef de file « intitulé », et les partenaires signé le « date ».
- Vu l'avis du *Comité Technique Régional* du « date »,
- Vu la décision du *le Comité de Programmation Stratégique* du « date »
- Vu la délibération n° 16-86-1 du 25 avril 2016 de l'Assemblée de Martinique portant résiliation de délégation de tâches ou de gestion au Groupement d'Intérêt Public Martinique Europe Performance et donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour diverses mesures liées ;

Entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), représentée par son Président, Monsieur Alfred Marie-Jeanne,

Et le bénéficiaire, représenté(e) par < Nom, fonction >, bénéficiaire de l'aide < fonds européen concerné> et du cofinancement CTM.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le Service instructeur <Intitulé du service instructeur> qui transmet, le cas échéant, les informations aux autres services concernés. Il est situé <adresse et coordonnées exactes> pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée <intitulé de l'opération >, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une aide du < fonds européen concerné > dans les conditions fixées par la présente convention et conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique, pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre :

- Axe :
- Priorité d'investissement :
- Objectif stratégique :
- Mesure :
- Sous-mesure :

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et dans l'annexe technique et financière, *précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*, qui complète la convention et constitue une pièce contractuelle.

ARTICLE 2 - Période d'exécution de l'opération

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du < Date de démarrage de l'opération > au < Date de fin de l'opération >, conformément à l'échéancier de réalisation précisé dans l'annexe technique et financière.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» du commencement d'exécution de l'opération. Le bénéficiaire devra apporter la preuve du début d'exécution de l'opération par tout document. Ces éléments seront préalablement examinés puis le cas échéant validés par le service instructeur.

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été commencée à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de sa notification, sauf autorisation donnée par la «CTM», sur demande justifiée et écrite du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» de la fin de l'exécution de l'opération. Il transmet à cet effet au service instructeur une déclaration de fin de travaux.

Il s'engage par ailleurs à transmettre dans un délai de 2 mois maximum à partir de la «date de fin d'éligibilité des dépenses.» son bilan final d'exécution accompagné des pièces comptables et non comptables.

L'opération doit être réalisée avant la date prévue, soit le < Date de fin de l'opération > sauf prorogation accordée par la «CTM» par voie d'avenant, sur demande écrite justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

ARTICLE 3 – Eligibilité des dépenses

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses :

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération, qu'elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l'assiette éligible que des dépenses conformes aux dispositions réglementaires, et répondant aux critères définis dans le programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, aux critères de sélection et au document de mise en œuvre.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déjà déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme, par un autre programme européen ou par toute autre aide publique.

Période d'éligibilité et justification des dépenses :

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire, payées et acquittées à compter du « date de début d'éligibilité des dépenses » « date de la demande » et jusqu'au « date de fin d'éligibilité des dépenses. », qui correspond à la date de fin de la période de conventionnement.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) et/ou par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

- pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;
- pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Option de coûts simplifiés (Spécifique FSE)

Conformément à l'article 14 du règlement FSE le recours aux coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations dont le soutien public ne dépasse pas 50 000,00 €. Il sera mis en œuvre de la manière suivante :

- ☐ coûts unitaires dont l'unité est le nombre de participant au terme de l'opération
- ☐ taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel pour le calcul des autres coûts

Dans ce cas le bénéficiaire devra fournir tout justificatif probant de la réalisation physique de l'opération. Aucune pièce justificative comptable n'est requise.

Nota Bene : En cas de dépenses qui ont fait l'objet d'une procédure de coûts simplifiés, les pièces justificatives comptables des dépenses concernées ne sont pas requises. Il est nécessaire de préciser la forme, la référence juridique applicable, et la méthode (ex : taux forfaitaires applicables, barème standard de coûts unitaires dont l'unité choisie, montant forfaitaire, etc...) utilisée.

Nota Bene : En cas de dépenses indirectes il est nécessaire d'indiquer la clé de proratisation retenue

Nota Bene : La convention doit être ajustée en prenant en compte certains types de dépenses (ex : crédit-bail, contribution en nature, sous-traitance, etc...)

Nota Bene : La convention doit être ajustée en cas de dépenses acquittées par un tiers, ou de dépenses supportées par des partenaires dans le cadre d'une opération collaborative

Nota Bene : Il peut être envisagé d'indiquer dans la convention que le libellé de la facture mentionne explicitement l'intitulé de l'opération.

Nota Bene : La période d'éligibilité des dépenses doit être cohérente par rapport à la période d'exécution de l'opération.

ARTICLE 4 - Montant de l'aide européenne

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de : < montant en chiffres> euros, montant en lettres < HT **OU** TTC >.

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

- Le montant maximum prévisionnel de la **participation du FEDER** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût total prévisionnel éligible.
- Le montant maximum prévisionnel de la **participation CTM** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût prévisionnel éligible.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer la CTM, dès qu'il en a connaissance et dans tous les cas avant la fin de l'opération, ce qui fera procéder au réexamen du dossier par les instances de programmation. En cas de manquement de cette obligation, la CTM pourra exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel des montants payés.

L'aide européenne pourra dans ce cas être revue à la baisse afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

ARTICLE 5 – Modalités de paiement de l'aide européenne

Sous réserve de disponibilités des crédits correspondants, les modalités de paiement des aides s'établissent comme suit :

- Au titre d'une **avance** d'un montant maximal de 20% du montant de l'aide prévisionnelle, à la signature de la convention, sur demande expresse dûment motivée du bénéficiaire et présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération, sous réserve de disponibilité de crédits et après avis du service instructeur ;
- Au titre d'**acompte(s)**, au prorata des dépenses réalisées et justifiées dans la limite de 80 % du montant maximum des aides en cofinancement accordées, déduction faite de l'avance versée le cas échéant ; le bénéficiaire s'engage à déposer à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes un état récapitulatif détaillé de ses dépenses réalisées accompagné des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées conformément au programme retenu, payées par le bénéficiaire et acquittées.
- Au titre de versement du **solde** : de 20% calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel du cofinancement, déduction faite de l'avance et des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire, dans le délai prévu à l'article 2 d'un compte-rendu d'exécution final de l'opération, de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles, de la production des décisions des co-financeurs (délibérations des organismes publics) si elles n'ont pas encore été produites et d'un état des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde).

En cas de désaccord entre le service instructeur et le bénéficiaire sur le montant justifié retenu, un délai de 30 jours est accordé au porteur de projet pour transmettre les éléments complémentaires susceptibles de réviser la position du service instructeur.

Au-delà de cette date, le service instructeur informe, par courrier, le porteur de projet de sa décision définitive.

Les voies et délais de recours seront mentionnés sur ce courrier de décision.

Le comptable assignataire procède au versement de l'aide sur le compte du bénéficiaire selon les coordonnées suivantes :

< Etablissement bancaire >

N° IBAN : < ... >
Code BIC : <.... >

ARTICLE 6 - Conditions de versement de l'aide européenne

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de <taux max d'aide publique % - **A préciser uniquement si inférieur à 100%.**
- de la réalisation effective des dépenses éligibles réparties par postes de dépenses vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur et en fonction des conclusions du rapport de contrôle de service fait (certification des dépenses réalisées, payées et acquittées sur la base de justificatifs) effectué par le service instructeur.
- de la disponibilité des crédits européens.

Et, notamment **au moment du paiement du solde de l'aide, sous réserve :**

- du renseignement des indicateurs de réalisation et de la justification des écarts éventuellement constatés.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la réalisation d'une visite sur place obligatoire pour tous les projets dont le coût total est supérieur à 500 000 € ainsi que les projets identifiés dans le cadre de la méthode d'échantillonnage représentatif du programme.

Le versement de l'aide européenne pourra être interrompu ou suspendu par la «CTM» dans le cas où une enquête est lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité affectant la dépense concernée ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation de l'opération

Suivi de l'exécution de la convention

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier indiqué dans l'annexe technique et financière et à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier la réalisation de l'opération.

Dans le cas d'investissements publics générateurs de recettes, le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement un état certifié des recettes perçues.

Suivi des indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur les données sur l'avancement des indicateurs de réalisation et/ou de résultat afférents à l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'atteinte des cibles fixées des indicateurs de réalisation et/ou de résultat. En cas de différence observée entre les valeurs prévues et les réalisations/résultats effectifs, le bénéficiaire s'engage à fournir une note explicative détaillée.

Evaluation

La «CTM» pourra solliciter le bénéficiaire pour les besoins des évaluations qui seront menées dans le cadre du programme.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à répondre à ces sollicitations.

Echanges de données électroniques

Le bénéficiaire s'engage à saisir et à transmettre les informations requises et fiables à «CTM» dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Ces informations permettent au service

instructeur d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire. Il s'engage également à informer la «CTM» des modifications apportées dans le portail de dématérialisation.

ARTICLE 8 – Contrôles/Audits

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'autorité de gestion et par toute autorité commissionnée par l'Etat ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens (Commission européenne, OLAF, Cour des comptes européenne).

Il s'engage à présenter aux contrôleurs/auditeurs tous les documents de l'opération et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et payées par le bénéficiaire jusqu'au délai prévu à l'article 12 de la présente convention.

La «CTM» pourra également réaliser des contrôles sur pièces et sur place, sur la base d'un échantillonnage représentatif du programme. Ces vérifications donnent lieu à un rapport signé et daté par le contrôleur et à une procédure contradictoire.

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, la «CTM» pourra avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement. La «CTM» pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et ceux de la CTM le cas échéant.

Les bénéficiaires personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informe ceux-ci des éventuels recours juridiques.

ARTICLE 9 – Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le FEDER et en accord avec la «CTM», un système extra-comptable par enlèvement des pièces justificatives peut être retenu.

La comptabilité du bénéficiaire doit permettre une réconciliation des dépenses et des ressources déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

ARTICLE 10 – Modification ou abandon de l'opération

Modification de l'opération :

Toute modification de l'opération doit être notifiée par le bénéficiaire au service instructeur, dès qu'il en a connaissance, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

Après examen, le service instructeur prend les dispositions nécessaires et le cas échéant établit un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans la zone géographique couverte par le programme. Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante dans les 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- *un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;*
- *un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;*
- *un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.*

Il revient à la «CTM» de décider si l'opération a été modifiée ou non au regard des informations communiquées par le bénéficiaire, du contexte et de la réglementation applicable.

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par la «CTM» au prorata de la période pendant laquelle les exigences n'ont pas été satisfaites.

Abandon de l'opération :

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par écrit la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération. Le service instructeur définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 11 – Publicité et respect des politiques européennes et nationales

Publicité :

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne au financement de son opération, selon les dispositions prévues par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et les règlements délégués et d'exécution le cas échéant. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération la participation de l'Union européenne via le <fonds>. Le public concerné par les actions devra également être informé des cofinancements publics (européens, nationaux).

La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « [intitulé de l'opération] est cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du < programme / fonds > » et s'accompagne de l'emblème de l'Union européenne.

Le bénéficiaire est informé que la liste de l'ensemble des bénéficiaires d'aides communautaires sera publiée sur internet.

Le contrôle du respect de ces obligations s'effectuera :

- à l'occasion de la demande de versement du solde de la subvention, le bénéficiaire étant tenu de produire tous les justificatifs de mise en œuvre de ces obligations (photos, documents publiés,...)
- à l'occasion de visites de contrôles sur sites.

Par ailleurs, ce non-respect entraînera l'annulation de ladite subvention et une demande de reversement des acomptes déjà versés par l'émission d'un titre de recettes.

Respect des politiques européennes :

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes (qui lui sont opposables) et notamment les :

- Règles sectorielles : règles de concurrence, d'aide d'Etat, de l'environnement et de la commande publique,
- Principes horizontaux : principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination, de développement durable.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Il s'engage à respecter le cas échéant la réglementation concernant les investissements générateurs de recettes.

ARTICLE 12 - Archivage et durée de conservation des documents

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver *dans un lieu unique* le dossier technique, financier et administratif de l'opération.

En application de l'article 140 du règlement 1303/2013 du 17 décembre 2013, tous les documents doivent être accessibles pendant la durée de conservation suivante :

- Pour les opérations inférieures à 1 000 000 € en dépenses éligibles, une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.
- Pour les autres opérations : la durée de conservation des pièces justificatives est de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.

Les pièces justificatives à conserver concernent, en accord avec l'article 25 du Règlement délégué (UE) n°480/2014 :

- les dépenses acquittées dans le cadre de la réalisation du projet,
- les données relatives aux réalisations et aux résultats du projet, et celles permettant de rapprocher ces éléments avec les indicateurs du programme,
- le cas échéant les documents sur la base desquels les coûts forfaitaires ont été calculés, ainsi que les coûts éligibles auxquels s'appliquent ces taux,
- le paiement de la contribution publique,
- le cahier des charges (CCTP) des maîtres d'ouvrage publics et le plan de financement, ainsi que les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés,
- les contrôles de gestion et d'audit réalisés sur l'opération.

ARTICLE 13 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

La CTM et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats :

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à la «CTM» le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 14 – Assurance

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile. Tout au long de la durée d'exécution de la présente convention, il fera son affaire personnelle du paiement des primes et cotisations afférentes à l'opération précitée, sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause.

ARTICLE 15 - Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

ARTICLE 16 : Résiliation et reversement

La CTM se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés, en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération ;
- de la modification du plan de financement de l'opération sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
- d'une modification importante de l'opération affectant sa pérennité prévue à l'article 10 ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude/corruption avérée,
- du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Cette résiliation est effectuée par courrier avec accusé réception.

La résiliation de la convention peut être sollicitée également par le bénéficiaire qui en informe la « CTM » par courrier avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la «CTM » les ultimes pièces justificatives manquantes du dossier et à les conserver sur une période déterminée.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité.

ARTICLE 16 : Contentieux et recours

En cas de litige, le bénéficiaire dispose de la possibilité de présenter un recours gracieux auprès des financeurs et signataires qui peut s'exercer dans un délai de 2 mois.

En outre, les décisions de la « CTM » prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par le bénéficiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente dans le cas d'un recours gracieux.

ARTICLE 17 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont :

- le présent document ;
- l'annexe 1 : la notification de décision
- l'annexe 2 : Fiche synthétique technique de l'opération incluant le calendrier de réalisation
- l'annexe 3 : Plan de financement / poste de dépenses et ressources
- l'annexe 4 : Justifications des co-financeurs (arrêté délibération)
- l'annexe 5 : Relevé d'Identité Bancaire (si pertinent)
- l'annexe 6 : Indicateurs de réalisation

Fait à _____, le _____

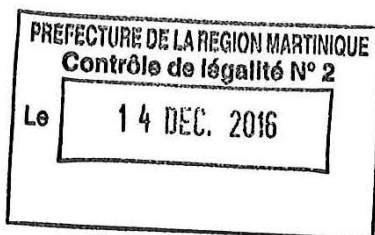
En 3 exemplaires :

Le bénéficiaire, (nom et qualité du signataire)

Le Président du Conseil Exécutif de la
CTM (nom et qualité du signataire)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-376-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE DE L'OPÉRATION "PARCOURS D'ÉVOLUTION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES : LICENCES PROFESSIONNELLES" RÉALISÉE PAR ADN FORMATION

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER/FSE ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée le 24 septembre 2015 par ADN FORMATION ;
Vu l'avis émis lors de la Consultation Préalable des élus du 11 octobre 2016 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale du 18 octobre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Vu l'avis par la Commission formation professionnelle et apprentissage le 23 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement FSE-CTM d'un montant d'un million trente mille cinq cent dix-huit euros vingt-deux centimes (1 030 518.22 €), soit 99% de l'assiette éligible de 1 040 918,22 € est attribuée à ADN FORMATION, pour la réalisation de l'opération « Synergie MQ0002423: Parcours d'évolution et développement des compétences: Licences professionnelles » Le coût total éligible de l'opération se monte à 1 040 918.22 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de l'aide est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à quatre cent cinq mille neuf cent soixante-sept euros vingtneuf centimes (405 967.29 €) soit 39% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 932 du budget territorial et versé selon les modalités établies par convention
- Pour la part FSE, s'élevant à six cent vingt-quatre mille cinq cent cinquante euros quatre-vingt-treize centimes (624 550.93 €) soit 60% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930/05-051 du budget territorial et versé selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70% en crédit de paiement 2017
- 30 %en crédit de paiement 2018.



ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


ANNEXE A LA Délibération N°16-376-1

Collectivité
de Territoriale
Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



PO FEDER/FSE 2014-2020 Région Martinique

Convention attributive d'une aide européenne FSE

2016 - Axe -10 /10.1.1 - MQ 0002423

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
Contrôle de légalité n° 2

Le 14 DEC. 2016

Bénéficiaire : ADN FORMATION
SIRET : 431 696 590 000 30
Adresse complète : Les Hauts de Californie-Bât A-Porte 203, 97232 LAMENTIN
Nom et Qualité du signataire : Kanel DOOH-VALERY- Directrice/RDF
Intitulé de l'opération : Parcours d'évolution et développement des compétences : Licences Professionnelles
N° Synergie : MQ 0002423

Axe prioritaire : 10		Evaluation des compétences pour l'emploi	
Mesure : 10.1		Augmenter le nombre d'actifs qualifiés sur le marché du travail	
Sous-mesure : 10.1.1		Formation tout au long de la vie des actifs	
Coût Total éligible :		1 040 918.22 euros	
Montant de l'aide UE	Imputation budgétaire	624 550.93 €	930-05-051
Montant de l'aide CTM	Imputation budgétaire	405 967.29 €	932
Autres fonds public		0.00 €	
Ordonnateur de la dépense		Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)	
Comptable assignataire		PAYEUR TERRITORIAL	

Service :

Mission de gestion des fonds
européens/SEFPA

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n° «1304/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds social européen » et abrogeant le règlement (CE) n° «1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;
- Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général ;
- Vu Règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480 du 3 mars 2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu la décision de la Commission du 19 décembre 2013 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.
- Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel «FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;
- Vu l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 portant création de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre de programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu les « méthodes et critères de sélection » et le « document de mise en œuvre » fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 », validés par les instances régionales compétentes ;
- Vu la demande d'aide européenne de l'opération « **Parcours d'évolution et développement des compétences : Licences Professionnelles** » présentée par le bénéficiaire le 24 septembre 2015;
- Vu l'avis émis lors de la Consultation Préalable des Elus du 11 octobre 2016
- Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale en date du 18 octobre 2016
- Vu la délibération n° 16-XXX-X du 21 octobre 2016 de l'Assemblée de Martinique portant octroi d'une aide publique en cofinancement FSE-CTM à ADN formation – MQ0002423 au titre de l'opération « parcours d'évolution et de développement des compétences – licences professionnelles » ;
- Vu la délibération n° 16-86-1 du 25 avril 2016 de l'Assemblée de Martinique portant résiliation de délégation de tâches ou de gestion au Groupement d'Intérêt Public Martinique Europe Performance et donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour diverses mesures liées ;

Entre la **Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)**, représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred Marie-Jeanne.

Et **ADN Formation**, représenté(e) par publique.

-Directrice/RDF, bénéficiaire de l'aide

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique, pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention, qui est « la Collectivité Territoriale de Martinique - Mission de Gestion des Fonds Européens - Service Emploi Formation et Performance de l'Administration » dénommé ci-après, le **Service Instructeur**.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée « **Parcours d'évolution et développement des compétences : Licences Professionnelles** », ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une aide du **Fond Social Européen** dans les conditions fixées par la présente convention et conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique, pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre :

- Axe : **10 (FSE)**
- Priorité d'investissement : **Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises.**
- Objectif stratégique : **Elever le niveau général de compétence pour un meilleur accès à l'emploi**
- Mesure : **Augmenter le nombre d'actifs qualifiés sur le marché du travail**
- Sous-mesure : **Formation tout au long de la vie des actifs**

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et dans l'annexe technique et financière, *précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*, qui complète la convention et constitue une pièce contractuelle.

ARTICLE 2 - Période d'exécution de l'opération

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du **06 avril 2015** au **06 avril 2018**, conformément à l'échéancier de réalisation précisé dans l'annexe technique et financière.

Le bénéficiaire s'engage à informer « **le Service Instructeur** » – Mission de Gestion des fonds européens/SEFPA du commencement d'exécution de l'opération. Le bénéficiaire devra apporter la preuve du début d'exécution de l'opération par tout document. Ces éléments seront préalablement examinés puis le cas échéant validés par **le service instructeur**.

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été commencée à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de sa notification, sauf autorisation donnée par « **le Service Instructeur** », sur demande justifiée et écrite du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer « **le Service Instructeur** » de la fin de l'exécution de l'opération. Il transmet à cet effet au service instructeur une déclaration de fin de travaux.

Il s'engage par ailleurs à transmettre dans un délai de **2 mois maximum** à partir de la «date de fin d'éligibilité des dépenses » son bilan final d'exécution accompagné des pièces comptables et non comptables, soit le **06 décembre 2018**.

L'opération doit être réalisée au **06 avril 2018**. Aucune prorogation ne sera accordée par « le Service Instructeur ».

ARTICLE 3 – Eligibilité des dépenses

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses :

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération, qu'elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l'assiette éligible que des dépenses conformes aux dispositions réglementaires, et répondant aux critères définis dans le programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, aux critères de sélection et au document de mise en œuvre.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déjà déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme, par un autre programme européen ou par toute autre aide publique.

Période d'éligibilité et justification des dépenses :

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire, payées et acquittées à compter du « **06 avril 2015** » jusqu'au « **06 octobre 2018** ».

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) et/ou par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

- pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;
- pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Modalités de prise en compte des coûts liés à l'opération (Cochez la méthode retenue)

☒ **Les coûts réels**

Afin de justifier les dépenses présentées sur une base réelles, le bénéficiaire doit transmettre les pièces justificatives comptables (factures acquittées, relevés de compte du bénéficiaire, attestation des organismes en charge de la collecte des charges sociales afférentes aux rémunérations, attestation du fournisseur pour le paiement des factures effectuées...), les pièces justificatives non comptables (états de présence des stagiaires, les fiches temps du personnel affecté sur l'opération, le rapport pédagogique).

☐ **Les options de coûts simplifiés**

- ☐ Un taux forfaitaire allant jusqu'à de 40 % des frais de personnel directs afin de couvrir les coûts éligibles de l'opération.

☐ Opérations dont le soutien public ne dépasse pas 50 000 mises en œuvre de la manière suivante :

- ☐ Coûts unitaires dont l'unité est le nombre de participant au terme de l'opération
- ☐ Taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel pour le calcul des autres coûts

Dans ce cas le bénéficiaire devra fournir tout justificatif probant de la réalisation physique de l'opération. Aucune pièce justificative comptable n'est requise.

ARTICLE 4 - Montant de l'aide européenne

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de : **1 040 918.22 euros, Un million quarante mille neuf cent dix-huit euros et vingt-deux centimes TTC.**

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

- Le montant maximum prévisionnel de la **participation du FSE** est fixé à **624 550.93 € Six cent vingt-quatre mille cinq cent cinquante euros et quatre-vingt-treize centimes** et représente **60%** du coût total prévisionnel éligible.
- Le montant maximum prévisionnel de la **participation CTM** est fixé à **405 967.29 € Quatre cent cinq mille neuf cent soixante-sept euros et vingt-neuf centimes** et représente **39%** du coût prévisionnel éligible.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer « **le Service Instructeur** » dès qu'il en a connaissance et dans tous les cas avant la fin de l'opération, ce qui fera procéder au réexamen du dossier par les instances de programmation. En cas de manquement de cette obligation, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel des montants payés.

L'aide européenne pourra dans ce cas être revue à la baisse afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

ARTICLE 5 – Modalités de paiement de l'aide européenne

Sous réserve de disponibilités des crédits correspondants, les modalités de paiement des aides s'établissent comme suit :

- Au titre d'une **avance** d'un montant maximal de 20% du montant de l'aide prévisionnelle, à la signature de la convention, sur demande expresse dûment motivée du bénéficiaire et présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération, sous réserve de disponibilité de crédits et après avis du service instructeur ;
- Au titre d'**acompte(s)**, au prorata des dépenses réalisées et justifiées dans la limite de 80 % du montant maximum des aides en cofinancement accordées, déduction faite de l'avance versée le cas échéant ; le bénéficiaire s'engage à déposer à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes un état récapitulatif détaillé de ses dépenses réalisées accompagné des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées conformément au programme retenu, payées par le bénéficiaire et acquittées.
- Au titre de versement du **solde** : de 20% calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel du cofinancement, déduction faite de l'avance et des acomptes versés, sur

production par le bénéficiaire, dans le délai prévu à l'article 2 d'un compte-rendu d'exécution final de l'opération, de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles, de la production des décisions des co-financeurs (délibérations des organismes publics) si elles n'ont pas encore été produites et d'un état des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde).

En cas de désaccord entre le service instructeur et le bénéficiaire sur le montant justifié retenu, un délai de 30 jours est accordé au porteur de projet pour transmettre les éléments complémentaires susceptibles de réviser la position du service instructeur.

Au-delà de cette date, le service instructeur informe, par courrier, le porteur de projet de sa décision définitive.

Les voies et délais de recours seront mentionnés sur ce courrier de décision.

Le comptable assignataire procède au versement de l'aide sur le compte du bénéficiaire selon les coordonnées suivantes :

BRED

N° IBAN: FR76 1010 7006 2200 2380 3493 711

Code BIC: BREDFRPPXXX

ARTICLE 6 - Conditions de versement de l'aide européenne

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de **99%**
- de la réalisation effective des dépenses éligibles réparties par postes de dépenses vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur et en fonction des conclusions du rapport de contrôle de service fait (certification des dépenses réalisées, payées et acquittées sur la base de justificatifs) effectué par le service instructeur.
- de la disponibilité des crédits européens.

Et, notamment **au moment du paiement du solde de l'aide, sous réserve :**

- du renseignement des indicateurs de réalisation et de la justification des écarts éventuellement constatés.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la réalisation d'une visite sur place obligatoire pour tous les projets dont le coût total est supérieur à 500 000 € ainsi que les projets identifiés dans le cadre de la méthode d'échantillonnage représentatif du programme.

Le versement de l'aide européenne pourra être interrompu ou suspendu par « **le Service Instructeur** » dans le cas où une enquête est lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité affectant la dépense concernée ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation de l'opération

Suivi de l'exécution de la convention

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier indiqué dans l'annexe technique et financière et à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier la réalisation de l'opération.

Dans le cas d'investissements publics générateurs de recettes, le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement un état certifié des recettes perçues.

Suivi des indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au **service instructeur** les données sur l'avancement des indicateurs de réalisation et/ou de résultat afférents à l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'atteinte des cibles fixées des indicateurs de réalisation et/ou de résultat. En cas de différence observée entre les valeurs prévues et les réalisations/résultats effectifs, le bénéficiaire s'engage à fournir une note explicative détaillée.

Evaluation

« **le Service Instructeur** » pourra solliciter le bénéficiaire pour les besoins des évaluations qui seront menées dans le cadre du programme.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à répondre à ces sollicitations.

Echanges de données électroniques

Le bénéficiaire s'engage à saisir et à transmettre les informations requises et fiables au « **Service Instructeur** » dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Ces informations permettent au service instructeur d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire. Il s'engage également à informer « **le Service Instructeur** » des modifications apportées dans le portail de dématérialisation.

ARTICLE 8 – Contrôles/Audits

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'autorité de gestion et par toute autorité commissionnée par l'Etat ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens (Commission européenne, OLAF, Cour des comptes européenne).

Il s'engage à présenter aux contrôleurs/auditeurs tous les documents de l'opération et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et payées par le bénéficiaire jusqu'au délai prévu à l'article 12 de la présente convention.

« **Le Service Instructeur** » pourra également réaliser des contrôles sur pièces et sur place, sur la base d'un échantillonnage représentatif du programme. Ces vérifications donnent lieu à un rapport signé et daté par le contrôleur et à une procédure contradictoire.

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, la **Collectivité Territoriale de Martinique** pourra avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement.

La **Collectivité Territoriale de Martinique** pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et ceux de la **Collectivité Territoriale de Martinique** le cas échéant.

Les bénéficiaires personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informent ceux-ci des éventuels recours juridiques.

ARTICLE 9 – Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, conformément à la réglementation en vigueur.

En accord avec « **le Service Instructeur** » un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu.

La comptabilité du bénéficiaire doit permettre une réconciliation des dépenses et des ressources déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

ARTICLE 10 – Modification ou abandon de l'opération

Modification de l'opération :

Toute modification de l'opération doit être notifiée par le bénéficiaire au service instructeur, dès qu'il en a connaissance, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

Après examen, le service instructeur prend les dispositions nécessaires et le cas échéant établit un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans la zone géographique couverte par le programme. Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante dans les 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;
- un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

Il revient à la «CTM» de décider si l'opération a été modifiée ou non au regard des informations communiquées par le bénéficiaire, du contexte et de la réglementation applicable.

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par la Collectivité Territoriale de Martinique au prorata de la période pendant laquelle il n'a pas été satisfait aux exigences.

Abandon de l'opération :

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par écrit la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération. Le service instructeur définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 11 – Publicité et respect des politiques européennes et nationales

Publicité :

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne au financement de son opération, selon les dispositions prévues par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et les règlements délégués et d'exécution le cas échéant. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération la participation de l'Union européenne via le **Fond Social Européen**. Le public concerné par les actions devra également être informé des cofinancements publics (européens, nationaux).

La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « **Parcours d'évolution et développement des compétences : Licences Professionnelles est cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du PO 2014-2020/ FEDER-FSE** » et s'accompagne de l'emblème de l'Union européenne.

Le bénéficiaire est informé que la liste de l'ensemble des bénéficiaires d'aides communautaires sera publiée sur internet.

Le contrôle du respect de ces obligations s'effectuera :

- à l'occasion de la demande de versement du solde de la subvention, le bénéficiaire étant tenu de produire tous les justificatifs de mise en œuvre de ces obligations (photos, documents publiés,...)
- à l'occasion de visites de contrôles sur sites.

Par ailleurs, ce non-respect entraînera l'annulation de ladite subvention et une demande de reversement des acomptes déjà versés par l'émission d'un titre de recettes.

Respect des politiques européennes :

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes (qui lui sont opposables) et notamment les :

- Règles sectorielles : règles de concurrence, d'aide d'Etat, de l'environnement et de la commande publique,
- Principes horizontaux : principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination, de développement durable.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Il s'engage à respecter le cas échéant la réglementation concernant les investissements générateurs de recettes.

ARTICLE 12 - Archivage et durée de conservation des documents

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver *dans un lieu unique* le dossier technique, financier et administratif de l'opération.

En application de l'article 140 du règlement 1303/2013 du 17 décembre 2013, tous les documents doivent être accessibles pendant la durée de conservation suivante :

- Pour les opérations inférieures à 1 000 000 € en dépenses éligibles, une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.
- Pour les autres opérations, la durée de conservation des pièces justificatives est de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.

Les pièces justificatives à conserver concernent, en accord avec l'article 25 du Règlement délégué (UE) n°480/2014 :

- les dépenses acquittées dans le cadre de la réalisation du projet,
- les données relatives aux réalisations et aux résultats du projet, et celles permettant de rapprocher ces éléments avec les indicateurs du programme,
- le cas échéant les documents sur la base desquels les coûts forfaitaires ont été calculés, ainsi que les coûts éligibles auxquels s'appliquent ces taux,
- le paiement de la contribution publique,
- le cahier des charges (CCTP) des maîtres d'ouvrage publics et le plan de financement, ainsi que les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés,
- les contrôles de gestion et d'audit réalisés sur l'opération.

ARTICLE 13 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

La CTM et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats :

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à la «CTM» le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

ARTICLE 14 – Assurance

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile. Tout au long de la durée d'exécution de la présente convention, il fera son affaire personnelle du paiement des primes et cotisations afférentes à l'opération précitée, sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause.

ARTICLE 15 - Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

ARTICLE 16 : Résiliation et reversement

La Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés, en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération ;
- de la modification du plan de financement de l'opération sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
- d'une modification importante de l'opération affectant sa pérennité prévue à l'article 10 ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude/corruption avérée,

- du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Cette résiliation est effectuée par courrier avec accusé réception.

La résiliation de la convention peut être sollicitée également par le bénéficiaire qui en informe la Collectivité Territoriale de Martinique par courrier avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Collectivité Territoriale de Martinique les ultimes pièces justificatives manquantes du dossier et à les conserver sur une période déterminée.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité.

ARTICLE 17 : Contentieux et recours

En cas de litige, le bénéficiaire dispose de la possibilité de présenter un recours gracieux auprès des financeurs et signataires qui peut s'exercer dans un délai de 2 mois.

En outre, les décisions de la Collectivité Territoriale de Martinique prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par le bénéficiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente dans le cas d'un recours gracieux.

ARTICLE 18 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont :

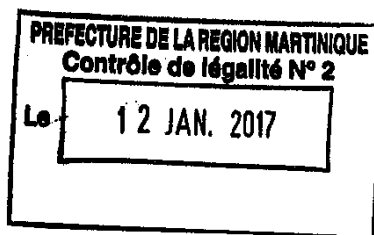
- le présent document ;
- l'annexe 1 : la notification de décision
- l'annexe 2 : Fiche synthétique technique de l'opération incluant le calendrier de réalisation
- l'annexe 3 : Plan de financement / poste de dépenses et ressources
- l'annexe 4 : Justifications des co-financeurs (arrêté délibération)
- l'annexe 5 : Relevé d'Identité Bancaire
- l'annexe 6 : Certificat de démarrage et indicateurs de réalisation
- l'annexe 7 : Clé de proratisation et de répartition

Fait à _____, le _____

En 3 exemplaires :

Le bénéficiaire, (nom et qualité du signataire)

LE Président du Conseil Exécutif de la
CTM (nom et qualité du signataire)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-377-1

PORTANT RÉVISION DES MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE L'AVANCE REMBOURSABLE ACCORDÉE À L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP)

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment son article L 200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la Région Martinique n°11-1135-2 du 26 juillet 2011 attribuant une avance remboursable de deux cent mille euros (200 000 €) à l'Association d'Éducation Populaire (A.E.P);

Vu la demande formulée par l'association par courrier en date du 23 mars 2016 d'une révision des conditions de règlement de l'avance;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est validée la révision des modalités de règlement de l'avance remboursable de deux cent mille euros (200 000 €) initialement accordée à l'Association d'Education Populaire (A.E.P) selon la déclinaison suivante :

- 1) transformation partielle de l'avance remboursable à hauteur de 90 000 € en subvention.
- 2) remboursement du solde soit 110 000 € sur une durée de cinq ans au taux zéro sans différé.

ARTICLE 2 : Les modalités de révision seront établies par un avenant aux articles de la convention initiale qui disposent de ces modalités.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

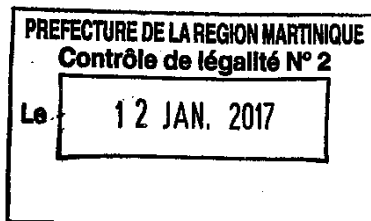
Claude LISE



ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION N°16-377-1

Liberté – Egalité – Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



Projet d'avenant n° 1 à la convention datée du 20 Décembre 2011 établie entre l'ex- Conseil Régional et l' Association d' Education populaire

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7222-23, L.7222-25, L.7223-5, L.7211-1 à L.7211-1 à L.7331-3, et ses articles L4141-1 à L4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Mr. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération n° 11-1433-2 du 27 septembre 2011 de l'ex- Conseil régional de Martinique, portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axes 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement des entreprises) ;

Vu la délibération n° 16-... du.... 2016 relative au budget de la Collectivité territoriale de Martinique de l'exercice 2016 ;

Vu la délibération n°11-1135-2 du 26 juillet 2011 portant octroi d'une avance remboursable d'un montant de deux cent mille euros (200 000€) à l'association d'éducation populaire dans le cadre de l'aide au redressement d'entreprises .

Vu la convention datée du 20 Décembre 2011 entre le Président du Conseil Régional de Martinique et le Président de l'association d' Education populaire établie sur une période de réalisation de 7 ans.

Vu la demande de révision des conditions d'octroi de l'avance remboursable formulée par l' AEP par courrier du 20 Mars 2016.

Vu la décision de Mr. le Président de l'Exécutif datée du

IL est convenu ce qui suit :

Entre

La Collectivité territoriale de Martinique, représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président de l'Exécutif ;

ET

L' Association d' Education populaire représenté par M Robert Joseph Alexandre

PREAMBULE : l'ancien Conseil régional a attribué, le 26 juillet 2011 une avance remboursable de deux cent mille euros (200 000€) à l'association d'éducation populaire avec un délai de remboursement de 7 ans dont 3 ans de différé et un taux d'intérêt de 4%. L'avance a été versée en intégralité mais l'association pour des raisons de difficultés financières n'a pas pu honorer les remboursements tel que prévu par le tableau d'amortissement initial. Par courrier du 20 Mars 2016 l'association a sollicité une révision des modalités de remboursement de l'avance.

La solution retenu est la transformation partielle de l'avance remboursable à hauteur de 90 000€ en subvention et le remboursement du solde soit 110 000€ sur une durée de cinq ans au taux zéro sans différé.

Le présent avenant modifie en conséquence, l'article 3 et 4 de la convention initialement signée

ARTICLE 1 : L'Article 3 de la convention du 28 Novembre 2011 est modifié comme suit :

Article 3 : « Le montant de l'avance remboursable accordé à l' Association d' Education populaire est ramené à 110 000€ sur une durée de cinq ans au taux de 0% sans différé.

ARTICLE 2 : L'article 4 de la convention datée du 20 Décembre 2011 est modifié comme suit :

Article 4 – le bénéficiaire s'engage à rembourser l'avance selon l'échéancier prévu en annexe de l'avenant .

Les remboursements seront versées au compte de la collectivité territoriale de Martinique ouvert auprès du Trésor public.

Le bénéficiaire pourra selon ses possibilités , rembourser par anticipation tout ou partie des sommes restant dues à la condition d'en informer préalablement la collectivité de Martinique.

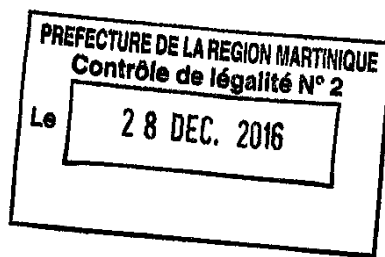
Le bénéficiaire s'engage à aviser la collectivité de Martinique en cas de difficultés de paiement d'une ou plusieurs échéances.

ARTICLE 3 : Les autres articles de la convention du 20 Décembre 2011 restent inchangés.

Fait à Fort-de-France, le

Le Contractant
Signature
(précédée de la mention « lu et approuvé »)

**Le Président de la Collectivité
Territoriale de Martinique**
Signature



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-378-1

PORTANT MODIFICATION DES FISCALITÉS APPLICABLES À CERTAINS PRODUITS PÉTROLIERS

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du conseil de l'Europe n° 940/2014/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code général des douanes modifié, notamment ses articles 265, 266, 267 et suivants ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

« Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ; »

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission équipement, Réseaux Numérique le 18 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 21 novembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les taux d'octroi de mer et d'octroi de mer régional applicables aux essences, aux gazoles, aux fiouls domestiques, et aux gazoles non routiers sont fixés comme suit :

NC8	DESIGNATION	OM	OMR	OMI	OMIR
27101931	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, destiné à subir un traitement défini [voir note complémentaire 5 du présent chapitre]	5	2,5	5	2,5
27101935	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, destiné à subir une transformation chimique (sauf destiné à subir un traitement défini au sens de la note complémentaire 5 du chapitre 27)	5	2,5	5	2,5
27101943	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre ≤ 0,001 % (à l'excl. des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique) (GAZOLE ROUTIER)	5	2,5	5	2,5
27101948	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre > 0,1 % (à l'excl. des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique)	5	2,5	5	2,5
27101245	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb ≤ 0,013 g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) ≥ 95, mais < 98 (à l'excl. des essences contenant du biodiesel)	7	2,5	7	2,5
27101943	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre ≤ 0,001 % (à l'excl. des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique) (GAZOLE NON ROUTIER)	0	2,5	0	2,5
27101946	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre > 0,001 % mais ≤ 0,002 % (à l'excl. Des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique) (FOD)	0	2,5	0	2,5
27101947	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre > 0,002 % mais ≤ 0,1 % (à l'excl. Des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique) (FOD)	0	2,5	0	2,5

ARTICLE 2 : Les taux de la taxe sur la consommation (TSC), visés à l'article 266 quater du code des douanes sont fixés comme suit:

- Essences et supercarburants : 49,937 euros par hectolitre, pour un volume mesuré à la température de 15°C. ;
- Gazole : 28,090 euros par l'hectolitre, pour un volume mesuré à la température de 15°C.

ARTICLE 3: Toutes les exonérations de la taxe sur la consommation (TSC) antérieurement mises en œuvre par le service des douanes sont maintenues et reconduites.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Conseil Exécutif de Martinique pour :

- actualiser les régimes et les dispositifs d'exonération existants pour la détaxe aux professionnels,

- définir un cadre complémentaire d'exonération de la taxe sur la consommation (TSC) qui sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2017 en faveur des professionnels suivants : infirmiers libéraux, école de conduite, et sociétés d'ambulance.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur régional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

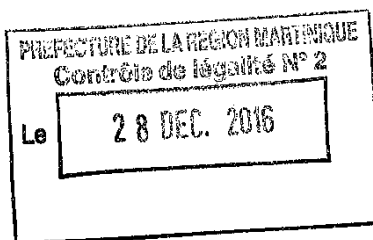
ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

« Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité de ses membres avec 32 voix pour et 17 voix contre, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-379-1

PORTANT FIXATION DU TAUX DE LA TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE OU DU DROIT D'ENREGISTREMENT

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.1111-1 et suivants, L.1612-12 et L.3312-5 et L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu l'article 116 de la loi n°2014-1654 de finances pour 2015 modifiant l'article 1594 D du code général des impôts et fixant le taux maximum de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement à 4,5% à compter du 1 mars 2016 ;

Vu le code des relations entre public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances, Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique décide que le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement prévu à l'article 1594 D du Code général des impôts est porté à 4,50%.

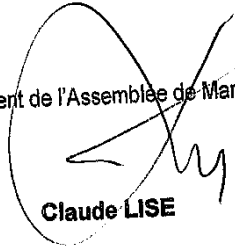
ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Martinique pour prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision et signer tous actes et documents dans le cadre de l'application de la délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 28 voix pour et 16 voix contre, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

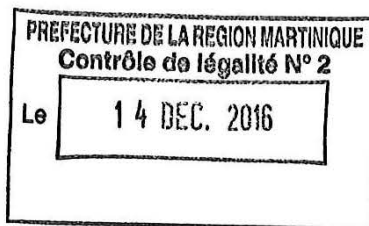
Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-380-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL SOPRODEN SYNERGIE MQ0003838 « PROGRAMME D'INSTALLATION DE PANNEAUX SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES INDIVIDUELS POUR AUTOCONSOMMATION - SOPRODEN 2016 »

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Claude lise (pouvoir à Raphaël MARTINE° Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant disposition communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu la décision n°C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération n°16-128-1 du 19 juillet 2016 donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour attribuer, par arrêtés délibérés pris en Conseil Exécutif, les aides relevant des fonds européens et celles intervenant en cofinancement de ces dossiers pour lesquels le coût total des projets relevant du FEDER est inférieur à 800 000 € ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-6 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de la SARL SOPRODEN du 03 février 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance technique Partenarial du 30 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million neuf cent quatre-vingt-un mille euros (1 981 000,00€) à la SARL SOPRODEN, pour l'opération «Synergie MQ0003838: Programme d'installation de panneaux solaires photovoltaïques individuels pour autoconsommation SOPRODEN 2016 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à trois millions neuf cent quatorze mille trois cent trente deux euros et dix huit centimes 3 914 332,18 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de l'aide est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à neuf cent quatre-vingt-un mille Euros (981 000,00€) soit 25,06% du coût total prévisionnel admissible, au chapitre 907/752/20422 du budget territorial et versé selon les modalités établies par convention.
- Pour la part FEDER, s'élevant à un million d'Euros (1 000 000,00 €) soit 25,55% du coût total prévisionnel admissible, au chapitre 9005/052/20422 du budget territorial et versé selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

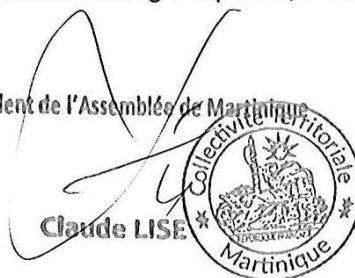
ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

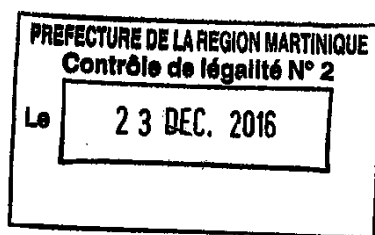
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 27 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-381-1

PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DES FRAIS CONSÉCUTIFS À L'EXERCICE DE MANDATS SPÉCIAUX ET DES FRAIS ET PERTES DE REVENU CONSÉCUTIFS À L'EXERCICE DU DROIT À LA FORMATION, DES CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE, DES CONSEILLERS EXECUTIFS DE MARTINIQUE, ET DES MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION (CESECE) ⁽¹⁾

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir M. Raphaël MARTINE) Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, septième partie, livre deuxième, notamment ses articles L. 7224-14, L. 7227-23; L. 7226-7; L. 7226-8 et L. 7226-10 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 204-0 bis ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 18 septembre 2013 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnes civiles de l'Etat ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016, notamment son article 4 ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais liés aux déplacements effectués par les conseillers à l'Assemblée de Martinique, les conseillers exécutifs de Martinique et les membres du Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation (CESECE)⁽¹⁾, dans les conditions suivantes :

1.2 Les frais concernent les déplacements, sur le territoire de la Martinique, des conseillers à l'Assemblée de Martinique, des conseillers exécutifs de Martinique, qui utilisent leur véhicule personnel ou les transports publics pour prendre part aux réunions de l'Assemblée de Martinique, des commissions sectorielles de l'Assemblée, du Conseil exécutif, ainsi que des instances dont ils font partie à qualité ou à toute autre réunion sur demande expresse du Président de l'Assemblée de Martinique ou du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

1.2. Les frais concernent également les déplacements, sur le territoire de la Martinique, des membres du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECE) utilisant leur véhicule personnel ou les transports publics pour prendre part aux réunions du conseil et de ses sections et commissions.

1.3. La prise en charge des frais de déplacement visés au 1.1 et au 1.2 du présent article s'effectue, sous la forme d'une indemnité forfaitaire, fixée à 30,00 €, sur présentation d'un état, accompagné des pièces justificatives.

ARTICLE 2 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais consécutifs à l'exécution de mandats spéciaux, tant par les élus que par les membres du Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation (CESECE)⁽¹⁾.

2.1. Les frais correspondent aux frais de séjour, frais de transport et frais d'aide à la personne.

• **Frais de séjour**

Les mises en mission peuvent opter soit pour un remboursement desdites dépenses, qu'ils auront personnellement engagées, dans les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État, soit pour une prise en charge directe, dans le cadre du marché mis en place, à cet effet, par la collectivité territoriale.

• **Frais de transport**

Les frais de transport sont pris en charge directement par la collectivité, dans les conditions suivantes :

- missions du Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant : 1^{ère} classe
- missions du Président de l'Assemblée de Martinique ou son représentant : 1^{ère} classe
- missions des conseillers exécutifs de Martinique : classe immédiatement supérieure à la classe économique
- missions des conseillers à l'Assemblée de Martinique : classe immédiatement supérieure à la classe économique
- missions des membres du conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation (CESECE)⁽¹⁾ : classe immédiatement supérieure à la classe économique.

• **Frais d'aide à la personne**

Ces frais comprennent les frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui auront besoin d'une aide personnelle à leur domicile, supportés par les élus et les membres du CESECE⁽¹⁾ à l'occasion des mandats spéciaux dont ils ont été chargés.

2.2. La prise en charge de ces frais s'effectue dans les conditions suivantes:

• **Frais de séjour**

- Dans l'hypothèse du remboursement des frais de mission, et conformément au décret no 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, les taux de remboursement sont les suivants :

I) **Mission en France**

Lieu où s'effectue la mission	Repas midi	Repas soir	hébergement
France	15,25 €	15,25 €	60

II) **Mission Outre-Mer**

Lieu où s'effectue la mission	Forfait journalier (repas + hébergement)
Guadeloupe - Guyane - La Réunion - Mayotte - Saint 90€ Pierre et Miquelon	90€
Nouvelle Calédonie - Wallis et Futuna - Polynésie 120€ Française	120€

III) **Mission à l'étranger**

Les montants des indemnités journalières de mission à l'étranger sont fixés par l'arrêté du 18 Septembre 2013 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Ces montants varient selon le pays concerné.

Toutefois, lorsque l'intérêt de la collectivité l'exige et pour tenir compte de situations particulières, le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à déroger aux taux de remboursement indiqués aux I) et II) du présent article.

Ces dérogations ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

➤ Dans l'hypothèse d'une prise en charge directe des frais, dans le cadre du marché mis en place à cet effet par la collectivité, il n'y a pas lieu de remboursement. Cette prise en charge directe des frais est également effectuée dans les limites des taux de remboursement prévus aux I), II) et III) de ce même article, sauf dérogation accordée

- dans les mêmes conditions indiquées dans l'alinéa précédent - par le Président du Conseil Exécutif de Martinique.

- **Frais de transport**

Dans le cas où le mis en mission aurait acheté lui-même son titre de transport, le remboursement sera effectué sur la base de factures acquittées.

- **Frais d'aide à la personne**

Le remboursement des frais d'aide à la personne ne pourra pas excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

ARTICLE 3 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais et pertes de revenus consécutifs à l'exercice par les élus et les membres du CESECE⁽¹⁾ de leur droit à la formation.

3.1. Les frais concernent le séjour, les déplacements et l'enseignement de l'élue ou du membre du CESECE⁽¹⁾ du fait de l'exercice de son droit à la formation.

Les pertes de revenu concernent le manque à gagner de l'intéressé du fait de l'interruption de son activité professionnelle.

3.2. La prise en charge de ces frais et de ces pertes s'effectue dans les conditions suivantes :

- Les frais de séjour et de déplacement ouvrent le droit à remboursement dans les mêmes conditions que les frais cités aux articles 1 et 2 de la présente délibération selon que la formation se déroule en Martinique ou à l'extérieur, tandis que les frais d'enseignement sont pris en charge directement par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

- Les pertes de revenu sont compensées par la Collectivité Territoriale de Martinique dans la limite de dix-huit jours par élue pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

ARTICLE 4 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la collectivité, des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'auront engagés pour l'exercice de leur mandat les conseillers à l'Assemblée de Martinique et les conseillers exécutifs de Martinique en situation de handicap.

La prise en charge des frais spécifiques est assurée, dans les conditions prévues par l'article R 7227-1666 du 11 décembre 2015, sur présentation d'un état de frais et dans la limite, par mois, du montant de la fraction des indemnités de fonctions représentatives des frais d'emploi telle que définie à l'article 204-0 bis du code général des impôts.

ARTICLE 5 : Certaines dispositions de la présente délibération pourront faire au besoin l'objet, par arrêté délibéré du Président du Conseil Exécutif de Martinique, de modalités d'application.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les ordres de mission et d'une manière générale tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

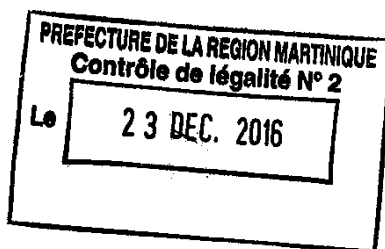
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec deux abstentions, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



(1) Les dispositions prévues pour le CESECE (Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation) dans la présente délibération s'appliquent aux deux conseils consultatifs actuels, à savoir le Conseil Économique, Social, Environnemental Régional, et le Conseil de la Culture de l'Éducation et de l'Environnement de Martinique.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-382-1

PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSION À L'EXTÉRIEUR DE LA MARTINIQUE DES AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR DES PERSONNES EXTÉRIEURES À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, septième partie, livre deuxième, notamment ses articles L. 7224-14, L.7227-23; L.7226-7; L.7226-8 et L.7226-10 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 18 septembre 2013 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements tempotaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016, notamment son article 4 ;
« Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ; »
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais de transport et de séjour des agents de la collectivité, à l'occasion des missions effectuées à l'extérieur de la Martinique.

La prise en charge des frais mentionnés s'effectue dans les conditions suivantes :

- Frais de séjour

Dans l'hypothèse du remboursement des frais de mission et conformément au décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, les taux de remboursement sont les suivants :

I) Mission en France			
Lieu où s'effectue la mission	Repas midi	Repas soir	hébergement
France	15,25 €	15,25 €	60

II) Mission Outre-Mer	
Lieu où s'effectue la mission	Forfait journalier (repas + hébergement)
Guadeloupe - Guyane - La Réunion - Mayotte - Saint-Pierre et Miquelon	90€
Nouvelle Calédonie - Wallis et Futuna - Polynésie Française	120€

III) Mission à l'étranger

Les montants des indemnités journalières de mission à l'étranger sont fixés par l'arrêté du 18 septembre 2013 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Ces montants varient selon le pays concerné.

Toutefois, lorsque l'intérêt de la collectivité l'exige et pour tenir compte de situations particulières, le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à déroger aux taux de remboursement indiqués aux I) II) et III) du présent article.

Ces dérogations ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

➤ Dans l'hypothèse d'une prise en charge directe des frais, dans le cadre du marché mis en place à cet effet par la collectivité, il n'y a pas lieu de remboursement. Cette prise en charge directe des frais est également effectuée dans les limites des taux de remboursement prévus aux I), II) et III) de ce même article, sauf dérogation accordée, dans les mêmes conditions indiquées dans l'alinéa précédent, par le Président du Conseil Exécutif de Martinique.

ARTICLE 2 : Est autorisée la prise en charge, par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, des frais de déplacement et de séjour de personnes extérieures à la collectivité.

Les personnes qui sollicitées, par la Collectivité Territoriale de Martinique, pour apporter, dans le cadre d'un ordre de mission, leur concours à l'un de ses organes ou à toute autre instance mise en place par elle, peuvent bénéficier d'une prise en charge de leurs frais de déplacement, de transport et de séjour, selon que la mission se déroule en Martinique ou à l'extérieur.

La prise en charge des frais correspondants des personnes concernées s'effectue dans les conditions suivantes :

- Déplacements sur le territoire de la Martinique :
Versement d'une indemnité forfaitaire de 30,00 €, sur présentation d'un état.
- Frais de transport :
Prise en charge directe par la Collectivité Territoriale de Martinique.
Toutefois, s'agissant du choix de la classe, celui-ci est laissé à la discrétion du Président du Conseil exécutif de Martinique.
- Frais de séjour pour les missions se déroulant à l'extérieur de la Martinique :
Prise en charge dans les mêmes conditions prévues à l'article 1.2 de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Certaines dispositions de la présente délibération peuvent faire au besoin l'objet, par arrêté délibéré du Président du Conseil Exécutif de Martinique, de modalités d'application.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les ordres de mission et d'une manière générale tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

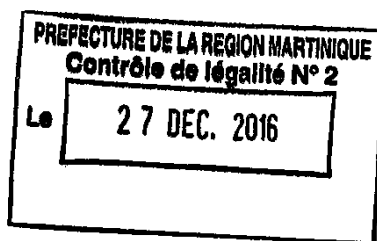
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-383-1

**PORTANT MODERNISATION DE LA RD 35- PR 1+700
QUARTIER LAHAUT - COMMUNE DE RIVIÈRE SALÉE
STABILISATION DU TALUS AVAL PAR ENROCHEMENTS BÉTONNÉS
ACQUISITION D'UNE PORTION DE TERRAIN CADASTRÉE SECTION H N° 2549
ISSUE DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION H N° 1363
APPARTENANT À MONSIEUR ET MADAME**

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-6 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Pilippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Considérant l'autorisation de prise possession anticipée (APPA) du 8 octobre 2010 accordée par Monsieur CROUARD Gérard à l'ex Conseil Général ;
Considérant le document d'arpentage n° 2580 T établi par cabinet de géomètres CETEF fixant à 13 m² la surface utilisée pour la réalisation des travaux susvisés ;
Considérant la promesse de vente de Monsieur _____, datée du 24 avril 2013, accordée à l'ex Conseil Général et proposant la cession de l'emprise au prix de 90 €/m², soit un montant total de mille cent soixante dix euros (1 170 €) ;
Considérant que ce prix est inférieur au seuil de consultation obligatoire du service France Domaine ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'acquisition d'une portion de terrain d'une superficie totale de 13 m² à détacher de la parcelle cadastrée section H n° 1363, propriété de Monsieur et Mme _____ dans le cadre de la sécurisation de la Route Départementale n° 35 au PR 1+700, sise au quartier Là-haut, commune de Rivière-Salée.

ARTICLE 2 : Le prix de l'acquisition mentionnée à l'article 1 est fixé à mille cent soixante dix euros (1 170 €).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 - code analytique 487 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

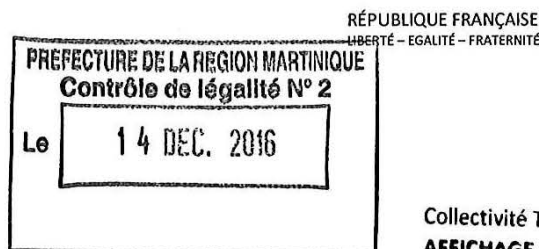
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16- 384-1

PORTANT ACQUISITION DE PARCELLES DE TERRE APPARTENANT À LA SOCIÉTÉ LE LAREINTY - ROUTE DÉPARTEMENTAL N° 3BIS – GROS MORNE

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu la lettre en date du 29 octobre 2015 de la Société LE LAREINTY donnant son assentiment sur l'acquisition par la Collectivité des bandes de terre cadastrées section R n° 65, 66 et 67 situées au droit de la RD 3Bis au Gros Morne, au prix de 13 710 euros ;
Considérant l'autorisation de prise de possession anticipée (APPA) accordée par la Société le LAREINTY;
Considérant que le prix convenu, soit 13 710 euros, est inférieur au seuil de consultation obligatoire du Service France Domaine ;
Vu l'avis émis par la commission Infrastructures équipement et développement du numérique le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée, l'acquisition d'une bande de terre d'une superficie de 400 m² à détacher de la parcelle de terre cadastrée section R n° 65, propriété de la Société Le LAREINTY et objet d'emprise, dans le cadre de la reconstruction de l'ouvrage hydraulique au droit de la Route Départementale n° 3 bis au Gros-Morne.

ARTICLE 2 : Est autorisée, l'acquisition de la parcelle cadastrée section R n° 66, d'une superficie de 390m², propriété de la Société Le LAREINTY, dans le cadre de la modernisation du Tracé au droit de la Route Départementale n° 3 bis au Gros Morne.

ARTICLE 3 : Est autorisée, l'acquisition d'une bande de terre d'une superficie de 88 m² à détacher de la parcelle de terre cadastrée section R n° 67, propriété de la Société Le LAREINTY, dans le cadre de la modernisation du Tracé au droit de la route départementale n° 3 bis au Gros-Morne.

ARTICLE 4 : Les acquisitions mentionnées aux articles 1, 2 et 3 se feront au prix total de treize mille cent soixante dix euros (13 170 euros).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour procéder par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 900 -code analytique : 487 du Budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 PORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 16-385-1 AFFICHAGE LE: 14 DEC. 2016

**PORTANT ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRE DE 112M²
APPARTENANT AUX CONSORTS
ROUTE DEPARTEMENTALE N° S 16 ET 6 - LIEU-DIT "QUARTIER RIVIÈRE
BAMBOU" - FRANÇOIS - AMÉNAGEMENT-**

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE jusqu'à 17 h 00), Claude LISE (pouvoir à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission infrastructures, équipement et développement du numérique le 18 novembre 2016 ;

Considérant le document d'arpentage n° 4806 K établi par cabinet de géomètres CETEF fixant à 112 m² l'emprise effectuée sur la propriété des consorts pour la reconstruction en urgence de l'ouvrage hydraulique ;

Considérant l'accord donné par les consorts sur l'acquisition par la collectivité de la bande de terre cadastrée section AD n° 626, située au droit des RD 6 et 16, au prix de 55 €/m², soit un montant total de six mille cent soixante euros (6 160 €) ;

Considérant que ce prix est inférieur au seuil de consultation obligatoire du service France Domaine ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'acquisition d'une bande de terre d'une superficie de 112 m² nouvellement cadastrée section AD n° 626, issue de la parcelle mère anciennement cadastrée section AD n° 413, propriété des consorts, dans le cadre de la reconstruction de l'ouvrage hydraulique au droit des Routes Départementales n° 16 et 6 au François ;

ARTICLE 2 : L'acquisition mentionnée à l'article 1 se fera au prix total de six mille cent soixante euros (6 160 euros).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 900 -code analytique 487 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

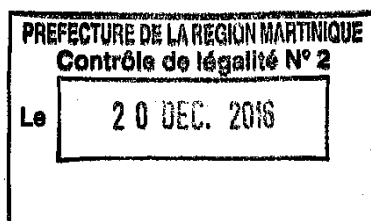
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 22 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-386-1

**PORTANT ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRE CADASTRÉE SECTION V N° 197
PROVENANT DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION V N° 166
APPARTENANT À LA SOCIÉTÉ ATHÉNA HOLDING**

**RD N° 3- PR4 + 250 :
AMÉNAGEMENT DU GIRATOIRE DE LA CITÉ HOSPITALIÈRE
QUARTIER MANGOT VULCIN - COMMUNE DU LAMENTIN**

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-RÉGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission Infrastructures équipement et développement le 18 novembre 2016 ;
Vu l'estimation du Service France Domaine en date 21 novembre 2008 ;
Considérant l'utilisation par l'ex Département de Martinique d'une bande de terre d'une superficie de 364 m² cadastrée section V n° 197 provenant de la parcelle cadastrée section V n° 166 appartenant à la société ATHENA HOLDING et sise au Lamentin, suite à la modernisation de la Route Départementale n° 3 et à l'aménagement d'un giratoire sur son itinéraire ;
Considérant les rencontres avec la CACEM, la Ville du Lamentin (VDL) et le Syndicat Inter Hospitalier de Mangot Vulcin (SIHMOV), pour apporter le foncier nécessaire à cette opération ;
Considérant la prise de possession anticipée du terrain objet de l'emprise nécessaire aux travaux ;
Considérant l'accord en date du 29 mars 2011 de la Société ATHENA représentée par son gérant Monsieur Bruno FABRE sur l'acquisition par l'ex Conseil Général d'une bande de terre d'une superficie de 364 m² au prix de 53 144 euros ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée, l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique d'une bande de terre objet d'emprise d'une superficie globale de 364 m² cadastrée section V n° 197 issue de la parcelle cadastrée section V n° 166, appartenant à la Société ATHENA HOLDING.

ARTICLE 2 : Le prix de l'acquisition mentionnée à l'article 1 est fixé à cinquante trois mille cent quarante quatre euros (53 144 €), soit 146 €/m²

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, des mesures d'application et des ajustements éventuels relatifs à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 900 -code analytique 487 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la collectivité territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

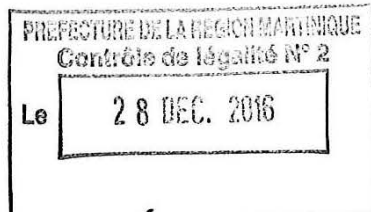
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-387-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉSENCLAVEMENT DU NORD CARAÏBE AU TRAVERS D'UN AMÉNAGEMENT DE LA TRAVERSÉE DE FOND LAHAYÉ

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission Développement Economique et Tourisme le 18 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Equipement et Réseaux numériques le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique donne un avis favorable sur le projet de réalisation d'un viaduc associé à un nouvel aménagement urbain de Fond Lahaye et s'inscrivant dans le cadre du projet de désenclavement du Nord caraïbe de la Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

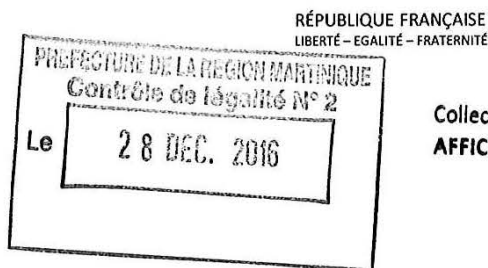
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-388-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE CLEAN GARDEN AU TITRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUSÉE DU PÈRE PINCHON ET DES ARCHIVES RÉGIONALES

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code civil ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 07-1480-2 du 30 octobre 2007 portant autorisation de passer un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage avec le groupement SODEM au titre des travaux du musée du Père Pinchon et des archives régionale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appel d'Offres le 14 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission affaires juridiques et textes le 18 novembre 2016 ;
Considérant les prestations réalisées par la société CLEAN GARDEN ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise CLEAN GARDEN ayant pour objet le dédommagement des prestations supplémentaires réalisées dans le cadre l'opération de construction du Musée du Père Pinchon et du bâtiment des archives.

ARTICLE 2 : L'entreprise CLEAN GARDEN percevra selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de trente-sept mille six cent vingt-deux euros et trente-neuf centimes euros (37 622,39 €).

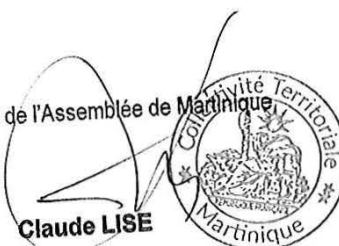
ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Martinique pour signer la convention transactionnelle mentionnée à l'article 1, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

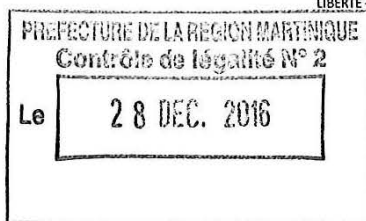
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-389-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE SACARABANY SARL

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code civil ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 07-1480-2 du 30 octobre 2007 portant autorisation de passer un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage avec le groupement SODEM au titre des travaux du musée du Père Pinchon et des archives régionales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appel d'Offres le 14 septembre 2016 ;
Considérant les prestations réalisées par la société SACARABANY Sarl ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique de Martinique et à l'entreprise SACARABANY Sarl de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise SACARABANY Sarl ayant pour objet le dédommagement des prestations supplémentaires réalisées dans le cadre l'opération de construction du Musée du Père Pinchon et du bâtiment des archives.

ARTICLE 2 : L'entreprise SACARABANY Sarl percevra selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de vingt-trois mille cinq cents euros (23 500,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930-028 article 231314 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à cette indemnisation.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

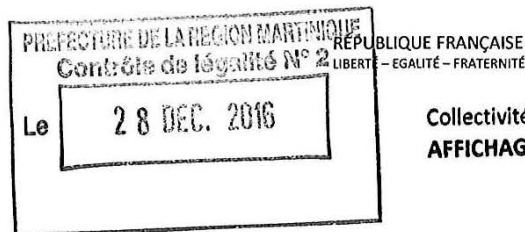
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-390-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE EGER MARTINIQUE SAS POUR DES PRESTATIONS DE DÉPANNAGE ÉLECTRIQUE

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu le code civil ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appel d'Offres en date du 12 octobre 2016 ;
Considérant les prestations réalisées par la société EGER MARTINIQUE SAS ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique de Martinique et à l'entreprise EGER MARTINIQUE SAS de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise EGER MARTINIQUE SAS ayant pour objet le dédommagement des prestations de dépannage électrique sur le système d'éclairage de la salle d'exposition du musée régional d'histoire et d'ethnographie.

ARTICLE 2 : L'entreprise EGER MARTINIQUE SAS percevra selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de deux mille trois euros et un centime (2 003,01 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 910-10 article 231318 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à cette indemnisation.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

Entre

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représenté par le Président du conseil exécutif, M. Alfred MARIE-JEANNE, désigné ci-après par le terme :

« La CTM »

d'une part,

Et

*L'entreprise EGER MARTINIQUE SAS représenté par son Directeur M.
à cet effet et désigné ci-après par le terme :*

habilité

« La société »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment les articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu le marché à bon de commande n°12 TST 035 conclu entre la Région et l'entreprise EGER MARTINIQUE SAS notifié le 27 décembre 2015, relative aux travaux d'éclairage de courants forts & faibles dans les lycées et bâtiments régionaux – LOT 3 SECTEUR CENTRE OUEST.

Vu la facture n° 2016-002 00679 de 2003,01 € TTC présentée par l'entreprises EGER MARTINIQUE SAS le 10 octobre 2016,

Vu l'avis n°en date du du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique

Vu la délibération n°en date de de la Collectivité Territoriale de Martinique

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'entreprise EGER MARTINIQUE SAS a réalisé un dépannage électrique, au Musée d'Histoire et d'Ethnographie, 10 Boulevard Général De Gaulle à Fort de France, en vue de maintenir le bon état de fonctionnement des appareillages et de la sécurité des personnes dans premier temps. Et de permettre la préparation de la manifestation intitulée « Le football en Martinique ».

Il s'avère que l'entreprise EGER MARTINIQUE n'a pu être payée du fait d'une commande établie au préalable. (Pièce jointe)

L'instruction de cette affaire a montré :

- que la prestation de dépannage et de remise en fonctionnement des installations électriques a bien été réalisée. (Pièces jointes)
- que la CTM a enrichi son patrimoine sans versement de la contrepartie correspondante.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Versement d'une indemnité à EGER MARTINIQUE SAS

La CTM s'engage à verser à l'entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées. Cette indemnité s'élève à **2003,01 €** (soit *deux mille trois euros et un centime*) et sera versée dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la CTM ne procéderait pas dans les délais prévus au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code Civil, avec toutes conséquences de droit. La société s'engage donc, contre l'exécution de la présente convention par la CTM, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

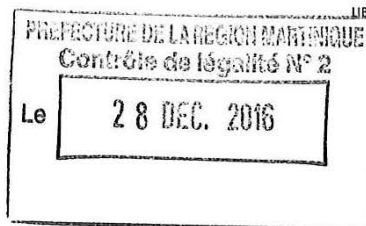
EGER MARTINIQUE SAS,

Le Président du Conseil Exécutif



Reçu notification, le

Le titulaire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-391-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE EGER MARTINIQUE SAS POUR DES PRESTATIONS D'ÉLECTRIFICATION

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu le code civil ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appel d'Offres en date du 12 octobre 2016 ;
Considérant les prestations réalisées par la société EGER MARTINIQUE SAS ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique de Martinique et à l'entreprise EGER MARTINIQUE SAS de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise EGER MARTINIQUE SAS ayant pour objet le dédommagement de la réalisation de prestations d'électrification de chapiteaux et de la vérification réglementaire d'une installation électrique temporaire par un bureau de contrôle pour la manifestation intitulée « Le football en Martinique ».

ARTICLE 2 : L'entreprise EGER MARTINIQUE SAS percevra selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quatre mille quatre cent cinquante-et-un euros trente-cinq centimes (4 451,35 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 910-10 article 231314 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à cette indemnisation.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Collectivité
Territoriale
de Martinique



REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

Entre

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représenté par le Président du conseil exécutif, M. Alfred MARIE-JEANNE, désigné ci-après par le terme :

« La CTM »

d'une part,

Et

*L'entreprise EGER MARTINIQUE SAS représenté par son Directeur M.
à cet effet et désigné ci-après par le terme :*

habilité

« La société »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment les articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu le marché à bon de commande n°12 TST 035 conclu entre la Région et l'entreprise EGER MARTINIQUE SAS notifié le 27 décembre 2015, relative aux travaux d'éclairage de courants forts & faibles dans les lycées et bâtiments régionaux – LOT 3 SECTEUR CENTRE OUEST.

Vu la facture n° 2016-002 00680 de 4451,35 € TTC présentée par l'entreprises EGER MARTINIQUE SAS le 10 octobre 2016,

Vu l'avis n°en date du du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique

Vu la délibération n°en date de de la Collectivité Territoriale de Martinique

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'entreprise EGER MARTINIQUE SAS a réalisé les prestations d'électrification de chapiteaux, de vérification réglementaire des installations électriques, au Musée d'Histoire et d'Ethnographie, 10 Boulevard Général De Gaulle à Fort de France, en vue de la manifestation intitulée « Le football en Martinique ».

Il s'avère que l'entreprise EGER MARTINIQUE n'a pu être payée du fait d'une commande établie au préalable. (Pièce jointe)

L'instruction de cette affaire a montré :

- que les prestations d'électrification de chapiteaux, de vérification réglementaire des installations électriques ont bien été réalisées. (Pièces jointes)
- que la CTM a enrichi son patrimoine sans versement de la contrepartie correspondante.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Versement d'une indemnité à EGER MARTINIQUE SAS

La CTM s'engage à verser à l'entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées. Cette indemnité s'élève à **4451,35 €** (soit *quatre mille quatre cent cinquante et un euros et trente-cinq centimes*) et sera versée dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la CTM ne procéderait pas dans les délais prévus au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code Civil, avec toutes conséquences de droit. La société s'engage donc, contre l'exécution de la présente convention par la CTM, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

EGER MARTINIQUE SAS,

Le Président du Conseil Exécutif

EGER
Martinique
Lot n° 9 - ZAC de Marigny
97232 Lamentin
Tel. 0596 54 54 94 - Fax 0596 54 54 94
Siret 479 602 245 00017 - Ape 1.

Reçu notification, le

Le titulaire

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-392-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ DOMSPOT

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir M. Raphaël MARTINE) Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu le code civil, notamment ses articles 2044 et 2058 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appel d'Offres en date du 14 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société DOMSPOT d'un montant de six mille six cent euros (6 600,00 €), suite à la réalisation de prestations d'abonnement et d'accès à internet.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la convention de ladite transaction à la société.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-392-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE



CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par
le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-
après par le terme :
« La Collectivité »

d'une part,

ET

La Société DOMSPOT représentée par Mr
cet effet et désigné ci-après par le terme :

habilitée à

« DOMSPOT »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu l'avis du ... en date dudu Conseil exécutif portant autorisation de signer la présente convention,

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

En début d'exercice 2016, il a été constaté un certain nombre de dysfonctionnements liés à la mise en œuvre des procédures de passation des marchés informatiques.

Ainsi, la Société DOMSPOT a assuré l'interconnexion de plusieurs sites au réseau informatique de la Collectivité (liaisons réseaux LAN-to-LAN), sur la base de bons de commande incluant une prestation jusqu'au dernier trimestre 2015. Ces interconnexions permettaient d'assurer les accès à internet aux sites (bâtiments) raccordés et aux services informatiques offerts par la collectivité régionale.

Cependant ces liaisons sans fil définies comme temporaires initialement, n'ont pas été interrompues ni fait l'objet d'une consultation en janvier 2016.

En effet 4 sites étaient encore interconnectés par le biais des liaisons et antennes du prestataire DOMSPOT en janvier 2016. Il s'agissait des organismes ou établissements dont la liste figure ci-dessous :

- Le Pôle Agroalimentaire Régional de Martinique (PARM) doté d'une liaison à 2Mbs
- Le Lycée Schoelcher doté d'une liaison à 10Mbs
- Le site de collecte du Lareinty doté d'une liaison de 4Mbs
- L'Hôtel de Cluny bénéficiait d'une liaison de secours de 4Mbs (offerte)

Suite à cet état des lieux, des mesures ont été prises par les Directions informatiques de la collectivité Territoriale de Martinique afin de régulariser la situation contractuelle et disposer d'un marché d'interconnexions de sites (bâtiments).

En premier lieu les Directions informatiques ont rédigé le CCTP pour lequel l'appel d'offres a été lancé dès le mois de février 2016, avec remise des offres au 17 mai 2016 et notification du marché alloti le 26 août 2016.

En second lieu, il a été demandé au prestataire DOMSPOT d'interrompre toutes les liaisons pour lesquelles il était possible de pallier ces coupures par d'autres biais. Ainsi, le lycée Schœlcher a cessé d'être relié fin avril 2016 et le Pôle Agroalimentaire en juin 2016. Le PARM ayant pu contracter régulièrement sur son budget propre une prestation d'accès à Internet.

Ces opérations ont permis d'interrompre intégralement la prestation assurée par DOMSPOT, sans impact sur la continuité de service public.

Bien que le prestataire ait relancé sur le paiement des prestations et n'ait présenté sa facture qu'en date du 28 juin 2016, il ne pouvait être procédé au

règlement de cette facture en l'état, faute de commande et de non-conformité de la procédure aux dispositions des marchés publics, puisque l'on constate la fourniture d'une prestation sans remise en concurrence et sans commande depuis le 1^{er} janvier 2016. Par ailleurs le seuil de la famille d'achat a été dépassé, compte-tenu du cumul des prestations identiques assurées par d'autres fournisseurs.

En effet, la prestation d'interconnexion de sites réalisée par DOMSPOT, a été effectuée alors que le marché 10SAG012 d'interconnexion des sites de la collectivité avait expiré depuis le 31 juillet 2015 et que le titulaire du précédent marché procédait également à la fourniture de ce service.

La facture n°FAK872 du 28 Juin 2016 présentée par DOMSPOT, pour les prestations assurées entre les mois de Janvier à juin 2016 s'élève à 6 657,56€ TTC.

Aussi, soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger.

Ainsi, tel que le prévoit l'article 2044 du code civil, il est proposé de procéder à «un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître», la convention transactionnelle. Il s'agira au travers de cette convention, d'indemniser la société DOMSPOT des préjudices financiers subis du fait des services rendus à la Collectivité en la matière. Les négociations ont aboutis à un montant d'indemnisation d'un montant de 6.600,00€ TTC.

Par conséquent, le montant total de l'indemnité due à l'entreprise en raison de l'enrichissement sans cause de la collectivité et correspondant au préjudice subi est estimé à **6.600,00€ TTC**.

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à la Société DOMSPOT

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société DOMSPOT, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à **6.600,00 € TTC**.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne

procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La société DOMSPOT s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

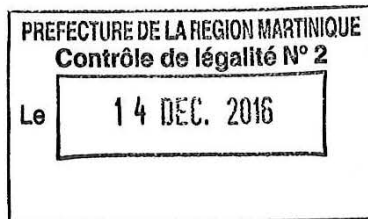
Directeur de La Société
DOMSPOT

Le Président du
Conseil exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n° De l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016
DÉLIBÉRATION N° 16-393-1

**PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ DIGICEL**

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;
Vu le code civil, notamment ses articles 2044 et 2058 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appel d'Offres en date du 12 octobre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société DIGICEL d'un montant de trente-cinq mille euros (35 000,00 €), suite à la réalisation de prestations d'abonnement et d'accès à internet.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la convention de ladite transaction à la société.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude L.
Collectivité Territoriale
Martinique

Annexe à la délibération n°16-393-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE



CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par
le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-
après par le terme :
« La Collectivité »

d'une part,

ET

La Société DIGICEL représentée par Mr
cet effet et désigné ci-après par le terme :
« *DIGICEL* »

habilitée à

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu l'avis du ... en date dudu Conseil exécutif portant autorisation de signer la présente convention,

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Des prestations d'abonnement et d'accès à internet à 60Mb/s pour le compte de la Collectivité Régionale. Ces services ont été assurés par l'opérateur DIGICEL sans publicité ni mise en concurrence, sur la base du bon de commande n°15D010592 daté du 5 mai 2015 et conclu pour une période de 3 mois puis, sans bon de commande à partir du mois de juillet 2015.

Aussi, les équipes administratives de la Collectivité Territoriale de Martinique ont lancé une consultation dès le mois de février 2016, afin de régulariser la situation contractuelle et disposer des services d'accès à internet de manière régulière.

La date de remise des offres avait été fixée au 17 mai 2016 et la notification du nouveau marché de « services et accès à internet centralisé » a été effectuée le 25 août 2016.

Cependant, pour assurer la continuité du service public en assurant notamment les accès à internet, la prestation réalisée par l'opérateur DIGICEL n'avait pas été interrompue. Il en résulte un certain nombre de factures en attente de paiement. Mais, il ne peut être procédé au règlement de ces factures, faute de marché ou de bon de commande. Il ressort un montant total de factures impayées s'élevant à 44.594,70€ dont le détail figure ci-après.

Référence externe	Date de facture	Objet	Montant TTC
2016011082	01/01/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps JANVIER 2016	4 459,35
2016021212	01/02/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps FEVRIER 2016	4 459,35
2016031334	01/03/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps MARS 2016	4 459,35
2016041460	01/04/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps AVRIL 2016	4 459,35
2016061719	01/05/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps MAI 2016	4 459,35
2016051591	01/06/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps JUIN 2016	4 459,35
2016071863	01/07/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps JUILLET 2016	4 459,35
2016082016	01/08/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps AOÛT 2016	4 459,35
2016092170	01/09/2016	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps SEPTEMBRE 2016	4 459,35
2015087	01/05/2015	ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps MAI 2015	4 459,35
201503141	01/03/2015	SOLDE ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps MARS 2015	0,60
201504210	01/04/2015	SOLDE ABONNEMENT ACCES INTERNET 60Mbps AVRIL 2015	0,60

Aussi, soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger tel qu'édicte dans l'article 2044 du code civil, par «un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître».

Concession de la Collectivité Territoriale de Martinique à DIGICEL

Sur présentation des justificatifs de l'opérateur DIGICEL et sur la base du prix moyen constaté sur l'appel d'offre des accès à 60Mbs (2000€/mois), la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser une indemnité globale forfaitaire et définitive de 35.000,00€ .

L'écart entre le montant facturé et l'indemnisation se justifie par le fait que le coût de la bande passante a considérablement chuté notamment depuis le rachat par DIGICEL de la société South Caribbean Fiber (SCF) opérateur télécom qui raccordait les Antilles par le câble sous-marin.

Cette indemnisation est donc versée en remboursement des dépenses utiles et nécessaires faites par la société DIGICEL, pour assurer les services d'accès à internet.

Concession de la Société DIGICEL

En contrepartie de ces règlements qui constituent un solde de tous comptes, la société DIGICEL renonce irrévocablement à toutes demandes complémentaires au titre des prestations effectuées concernant ces services d'accès à internet et renonce notamment à tous intérêts et au remboursement de frais financiers.

Le total de l'indemnité due à l'entreprise en raison de l'enrichissement sans cause de la collectivité s'élève à **35.000,00€**.

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à la Société DIGICEL

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société DIGICEL, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à **35.000,00 €**.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne

procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

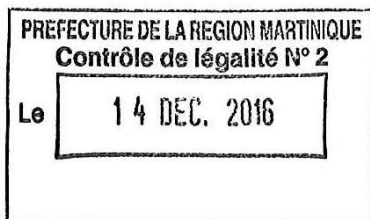
Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La société DIGICEL s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

Directeur de La Société
DIGICEL

Le Président du
Conseil exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n° 15-003 du 18 décembre 2015
De l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-394-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ INTERFACE CARAIBES SUITE À L'ACQUISITION DE LICENCES ANTIVIRUS

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu le code civil, notamment ses articles 2044 et 2058 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission d'Appel d'Offres en date du 12 octobre 2016 ;
Vu l'avis de la commission Affaires juridiques et textes du 18 novembre 2016 ;
~~Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 18 novembre 2016 ;~~
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société interface caraïbes d'un montant de vingt-quatre mille euros (24 000,00 €) suite à l'acquisition de licences antivirus pour le compte de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la convention de ladite transaction à la société.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

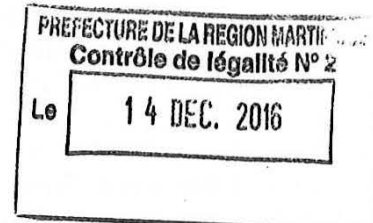
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Annexe à la délibération n°16-394-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE



CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par
le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-
après par le terme :
« La Collectivité »

d'une part,

ET

La Société INTERFACE CARAIBE représentée par Mr
habilité à cet effet et désigné ci-après par le terme :

« *INTERFACE CARAIBE* »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu l'avis du ... en date dudu Conseil exécutif portant autorisation de signer la présente convention,

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

la Collectivité Régionale en fin d'exercice 2015 a fait l'acquisition auprès de la société INTERFACE CARAIBES, de licences antivirus afin de sécuriser l'ensemble du parc d'ordinateurs de la future Collectivité Territoriale de Martinique. Cette démarche s'est accompagnée d'une irrégularité dans la procédure, car elle s'est traduite par l'émission d'un bon de commande n° 2015-00004102 du 03 décembre 2015, de 897 licences antivirus de marque Symantec, puis de la fourniture de 2213 licences du même éditeur, sans bon de commande associé.

Les factures suivantes ont de ce fait été réceptionnées par la Collectivité :

- Une facture relative aux 897 licences s'élevant à 10.127,13€ HT soit 10.987,94€ TTC
- Une autre (n°21505555 du 21/12/2016) relative aux 2213 licences pour un montant de 24 984,77€ HT soit 27 108,48€ TTC.

Il est à noter que le cumul des montants des factures relatives à l'acquisition de l'intégralité des licences de l'ex Région excède le seuil de 25.000,00€ HT.

De ce fait l'achat concerné par le présent rapport comme tous les autres achats de l'ex Région aurait dû figurer dans un marché passé selon la procédure adaptée.

La facture n°21505555 du 21/12/2016 de 24 984,77€ HT ne pouvait donc être mandatée en l'état.

Aussi, soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger.

Ainsi, tel que le prévoit l'article 2044 du code civil, il est proposé de procéder à «un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître», la convention transactionnelle.

Compte-tenu du déploiement effectif des licences antivirus sur les postes de la Collectivité Territoriale de Martinique, la réalisation de la prestation ne peut être remise en cause.

Concession de la Collectivité Territoriale de Martinique à INTERFACE CARAIBE

Sur présentation des justificatifs de l'opérateur INTERFACE CARAIBE et sur la base du prix moyen constaté sur le marché, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser une indemnité globale forfaitaire et définitive de 24.000,00€. Cette indemnisation est versée en remboursement des dépenses utiles et nécessaires faites par la société INTERFACE CARAIBE, pour assurer la fourniture des licences antivirus.

Concession de la Société INTERFACE CARAIBE

En contrepartie de ces règlements qui constituent un solde de tous comptes, la société INTERFACE CARAIBE renonce irrévocablement à toutes demandes complémentaires au titre des prestations effectuées concernant ces services d'accès à internet et renonce notamment à tous intérêts et au remboursement de frais financiers.

Le total de l'indemnité due à l'entreprise en raison de l'enrichissement sans cause de la collectivité s'élève à **24.000,00€**.

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à la Société INTERFACE CARAIBE

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société INTERFACE CARAIBE, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à **24.000,00 €**.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La société INTERFACE CARAIBE s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

Directeur de La Société
INTERFACE CARAIBE

Le Président du
Conseil exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n° 15-003 du 18 décembre 2015
De l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 03 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-395-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-651-1 DU 26 MARS 2015 PORTANT DÉLÉGATION DE DÉCISIONS À LA COMMISSION PERMANENTE POUR LA RÉALISATION D'ACTIONS DE FORMATIONS AU TITRE DU PROGRAMME RÉGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (PRFPA 2015) ET DU PROGRAMME RÉGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES (PRFPJ) 2015

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-651-1 du 23 mars 2015, portant délégation de décisions à la Commission Permanente pour la réalisation d'actions de formation ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération n°15-651-1 du 23 mars 2015 susvisée est modifié comme suit :

« - Le programme régional de formation professionnelle des adultes (PRFPA 2015) devient : Programme de formation professionnelle des adultes (P.F.P.A).

- Le Programme régional de formation professionnelle des jeunes (PRFPJ 2015) devient : Programme de formation professionnelle des jeunes (P.F.P.J).

Mandat est donné par l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêtés délibérés au sein du Conseil Exécutif toutes les décisions afférentes à la réalisation des opérations suivantes :

- Réalisation d'actions de formation au titre du Programme de Formation Professionnelle des Adultes (PFPA),

- Réalisation d'actions de formations au titre du Programme de Formation Professionnelle des Jeunes (PFPJ) ».

ARTICLE 2 : Le montant prévisionnel de l'achat des programmes de formation sera imputé sur la ligne 932-25-611 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique selon les modalités suivantes :

AUTORISATION D'ENGAGEMENT	CRÉDIT DE PAIEMENT	ANNÉE
20 007 344 €	7 507 172 €	2015
	10 000 172 €	2016
	2 500 000 €	2017

ARTICLE 3 : Les dispositifs seront présentés en co-financement du Fonds social européen.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré, au sein du conseil exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous actes et documents dans le cadre de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

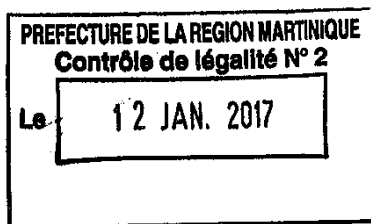
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-396-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L7331-3 et particulièrement son article L 7224-19 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 06 septembre au 17 octobre 2016.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 5 JAN. 2017



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-397-1

PORTANT CONVENTION DE DEPOT AUX ARCHIVES DE MARTINIQUE (SITE DE TARTENSON) D'UN TABLEAU REPRESENTANT PIERRE BALTHAZAR DU BUC DE BELFOND ET SON EPOUSE ELISABETH DE FEVRIER

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE) Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le projet de convention de dépôt entre le Parc naturel régional de la Martinique (PNRM) et la Collectivité Territoriale de Martinique relatif au dépôt d'un tableau représentant le couple Du Buc de Bellefond.

ARTICLE 2: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tout acte et tout document nécessaires à l'application de la présente délibération.

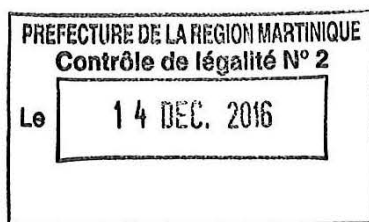
ARTICLE 4: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-398-1

PORTANT AUTORISATION DE LA PRISE EN CHARGE DU TITRE DE TRANSPORT DE MONSIEUR POUR SA PARTICIPATION AU SALON DU LIVRE DE PARIS 2015

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, Titre II, Livre II, notamment ses articles L. 7224-14, L.7227-23; L.7226-7; L.7226-8 et L.7226-10;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération n°14-1510-1 du 13 octobre 2014 portant participation du Conseil régional au Salon du livre 2015 ;

Vu la délibération n°15-848-1 du 28 mai 2015 de la commission permanente du Conseil régional portant octroi d'une aide financière à des professionnels du livre (salon du livre de Paris 2015) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n°15-63 du 5 février 2015 portant prise en charge des frais de transport de professionnels du livre, membres de la délégation invitée en vue de leur participation au Salon du livre de Paris 2015 ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la facture du 31 mars 2015 émise par la compagnie air rance, pour le transport de monsieur

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge par le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, du titre de transport Fort-de-France/Paris et retour, émis le 12 mars 2015 par la Compagnie Air France, et établi au nom de monsieur .

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les mesures d'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer d'une manière générale tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

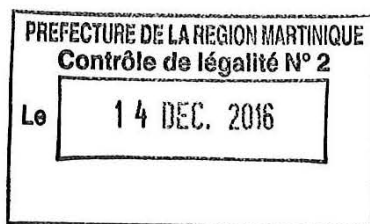
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude Lise




U



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-399-1

PORTANT DÉSIGNATION DU HALL DE L'HOTEL DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE PAR LE NOM DE FRANTZ FANON

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Caude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation à Monsieur Yann MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité patrimoine le 18 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la désignation du hall de l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique sis à Plateau-Roy par le nom de Frantz FANON.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute disposition et signer tous les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude Zéphyrin




Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 05 JAN. 2017



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-400-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE D'OUTRE-MER (ODEADOM)

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël Martine), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires Juridiques et Textes le 08 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement Agricole, Agro-Transformation et Elevage le 17 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte des dispositions contenues dans le projet de décret relatif à l'organisation territoriale de l'office de développement de l'économie agricole d'outre-mer (ODEADOM).

Elle émet toutefois les observations suivantes :

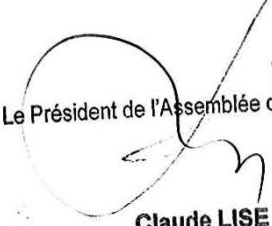
- Le texte ne relève que d'une volonté de déconcentration et non de décentralisation.
- Les élus locaux n'ont aucune influence notable.
- Les conseillers à l'Assemblée de Martinique souhaitent que les nouvelles dispositions permettent d'accélérer et de fluidifier les procédures et entraînent ainsi objectivement une meilleure efficacité du développement agricole en Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 5 JAN. 2017



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-401-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA PROROGATION DU MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE D'OUTRE-MER (ODEADOM)

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires Juridiques et Textes le 08 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement Agricole, Agro-Transformation et Elevage le 17 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte des dispositions contenues dans le projet de décret relatif à la prorogation du mandat du conseil d'administration de l'office de développement de l'économie agricole d'outre-mer (ODEADOM).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 05 JAN 2017



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-402-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2017

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 08 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017.


ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 05 JAN. 2017



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-403-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ARTICLE DB11 DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2017 (PROPAGANDE ÉLECTORALE)

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu la saisine du Préfet en date du 9 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 08 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis défavorable sur le projet d'article DB11 du projet de loi de finances pour 2017 (Propagande électorale).

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique considèrent que les dispositions proposées dans le projet de loi de finances pour 2017 sont déconnectées de la réalité des territoires ultramarins. Ils s'interrogent sur l'efficacité et le pragmatisme de la réduction des coûts préconisée par la réforme : l'accès à l'information pour tous ne serait ni équitable, ni garantie.

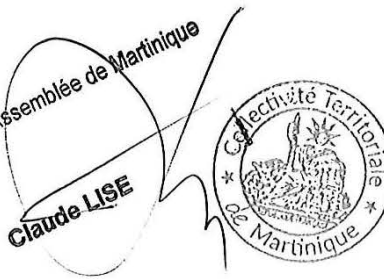
ARTICLE 2: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE



The image shows a handwritten signature of Claude LISE over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique and the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' around the perimeter.



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JAN. 2017



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-404-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ARTICLE DB17 DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2017 (RÉPARTITION DGF)

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu la saisine du Préfet en date du 9 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 08 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 novembre 2016 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis défavorable sur le projet d'article DB17 du projet de loi de finances pour 2017 (Répartition DGF).

L'Assemblée de Martinique considère que la Collectivité Territoriale de Martinique n'a pas les moyens de s'inscrire dans le cadre de cette réforme financière initiée par l'Etat et que l'outre-mer n'est pas en mesure, au moment du débat portant sur l'égalité réelle de ses territoires avec la France hexagonale, de contribuer à ce pacte de responsabilité.


ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE

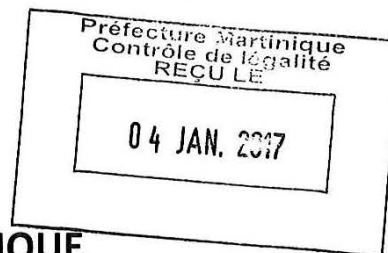




Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 05 JAN 2017

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-405-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET AMÉNAGEANT L'AIDE À LA CONTINUITÉ TERRITORIALE EN CAS D'OBSÈQUES

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par les commissions affaires juridiques et textes le 08 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret aménageant l'aide à la continuité territoriale en cas d'obsèques.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique considèrent que le principe d'une aide aux obsèques au départ de l'Outre-mer vers la France est très positif, toutefois il serait requis qu'il soit prévu une réciprocité en sens inverse (France => Outre-mer.)

Ils déplorent l'absence de précision quant à une possibilité de cumul de deux « aides aux obsèques ».

Ils insistent sur la nécessité d'étendre le projet au transport entre les différentes collectivités ultramarines.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE

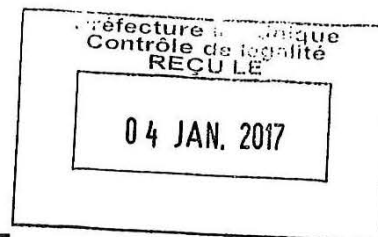




Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 05 JAN. 2017

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-406-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N°2002-120 DU 30 JANVIER 2002 RELATIF AUX CARACTÉRISTIQUES DU LOGEMENT DÉCENT PRIS POUR APPLICATION DE L'ARTICLE 187 DE LA LOI N°2000-1208 DU 13 DECEMBRE 2000 RELATIVE À LA SOLIDARITÉ ET AU RENOUVELLEMENT URBAIN

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu la saisine du Préfet en date du 14 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 08 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret modifiant le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain.


ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 05 JAN 2017

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Préfecture Martinique
Contrôle de légalité
REÇU LE

04 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-407-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PRIS POUR L'APPLICATION DE LA LOI N°2016-274 DU 7 MARS 2016 RELATIVE AU DROIT DES ÉTRANGERS EN FRANCE ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et texte le 08 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis réservé sur le projet de décret pris pour l'application de la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France et portant diverses dispositions relatives à la lutte contre l'immigration irrégulière.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique considèrent que la question de la saisine du juge des libertés et des peines demeure une interrogation majeure quant au motif justifiant d'écarter les outre-mer de ce dispositif.

Ils s'interrogent aussi sur le véritable fonctionnement du « traitement automatisé » étendu aux Outre-mer, et plus spécifiquement sur la procédure de répartition des dossiers des ressortissants étrangers sur tous les territoires français.

Enfin, ils déplorent l'absence d'information concernant l'association des autorités locales dans ce processus.


ARTICLE 2: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 05 JAN. 2017

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-408-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PRIS POUR L'APPLICATION DE LA LOI N° 2016-274 DU 7 MARS 2016 RELATIVE AU DROIT DES ÉTRANGERS EN FRANCE ET RELATIF À LA COMPÉTENCE DU PRÉFET EN CAS D'ASSIGNATION À RÉSIDENCE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 742-2 DU CODE DE L'ENTRÉE ET DU SÉJOUR DES ÉTRANGERS ET DU DROIT D'ASILE

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 08 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis réservé sur le projet de décret pris pour l'application de la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France et relatif à la compétence du préfet en cas d'assignation à résidence en application de l'article 1. 742-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Ce projet de texte est en lien avec le projet de décret pris pour l'application de la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France et portant diverses dispositions relatives à la lutte contre l'immigration irrégulière.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique considèrent que la question de la saisine du juge des libertés et des peines demeure une interrogation majeure quant au motif justifiant d'écarter les Outre-mer de ce dispositif. Ils s'interrogent aussi sur le véritable fonctionnement du « traitement automatisé » étendu aux Outre-mer, et plus spécifiquement sur la procédure de répartition des dossiers des ressortissants étrangers sur tous les territoires français.

Enfin, ils déplorent l'absence d'information concernant l'association des autorités locales dans ce processus.


ARTICLE 2: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 5 JAN. 2017



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-409-1

PORTANT AVIS AVEC OBSERVATIONS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX COMMISSIONS DE LA FORÊT ET DU BOIS POUR LES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER ET MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE FORESTIER

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu la saisine du Préfet en date du 18 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 08 novembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 17 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret relatif aux commissions de la forêt et du bois pour les collectivités d'outre-mer et modifiant certaines dispositions du code forestier, sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

L'Assemblée de Martinique regrette la sous-représentation des élus des collectivités locales au sein de la commission par rapport aux représentants de l'État. Elle souhaite en conséquence une meilleure représentation des conseillers de l'Assemblée de Martinique.

Elle indique par ailleurs, que l'appellation « Commission Territoriale de la forêt et du bois » serait plus appropriée pour la Martinique que celle de « Commission régionale de la forêt et du bois ».


ARTICLE 2: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JAN. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°16-410-1

PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 7224-18, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-89-1 du 25 avril 2016 portant compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif en matière de contentieux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-191-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif en matière de contentieux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-259-1 du 04 octobre 2016 portant compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au président du conseil exécutif en matière de contentieux ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-411-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

**PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2076-7 DU 17 NOVEMBRE 2015
PORTANT OCTROI AU TITRE RÉGIONAL À L'EMPLOI À LA SOCIÉTÉ
CONSEIL GESTION ET SUIVI EN MILIEU RURAL**

L'An deux mille seize, et le vingt-quatre novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération n°13-1533-1 du 23 juillet 2013 portant modification de la délibération n°13-1118-1 du 18 juin 2013 (dispositif d'aide régionale à l'emploi) ;

Vu la délibération n°13-1533-1 du 19 septembre 2013 est ajoutée au secteur entreprises dans l'annexe de la délibération n°16-16-1 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le conseil général et la conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération n°15-2076-7 du 17 novembre 2015 portant octroi d'aide au titre de l'aide régionale à l'emploi à la société conseil gestion et suivien milieu rural ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération n°16-151-1 du 19 juillet 2016 portant reconduction du dispositif d'attribution de l'aide à l'emploi, modification de la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 ;
Vu l'arrêté n° 2016 PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-Présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Mme Marinette TORPILLE, conseillère exécutive, en charge du développement économique ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : l'article 1 de la délibération n°15-2076-7 du 17 novembre 2015 est modifié comme suit:

-«Une subvention de vingt-huit mille trois cent quatre-vingt-treize euros (28 393 €) est attribuée à la société CONSEIL GESTION ET SUIVI EN MILIEU RURAL pour le recrutement d'une secrétaire polyvalente, au titre de l'aide à l'emploi.»

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906, fonction 632 article 20421 du budget régional et versée au bénéficiaire selon les modalités précisées par la convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en CP 2015
- 50% en CP 2016

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

DÉLIBÉRATION N° 16-412 -1

PORTANT ACQUISITION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER PROPRIÉTÉ DE LA SAS PARC AQUATIQUE DE LA MARTINIQUE, CADASTRE SECTION D N^{OS} 941, 942, 973 ET 979 SITUÉ ROUTE DES PITONS AU CARBET

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE, Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du jeudi 03 novembre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), le transports et les sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 16 novembre 2016 ;
Considérant l'estimation du service France Domaines en date du 16 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique de l'ensemble immobilier propriété de la SAS Parc Aquatique de Martinique, cadastré section D N^{os} 941, 942, 973 et 979 situé au Carbet, Route des Pitons .

ARTICLE 2 : L'acquisition telle mentionnée à l'article 1 se fera sur la base de l'estimation de France Domaines.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante sera prélevée au chapitre 900 - code analytique 490 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.


ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour poursuivre cette opération et signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la collectivité territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

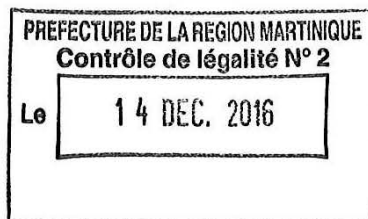
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, moins de 18 abstentions, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-413-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION GÉOMARTINIQUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTION

L'An deux mille seize et le 23 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Louise TELLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (pouvoir à M. Fred LORDINOT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. Félix CATHERINE), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), le transports et les sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est accordée une subvention d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) à l'association Géomartinique dans le cadre de la réalisation de son programme d'activité au titre l'année 2016.

ARTICLE 2 : la dépense correspondante est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif , aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application de la présente délibération.

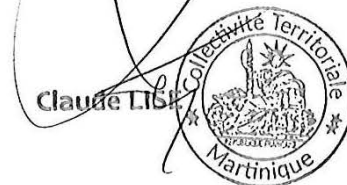
ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

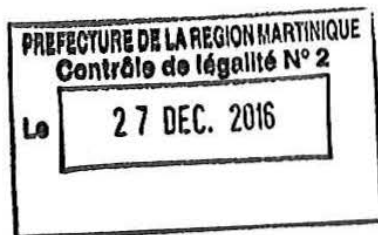
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la collectivité territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec moins de dix huit abstentions, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-414-1

PORTANT APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA FONDATION AGIR CONTRE L'EXCLUSION POUR L'ACQUISITION DE CHAUFFE EAU SOLAIRE PAR CENT FOYERS PRÉCAIRES

L'An deux mille seize, et le vingt-trois novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Kora BERNABE (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Belfort BIROTA (pouvoir à Mme Marie-France TOUL), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (pouvoir à Mme Marie-Line LESDEMA), Sandra VALENTIN (pouvoir à M. Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération n°16-272-1 portant mise en oeuvre du Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie (PTME) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et l'énergie : Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture.) ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologies le 21 novembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la convention entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et la Fondation « Agir contre l'exclusion » pour la mise en oeuvre du dispositif financier incitatif d'acquisition de Chauffe Eau Solaire Individuel (CESI) à destination de familles démunies.

Les conditions de partenariat et de versement des primes pour le chauffe eau solaire sont définies par convention.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 907-758 article 20421 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique. Elle sera versée à l'attributaire selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du conseil exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à la mise en oeuvre de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention mentionnée à l'article 1 de la présente délibération ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

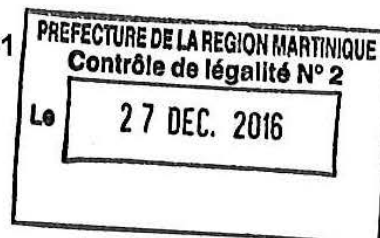
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 23 et 24 novembre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération n°16-414-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION DE PARTENARIAT

Opération Chauffe-eau solaire solidaire

Entre La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE et la
Fondation Agir Contre l'Exclusion

Entre d'une part :

La Collectivité Territoriale de Martinique, n°SIRET : 200 055 507 00012, ayant son siège social Rue Gaston Defferre – CS 30137 – 97 201 Fort de France, représentée par Monsieur Alfred Marie-Jeanne, agissant en qualité de Président du Conseil Exécutif

ci-après désignée par « la CTM »,

et d'autre part,

la Fondation « Agir contre l'exclusion » ci-après désignée par (F.A.C.E.) représentée par l'association « Point Services aux Particuliers Martinique », dont le siège social se trouve au 4, boulevard Allègre 97200 Fort-de-France présidée par Monsieur ,

ci-après désignée par « Le Bénéficiaire »

Conjointement dénommées ci-après « les Parties » et individuellement « une Partie ».

PREAMBULE.

Dans le cadre de sa mission, la CTM développe une politique d'accompagnement des actions d'efficacité énergétique à travers le Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie. A ce titre, la CTM est très attachée à voir se développer des projets en lien avec les économies d'énergie (isolation, solaire thermique, appareils électroménagers performants etc.) notamment chez les familles à bas revenus.

Le Bénéficiaire a pour finalité la lutte contre la précarité, en proposant aux habitants de l'île une aide diversifiée répondant entre autres à leurs difficultés financières, en leur permettant d'économiser leurs ressources et celles de l'environnement, notamment en maîtrisant leur consommation énergétique.

Le Bénéficiaire se propose de développer un projet qui vise à permettre l'accès de familles à bas revenus à l'eau chaude solaire afin d'alléger leur facture d'électricité. A cet effet, le Bénéficiaire entend réunir les financements permettant de financer jusqu'à 95% du prix d'un chauffe-eau solaire, le montant résiduel étant à la charge des familles démunies.

C'est dans ces conditions que les Parties se sont rapprochées, afin de convenir des modalités de la présente convention de partenariat (dénommée ci-après « la Convention »).

Ceci étant préalablement exposé, les Parties sont donc convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET.

La Convention a pour objet de définir les conditions et modalités de versement d'une subvention par la CTM au Bénéficiaire en vue de permettre le financement partiel d'une opération d'aide aux familles démunies pour l'acquisition de chauffe-eau solaire individuels, dénommée l'opération Chauffe-eau solaire solidaire.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE.

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser cette subvention afin de financer partiellement l'acquisition de 100 chauffe-eau solaires individuels par des familles en situation de précarité énergétique.

ARTICLE 3. CONDITIONS FINANCIERES.

La CTM s'engage à apporter au Bénéficiaire une subvention de 35.000 € (Trente cinq mille euros).

Cette subvention sera versée à la signature de la Convention étant entendu que le Bénéficiaire présentera les justificatifs afférents à la terminaison de l'opération.

La subvention sera versée par la CTM, sur le compte bancaire du Bénéficiaire ouvert au nom du Bénéficiaire, dont les coordonnées bancaires sont :

Banque : Caisse d'épargne Provence Alpes Corse la Martinique. Code Banque : 11315 Code Guichet : 00001 N° de compte : 0812 Clé RIB : 79

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE.

Le Bénéficiaire s'oblige à utiliser la subvention exclusivement en vue de la réalisation des objectifs visés dans la présente convention.

Le Bénéficiaire garantit que la subvention versée par la CTM est destinée à la réalisation des objectifs du Bénéficiaire. En particulier, le Bénéficiaire s'interdit d'utiliser la subvention pour rémunérer toute forme d'activité ou toute activité illégale et/ou contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs en France ou dans tout autre Etat.

ARTICLE 5. DUREE DE LA CONVENTION.

La Convention prendra effet à la date de sa notification au Bénéficiaire. Elle est conclue pour une durée de 2 ans.

Le non renouvellement de la Convention ne donnera lieu pour aucune des Parties à aucune indemnité.

ARTICLE 6. CESSION ET TRANSFERT DE LA CONVENTION.

Les Parties conviennent que la Convention est conclue *intuitu personae*. En conséquence elles ne peuvent sans l'accord formel de l'autre Partie céder tout ou partie des droits ou obligations qui en résultent.

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE – JURIDICTION.

La Convention est soumise au droit français.

A défaut de solution amiable que les Parties s'obligent à rechercher en priorité, tous contestations ou litiges pouvant s'élever à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution de la Convention seront soumis à la juridiction des tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 8. STIPULATIONS DIVERSES.

La Convention et ses annexes représentent l'intégralité des accords existants entre les Parties.

La Convention ne peut être modifiée que par un avenant signé entre les Parties. Elle prévaut sur toute autre stipulation de nature contractuelle antérieure, verbale ou écrite échangée entre les Parties.

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention est annulée en tout ou en partie, la validité des stipulations restantes de la Convention n'en sera pas affectée. Dans ce cas, les Parties doivent, si possible, remplacer cette stipulation annulée par une stipulation valable correspondant à l'esprit et à l'objet de la Convention.

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile à leurs adresses respectives mentionnées en tête des présentes.

Fait à Fort-de-France, le

En quatre exemplaires originaux,

Pour FACE



Président du PSP Martinique

Pour la CTM

Alfred MARIE-JEANNE

Président du Conseil Exécutif



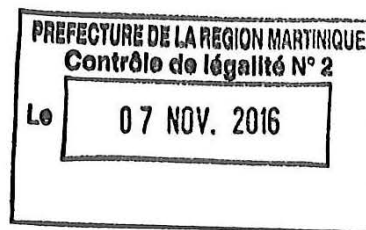
ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE

Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 - PAM – 55 du – 7 NOV. 2016

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du
Conseil de surveillance de l'EHPAD du Robert (Les Filaos)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu le code de la santé publique ;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;
Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016 - PAM – 17 du 11 avril 2016 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein des établissements de santé – établissements hospitaliers ;

ARRETE

Article 1 : La désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de surveillance de l'EHPAD du Robert « Les Filaos », mentionnée à l'arrêté n°2016 – PAM-17 du 11 avril 2016 susvisé, est annulée et remplacée par la présente.

Article 2 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de surveillance de l'EHPAD du Robert (Les Filaos) :

- Monsieur Belfort BIROTA
- Madame Stéphanie NORCA
- Madame Patricia TELLE.

Article 3 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la collectivité territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

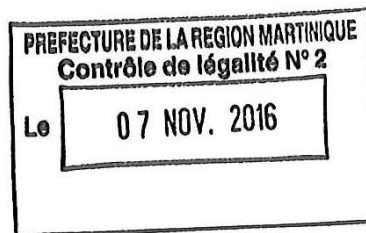
Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE

The seal of the Collectivité Territoriale de Martinique, featuring a circular design with the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' around the perimeter and a central emblem depicting a landscape with a building and trees.

Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 PAM – 56 du 7 NOV. 2016

Portant désignation du représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Trinité

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;
Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

ARRETE

Article 1 : Est désigné pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Trinité, le conseiller suivant :

- Monsieur Richard BARTHELERY.

Article 2 : Le Président du Conseil exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

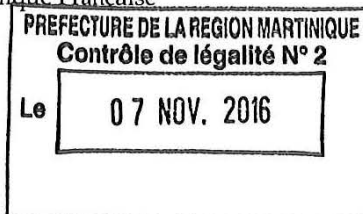
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 PAM - 57 du - 7 NOV. 2016

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la
Commission chargée d'établir la liste pour le jury criminel 2017

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 259 à 267 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu l'ordonnance n°2014-1543 du 19 décembre 2014 notamment son article 39;
Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;
Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Commission chargée d'établir la liste pour le jury criminel 2017, les conseillers suivants :

- Madame Diane MONTROSE
- Monsieur Georges CLEON
- Madame Marie-France TOUL
- Madame Patricia TELLE
- Madame Marie-Frantz TINOT.

Article 2 : Le Président du Conseil exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N° 2016 - PAM - 58 du 7 NOV 2016

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la
Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 7227-12 à L. 7227-16 et L.7223-5 ;

Vu le code de la santé publique notamment son article L. 1432-4;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) de la Martinique, les conseillers suivants :

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
- Claude LISE	- Raphaël MARTINE - Josiane PINVILLE
- Louise TELLE	- Christiane BAURAS - Maryse PLANTIN
- Stéphanie NORCA	- Sandrine SAINTE-AIMÉ - Michelle BONNAIRE
- Jenny DULYS-PETIT	- Sandra VALENTIN - Félix CATHERINE

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 PAM – 59 du 30 NOV. 2016

Portant désignation de Madame NELLA Aurélie, conseillère exécutive de Martinique, pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'Administration de l'Université des Antilles

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu la loi n° 2015-737 du 25 juin 2015 portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur ;

Vu les statuts de l'Université des Antilles approuvés le 23 juin 2016 ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en séance publique du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n° 16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

ARRETE

Article 1 : Madame NELLA Aurélie, conseillère exécutive de Martinique en charge de l'Enseignement supérieur et la recherche, et les Affaires juridiques, est désignée pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) au sein du conseil d'administration de l'Université des Antilles.

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



République Française

Collectivité
Territoriale
de Martinique



ARRETE N°2016 PAM - 60 du 30 NOV. 2016

Portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL
et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 7221-1, L. 7223-2 et suivants, L. 7222-12 et suivants ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en séance publique du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n° 15-002 de l'Assemblée de Martinique adoptée en séance publique du 18 décembre 2015 portant élection des vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

ARRETE

Article 1 : En cas d'absence et d'empêchement de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique, délégation de fonction est donnée à Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

Monsieur Yan MONPLAISIR pourra signer toute correspondance ou actes relatifs à la conduite des affaires de l'Assemblée de Martinique.

Article 2 : En cas d'absence et d'empêchement de Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL, Vice-présidente de l'Assemblée de Martinique reçoit délégation de fonction.

Madame Marie-France TOUL pourra signer toute correspondance ou actes relatifs à la conduite des affaires de l'Assemblée de Martinique ;

Article 3 : En cas d'absence et d'empêchement de Monsieur Yan MONPLAISIR et de Madame Marie-France TOUL, Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique reçoit délégation de fonction.

Monsieur Jean-Philippe NILOR pourra signer toute correspondance ou actes relatifs à la conduite des affaires de l'Assemblée de Martinique

Article 4 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Fait à Fort-de-France, le 30 NOV. 2016, le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA
SOLIDARITÉ, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA
PREVENTION SANITAIRE

DIRECTION DE LA PREVENTION DE L'EVALUATION
MEDICO-SOCIALE

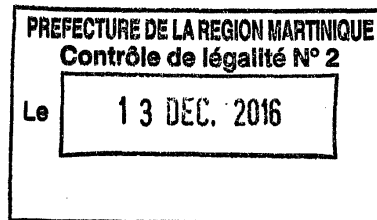
Direction de la Prévention Médico-sociale

Affaire suivie par : Dr MARCELIN Maryse

REF.: DGA1/DPMS/NMD/N°

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

Fort-de-France, le **AR 10 11. 16 - 3 4 7 8 -**



ARRETE

Autorisant à titre provisoire la délocalisation de la Maison d'Assistantes Maternelles sise 8 rue Des Fleurs – Clairière - 97200 FORT-DE-FRANCE vers le 7 rue Des Fleurs – Clairière – 97200 FORT-DE-FRANCE.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

VU l'autorisation d'ouverture de la Maison d'Assistantes Maternelles accordée à l'association « ILE Ô ENFANTS » en date du 27 septembre 1999 ;

VU la loi n° 2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistants maternels et assistants familiaux.

VU la loi n° 2010-625 du 9 juin 2010 relative à la création des Maisons d'assistants maternels ;

VU le guide ministériel à l'usage des services de PMI et des assistants maternels de mars 2016 ;

VU la demande formulée par Madame pour la réalisation des travaux/aménagements de mise en conformité des locaux sis 8 rue Des Fleurs – Clairière – 97200 FORT-DE-FRANCE ;

VU les recommandations émises par le service de P.M.I concernant les travaux restant à effectuer dans les locaux situés au 8 rue Des Fleurs- Clairière – 97200 FORT-DE-FRANCE.

VU La visite de conformité effectuée dans les locaux sis 7 rue Des Fleurs – Clairière à FORT-DE-FRANCE, par Madame le médecin Chef du service de P.M.I et de l'équipe du secteur de P.M.I le 19 septembre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par Monsieur le Maire de la ville de FORT-DE-FRANCE ;

VU l'Avis favorable émis par Madame le médecin Chef du service de P.M.I ;

ARRETE

Article 1 : La délocalisation provisoire de la maison d'assistantes maternelles sise 8 rue Des Fleurs – Clairière – 97200 FORT-DE-FRANCE vers les locaux sis 7 rue Des Fleurs- Clairière – 97200 FORT-DE-FRANCE est autorisée à compter du 3 novembre 2016 jusqu' à l'achèvement des travaux concernant les locaux situés 8 rue Des fleurs.

Article 2 : Les assistantes maternelles dont les noms suivent sont autorisées à accueillir les enfants conformément aux termes de leur attestation d'agrément respective, à savoir :

- Madame
 - Agréée pour 4 enfants de moins de 18 ans.

- Madame
 - Agréée pour 4 enfants de moins de 18 ans.

- Madame
 - Agréée pour 4 enfants de moins de 18 ans.

L'effectif des enfants pouvant être accueillis simultanément ne doit pas dépasser douze (12).

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.



Le Président du Conseil
Collectivité Territoriale de Martinique
par délégation, le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTÉ

- 7 NOV. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DE LA
SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA
PREVENTION SANITAIRE

DIRECTION DE LA PREVENTION DE L'EVALUATION
MEDICO-SOCIALE

Direction de la Prévention Médico-sociale

Affaire suivie par : Dr MARCELIN Maryse

Puéricultrice : Mme EDWIGE

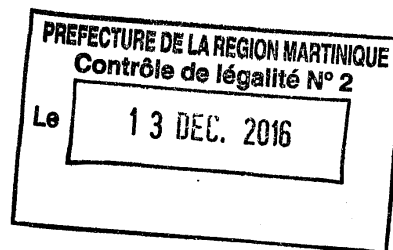
Tél. : 0596 55 27 89

REF.: DGA1/DPMS/EA/NMD/N°

**CONSEIL GENERAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

Fort-de-France, le

AR 10 11. 16 - 3 6 1 8 -



ARRETE

Modifiant l'arrêté n°464 en date du 08 mars 2012 qui autorise l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance dénommée "LE PETIT POUCKET", sise sur le territoire de la ville du LAMENTIN.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 2324-1 ; L. 2324-2, L. 2324-4 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 111-8-3,11, R 123-43 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L. 214-1

VU le Code de l'éducation notamment son article L. 335-6 ;

VU le Décret n° 92-785 du 6 août 1992 relatif à la Protection Maternelle et Infantile ;

VU le décret n° 2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique (dispositions réglementaires) ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n° 380 du 25 avril 1996 de Monsieur le Président du Conseil Général de la Martinique autorisant l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance dénommée "LE PETIT POUCKET" ;

VU la demande d'agrément de la structure d'accueil de type jardin d'enfants émanant de l'association "LE PETIT POUCKET" représentée par Madame

VU le procès-verbal établi suite à la visite de la Sous- Commission départementale de sécurité en date du 13 octobre 2016 ;

VU le procès-verbal établi suite à la visite de la Commission de Contrôle de Conformité du 19 septembre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par Madame le Médecin de P.M.I., Chef du Service de Protection et de Promotion de la Santé, de la Famille et de l'Enfance ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services.

ARRETE

Article 1 : Est autorisée l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance, de type jardin d'enfants dénommée «LE PETIT POUCKET», sise à la villa Les Quatre Vents – route d'Acajou – 97232 LAMENTIN, dirigée par Madame _____ titulaire du diplôme d'Etat d'Educatrice de Jeunes Enfants.

L'établissement fonctionne du lundi au vendredi de 7 h 00 à 17 h 30.

Article 2 : La capacité d'accueil de cet établissement bénéficiant d'une dérogation pour l'accueil d'enfants de 18 mois à 2 ans, est fixée à quarante (40) enfants maximum de 18 mois à 6 ans.

Article 3 : L'établissement fonctionne sous la responsabilité de Madame _____ assistée de mesdames _____ et _____, titulaires du diplôme d'Etat d'Educatrice de Jeunes Enfants, de Madame _____, titulaire d'un C.A.P petite enfance/animatrice B.A.F.A, de Madame _____, titulaire d'un C.A.P petite enfance, de Mesdames _____ et _____, animatrices B.A.F.A et de Madame _____, auxiliaire de vie sociale/agent de cuisine et de ménage.

Compte tenu de la dérogation accordée pour l'accueil des enfants de 18 mois à 2 ans, l'effectif du personnel encadrant directement les enfants ne devra jamais compter moins d'un professionnel pour dix (10) ou fraction de dix (10).

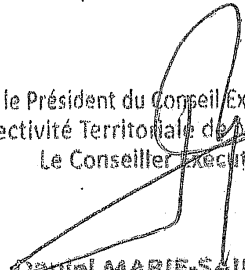
Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel encadrant directement les enfants ne peut pas être inférieur à deux, dont au moins un professionnel.

Article 4 : La surveillance sanitaire du jardin d'enfants est assurée par Monsieur le Docteur , médecin généraliste – 97200 FORT-DE-FRANCE.

Article 5 : Le présent arrêté est délivré sans limitation de durée à compter du 25 novembre 2016.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif,


DANIEL MARIE-SAINTE

9 NOV. 2016

Collectivité
Territoriale
de Martinique

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EAU
SERVICE CONDUITE OPÉRATIONS TRAVAUX
BUREAU OPERATIONNEL 2
Affaire suivie par : Rodolphe BATTERY Tél. : 0596 59 84 30 Rodolphe.battery@collectivite-territorialedemartinique.mq Sous la référence : DGA2/DIE/SCOT/BO2/RB/DD/ N° 2275809

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

Fort-de-France, le

AR 07 11. 16 - 3 4 1 3 -

ARRETE

REGLEMENTANT LA CIRCULATION SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE N°18
AU PR9+000 – QUARTIER JOSSEAUD
COMMUNE DE RIVIERE-PILOTE

TRAVAUX DE RECONSTRUCTION D'UN OUVRAGE HYDRAULIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment, les articles, L 7211-1 et L 7224-16,

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Considérant la nécessité de réaliser des travaux de reconstruction d'un ouvrage hydraulique sur la Route Départementale n°18, au PR9+000, quartier Josseaud, commune de RIVIERE PILOTE,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1

En raison des travaux de reconstruction d'un ouvrage hydraulique sur la Route Départementale n°18, au PR9+000, quartier Josseaud, commune de RIVIERE PILOTE, la circulation des véhicules sera réglementée à compter du lundi 31 Octobre 2016, pour une durée d'un mois (01).

ARTICLE 2

L'entreprise **TPG ANTILLES** est autorisée à travailler dans l'emprise des travaux pendant la période indiquée à l'article 1.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire sera mise en place sous la responsabilité de la Direction Générale Adjointe Infrastructures Équipements,

Les usagers de la Route Départementale n°18, quartier Josseaud, Commune de RIVIERE PILOTE, sont priés de respecter la signalisation qui sera mise en place.

ARTICLE 4

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique,
Le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique,
Le Maire de la commune de RIVIERE PILOTE,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Une ampliation sera adressée au Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, au Chef de service du SAMU, au Maire de la commune de RIVIERE PILOTE.

Fait à Fort-de-France, le

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif



Daniel MARIE-STEINTE

- 7 NOV. 2016

Collectivité
de Territoriale
Martinique

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EAU
SERVICE CONDUITE OPERATIONS TRAVAUX
BUREAU OPERATIONNEL 2
Affaire suivie par : Rodolphe BATTERY Tél. : 0596 59 66 64 Rodolphe.battery@ctm.mq Sous la référence : DGA2/DIE/SCOT/BO2/RB/PB 2264882

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

Fort-de-France, le

ARRETE AR 08 11. 16 - 3 4 6 7 -

REGLEMENTANT LA CIRCULATION SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE N°10
DU PR34+900 AU PR35+000 – PONTS HILLETE ET POTICHE
COMMUNES DE MACOUBA ET DE GRAND-RIVIERE

TRAVAUX DE REPARATION D'OUVRAGE D'ART

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment, les articles, L 7211-1 et L 7224-16,

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Considérant la nécessité de réaliser des travaux de réparation d'ouvrage d'art sur la Route Départementale n°10, du PR34+900 au PR35+000, Ponts Hillette et Potiche, communes de Macouba/Grand-Rivière,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1

En raison des travaux de réparation des ouvrages d'art sur la Route Départementale n°10, du PR 34+900 au PR 35+000, Ponts HILLETTE et POTICHE sur les communes de MACOUBA/GRAND-RIVIERE, la circulation des véhicules sera alternée à compter du lundi 10 octobre 2016, pour une durée de deux (2) mois.

ARTICLE 2

L'entreprise SOMATRAS est autorisée à travailler dans l'emprise des travaux pendant la période indiquée à l'article 1.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire sera mise en place sous la responsabilité de la Direction Générale Adjointe Infrastructures et Équipement,

Les usagers de la Route Départementale n°10, du PR34+900 au PR35+000, Ponts Hillette et Potiche, communes de MACOUBA et de GRAND-RIVIERE, sont priés de respecter la signalisation qui sera mise en place.

ARTICLE 4

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux règlements en vigueur.

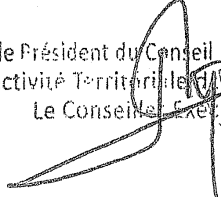
ARTICLE 5

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique,
Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique,
Le Maire des communes de MACOUBA et de GRAND-RIVIERE,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Une ampliation sera adressée au Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, au Chef de service du SAMU, aux Maires des communes de MACOUBA et GRAND-RIVIERE..

Fait à Fort-de-France, le

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif,

Daniel MARIE-SAINTÉ



- 7 NOV. 2016

Collectivité
Territoriale
de Martinique

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EAU
SERVICE CONDUITE OPERATIONS TRAVAUX
BUREAU OPERATIONNEL 2
Affaire suivie par : Rodolphe BATTERY Tél. : 0596 59 84 30 Rodolphe.battery@collectivite-territorialedemartinique.mq Sous la référence : DGA2/DIE/SCOT/BO2/RB/DD/ N° 2275488

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

Fort-de-France, le

ARRETE AR 08 11. 16 - 3 4 7 5 -

REGLEMENTANT LA CIRCULATION SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE N°18
AU PR3+500 – QUARTIER EN CAMEE
COMMUNE DE RIVIERE-PILOTE

TRAVAUX DE RECONSTRUCTION D'UN OUVRAGE HYDRAULIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment, les articles, L 7211-1 et L 7224-16,

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Considérant la nécessité de réaliser des travaux de reconstruction d'un ouvrage hydraulique sur la Route Départementale n°18, au PR3+500, quartier En Camée, commune de RIVIERE PILOTE,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1

En raison des travaux de reconstruction d'un ouvrage hydraulique sur la Route Départementale n°18, au PR3+500, quartier En Camée, commune de RIVIERE PILOTE, la circulation des véhicules sera réglementée à compter du lundi 31 Octobre 2016, pour une durée d'un mois (01).

ARTICLE 2

L'entreprise **TPG ANTILLES** est autorisée à travailler dans l'emprise des travaux pendant la période indiquée à l'article 1.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire sera mise en place sous la responsabilité de la Direction Générale Adjointe Infrastructures Équipements,

Les usagers de la Route Départementale n°18, quartier En Camée, Commune de RIVIERE PILOTE, sont priés de respecter la signalisation qui sera mise en place.

ARTICLE 4

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique,
Le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique,
Le Maire de la commune de RIVIERE PILOTE,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Une ampliation sera adressée au Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, au Chef de service du SAMU, au Maire de la commune de RIVIERE PILOTE.

Fait à Fort-de-France, le

Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTÉ



- 7 NOV. 2016

Fort-de-France, le

ARRETE N° AR 24 11. 16 - 3 6 5 2 -

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE RENFORCEMENT D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ENTRE LES GIRATOIRES MAHAULT ET L'HORLOGE SUR LA RD 15 DU POINT REPERE 1+100 AU POINT REPERE 0+150 AU LIEU-DIT FOUR À CHAUX SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU LAMENTIN

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, **ODYSSI - Régie communautaire de l'Eau et de l'Assainissement, sise 7-9 rue des Arts et Métiers, Bâtiment Flore Gaillard, lotissement Dillon-Stade – B.P. 162 – 97202 Fort-de-France Cedex, pour la réalisation des travaux cités en objet,**

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des lieux dressé le 04 octobre 2016,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau.

ARRETE :

ARTICLE 1er : Autorisation

L'ODYSSI - Régie communautaire de l'Eau et de l'Assainissement, sise 7-9 rue des Arts et Métiers, Bâtiment Flore Gaillard, lotissement Dillon-Stade – B.P. 162 – 97202 Fort-de-France Cedex, est autorisée, suite à sa demande du 10 octobre 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la route départementale 15 du PR 1+100 au PR 0+150 au quartier Four à Chaux sur le territoire de la ville du Lamentin, pour lesquels elle a sollicité une autorisation, à charge pour elle, de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la **fiche n° 1** annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la **fiche n° 1** annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés correspondant à un droit fixe de **26,00 €** et à une redevance annuelle de **24, 60 €** conformément à l'annexe jointe à l'arrêté et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions


La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Maire de la Ville de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique, au Maire de la Ville de Fort-de-France.

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif,

Daniel MARIE-SAINTÉ 

23 NOV. 2016

RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

ODYSSI

Régie communautaire de l'Eau et de l'Assainissement

7-9 rue des Arts et Métiers – Bât. Flore Gaillard

Lotissement Dillon-Stade

B.P. 162

97202 FORT DE FRANCE CEDEX

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE RENFORCEMENT D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
ENTRE LES GIRATOIRES DE L'HORLOGE ET MAHAULT**

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées pourront être réalisées à la trancheuse, sinon devront respecter une largeur constante de 0,50 m et une profondeur minimum 1,00 m.

Pour les tranchées longitudinales sous chaussée, la tranchée doit être implantée en priorité hors passage des roues des véhicules, en principe dans l'axe des voies de circulation.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en œuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autres matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en œuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q 350 pour couche de base ;
- Fermeture provisoire à niveau zéro avec 0,26 m de béton Q 350 pour couche de base et de surface,
- 0.06 m d'enrobés denses à chaud : BB0/6 pour couche de surface, après rabotage de la couche de surface en béton sur 0.06 m et de l'ancien tapis d'enrobés sur la demi-chaussée concernée par les travaux.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

Passage sous accotements

Accotement : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée.

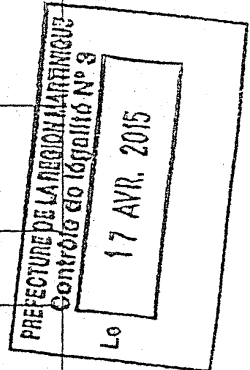
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PÉMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009 • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 9,09 € m/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009 • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 2,88 € m/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005 • 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005 • 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm • 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm • 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm • 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<p>♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u></p> <p>• <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination.</p> <p>• <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> :</p> <p>- 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres.</p> <p>• <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> :</p> <p>- 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres.</p> <p>♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an</p> <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005 27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	54,00 € km/an
• Concessionnaires		
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien	26,00 €	54,00 € km/an
• Particuliers		
• Concessionnaires et opérateurs privés		
Dépôts de toute nature		
• Particuliers	26,00 €	6,00 €/m2/mois
• Entreprises		29,00 €/m2/mois
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Equipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
Contrôle de légalité N° 3
17 AVR. 2015
L.O

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

AR 24 11. 16 - 3 6 5 3 -

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE POSE DE CONDUITES MULTIPLES ET D'IMPLANTATIONS D'ARMOIRES DE SOUS REPARTITION SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 15 AU PR 3+600 – QUARTIER CHAMBORD ET AU PR 4+900 – QUARTIER BELEME – SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU LAMENTIN

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, **Société ORANGE – URCC Caraïbes** Route du Vert Pré – BP 604 - 97232 LE LAMENTIN, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des lieux dressé le 17 Août 2016,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé des Infrastructures et de l'Équipement,

ARRETE :

ARTICLE 1er : Autorisation

La Société ORANGE – URCC Caraïbes Route du Vert Pré – BP 604 97232 LE LAMENTIN, est autorisée suite à sa demande en date du 01 Août 2016, à procéder aux travaux de pose de conduites multiples et d'implantations d'armoires de sous répartition sur la route départementale 15 au PR 3+600 – quartier Chambord et au PR 4+900 - quartier Bélème sur le territoire de la ville du LAMENTIN, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté**.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du jeudi 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental (Commission Permanente, séances des 05/12/2013 et 02/03/2015) le montant de la redevance à percevoir pour les travaux autorisés ci-dessus s'élève à **238,14 €** correspondant à un droit variable de **237,60 €** (2 armoires) et de **0,54 €** (18 ml de conduites de fibre optique) conformément à l'annexe jointe à l'arrêté.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjoint chargé des Infrastructures et de l'Équipement, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Maire de la Ville du LAMENTIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique, au Maire de la Ville du LAMENTIN.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTÉ

22 NOV. 2016

RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**SOCIETE ORANGE
URCC Caraïbes Route du Vert Pré
BP 604
97232 LE LAMENTIN**

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le _____ à _____

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR LES TRAVAUX
TRAVAUX DE POSE DE CONDUITES MULTIPLES ET D'IMPLANTATIONS D'ARMOIRES
DE SOUS REPARTITION**

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction de la Gestion des Routes afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction de la Gestion des Routes.

Le bénéficiaire informera la Direction de la Gestion des Routes du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées pourront être réalisées à la trancheuse, sinon devront respecter une largeur constante de 0,50 m et une profondeur minimum 1,00 m.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les canalisations ou conduites doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais, (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en oeuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E – IMPLANTATION D'ARMOIRES ELECTRIQUES

L'implantation des armoires se fera dans la limite du domaine public comme suit : 5,50 ml/axe RD 15 au PR 3+600 et 7,50 ml/axe RD 15 au PR 4+900.

F - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q 350 pour couche de base ;
- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BB0/14 pour couche de surface
ou
- 0,25 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

Passage sous accotements ou trottoirs

Trottoirs :

Ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

Accotement :

Si la tranchée est située à moins UN METRE (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée.

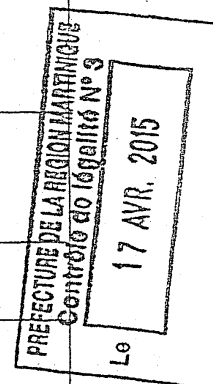
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 9,09 € ml/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 2,88 € ml/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm • 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm • 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm • 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<p>♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination. • <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres. • <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 200,00-€/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres. <p>♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an</p> <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
		27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	
• Concessionnaires		54,00 € km/an
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien		
• Particuliers	26,00 €	54,00 € km/an
• Concessionnaires et opérateurs privés		
Dépôts de toute nature		
• Particuliers	26,00 €	6,00 €/m2/mois
• Entreprises		29,00 €/m2/mois
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Equipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
 Contrôle de légalité N° 3

17 AVR. 2015

Lo

Fort-de-France, le

ARRETE N° AR 29 11. 16 - 3 6 6 4 -

**PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE POINTS D'ARRETS DE BUS
SUR LES ROUTES DEPARTEMENTALES CI-APRES :**

RD 45A - PR 0+600 – QUARTIER TARTENSON – VILLE DE FORT DE FRANCE

RD 44 - PR 3+000 – QUARTIER RAVINE TOUZA – VILLE DE SCHOELCHER

RD 44 – PR 3+750 – QUARTIER CAMPUS – VILLE DE SCHOELCHER

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) - Immeuble les Cascades III – Place François Mitterrand BP 407 - 97204 Fort de France, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet,

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des lieux dressé le 25 Août 2016,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé des Infrastructures et de l'Équipement,

ARRETE :

ARTICLE 1er : Autorisation

La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) Immeuble les Cascades III – Place François Mitterrand BP 407 - 97204 Fort de France est autorisée, suite à sa demande en date du 07 octobre 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus, pour lesquels elle a sollicité une autorisation, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

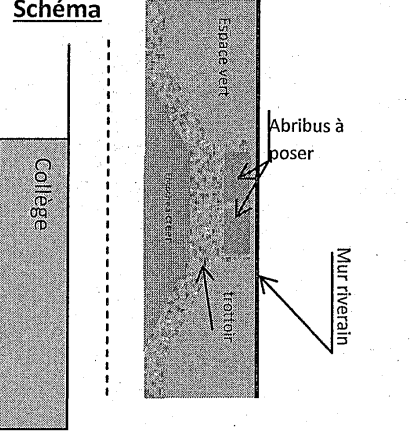

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

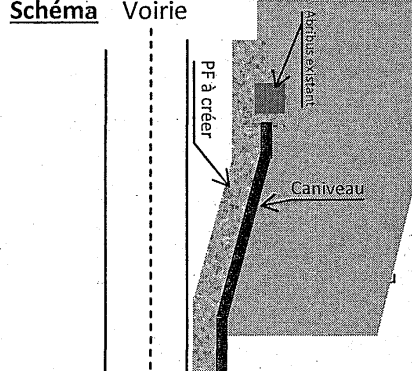
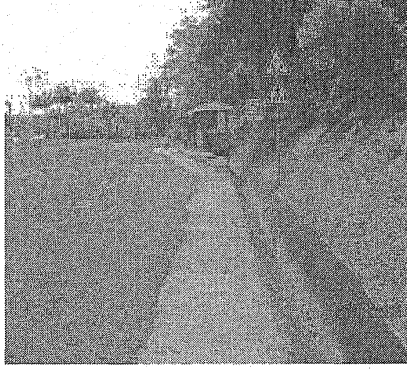
ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

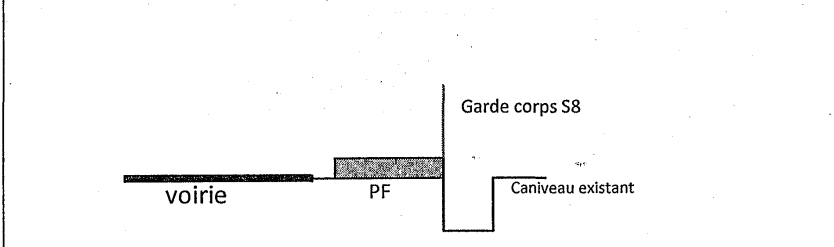
Les travaux seront réalisés par l'entreprise **COLAS** conformément aux croquis ci-après pour la ligne de bus L 33 :

1/Arrêt Tartenson Pv 3 (devant collège)

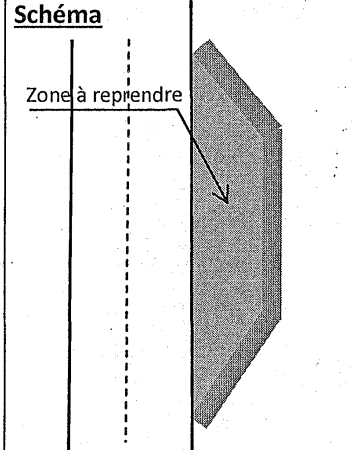
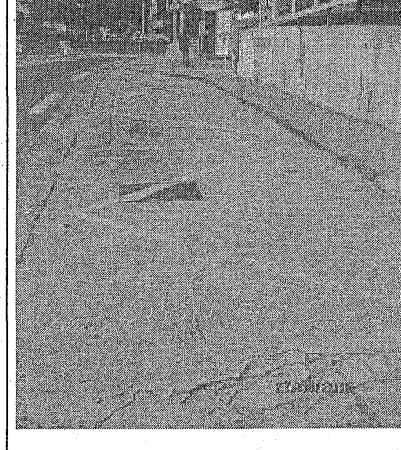
<p>Commentaires :</p> <p>Encoche +trottoir (1.50 m en largeur)+dalle de support pour 2 abribus à créer .</p> <p>Premier décroché 10ml + 12 ml de longueur d'arrêt + 10 ml deuxième décroché.</p> <p>Les abribus seront implantés de façon à être directement à la vue des bureaux du collège.</p> <p>Mât infos à déposer.</p> <p>Lieu : Morne tartenson</p>	<p>Schéma</p> 	
--	---	---

1/Arrêt Venice

<p>Commentaires :</p> <p>Trottoir +T2 à créer le long de l'encoche</p> <p>UN garde corps type S8 sera mis en place</p> <p>Le long du trottoir.</p> <p>Une traversé hydraulique, dans le sens de la largeur, de la PF sera à prévoir.</p> <p>RD derrière université</p>	<p>Schéma Voirie</p> 	
---	--	---

	
--	--

2/Campus

Commentaires :	Schéma	
<p>Reprise de la bande de roulement en B.A.</p> <p>Un arrêt provisoire sera implanté en aval de la circulation.</p> <p>Un cheminement piéton devra être assuré et sécurisé.</p>		

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

Cette autorisation est délivrée à titre gratuit.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargé des Infrastructures et de l'Équipement, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Maire de la Ville de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique, au Maire de la Ville de Fort de France.

Le Président du Conseil Exécutif
Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif,

Daniel MARIE-SAINTE



RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE
DE LA MARTINIQUE (CACEM)**
IMMEUBLE LES CASCADES III
PLACE FRANÇOIS MITTERAND BP 407
97204 FORT DE FRANCE

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le _____ à _____

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR LES TRAVAUX
DE CREATION D'UNE PLATEFORME D'ARRETS DE BUS**

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Les tranchées longitudinales devront être signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétro-réflécteurs.

C - EXECUTION DE FOUILLES

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les canalisations ou conduites doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

Les fouilles ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la fouille susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en œuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DE FOUILLES

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais, (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en œuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

E - REMISE EN ETAT DES LIEUX

L'entretien des plateformes d'arrêts de bus sera à la charge du pétitionnaire.

L'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

+ Assurer la continuité de l'assainissement pluvial

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

ARRETE N° AR 29 11. 16 - 3 6 7 6 -

**PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE RACCORDEMENT AU RESEAU D'EAUX USEES DU
LABORATOIRE TERRITORIAL D'ANALYSE ET DU LOTISSEMENT FAVORITE SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 13 DU
PR 2+950 AU PR 3+175 (COTE DROIT) AU QUARTIER LA FAVORITE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU LAMENTIN**

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, ODYSSI - Régie communautaire de l'Eau et de l'Assainissement, sise 7-9 rue des Arts et Métiers, Bâtiment Flore Gaillard, lotissement Dillon-Stade – B.P. 162 – 97202 Fort-de-France Cedex, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet,

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des lieux dressé le 17/11/2016,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé des Infrastructures et de l'Équipement,

ARRETE :

ARTICLE 1er : Autorisation

L'ODYSSI - Régie communautaire de l'Eau et de l'Assainissement, sise 7-9 rue des Arts et Métiers, Bâtiment Flore Gaillard, lotissement Dillon-Stade – B.P. 162 – 97202 Fort-de-France Cedex, est autorisée, suite à sa demande en date du 09 novembre 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la route départementale 13 du PR 2+950 au PR 3+175 (côté droit) au quartier La Favorite sur le territoire de la ville du Lamentin, pour lesquels elle a sollicité une autorisation, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés ci-dessus s'élève à **32,72 €** correspondant à un droit fixe de **26,00 €** et à une redevance annuelle de **6,72 €** conformément à l'annexe jointe à l'arrêté et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée des Infrastructures et de l'Équipement, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Maire de la Ville du Lamentin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique, au Maire de la Ville du Lamentin.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif

28 NOV. 2016

Daniel MARIE-SAINTÉ



RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction de la Gestion des Routes

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

ODYSSI

Régie communautaire de l'Eau et de l'Assainissement

7-9 rue des Arts et Métiers – Bât. Flore Gaillard

Lotissement Dillon-Stade

B.P. 162

97202 FORT DE FRANCE CEDEX

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE RACCORDEMENT AU RESEAU D'EAUX USEES DU LABORATOIRE TERRITORIAL D'ANALYSE ET DU LOTISSEMENT FAVORITE

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction de la Gestion des Routes afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction de la Gestion des Routes.

Le bénéficiaire informera la Direction de la Gestion des Routes du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, Orange, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de baudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées pourront être réalisées à la trancheuse, sinon devront respecter une largeur constante de 0,50 m et une profondeur minimum 1,00 m.

Pour les tranchées longitudinales sous chaussée, la tranchée doit être implantée en priorité hors passage des roues des véhicules, en principe dans l'axe des voies de circulation.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en oeuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.